



Digitized by the Internet Archive  
in 2010 with funding from  
University of Ottawa







*LES LOISIRS*

D U

CHEVALIER D'EON.

TOME DOUZIEME.



LES LOISIRS  
DU  
CHEVALIER D'EON  
DE BEAUMONT,

Ancien ministre plénipotentiaire de France ,  
SUR

*Divers sujets importants d'administration , &c.*

P E N D A N T

SON SÉJOUR EN ANGLETERRE.

---

*Eruditio inter prospera ornamentum , inter adversa refugium.*  
LAERTIUS.

---

T O M E D O U Z I E M E.



A A M S T E R D A M.

---

M. DCC. LXXV.

1890

1890

1890

1890

1890

1890

20

25

30

35

40

45



# DÉTAIL GÉNÉRAL

DE TOUTES LES PARTIES

*D E S F I N A N C E S*

DU ROYAUME DE FRANCE,

*AVEC des observations politiques & intéressantes tant sur la multiplicité des impôts, que sur l'administration & la régie des finances de ce royaume.*

---

## *A V I S P R É L I M I N A I R E.*

**J**E me propose dans le détail que je présente au public, de lui faire connoître de la maniere la mieux circonstanciée, non seulement toutes les parties qui regardent le trésor, & en général ce qui concerne les revenus du roi très-chrétien; mais encore les différentes fermes qui en font le recouvrement, & les droits divers qui en font le principal objet.

Tome XII,

A

On jugera facilement que , dans une matiere d'une étendue aussi importante , ne voulant rien donner au hafard , j'ai dû me borner à ces temps , où j'ai pu être instruit par moi-même de tout ce qui y avoit rapport ; mais la généralité que je donne à mes recherches , l'ordre & l'exaétitude que j'y ai apportés , mettront tout lecteur intelligent en état de ramener avec facilité les choses au point où elles sont actuellement.

---

## C H A P I T R E   P R E M I E R.

*Idee succinte de l'origine des principaux droits imposés sur les François.*

**L**ES domaines des rois de France , aussi anciens que la monarchie , n'ont presque jamais été en état de suffire à ses dépenses. Chaque siecle a exigé des moyens d'y suppléer , qui se renouvelloient , ou qui varioient selon les circonstances , jusqu'à ce que des événements dont il étoit difficile de prévoir la fin , aient donné lieu à en substituer de durables , dont les temps n'ont fait que perpétuer & affermir l'institution.

La noblesse ayant épuisé ses biens dans la guerre des croisades , Louis IX se vit obligé en 1255 de permettre aux roturiers d'acquérir des biens nobles ; il y consentit , mais en les astreignant à payer le droit de franc-fief.

Cette guerre procura , comme chacun le fait , beaucoup d'héritages à l'église , & ce monarque jugea à propos en 1275 , d'assujettir les ecclésiast-

tiques au droit d'amortissement des biens qu'ils possédoient.

Ce même prince , pour soutenir les dépenses de l'état , se trouva ensuite dans la nécessité d'introduire une espèce de taille , dont le nom & la régie furent confirmés par les besoins qui en exigèrent la continuation.

Philippe le Long commença , en 1318 , l'établissement des gabelles.

La rançon du roi Jean , prisonnier en Angleterre , fut l'époque des droits d'aides , de gros , & autres d'entrées & de consommation , sur les besoins , marchandises & denrées.

Les grandes guerres que soutint Louis XIV , le bon ordre & la nécessité de pourvoir aux besoins de l'état , qui ne cessèrent de se multiplier sous un regne continuellement agité , donnerent lieu en 1655 à l'établissement de la formule ; en 1693 , au contrôle des actes de notaires , qui avoit déjà été introduit en 1581 & 1606 , sous les regnes de Henri III & de Henri le Grand ; en 1695 , à la capitation , & en 1710 , à l'institution du dixieme , actuellement réduit au vingtieme , depuis le premier janvier 1750.

Le tabac , les quatre & deux sous pour livre , le sceau des actes , les droits de greffes , les droits réservés , & autres établis à l'instar des précédents , ou qui ont été attribués à différentes charges ou à divers offices de judicature , charges de ville & autres de quelque nature que ce soit , ainsi que lesdites charges & lesdits offices , comme ensuite , les cours , tribunaux & juridictions nécessaires pour prononcer sur les contestations à naître , ont été également appliqués au profit de

la couronne , à mesure que les circonstances l'exigeoient.

Ces droits n'ont pas toujours été afferlés ; mais tantôt ils ont été en régie , traités ou aliénés , & tantôt en fermes , dont les baux ont , pour l'ordinaire , été de six ans. Depuis 1726 , ils ont continué sans interruption sur ce pied , pour tous les objets dont les produits sont connus ; & l'usage d'aliéner ou de faire régir n'a été réservé que pour les especes de droits , dont l'établissement moderne ne présente encore rien de certain.

Toutes ces différentes régies ou fermes se sont ordinairement traitées sous des noms supposés , ou sous le nom d'un seul , pour en faciliter l'administration. C'est par ces noms qu'on désigne chaque affaire , ainsi que le temps & le lieu où elle a existé , & les véritables intéressés ou fermiers ne sont que les cautions des personnes qui ont prêté leurs noms , pour paroître en public sous la qualité de traitants.



## C H A P I T R E   I I .

### *Des fermes générales & royales unies.*

ON comprend , sous le nom de fermes générales , les droits de toute nature , qui étoient autrefois divisés en plusieurs fermes ; mais qui , en 1728 , ont été unis dans une , dont le bail , appelé en conséquence bail général des fermes royales unies , se renouvelle tous les six ans à une compagnie de soixante fermiers-généraux ou intéressés.



## ARTICLE PREMIER.

*Droits qui composent la ferme générale.*

1°. **T**OUTES les gabelles de France grandes ou petites. Les premières comprennent les ventes de sel par impôts ou les ventes volontaires dans toute l'étendue du royaume, conformément à l'ordonnance de 1680, & réglemens faits en conséquence, à l'exception des pays exempts, qui sont les généralités & provinces de Poitou, Saintonge, la Rochelle, Angoumois, Limousin, Haute & Basse-Marche, Périgord, Guienne, Gascogne & Bretagne. Les petites gabelles ont lieu dans les provinces de Lyonnais, Dauphiné, Provence, Languedoc, Roussillon & pays étrangers.

2°. Les domaines du roi situés en Franche-Comté, conformément à l'édit de 1701, à l'égard des casuels.

3°. Les cinq grosses fermes, consistantes aux droits d'entrée & de sortie du royaume, sur toutes sortes de marchandises, & qui comprennent les diverses espèces suivantes.

4°. Péages de Péronne.

5°. Droits de sortie sur les vins, droits locaux d'Anjou consistants au parisis, droits des officiers établis, prévôté de la Rochelle, Courtis de Maraude.

6°. Convention par doublement, droits d'abord & consommation sur le poisson.

6 D É T A I L G É N É R A L

7°. Contrôle sur les toiles.

8°. Cendres , soudes & gravelées.

9°. Droits de sortie & entrée de Flandre , consistants dans tous les droits de cinq pour cent , de transit & généralement tous ceux qui y sont existants.

10°. Douane de Lyon & de Valence.

11°. Douane de Paris.

12°. Denier Saint-André.

13. Droits de poids & casses , table de marbre , vingtaine de carène , deux pour cent d'avenues , hard & tarroir , drogueries , épiceries , & par quintal d'alun , &c.

14°. Foraine & domaine de Provence.

15°. Foraine & domaine en patentes de Languedoc.

16°. Droits d'entrée & de sortie du Roussillon.

17°. Foraines d'Arfac.

18°. Coutumes de Baïonne.

19°. Convois , comptable , courtages de Bordeaux.

20°. Traités de Charente.

21°. Prévôté de Nantes.

22°. Ports & havres de Bretagne.

23°. Droits de vingt pour cent sur les marchandises du levant.

24°. Droits sur l'étain qui entre dans le royaume.

25°. Droits sur tous les ports du royaume.

26°. Droits sur les huiles & savons.

27°. Les quatre & deux sous pour livre.

28°. Domaines d'occident , en Canada , réduits à rien depuis la paix de 1762.

29°. Capitation aux isles de l'Amérique , & greffes y établis.

30°. Domaines d'occident en France.

31°. Droits de rivières, gros & augmentations, aides & entrées de Paris.

32°. Six deniers de crédit à la halle aux vins.

33°. Pieds-fourchus qui entrent dans Paris.

34°. Domaines, barrages & poids-le-roi dans Paris.

35°. Formule ordinaire dans Paris, plat pays de ce pays, & lieu où les aides & domaines ont cours.

36°. Aides des plats pays & élection de Paris, à l'exception de Pontoise.

37°. Tous les droits d'aides, à l'exception de ceux de la ville de Paris, avec les droits y joints.

38°. La marque d'or & d'argent.

39°. La marque des fers.

40°. Contrôle des bières dans Paris.

41°. Droits sur les suifs.

42°. Inspecteurs aux boucheries de Metz, du Dauphiné & du Roussillon.

43°. Impôts & billons de Bretagne.

44°. Vente exclusive du tabac dans tout le royaume.

Il est bon de remarquer qu'il y a en France beaucoup d'autres droits, qui font partie des domaines du souverain, & ne font pas cependant partie de ses fermes générales : tels sont

Les droits d'entrée de Paris sur les marchandises & denrées ;

Ceux des officiers sur les ports ;

Les quais & halles ;

Les auneurs de toiles ;

Les droits sur les cartes, la poudre & le salpêtre.

## A R T I C L E   I I.

*Distribution de la régie des fermes générales.*

CETTE ferme étant la principale & la plus considérable partie de la finance, le détail en est par conséquent immense ; & les intéressés ne pourroient en suivre , aussi exactement qu'ils le font , la régie , sans un ordre aussi simple que parfait dans tous ses points.

Outre le nombre de directeurs , & l'ordre d'administration qui s'exerce sous eux, les fermiers-généraux députent encore chaque année plusieurs d'entre eux , pour suivre les différentes affaires du royaume , tant pour les mettre à portée de s'instruire par eux-mêmes de la manutention de leurs employés , que pour veiller plus particulièrement au maintien de leurs intérêts , & à l'exécution de leurs réglemens. Ils se distribuent en outre le travail entr'eux , de façon que sans aucune confusion , chaque partie se trouve régie : & voici l'ordre qu'ils y observent.

1°. Le soin de la remise des fonds à la caisse générale de Paris , & l'acquittement des charges locales de l'état du roi , & tout ce qui concerne la comptabilité.

2°. Le soin de vérifier les bordereaux de recette & dépense du receveur-général , & les états produits.

3°. La garde & enrégistrement de tous les actes , comptes , soumissions , cautionnements

& autres pieces déposées aux armoires de la compagnie.

4°. L'assistance au conseil de la ferme, la sollicitation des affaires, & la suite des procédures.

5°. Le dépôt & la poursuite des saisies d'étoffes prohibées.

6°. Le soin de rassembler les états du roi; la reddition des comptes qui se fait aux maîtres des comptes de Paris, Grenoble, Aix, Montpellier, jusqu'à leur apurement & passage à la correction.

7°. Le fournissement des grandes & petites gabelles, achats, voitures, emplacement des sels & les comptes des entrepreneurs.

8°. La régie des grandes gabelles.

9°. La régie des gabelles de Lorraine, de la Franche - Comté, des Trois - Evêchés & du domaine d'Alsace, avec l'examen des comptes qui en résultent.

10°. La régie des petites gabelles.

11°. La régie des cinq grosses fermes & des domaines d'occident.

12°. Le soin des manufactures du tabac.

13°. La régie du tabac.

14°. L'examen des comptes des grandes gabelles.

15°. L'examen des comptes des cinq grosses fermes, la vérification des passe-ports, l'état des marchandises entrées & sorties franches, avec la suite des acquits & cautions.

16°. L'examen des comptes des gabelles du Lyonnais, de la Provence, du Dauphiné & du Languedoc.

17°. L'examen des comptes du tabac.

18°. La régie des aides & domaines.

19°. Suite du magasin général de tabac , & régie à Paris , & celle des bureaux de la manufacture des tabacs de Hollande.

20°. Le soin de veiller sur le travail , & d'examiner la capacité des commis de Paris & de tout le royaume , ainsi que celui de réformer les états des fraix de régie.

21°. La suite & le rapport des affaires au garde des sceaux , & aux intendants des finances.

### A R T I C L E I I I.

*Droits qui forment les fermes & domaines.*

1°. **D**ROITS de contrôle des actes de notaires , & de ceux faits sous seing-privé.

2°. Insinuations mobilières des actes translatifs de propriété.

3°. Centieme denier des acquisitions d'immeubles à tel titre que ce puisse être.

4°. Petits fraix des sentences , jugements & autres actes réputés judiciaires.

5°. Contrôle des exploits , & troisieme pour faisie mobilière , opposition & main-levée.

6°. Emoluments des greffes de toutes les juridictions royales.

7°. Droits de représentation , affirmation de voyage , défaut & congé.

8°. Droits de contrôle d'iceux.

9°. Les deux sous pour livre de ces droits.

10°. Droits réservés sur les dépens des cours &

jurisdictions royales, dans les lieux seulement où elles ont été créées.

11°. Les amendes de consignation, de contravention à la police, de condamnation pour crimes, & autres semblables.

12°. Les domaines fixes, tant anciens, réunis ou acquis, que ceux usurpés.

13°. Les halles, boucheries, échopes, terres vaines & vagues, herbages & pâturages.

14°. Les domaines & droits domaniaux donnés à bail emphytéotique, à vie ou autrement, qui rentreront dans la main du roi, depuis le 22 octobre 1749, & ceux réunis au domaine jusqu'à ce jour, excepté ceux dont le prince a pu disposer.

15°. Rentes d'indemnité, cens, ventes, reventes, redevances dues au roi à cause de ses domaines, & celles dues par ses engagistes, provenant des reventes des domaines & autres aliénations.

16°. Lods en cas d'échanges & excédants d'iceux selon les coutumes.

17°. Domaines casuels, tels que les lods & ventes qui sont requis pour relief ou rachat dû aux mutations dans les mouvances du roi, réunis par édit de mai 1730, à l'exception de six sous par livre desdits droits, comme appartenants aux receveurs-généraux des domaines & bois, à la charge d'en faire la recette.

18°. Les quatorze sous pour livre des droits de bâtardise, déshérences & confiscations de biens des condamnés à mort, & autres semblables droits appartenants au roi ou aux seigneurs des lieux de la mouvance.

19°. Les six sous pour livre d'excédant appartiennent aux receveurs-généraux.

20°. Amortissement, nouveaux acquêts & le franc-fief.

21°. Les deux sous pour livre de ces droits appartiennent aux receveurs-généraux des domaines & bois; mais les fermiers en font la recette, à la charge de leur en compter.

22°. Formule, ou timbre des papiers & des parchemins dans les généralités & provinces qui y sont sujettes.

23°. Les quatre & deux sous pour livre de tous les droits qui y sont sujets.

On remarquera qu'au bout de deux ans, toutes demandes en restitution se prescrivent contre les fermiers.

#### A R T I C L E   I V .

##### *Droits des fermes des aides.*

1°. **D**ROITS sur les boissons dans tous les lieux d'aides.

2°. Anciens & nouveaux 5 sous par muid de vin qui entre dans les villes & bourgs.

3°. Inspecteurs aux boissons, aux entrées des villes & bourgs, fixées à 10 sous par muid de vin, à 30 sous par muid d'eau-de-vie, à 5 sous par muid de cidre & de biere, & à 2 sous 6 deniers par muid de poiré.

4°. Jauge & courtage, ou détail sur le contenu des futailles, fixé à 15 sous par muid de vin, 45 sous par muid d'eau-de-vie, & 9 sous par muid de biere ou poiré.



5°. Première moitié des octrois des villes réunie à la ferme des aides, & dont la perception se fait aux entrées, ou détail des boissons, selon l'ordre de leur établissement.

6°. Courtiers, jaugeurs pour les impôts sur les boissons en pièces; & le droit, à chaque mutation des propriétaires annuels, établi, & fixé à 8 liv. par an dans les villes, & à 6 livres 11 sous dans les autres lieux, pour chaque commerce ouvert des vins, eaux-de-vie, cidre, poiré, tant en gros qu'en détail, & moitié pour celui de la bière.

## ARTICLE V.

### *Droits particuliers aux pays de gros.*

1°. **GROS**, ou sou pour livre, imposé dès l'an 1355 sur le prix des boissons, & qui se perçoit annuellement, soit au lieu du crû, soit à celui de la vente en gros, soit à la sortie ou refuge; en marquant, lors des inventaires chez chaque particulier, le nom du pays, du sujet & de la destination, pour laquelle il faut désigner les endroits de passage, de séjour ou d'arrivée, & spécifier s'il vient d'un pays exempt.

3°. Augmentation, ou droit inféparable de celui de gros, fixé à 16 sous 3 deniers par muid de vin, à 6 sous par muid de vin de liqueur, à 8 sous par muid de cidre, à 1 f. 6 d. par muid de poiré, & le tiers du gros seulement dans les lieux.

4°. Les jauges & courtages se perçoivent avec lesdits droits.

## A R T I C L E   V I.

*Droits particuliers aux pays de huitieme.*

1°. **H**UITIEME , ou augmentation sur les boissons vendues en détail , que la cour des aides de Paris a fixé à 5 liv. 8 sous par muid de vin vendu à pot , & à 6 liv. 15 sous vendu à affiette , à 20 l. 3 sous 9 deniers par muid de vin de liqueur , à 3 liv. 10 sous par muid de biere , à 2 liv. 14 sous par muid de cidre à pot , à 3 liv. 7 sous 6 deniers par muid de cidre vendu à affiette , & à la moitié de ces droits sur la biere & poiré.

2°. Subvention au détail , droit inféparable de celui de huitieme , & fixé à 27 sous par muid de vin , à 13 sous 6 deniers par muid de cidre , & 8 sous 9 den. par muid de poiré.

## A R T I C L E   V I I.

*Autres droits particuliers.*

1°. **D**ROITS de maubeuge ou de subvention à l'entrée , ordonnée & fixée comme dessus.

2°. Quatrieme réduit au cinquieme , & augmentation y jointe sur toutes les boissons vendues en détail à pot & à affiette , & fixée par la cour des aides de Rouen , à 3 liv. 18 sous par muid de vin , par chaque sou du pot , & à 1 liv. 18 sous par muid de cidre & poiré , pour chaque 6 den. le pot.

## ARTICLE VIII.

*Autres droits sur les boissons suivant les différents lieux.*

1°. **D**ROIT de 50 liv. 8 sous sur les eaux-de-vie destinées pour le plat pays de Paris, & 35 livres 18 sous pour celles qui passent debout.

2°. Droit de 45 sous de riviere, fixé à 3 liv. par muid de vin, descendant ou montant la Seine, & les rivières y affluantes.

3°. Droit de 3 liv., ou 45 sous de riviere au grand droit de Normandie, fixé à 7 liv. par muid de vin dans les huit lieux de la riviere de Seine; à 9 liv. 18 sous par tonneau, outre l'augmentation fixée à 4 liv. 4 sous 6 deniers par muid de vin, entrant dans les villes de Picardie.

4°. Droit du fou par pot, fixé à 6 liv. 17 sous par muid de vin, qui est vendu en détail dans lad. province.

5°. Droit du pont de Joigni, fixé à 53 sous par muid de vin.

6°. Droit du pont de Meulan, fixé à 3 liv. par année dans l'élection de Lyon.

7°. Droit de 9 liv. par tonneau, fixé à 4 liv. 9 sous par muid de vin, entrant dans les villes du Havre & autres ports circonvoisins.

8°. Contrôle des bieres, dont sont exemptes celles de la ville de Paris.

9°. Droits de subsistance accordés à certaines villes à l'instar des octrois, & réunis depuis à la ferme des aides.

## A R T I C L E   I X.

*Droits sur différentes marchandises.*

1°. **L**E sou pour livre sur la consommation du poisson de mer, frais, salé & sec, le long des côtes où les droits sont en usage, en Normandie & en Picardie.

2°. Droit de pied-fourchu établi en Cotentin, & uni aux aides en 1664.

3°. Inspecteurs des boucheries payés à raison de 2 liv. par bœuf, 12 sous par veau, 4 sous par mouton, & 2 sous par livre des viandes qui entrent & se consomment dans les villes & bourgs.

4°. Formule, ou droits sur les papiers & parchemins timbrés.

5°. Les quatre & deux sous pour livre de ceux desdits droits qui y sont sujets.

## A R T I C L E   X.

*Observation sur la régie des droits d'aides.*

**L**A régie de ces droits demande un soin, une vigilance & une assiduité des plus parfaites. Les employés qui en sont chargés, se nomment commis à l'exercice des aides.

Ils sont au moins deux par département, & leur fonction est de suivre, le plus exactement qu'il leur est possible, le débit & la destination  
des

des boiffons , & d'en faire état fur un registre ou portatif , qu'ils tiennent , à cet effet , à compte ouvert , & où ils écrivent , jour par jour , leurs opérations dans chaque lieu.

Ils comptent de leur produit au directeur de la généralité , par un état en forme qu'ils délivrent tous les deux mois , en même temps qu'ils changent de registre.

Dans les pays de quatrieme ils n'en changent que tous les quartiers ; mais ils comptent chaque mois.

Le contrôleur ambulant & les inspecteurs font au dessus d'eux , pour vérifier leur travail , & exciter de plus en plus leur émulation.

Il y a encore des commis qui ne font occupés qu'à suivre la destination des boiffons , & à veiller aux fraudes que peuvent commettre les habitants.

Les contraventions , & toutes les actions au fujet desdits droits , se portent devant les officiers des élections , & par appel à la cour des aides ; mais il faut en excepter les droits établis pour les inspecteurs aux boiffons , les deux & quatre sous pour livre , dont la connoissance est attribuée aux intendants de la province , & qui passe de-là au conseil des finances.

---

A R T I C L E   X I.*Ferme de la marque de l'or & argent.*

CETTE ferme consiste dans le droit de marque & de contrôle des ouvrages d'or & d'argent, qui se fabriquent & se vendent dans le royaume par les marchands & maîtres orfèvres, & par les ouvriers en or & en argent.

---

## A R T I C L E   X I I.

*Ferme de la marque des fers.*

CETTE ferme a le droit de visite & de marque sur les fers, les mines, les fontes, l'acier, la clincaillerie de fer ou d'acier qui se tirent & se fabriquent dans le royaume, ou qui y sont apportés des pays étrangers ou des lieux exempts.

Les droits qui en résultent se paient par les maîtres de forges, les marchands & autres trafiquants, à raison du quintal ou cinq pour cent du pesant de chaque marchandise.

Les contestations en provenant se portent en première instance devant les maîtres des ports ou autres juges à cet effet commis par le roi, selon les différents lieux; & l'appel s'en relève toujours à la cour des aides du ressort.

Les employés, par cette ferme, dans les provinces, sont des directeurs, des receveurs, des

inspecteurs, des contrôleurs & des commis, qui doivent veiller à la réception des droits, à la visite des forges & à la suite des contraventions, ainsi qu'il se pratique dans les autres parties des aides.

---

### ARTICLE XIII.

*Suifs de la ville de Paris.*

**L**ES droits de cette ferme se perçoivent sur chaque livre de suif de toute nature, fondu ou non fondu, provenant de l'abbatis des bœufs, vaches ou moutons du dehors ou pays étrangers, ou dans l'étendue de la ville, fauxbourgs & banlieue de Paris.

La connoissance des contestations qui en naissent est attribuée en première instance au lieutenant-général de police, & par appel au conseil des finances.

Les employés ont pour objets la découverte des fraudes, la suite des déclarations de fonte que les bouchers, tripiers & autres sont tenus de faire au bureau, & le recouvrement des droits qui en résultent.



## A R T I C L E   X I V .

*Inspecteurs des boucheries dans les généralités de Metz, Dauphiné & Roussillon.*

**L**ES droits qui y sont destinés se perçoivent conformément à l'édit de leur établissement qui est du mois de février 1704, & aux arrêts & réglemens rendus au sujet desdits droits par tout le royaume.

Le recouvrement s'en fait de même que dans les autres lieux où les aides sont établies, & les deux sous pour livre, imposés par l'édit de janvier 1709, y sont également joints.

## A R T I C L E   X V .

*Bieres de Paris.*

**C**ES droits qui consistent dans ceux autrefois attribués aux offices de contrôleurs, essayeurs & visiteurs à la fabrication des bieres dans la ville, fauxbourgs & banlieue de Paris, & qui se perçoivent conformément à l'ordonnance de 1680, & autres réglemens subséquents, sont ordinairement pris à ferme par la communauté des marchands brasseurs de Paris, qui en ont la régie au profit de leur corps.



## ARTICLE XVI.

*Bureau des correspondances des eaux-de-vie.*

COMME cette liqueur est un objet important par rapport aux droits considérables auxquels elle est assujettie, & que le transport, souvent fort éloigné des lieux de la fabrication, pourroit occasionner beaucoup d'inconvénients dans l'acquittement des droits, le roi, par déclaration du 30 janvier 1717, & autres réglemens faits ensuite à ce sujet, a assujetti les marchands en gros, facteurs ou commissionnaires, à rapporter un certificat de la décharge & acquit des droits dus à l'arrivée des eaux-de-vie à leur destination, à peine de 500 liv. d'amende & de confiscation. En conséquence, par lettres-patentes du 20 mai 1728, il a été établi un bureau général de correspondance à Paris, pour la suite de ces certificats, & la décharge des soumissions faites au lieu du départ, dans les différentes fermes d'aides du royaume.



---

### CHAPITRE III.

#### *Autres fermes séparées des fermes générales.*

---

#### ARTICLE PREMIER.

##### *Ferme générale des postes & relais.*

CETTE ferme est des plus utiles , parce qu'elle sert à la remise des lettres & au transport des voyageurs , dans toutes les parties du royaume. Elle est dirigée avec tout l'ordre & toute l'exactitude possibles sous les yeux & l'autorité du grand-maître.

La discussion des affaires concernant la régie se porte au conseil des finances : mais celles qui concernent les prévarications des employés , vont devant les baillis , sénéchaux & autres juges ordinaires , & ressortissent par appel aux cours du département.

On remarquera qu'il n'y a point de direction à Paris , parce que les fermiers régissent eux-mêmes : mais en province , il y a des directeurs dans chaque lieu où il se trouve des bureaux de poste.



## ARTICLE II.

*Bourse des marchés de Seaux & Poissi.*

CETTE bourse ou caisse, rétablie par édit de mars 1744, avoit déjà eu lieu sous le regne de Louis XIV, par l'établissement de cent offices de trésoriers de la caisse des marchés de Seaux & Poissi, créés par édit du mois de janvier 1707, & supprimés en 1710.

L'objet de cette affaire, aujourd'hui érigée en ferme, est de payer comptant par les intéressés aux marchands forains, le prix des bestiaux qu'ils vendent dans ces marchés, pour les bouchers, à la retenue d'un sou pour livre sur le prix de la vente, & de quatre sous pour livre dudit droit par édit de septembre 1747.

Outre les commis particuliers & les inspecteurs pour veiller aux fraudes, les sous-caissiers chargés de payer le prix des bestiaux, les receveurs préposés au recouvrement des avances faites aux bouchers de Paris, & les autres employés à la régie de ladite ferme, il y a chaque semaine deux des fermiers à chacun desdits marchés, pour veiller par eux-mêmes à la sûreté de leurs intérêts, lesquels rapportent à la compagnie les affaires qui se sont élevées sous leurs yeux, & en suivent eux-mêmes l'événement au conseil, s'il y a lieu.

Les contestations au sujet de ces droits, se portent par attribution devant le lieutenant-général de police, dont l'appel s'interjette au conseil des finances.

## A R T I C L E   I I I .

*Droit sur les cartes à jouer.*

**L**E rétablissement de ce droit a commencé par la déclaration du 16 février 1745 , par laquelle il a été fixé à un sou fix deniers par jeu jusqu'au 13 janvier 1751, que le roi , en ayant destiné le produit à l'édification & à l'entretien de l'hôtel royal de l'école militaire , créée par édit du mois de mai , a fixé ledit droit , tel qu'il se perçoit actuellement.

## A R T I C L E   I V .

*Droits rétablis aux entrées de Paris.*

**C**ES droits consistent dans le rétablissement de ceux qui avoient été retranchés par édit de mai 1715 , sur les déchirements de bateaux , l'étain , le papier & carton , les veaux , les vins , les eaux-de-vie & esprits de vin ; la faïence & les verreries , les tans & écorces ; les œufs , beurre , fromage , graines , toiles , porcs & chaux : dans le rétablissement des droits sur les officiers des ports & halles , de ceux qui concernent la biere , la volaille , le gibier , les cochons de lait , agneaux , chevreaux ; & de ceux sur le bois carré , le bois & charbon à brûler.

Ce rétablissement a été ordonné par édit de

DES FINANCES DE FRANCE. 25  
décembre 1743, & le tarif rédigé en conséquence  
est du 24 dudit mois pour quinze années.

Depuis ce temps les quatre sous pour livre y ont  
été ajoutés par édit de novembre 1747, mais par  
arrêt du 18 novembre 1751, la levée de ces  
droits a été suspendue, en considération de la  
cherté des grains & farines.

---

## ARTICLE V.

### *Charges & offices.*

**T**OUT ce qui est sujet à un exercice annuel  
pour la maison & le service du roi, ce qui est  
employé à l'administration de la justice dans les  
différents tribunaux, ce qui est chargé de veiller  
à maintenir l'intérêt du public, tout s'érige ordi-  
nairement en charge, dont le prix de l'acqui-  
sition, qui se paie au trésor royal ou au bureau  
des parties casuelles selon la nature de la charge  
ou de l'office, se nomme finance, & s'augmente  
ou diminue selon le mérite de l'emploi, ou les  
cas qui le requierent.

Ces charges se créent par édit, & la liquidation  
des premières ou subséquentes finances se règle  
au conseil, & se paie entre les mains des rece-  
veurs ou trésoriers indiqués par les édits, arrêts  
ou déclarations qui en fixent la levée.



## A R T I C L E   V I.

*Entreprise des étapes ou vivres des troupes de terre.*

EN temps de guerre, cette partie est considérable, aussi demande-t-elle un grand nombre d'employés pour sa régie : outre les entrepreneurs ordinaires, on nomme encore des munitionnaires-généraux pour la subsistance de chaque armée.

En temps de paix, la distribution est infiniment moins étendue, parce qu'elle ne consiste que dans la subsistance des troupes en garnison, & la fourniture des étapes pendant les passages des soldats dans les différentes villes du royaume. Cette dernière partie est actuellement administrée par une seule compagnie, qui en est chargée par adjudication au rabais : mais les fournitures nécessaires aux troupes en garnison, aux hôpitaux militaires & autres semblables, se font par diverses compagnies distribuées par cantons.

## A R T I C L E   V I I.

*Vivres de la marine.*

L'ENTREPRISE des vivres de la marine s'adjuge, comme la précédente, au rabais, & tout le service qui concerne la fourniture des vivres aux troupes de mer, & toutes les choses qui sont nécessaires à leur subsistance, se fait sous les yeux du grand-amiral & du ministre chargé du département de la marine.

## ARTICLE VIII.

*Poudre & salpêtre.*

CETTE entreprise consiste dans la fabrication des poudres & salpêtres, qui se vendent & s'emploient dans toute l'étendue du royaume, tant pour l'utilité du public, que pour la consommation des armées du roi.

Les contestations qui peuvent en provenir se portent directement à la chambre royale de l'arsenal, à qui la connoissance en est attribuée.

## CHAPITRE IV.

*Parties détachées des finances.*

## ARTICLE PREMIER.

*Parties casuelles.*

LE bureau des parties casuelles a été établi dès le regne de Louis XII, pour recevoir le prix de la finance des charges de nouvelle création, & de celles qui viennent à vaquer par la mort des titulaires.

On y reçoit aussi le droit de paulette établi en 1605, & celui du prêt annuel créé depuis,

---

A R T I C L E   I I.*Caisse des amortissements.*

**L'**ÉDIT de mai 1749 a établi cette caisse , & en a destiné les fonds à acquitter les dettes , qui étoient hypothéquées sur ceux du vingtième & autres qu'on y avoit spécialement attribués.

Le trésorier de cette caisse est en outre chargé du paiement des rentes créées sur les deux sous pour livre du dixième par édit du mois de décembre 1746 ; des rentes sur les postes créées par les édits de novembre 1735 , juillet 1738 & juin 1742 ; du remboursement de celles de novembre 1735 & juin 1742 ; de celui des rentes sur les postes ordonné par arrêt du 7 octobre 1752 , & du paiement des billets aux porteurs sur ladite caisse , & des annuités à soixante-cinq livres.

---

## A R T I C L E   I I I.

*Du paiement des rentes sur le roi.*

**L**ES tontines , les rentes sur l'hôtel de ville de Paris , sur les aides & gabelles , se paient par les officiers qui en ont le titre de payeurs des rentes ordinaires , & celles sur les tailles sont acquittées par les receveurs-généraux des finances.



---

 CHAPITRE. V

*Etat, arrangement & produit des finances de la France.*

1°. DOMAINES, bois, tetres & seigneuries qui appartiennent au roi, six millions.	6,000,000 liv.
2°. Recettes générales, ou tailles & capitations du royaume, à l'exception de la ville de Paris, quatre-vingt-dix-sept millions huit cent mille livres.	97,800,000
3°. Capitation de la ville de Paris, six millions cinq cent mille livres.	6,500,000
4°. Capitations particulieres retenues sur les pensions faites par le roi, sur les gages des officiers en charge, sur les appointements des officiers employés par commission, sur les commis dans les affaires du roi, & même sur le militaire; six millions sept cent mille livres.	6,700,000
5°. Dixieme particulier sur les pensions royales, sur les gages des officiers en charge, sur les appointements des officiers employés par commission, & sur les commis dans les affaires du roi, à l'exception des corps de troupes, six millions huit cent mille livres.	6,800,000
6°. Revenus des hôtels de monnoie, deux millions quatre cent mille livres.	2,400,000
7°. Décimes & capitation du clergé de France & des églises frontieres, quinze millions huit cent quarante mille liv.	15,840,000
8°. Droit de paulette sur les charges & offices, deux millions cinq cent mille livres.	2,500,000

---

 144,540,000 liv.

*De l'autre part.*

9°. Dons gratuits des pays d'état , dix millions.	144,540,000 liv.
10°. Taxe du clergé luthérien d'Alsace, trois cent mille livres.	10,000,000
11°. Droit de régale pour les grands bénéfices ecclésiastiques , pendant leur vacance seulement , un million quatre cent mille livres.	300,000
12°. Fermes royales & générales unies, savoir :	1,400,000
1ere. Les gabelles de France , ou droits sur les sels dans tout le royaume , la propriété des salines, les amendes & confiscations pour fait de sel prohibé, vingt-huit millions.	28,000,000
2e. Les cinq grosses fermes , ou droits d'entrée & de sortie sur toutes sortes de denrées , douze millions.	12,000,000
3e. Ferme des aides , ou droits d'entrée sur les vins , eaux-de-vie , & autres boissons , sur le bétail à pied-fourchu , sur la volaille , le gibier , le poisson de mer & d'eau douce , & sur toutes sortes de denrées , à l'exception cependant des bleds , froments , méteil & seigle.	
Droits de marque sur les fers , aciers , étains & plombs.	
Droits de contrôle sur les ouvrages d'orfèvrerie ; & la moitié des revenus des hôtels de ville du royaume.	
Droits de la marque des papiers & parchemens timbrés , & plusieurs autres droits que j'ai déjà détaillés : le tout montant ensemble à trente huit millions six cent mille livres.	38,600,000 .
4e. Ferme des domaines , consistante en droits de greffes & notariats des cours souveraines du royaume , au droit de contrôle des actes de notaires , au droit	

---

 234,840,000 liv.

## DES FINANCES DE FRANCE. 31

<i>Ci-contre.</i>	2,4,840,000 liv.
de la marque des étoffes, toiles, bas & chapeaux fabriqués dans le royaume & à celui sur les faïances & verreries, le tout produisant quinze millions quatre cent mille livres	15,400,000
5e. Ferme des domaines d'occident, qui consiste en tous deniers royaux qui se levent dans les colonies de l'Amérique, trois millions cinq cent mille livres.	3,500,000
6e. Ferme du tabac, ou le privilege exclusif de la vente de cette denrée dans le royaume produisant quinze millions.	15,000,000
Total des revenus ordinaires du roi.	<u>168,740,000 liv.</u>

---

## C H A P I T R E V I.

*Etat des dépenses ordinaires du roi de France ;  
assignées sur ses revenus ordinaires.*

---

### A R T I C L E P R E M I E R.

#### *Dépenses de la cour.*

1. LA maison du roi, six millions.	6,000,000
2. La maison de la reine, lorsqu'il y en a une, un million huit cent mille liv.	1,800,000
3. La maison de la dauphine, un million six cent mille livres.	1,600,000
4. Dépenses qu'exigent l'argenterie, les bijoux de la couronne, les menus plaisirs du roi, de la reine & du dauphin, quatre millions six cent mille liv.	4,600,000
	<u>14,000,000, liv.</u>

## 32 D É T A I L G É N É R A L

<i>Ci-contre</i>	14,000,000 liv.
5. Les haras & écuries du roi, deux millions huit cent mille livres.	2,800,000
6. La vénerie, fauconnerie & louverie, un million six cent mille livres.	1,600,000
7. Offrandes & aumônes ordinaires du roi, un million huit cent mille livres.	1,800,000
8. Solde & gages des compagnies de maréchaussées, & des compagnies militaires des gardes de la porte & de l'hôtel, trois millions quatre cent mille livres.	3,400,000
9. Dépenses ordinaires des bâtimens du roi, six millions.	6,000,000
<hr/>	
Total.	29.600,000 liv.

## A R T I C L E I I.

### *Dépenses militaires.*

10. ORDINAIRE de la guerre, ou solde de toutes les troupes de la maison du roi, dix millions.	10,000,000
11. EXTRAORDINAIRE de la guerre, ou solde de toutes les troupes de terre, évalué à cinquante-cinq millions.	55,000,000
12. Dépenses des fortifications comprises dans le service de terre, huit millions.	8,000,000
13. L'artillerie du service de terre, six millions cinq cent mille livres.	6,500,000
14. Les gratifications militaires, les appointemens des officiers-généraux des provinces, & particuliers des places de guerre, pour ce qui concerne le service de terre, douze millions.	12,000,000
<hr/>	
	91,500,000 liv.

# DES FINANCES DE FRANCE. 33

*Ci-contre.*

91,500,000 liv.

15. Solde des compagnies de maréchauf-  
fées, & celle de la prévôté générale  
des monnoies, trois millions.

3,000,000

16. Les prisons d'état, deux millions trois  
cent mille livres.

2,300,000

Total des fraix du service de terre

96,800,000

17. Les dépenses ordinaires de la mari-  
ne, vingt-cinq millions.

25,000,000

Total général des dépenses militaires

121,800,000 liv.

## ARTICLE III.

### *Pensions royales.*

18. **P**ENSIONS faites aux princes & prin-  
cesses du sang en leur qualité, ou pour  
récompense de services : celles atta-  
chées aux ordres du S. Esprit & de  
S. Louis ; les particulieres sur le tré-  
sor royal ; celles assignées sur les affai-  
res & dépenses militaires, & toutes  
autres pensions montent ensemble à  
dix millions huit cent mille livres.

10,800,000 liv.

## ARTICLE IV.

### *Dépenses du ministère intérieur.*

19. **L**ES affaires concernant le dedans  
du ministère du royaume, coûtent qua-  
tre millions cinq cent mille livres.

4,500,000 liv.

Tome XII.

C

## ARTICLE V.

*Cours souveraines & royales.*

20. **A**PPONTEMENTS des premiers présidents du royaume, des officiers du bureau de l'imprimerie & de la librairie; fraix des procès criminels sur le compte du roi, faits dans les cours souveraines & royales; les dépenses des prisons d'état sur le compte du prince; le tout monte ensemble à quatorze millions six cent mille livres. 14,600,000 liv.
- 

## ARTICLE VI.

*Officiers en charge & comptables.*

21. **L**ES gages des officiers en charge & des comptables dans les différentes affaires du royaume, tels que sont les trésoriers, receveurs, payeurs & contrôleurs, dont les appointements montent ensemble à douze millions cinq cent mille livres. 12,500,000 liv.
- 



## ARTICLE VII.

*Ouvrages publics.*

22. F ONDS ordonnés pour les dépenses des ponts & chaussées , quatre millions huit cent mille livres.	4,800,000
23. Dépenses pour les ruries & levées , un million cinq cent mille livres.	1,500,000
Total des ouvrages publics.	6,300,000 liv.

## ARTICLE VIII.

*Dépenses diverses.*

24. L Es académies royales , un million quatre cent mille livres.	1,400,000
25. La bibliothèque & les archives du roi , un million huit cent mille livres.	1,800,000
26. Dépenses casuelles évaluées parmi les ordinaires à quatre cent mille livres.	400,000
27. L'entretien des lanternes publiques , l'enlèvement des bones & immondices , huit cent quarante mille livres.	840,000
28. Appointements du secrétaire de cabinet du roi , & les fraix de courriers ordinaires & extraordinaires , un million quatre cent mille livres.	1,400,000
Total des dépenses diverses.	5,840,000 liv

## ARTICLE IX.

*Rentes & intérêts.*

29. RENTES perpétuelles au denier 40, portant vingt-quatre millions sept cent cinquante mille livres.	24,750,000
30. Rentes perpétuelles au même denier, provenant de la compagnie des Indes, que le roi a prises sur son compte en 1752, deux millions trois cent cinquante mille livres.	2,350,000
31. Paiement des dividendes des actions de la compagnie des Indes, montant à deux millions quatre cent mille livres.	2,400,000
32. Rentes viagères de seize millions.	16,000,000
Total des fonds pour l'acquit des rentes.	<u>45,500,000 liv.</u>

## ARTICLE X.

*Affaires étrangères.*

33. FONDS ordonnés pour les appointements des ambassadeurs & des ministres dans les pays étrangers, des consuls dans les villes maritimes, fournies à d'autres monarques ou états, & pour une quantité d'affaires particulières, qui ont rapport à ce que l'on appelle affaires étrangères, vingt-quatre millions.	24,000,000 liv.
--	-----------------



## ARTICLE XI.

*Récapitulation des dépenses ordinaires.*

1°. <b>P</b> OUR la cour.	29,600,000 liv.
2°. Dépenses militaires.	121,800,000
3°. Pensions royales.	10,800,000
4°. Le ministère intérieur.	4,500,000
5°. Cours souveraines & royales.	14,600,000
6°. Officiers en charge & comptables.	12,500,000
7°. Ouvrages publics.	6,300,000
8°. Dépenses diverses.	5,840,000
9°. Rentes & intérêts.	45,500,000
10°. Affaires étrangères.	24,000,000

Total des dépenses ordinaires,	275,440,000 liv.
Affectées sur les revenus ordinaires de	268,740,000 liv.

Il suit donc que les dépenses ordinaires excèdent les revenus ordinaires, puisque ceux-ci laissent ici un vuide de six millions sept cent mille livres.

6,700,000



## CHAPITRE VII.

*Revenus royaux dont on a disposé pour un temps limité.*

## ARTICLE PREMIER.

*Vingtieme denier.*

1 <sup>o</sup> .	<b>V</b> INGTIEME des biens du royaume, à l'exception de ceux qui appartiennent au roi, à l'hôtel royal des invalides, à la maison royale de St. Cyr, au clergé de France & des églises frontieres, aux colleges, séminaires & hôpitaux, produisant vingt-trois millions huit cent mille livres.	23,800,000
2 <sup>o</sup> .	Vingtieme denier de l'industrie des corps des marchands, arts & métiers, dans les villes où sont établies les maîtrises desdits corps, faisant six millions cinq cent mille livres.	6,500,000
3 <sup>o</sup> .	Capitation & vingtieme denier imposés sur les Juifs, montant, en y comprenant les quatre sous pour livre en sus, à un million quatre cent mille livres.	1,400,000
		<hr/>
		31,700,000 liv.

Ces produits annuels ont été destinés lors de leur institution.

1°. Pour le remboursement, pendant dix années qui commençoient, en 1757, des contrats de rentes perpétuelles au denier 40. L'édit du roi de 1756 permettoit aux propriétaires desdits contrats, de porter au trésor royal, jusqu'à la concurrence de cinquante millions, sur le pied actuel du denier vingt; attendu qu'un contrat de vingt mille livres de rentes au denier 40, ne produit que 500 liv. de rentes par an; ce qui fait, dans les affaires publiques, un fonds de dix mille livres, avec autant d'argent que la valeur de leur contrat, ensemble au principal de vingt millions, & dont le remboursement devoit en revenir à ceux qui voudroient se défaire de leurs contrats.

Cette affaire ayant été remplie, les rentes perpétuelles se trouverent diminuées par an de la somme de 1,250,000 liv. ce qui formoit un remboursement annuel pendant dix années de la somme de cinq millions, ci.

5,000,000

2°. A la compagnie des Indes on en donnoit deux millions par an pendant douze ans qui commençoient en 1752, pour l'aider à payer les rentes dont elle étoit annuellement chargée, montant à 5,500,000, & qui ne devoient être éteintes qu'en 1764.

2,000,000

3°. Pour le paiement des primes & lods de la loterie royale, créée au mois d'octobre 1756 au principal de trente millions, dont la révolution étoit de douze années: ainsi employé ici pour trois millions huit cent mille livres.

3,800,000

4°. Pour fournir au supplément des dépenses ordonnées au fonds ordinaire de la

---

10.800,000 liv.

C 4

## 40 D É T A I L   G É N É R A L

*De l'autre part.*

guerre , aux affaires étrangères & à d'autres affaires particulières, la somme de dix-neuf millions six cent mille livres.

10,800,000 liv.

5°. Pour balancer les dépenses de l'hôtel royal de l'école militaire , dont le fonds ordinaire est assigné à perpétuité sur le produit des cartes à jouer , montant à 2 , 500 , 000 liv. auquel on ajoutoit un million trois cent mille livres , à prendre sur ces fonds.

19,600,000

1,300,000

La destination égalant le produit.

31,700,000 liv.

## A R T I C L E   I I.

*Les postes , relais & marque des cuirs.*

1°. **L**A ferme des postes & relais de France , dont le produit est de quinze millions , sur lesquels , trois millions étant annuellement remis aux fermiers pour les grands fraix de régie , il reste ici la somme de douze millions , ci.

12,000,000

2°. La ferme sur la marque des cuirs , & les droits levés sur les tans & écorces , faisant deux millions cinq cent mille livres.

2,500,000

14 500,000 liv.

Cette somme fut destinée au paiement annuel des rentes perpétuelles & héréditaires , créées pendant la guerre , & pour durer pendant quinze années , à commencer en 1760.

## ARTICLE III.

*Poudres & salpêtres.*

**L**A ferme des droits sur les poudres & salpêtres, qui produisent un million huit cent mille livres. 1,800,000 liv.

Laquelle somme fut destinée à accomplir, dans un espace de douze ans, à commencer en 1752, le reste & parfait paiement des sommes dues aux entrepreneurs de l'artillerie, pour les fournitures qu'ils avoient faites dans les magasins du roi pendant la guerre précédente.

## ARTICLE IV.

*Seconds deux sous.*

**1<sup>o</sup>.** **T**AXE des seconds deux sous pour livre en sus de routes les capitations du royaume, établis en 1758, pour douze années, dont le produit annuel est de quatre millions cinq cent mille livres. 4,500,000

**2<sup>o</sup>.** Taxe des seconds deux sous pour livre en sus des vingtièmes deniers des biens du royaume & de l'industrie, dont le produit annuel est de trois millions huit cent mille livres. 3,800,000

8,300,000 liv.

Destinées à servir de supplément aux affaires étrangères, & à fournir à quelques autres affaires particulières.

On remarquera que les premiers deux sous pour livre prélevés en sus des articles ci-dessus, sont appropriés à fournir aux fraix de recouvrement soit des capitations, soit des vingtiemes & de l'industrie.

## A R T I C L E   V.

*Récapitulation des revenus royaux destinés pour un temps limité.*

1°. <b>V</b> INGTIEME des biens & de l'industrie, y compris la taxe des Juifs.	31,700,000
2°. Postes & relais, marques des cuirs & droits sur les tans & écorces.	14,500 000
3°. Poudres & salpêtres.	1,800,000
4°. Taxe des seconds deux sous pour livre.	8,300,000
Total des revenus destinés à temps limité.	<u>56,300,000 liv.</u>

## C H A P I T R E   V I I I.

*Revenus royaux aliénés pour toujours.*

1°. <b>T</b> A X E des premiers deux sous pour livre en sus de toutes les capitations du royaume, abandonnée pour fournir aux fraix de recouvrement de l'impôt, & y produisant quatre millions cinq cent mille livres.	4,500,000
2°. La même taxe en sus des vingtiemes sur les biens-fonds & l'industrie, trois millions huit cent mille livres destinées de même à la régie de l'impôt.	3,800,000
	<u>8,300,000 liv.</u>

*Ci-contre.*

8,300,000 liv.

- 3°. Revenus de l'hôtel royal des invalides qu'on porte sur les états du roi à trois millions deux cent mille livres, destinées à fournir aux dépenses de cette maison, qui a rarement ce revenu annuel. 3,200,000
- 4°. Abandonné pour l'entretien de la maison royale de S. Cyr, deux millions six cent mille livres. 2,600,000
- 5°. La ferme des cartes à jouer, dont le produit de deux millions cinq cent mille livres est abandonné pour fournir aux dépenses de l'hôtel royal de l'école militaire. 2,500,000
- 6°. Taxes miliciennes levées dans toutes les villes, bourgs & paroisses du royaume, montant à cinq millions six cent mille livres destinées à l'entretien & à l'armement des milices. 5,600,000
- 7°. Revenus des péages royaux aliénés en 1746, pour cent ans, & valant un million trois cent mille livres. 1,300,000
- 8°. Taxe des eaux & fontaines dans les villes de Versailles, S. Germain-en-Laye, Fontainebleau & autres lieux, produisant un million deux cent mille livres, servant à l'entretien de ces fontaines. 1,200,000
- 9°. Revenus particuliers des hôtels-de-ville du royaume, montant à dix-huit millions, dont la première moitié appartient au roi, qui laisse l'autre aux villes pour l'entretien des ponts, du pavé & autres ouvrages, & pour fournir aux gages des officiers municipaux : ainsi pour 9,000,000
- 10°. Revenus de la police des villes du royaume, montant à six millions employés annuellement pour les gages des officiers, le salaire des espions,

---

 3,700,000 liv.

*De l'autre part.*

& un grand nombre d'autres dépenses qui concernent la police.	33,700,000 liv.
11°. Taxe sur les bois & charbons de la ville de Paris, rétablie en 1756, pour quinze ans, & aliénée pour ce temps, rapportant année courante trois millions quatre cent mille livres.	6,000,000
12°. Taxe sur la volaille, le gibier, cochons de lait, agneaux & chevreaux, sur le beurre & fromage, rétablie dans la ville de Paris pour quinze années, & aliénée pour ce temps-là, dont le produit est évalué, année commune, à deux millions quatre cent mille livres.	3,400,000
13°. Droits de greffe, sentences & épices des cours souveraines & royales qui produisent trente millions par an, dont le roi se réserve les deux sous pour livre, abandonnant ainsi vingt-sept millions, pour tenir lieu de gages aux officiers.	2,400,000
	27,000,000

On remarquera que lors de la création des officiers des cours souveraines & royales, qui sont les présidents, conseillers, gens du roi & greffiers en chef, les gages de la finance de leurs charges étoient au denier vingt : mais peu à peu & par succession de temps, depuis le regne de Louis XII, il n'y a pas eu de souverain en France qui n'ait diminué ces gages, en augmentant à proportion les droits de greffes, de sentences & d'épices : tellement qu'à la mort de Louis XIV, les officiers des cours souveraines & royales jouissoient encore de six à sept millions de gages, qui ont été entièrement supprimés des états de dépenses du monarque en 1744.

Pour dédommager ces officiers su-

---

72,500,000 liv.



*Ci-contre.*

72,500,000 liv.

périeurs, on a en même temps augmenté les droits de greffes, de sentences & épices de deux sous pour livre; ce qui est très-onéreux aux familles qui ont le malheur d'avoir des procès: car une sentence qui, lors de la création des offices, ne coûtoit pour sa levée, après le gain d'un procès du fonds de 20,000 liv., que 7 à 800 liv., revient depuis à 18,000 liv., par où l'on peut juger du coût des sentences dans d'autres procès plus ou moins importants.

A l'égard des officiers subalternes de ces cours, comme commissaires, notaires, procureurs & huissiers, ils n'ont jamais eu de gages attachés à leurs charges: mais on leur a attribué des droits qui leur tiennent lieu d'un salaire raisonnable pour eux, & qui n'en devient pas moins à charge au peuple, qui est en outre exposé à mille vexations qu'ils exercent, & sur lesquelles on ferme les yeux, surtout en province, où en général ces sortes d'officiers sont dans la misère.

14°. Droits de corvées pour l'entretien & les réparations des ponts & chaussées, qui, à la vérité, ne se levait point en argent comptant, mais en journées d'hommes, de voitures & de chevaux, ne font rien rentrer dans le trésor du roi, mais depuis leur établissement en 1738, lui sauvent chaque année une dépense de deux millions quatre cent mille livres qui sont destinées à ces ouvrages.

2,400,000

---

 74,900,000 liv.

# 45 DÉTAIL GÉNÉRAL

*De l'autre part.*

74,900,000 liv.

*Autres aliénations ou diminutions des  
revenus du roi.*

- 15°. Sur l'article I des domaines, bois, terres & seigneuries, le roi perd six cent mille livres, auxquelles est évalué le bénéfice des fermiers, qui sont tenus des fraix de régie. 600,000
- 16°. Sur l'article II, concernant les recettes générales, c'est-à-dire seulement sur les tailles proprement dites, dont le produit est de cinquante-six millions six cent mille livres, il perd les deux sous pour livre qui se lèvent en sus, faisant cinq millions six cent soixante mille livres, abandonnées pour les fraix de recouvrement. 5,660,000
- 17°. Sur les articles III & IV des capitations, il se leve en sus quatre sous pour livre; mais dont le montant étant compris dans le produit total de la taxe, ne se trouve ici cité que pour *mémoire*.
- 18°. Sur l'article VI qui fixe les revenus des hôtels des monnoies, le roi aliene deux millions quatre cent mille livres, qui tournent en bénéfice aux fermiers, qui y prennent les fraix de régie. 2,400,000
- 19°. Sur l'article VII concernant la capitation du clergé de France, le roi abandonne aux prélats les quatre sous pour livre levés en sus, montant à deux millions quatre cent mille livres, afin de mettre le clergé en état de fournir aux fraix soit de régie de la taxe, soit des assemblées générales. 2,400,000
- 20°. Sur l'article VIII, les fermiers du droit de paulette ont un bénéfice annuel, évalué à quatre cent mille livres, y compris les fraix de régie. 400,000

---

86,360,000 liv.

*Ci-contre.*

86,360,000 liv.

- 21°. Sur l'article IX des dons gratuits accordés par les pays d'états, les états levent en sus trois millions cinq cent mille livres par an, que le roi leur laisse, pour les fraix des assemblées, & les dépenses qu'occasionent les ponts & chaussées. 3,500,000
- 22°. Sur l'article X, concernant le clergé luthérien d'Alsace, pour *mémoire*.
- 23°. Sur l'article XI, comme les droits de régale, dont il y est fait mention, sont abonnés au clergé, on évalue qu'il peut y gagner par an cinq cent mille livres, qui autrement seroient au profit du roi. 500,000
- 24°. Sur l'article XII, traitant des six fermes royales & générales unies, on évalue le bénéfice des fermiers à quatorze millions par an; sur quoi l'on compte qu'ils dépensent huit millions en fraix de régie, & qu'ainsi il ne leur reste que six millions à partager; ce qui fait cent mille livres pour chacun, y compris quelques faux fraix particuliers: le roi leur abandonne donc 14,000,000
- 25°. Sur les vingtièmes dont il est parlé, article I du chapitre VII, on leve en sus quatre sous pour livre compris dans la taxe, & ici pour *mémoire*.
- 26°. Sur le n°. 1 de l'article II des postes & relais de France, le roi perd le bénéfice des fermiers, qu'on évalue sans fraix de régie à huit cent mille livres. 800,000
- 27°. Sur le n°. 2 dudit article II, concernant la marque des cuirs, & les droits sur les tans & écorces, les bénéfices des fermiers, chargés des fraix de

---

 105,160,000 liv.

*De l'autre part.*

105,160,000 liv.

régie, sont évalués à six cent mille livres aliénées par le roi.

600,000

28°. Sur l'article III qui regarde la ferme des poudres & salpêtres, le bénéfice des fermiers, au préjudice du propriétaire, est évalué à huit cent mille livres, y compris les fraix de régie des magasins & moulins à poudre.

800,000

Total des revenus aliénés à perpétuité.

106,560,000 liv.

---

## C H A P I T R E   I X.

### *Affaires extraordinaires.*

ON entend en France, sous le nom d'affaires extraordinaires, toutes les levées de deniers que l'esprit fertile d'un chef des finances invente, pour subvenir aux dépenses qu'exigent des circonstances imprévues, ou la nécessité de réparer un désordre passé. C'est enfin un moyen de suppléer à l'insuffisance des revenus du roi qu'ils augmentent. On conçoit que, depuis long-temps, ce royaume est dans le cas d'y avoir recours; mais, comme je prétends en donner une idée au lecteur, sans m'exposer à censurer ou à faire le panégyrique des gens actuellement en place, je me bornerai à détailler les affaires extraordinaires que la dernière guerre a occasionnées depuis l'année 1755, jusques à la conclusion de la paix du 10 février 1763.

ARTICLE

## ARTICLE PREMIER

*Affaires extraordinaires en 1756.*

AU mois d'octobre 1755 se fit le renouvellement du bail des fermes royales & générales unies pour six années qui devoient commencer en 1756. Par cet arrangement, le roi a augmenté le nombre des fermiers-généraux en les portant à soixante de quarante qu'ils étoient. On les a obligés, en conséquence, de financer volontairement & d'avance, pour le cautionnement du bail desdites six années, la somme d'un million de livres, à la charge par le roi de leur en payer l'intérêt à quatre pour cent par an, & de rembourser le principal à ceux qui voudront quitter, soit à l'expiration du bail, soit auparavant.

Au moyen de cette augmentation des fermiers-généraux, les sous-fermiers ont été abolis sans espoir de retour, & le prix de l'adjudication du bail augmenté au profit du roi de la somme annuelle de sept millions de livres.

La finance du cautionnement du nouveau bail desdites fermes générales étoit de soixante millions, remplacés & remboursés aux quarante anciens, pour pareille somme qu'ils avoient financée en 1749, pour le cautionnement du bail des fermes qui alors leur avoit été adjugé, à la charge par le roi de leur en payer les intérêts à cinq pour cent, & de rembourser le principal à ceux qui voudroient quitter à la fin du bail. Ainsi

il restoit net au roi la somme de quarante millions qui furent remis au trésor royal pendant les trois derniers mois de la susdite année. 40,000,000 liv.

Dans le même mois, renouvellement du bail de la ferme des postes & relais de France, pour six années à commencer en 1756.

Ce bail adjuge au roi, outre les trois millions de fraix de régie, la somme de 6,120,000, & en conséquence, on a obligé les fermiers de financer d'avance, pour le cautionnement du bail, la somme de trois millions de livres, à la charge, par le roi, de leur en payer les intérêts à 4 pour cent par an, ou de ne recevoir annuellement des fermiers que la somme de 6,000,000; ce qui revenoit au même: & ce dernier parti ayant été accepté, la dite somme de trois millions a été remise au trésor royal.

3,000,000

Dans le même mois, renouvellement du bail de la ferme de la marque des cuirs, & des droits sur les tans & écorces, pour six années, à commencer en 1756.

Ce bail adjugé au roi pour la somme de 2,540,000 l. par an, a mis dans le cas d'obliger volontairement les fermiers à financer d'avance pour le cautionnement du bail, la somme d'un million de livres, à la charge, par le roi, de leur en payer l'intérêt à 4 pour cent; ce qui faisoit la somme de 40 mille livres, ou par les fermiers de ne rendre par année de cette ferme que 2,500,000 l.; ce qui a été accepté, & le trésor a reçu

1,000,000

Dans le même mois, renouvellement du bail de la ferme du droit de paulette, pour six années, à commencer en 1756.

---

 44,000,000 liv.

*Contre*

44,000,000 liv.

Ce bail adjugé au roi pour la somme de 2,040,000 l., a mis les fermiers généraux dans le cas de financer volontairement & d'avance la somme d'un million de livres, à la charge, par le roi, de leur en payer l'intérêt à 4 pour cent; ce qui faisoit 40,000 l. par an, ou par les fermiers, de ne rendre annuellement de cette ferme que 2,000,000 l.; & cela ayant été agréé, le roi reçut

1,000,000

Dans le même mois le bail de la ferme des droits sur les poudres & salpêtres fut renouvelé pour six ans, à commencer en 1756.

Il fut adjugé au roi pour 3,040,000 l. par an; ce qui fit obliger volontairement les fermiers, à financer d'avance, pour le cautionnement de ce bail, la somme d'un million de livres, à la charge, par le roi, de leur en payer l'intérêt à 4 pour cent, ou par les fermiers, de ne rendre que 3 000,000 l. par an de cette ferme: & le trésor reçut

1,000,000

Dans le même mois, le bail de la caisse ou bourse commune des marchés de Seaux & de Poissy fut renouvelé pour sept années, & le produit aliéné pour le même espace de temps, moyennant la somme de quinze millions, à payer comptant en novembre.

15,000,000

Don gratuit du clergé de France pour le rachat du vingtième auquel le roi l'avoit imposé, qui produisit la somme de quinze millions pour les années 1755, 1756, 1757, 1758, 1759 & 1760.

15,000,000

Don gratuit des églises frontières pour le rachat du vingtième des mêmes cinq années de la somme de trois millions.

3,000,000

---

 79,000,000 liv.

*De l'autre part.*

79,000,000 liv.

Edit du mois d'octobre 1755, portant création d'une loterie royale, au principal de trente-deux millions de livres, portant trois millions huit cent mille livres d'intérêts viagers par an, pendant douze années, en primes & lots, qui sortiront de la roue à chaque tirage; & ladite somme ayant été remplie peu de temps après la publication de l'édit, a été versée au trésor royal.

32,000,000

Edit du mois de novembre 1756, portant établissement de nouveaux droits à Paris, sur les bois & charbons, avec une augmentation de dix sous par voie de gravier, & au prorata sur tous les autres bois en général; ce qui fit que les aliénataires, pour jouir desdites augmentations pendant sept années, payèrent au trésor royal la somme de dix millions de livres.

10,000,000

Total des affaires extraord. en 1756

121,000,000 liv

## A R T I C L E   I I.

*Affaires extraordinaires en 1757.*

Édit du mois de mars 1757, portant création d'une loterie royale, au principal de trente-six millions, portant trois cent quatre-vingt mille livres d'intérêts viagers, pendant douze années, à commencer en 1758, en primes & lors qui sortiront de la roue, à chaque tirage de cette loterie; & ladite somme ayant été remplie peu de temps après la publi-



cation de l'édit, il en fut compté au trésor royal.

36,000,000 liv.

Edit du mois de juin 1757, portant que le roi, pour se mettre en état de fournir aux dépenses extraordinaires de la guerre qu'il est dans le cas de soutenir, & se procurer un nouveau secours, s'est déterminé à un emprunt au principal de quarante millions de livres remboursables en onze années, portant quatorze millions d'intérêts viagers par an, à commencer au 1 septembre 1758, qui seront départis à titre de primes & lors par la voie du sort en forme de loterie; ce qui étant bientôt rempli, la dite somme entra au trésor royal.

40,000,000

Edit du mois de novembre 1757, portant que le roi, voyant la continuation de la guerre qu'il est dans la nécessité de soutenir par mer & par terre, pour les droits de sa couronne, le commerce de ses sujets & les intérêts de ses alliés, se trouve dans la nécessité de faire un nouvel emprunt, pour satisfaire aux dépenses extraordinaires de la présente année, & se préparer à celles qu'exigera la suivante. A ces causes, il a jugé ne pouvoir mieux se le procurer que par une création de rentes viageres au principal de quarante millions, sur le pied actuel de dix pour cent d'intérêt par an.

Pour cet effet il fut vendu & aliéné aux prévôt des marchands & échevins de la ville de Paris, par les commissaires du conseil royal, députés du prince, quatre millions de livres actuelles & effectives de rentes viageres, à prendre sur tous les deniers, provenant des droits d'aides, gabelles, & cinq grosses fermes,

---

76,000,000 liv.

*De l'autre part.*

76,000,000 liv.

lesquels demeureront affectés , obligés & hypothéqués , même par préférence à la partie du trésor royal , au paiement des arrérages desdites rentes. Cette affaire ayant été remplie avec beaucoup de succès , le fonds n'a pas tardé à en passer au trésor royal.

40,000,000

Edit du mois de décembre 1757 , portant création de rentes viagères au principal de vingt millions de livres , sur le pied actuel de dix pour cent d'intérêt par an , pour lesquelles on vendit aux prévôt des marchands & échevins de la ville de Paris , deux millions de livres actuelles effectives de rentes viagères , par augmentation aux quatre millions de livres déjà aliénées au mois de novembre précédent , à prendre de même sur tous les deniers provenant des droits d'aides , gabelles & cinq grosses fermes , que le roi affecte , oblige & hypothèque , même par préférence à la partie du trésor royal , au paiement des arrérages desdites rentes , qui furent exemptées des vingtièmes , deux sous pour livre du dixième & autres impositions quelconques. Cette affaire ayant rencontré le même succès que la précédente , a procuré le fonds au trésor royal.

20,000,000

Total des affaires extraordinaires en 1757.

126,000,000 liv.



## ARTICLE III.

*Affaires extraordinaires de 1758.*

EDIT du mois d'août 1758, portant création de trois millions deux cent mille livres actuelles & effectives de rentes héréditaires, au principal de quarante millions, vendus & aliénés aux prévôt des marchands & échevins de la ville de Paris, à prendre sur tous les deniers provenant des droits d'aides, gabelles & cinq grosses fermes, pour les arrérages desdites rentes être exempts de toutes impositions quelconques.

Il étoit déclaré dans cet édit que les capitaux desdites rentes seroient remboursés en deniers comptant, à raison de quinze cent mille livres par chaque année; & par augmentation de la somme à laquelle se trouveroient montés les capitaux desdites rentes qui auroient été remboursés chaque année, jusqu'à leur extinction; & que les remboursements en seroient faits au premier janvier de chaque année, à commencer du premier janvier 1761, pour continuer ainsi d'année en année.

Cette affaire ayant été promptement remplie, le fonds en fut porté au trésor royal.

40,000,000 liv.

Edit du même mois, portant création d'un million de livres d'augmentation de gages à répartir entre tous les pourvus & propriétaires des charges du royaume; à l'effet de quoi il sera fait annuellement un fonds desdites augmentations de gages dans les états des fermes générales des domaines du roi, pour être exemptes de toutes impositions: & lesdits officiers & propriétaires, pour jouir desdites augmentations de gages, financeront au trésor royal une somme de vingt millions.

20,000,000

Déclaration du roi du même mois, portant qu'outre le prix auquel les différentes especes de tabac sont vendues dans les bureaux de la vente exclusive, il seroit payé au roi, entre les mains de l'adjudicataire général des fermes, ses commis ou préposés pendant le temps de dix années, à compter du premier octobre suivant, quatre nouveaux sous pour livre, ou le cinquieme du prix principal, déduction faite sur les tabacs ficelés de deux sous pour livres accordés aux adjudicataires, de laquelle il compteroit au par-dessus de son bail.

Les fermiers, pour jouir de la perception desdits droits de quatre sous pour livre pendant le temps de dix années ont financé la somme de trente millions.

30,000,000

Edit du mois de novembre, portant que le roi, dans la vue de prévenir les desseins ambitieux de ses ennemis, & de se procurer un nouveau secours, a résolu de faire une nouvelle création de trois millions six cent mille livres de rentes viagères, au principal de quarante-

---

90,000,000 liv.

*Ci-contre.*

90,000,000 liv.

cinq millions , à raison de huit pour cent d'intérêt, soit sur une seule tête, soit sur deux suivant l'âge des acquéreurs , ou à dix pour cent indistinctement à tout âge.

Pour cet effet , il fut vendu & aliéné aux prévôt des marchands & échevins de Paris , trois millions six cent mille livres actuelles & effectives de rentes viagères , à prendre sur tous les deniers provenant des droits d'aides , gabelles & cinq grosses fermes , lesquelles furent déclarées exemptes d'impositions généralement quelconques , affectées & hypothéquées par préférence même à la partie du trésor royal , au paiement des arrérages desdites rentes.

45,000,000

Total des affaires extraordinaires de 1758. 135,000,000 liv.



## A R T I C L E   I V .

*Affaires extraordinaires en 1759.*

**E**DIT du mois d'août 1759 , qui ordonne qu'il soit payé au roi , à titre de don gratuit , pendant le temps de dix années , à commencer du premier janvier 1760 par les villes , fauxbourgs & bourgs , les sommes pour lesquelles chacun d'eux est employé dans l'état de fixation , arrêté au conseil ainsi qu'il suit : savoir ;

La généralité d'Amiens.	153,300	}	3,361,287 liv.
d'Orléans.	256,000		
de Paris.	1,457,800		
de Châlons.	200,300		
de Poitiers.	165,800		
de Soissons.	60,700		
de Tours.	34,434		
de la Rochelle.	131,800		
de Bourges.	105,600		
de Moulins.	91,770		
de Riom.	155,628		
de Lyon.	397,555		
La province d'Artois.	150,000		

On remarquera que ces droits devoient être payés par toutes sortes de personnes , exemptes ou non , privilégiées ou non , même par les ecclésiastiques & les communautés religieuses , excepté les hôpitaux & hôtels-dieu pour leur consommation particulière.

Arrêt du même mois , portant création de soixante & douze mille actions intéressées dans les fermes générales , au principal de mille livres chacune , pour porter intérêt de cinq pour cent exempt

3,361,287 liv.

*Ci-contre.*

3,361,287 liv.

de la retenue des vingtième & deux sous pour livre du dixième, & pour être acquitté annuellement à la caisse des coupons, avec l'action payable de six mois en six mois, à commencer au premier octobre de la présente année; & le remboursement desdites soixante & douze mille actions sera à la charge de l'adjudicataire du prochain bail des fermes générales, à raison de douze mille actions par mois, qui seront tirées au sort.

Le roi abandonnoit en sus aux actionnaires de leurs mises à cinq pour cent, la moitié qu'il s'étoit réservée par arrêt du jour, dans le total des bénéfices des fermes générales, à compter de ce jour, desquels bénéfices ils seront payés à la caisse des fermes, sur les dividendes particulières, qui commençoient à courir du jour: & le roi reçut les soixante & douze millions.

72,000,000

Don gratuit du clergé de France accordé pour le rachat du vingtième des années 1761, 1762, 1763, 1764 & 1765, la somme de seize millions.

16,000,000

Edit du mois de novembre qui accepte les offres du magistrat & des chefs-colleges de la Flandre maritime, pour obtenir que les droits qui se lèvent dans ladite province, sous le nom des quatre membres, seront distraits du bail des fermes générales, pour être perçus par lesdits magistrats, à commencer au premier janvier 1760, profit de ladite province, sous la condition de procurer actuellement à l'état une somme proportionnée à l'aliénation qu'il voudroit bien leur faire de tout ou de partie des droits dont ils demandent la cession.

En conséquence, le roi permit auxdits

---

 91,361,287 liv.

*De l'autre part.*

91,361,287 liv.

magistrats d'emprunter , dans le public , au denier vingt, la somme de huit millions de livres , & en outre celle qui seroit nécessaire pour les fraix de l'emprunt , pour être ladite somme de huit millions par eux portée au trésor royal , à mesure que l'emprunt en sera fait , & au plus tard dans le courant de l'année prochaine 1760 ; & il leur a été permis en outre d'affecter , pour sûreté de l'emprunt susdit , tant en capitaux qu'en intérêts , la somme de six cent mille livres , qu'ils doivent remettre annuellement au trésor royal pour prix de la cession qui leur est faite des droits expliqués ci-dessus ; & à cet effet le roi a cédé & aliéné , cede & aliene , par le présent édit ladite somme de six cent mille livres , à commencer du premier janvier 1760. Les susdits magistrats , pour jouir à l'avenir des droits ci-dessus expliqués , ont financé la somme de huit millions.

3,000,000

Edit du mois de décembre 1759 , portant création de trois millions de rentes viagères , dites tontines , à raison de huit cents livres chacune , distribuées en huit classes , sur la ferme des aides & gabelles , en aliénant , pour cet effet , à la ville de Paris , trois millions de livres actuelles & effectives de rentes viagères à prendre sur tous les deniers provenant de la ferme des postes , aides & gabelles , que le roi déclare , par privilege , affectés , obligés & hypothéqués , même par préférence à la partie du trésor royal , au paiement des arrérages desdites rentes ; & tant d'avantages ayant bientôt fait remplir cette partie , elle versa soixante millions au trésor royal.

60,000,000

Total des extraordinaires en 1759.

159,361,287 liv.



## ARTICLE V.

*Affaires extraordinaires en 1760.*

**É**DIT du mois de février en 1760, qui ordonne qu'il soit payé au roi, par tous les sujets, à compter du premier octobre suivant, & pendant l'année 1761, à titre de secours extraordinaire, un nouveau vingtième & deux sous pour livre du dixième, à l'exception néanmoins des parties comprises dans les rôles d'industrie, & les propriétaires des maisons de la ville de Paris, au moyen & en considération du rachat des boues & lanternes, que sa majesté a dispensés du vingtième ordonné par le présent édit.

Il y est de plus ordonné que tous les sujets, autres néanmoins que les taillables, dont la capitation s'impose au marc la livre de la taille, seront tenus de payer le double de leur capitation avec les quatre sous d'icelle; & que les officiers des grandes & petites chancelleries, ensemble les particuliers, banquiers, fermiers, régisseurs des droits de sa majesté, pourvus de charges, emplois ou commissions de finances, ou autres places emportant recette des deniers du roi, même ceux qui, après avoir exercé de semblables emplois, se feroient retirés, seront tenus de payer, outre le premier doublement, un second doublement de leur première cote, ensemble les quatre sous pour livre, comme il est ordonné ci-dessus pour la présente année, ainsi que la

suivante 1761 , & le produit de ces nouveaux impôts , suivant la supputation qui en fut faite , monta à la somme de soixante & douze millions trois cent quarante mille livres.

72,340,000 liv.

On remarquera qu'en conséquence de ces nouvelles impositions , le roi supprima alors la subvention générale qui avoit été établie par édit du mois de septembre 1749.

Édit du mois de mai , portant que les officiers créés & établis sur les ports , quais , halles , marchés & chantiers de la ville de Paris , seront & demeureront rétablis dans leurs offices & fonctions , pour les exercer avec jouissance des droits , qui leur avoient été autrefois attribués par les édits des mois de septembre 1727 & juin 1730.

Ces droits rétablis par les édits de septembre 1743 & d'octobre 1744 , sont prorogés par le présent jusqu'au premier janvier 1782 , pour être , pendant ladite prorogation , énoncés au tarif affecté au remboursement tant desdits officiers que de leurs créanciers.

Le roi , pour se procurer un secours qu'il a reconnu n'être point onéreux , & dont il se propose d'affecter une partie aux besoins de l'hôpital général de la ville de Paris , a de nouveau ordonné la perception des droits sur les œufs , le beurre & le fromage , sur le même pied où ils avoient été perçus jusqu'au premier octobre précédent ; & a mis le même impôt sur la volaille & le gibier qui arrivent à Paris sous le titre de présents , & chargé les bourgeois de Paris de payer , pour les vins qui sont destinés à leur usage , les mêmes droits que paient

---

72,340,000 liv.

*Ci-contre.*

72,340,000 liv.

ceux qui entrent dans cette ville à l'adresse des marchands.

Au moyen de la jouissance de tous ces droits, les officiers rétablis doivent acquitter & payer, comme par le passé, les arrérages échus ou à échoir des rentes dont leurs communautés sont chargées, jusqu'à ce qu'il ait été autrement pourvu au remboursement desdites rentes, tant en intérêts que capitaux.

En conséquence de cette prorogation, les officiers aliénataires, pour jouir desdits droits ci-dessus expliqués, ont financé la somme de trente millions deux cent quatre-vingt-trois mille neuf cents livres.

30,283,900

Edit du mois de mai 1760, portant création de dix-huit cent mille livres de rentes héréditaires, au principal de soixante millions qui ont été vendus & aliénés aux officiers municipaux de la ville de Paris, à prendre sur les droits auxquels sont soumis les cuirs tannés & apprêtés; & lesdites rentes sont déclarées exemptes de toutes retenues & impositions généralement quelconques: & pour le fonds d'icelles, reçu au trésor royal la somme de soixante millions.

60,000,000

Edit du même mois, portant un emprunt de cinquante millions de livres, remboursables en onze années, par la voie du sort en forme de loterie, & dont les billets seront payables à raison de trois cinquièmes en effets, & de deux cinquièmes en argent, que le roi attribue auxdits billets, pour tenir lieu des intérêts que les propriétaires doivent recevoir jusqu'à l'actuel remboursement; laquelle attribution ne sera sujette à aucune retenue ni aucunes impositions; & les coupons

---

 162,623,900 liv.

*De l'autre part.* 162,623,900 liv.  
 seront payables d'année en année , à  
 commencer au premier avril 1761. Cette  
 affaire fut remplie , & versa au trésor  
 royal cinquante millions.

50,000,000

Total des extraordinaires en 1760.

212,623,900 liv.

## A R T I C L E   V I.

*Affaires extraordinaires en 1761.*

**E**DIT du roi de la fin de l'année 1760 , portant augmentation & fixation de la finance des charges de contrôleurs des rentes de l'hôtel-de-ville de Paris , savoir , les titulaires des offices de conseillers-généraux des soixante-quatre parties de rentes actuellement établies sur l'hôtel-de-ville de Paris , fourniront pour chacune de leurs charges la somme de six mille livres , à raison de trois mille pour chaque office de contrôleur ancien triennal , & de même somme pour chaque office de contrôleur ancien quatriennal ; laquelle nouvelle finance sera par eux payée ès mains du trésorier-général des revenus casuels : & au moyen de cette augmentation , ils jouiront à l'avenir , à commencer du premier juillet 1761 , de trois cents livres de nouveaux gages sur le pied du denier vingt , à raison de cent cinquante livres par chacun office , desquels nouveaux gages & droits d'exercice les fonds seront & demeureront assignés sur les aides , gabelles & cinq grosses fermes. En conséquence lesdits officiers ont remis au trésor royal la somme de vingt-cinq millions huit cent quarante mille livres.

25,840,000 liv.

*Ci-contre.*

25,840,000 liv.

Edit du mois de mai 1761, portant création de deux cent mille livres de rentes actuelles & héréditaires au profit de l'ordre du S. Esprit, en vendant & aliénant aux officiers dudit ordre deux cent mille livres héréditaires, à prendre sur tous les deniers provenant de la ferme des postes, lesquelles rentes ont été affectées & hypothéquées, même par préférence à la partie du trésor royal, au paiement des arrérages desdites rentes; & pour procurer audit ordre la facilité d'avancer au roi la somme de deux millions qu'il a offerte à titre de prêt, le prince lui a permis de l'emprunter dans le public, savoir, un million à constitution de rentes héréditaires sur le pied du denier vingt, & un million à constitution de rentes viagères indistinctement à tout âge: lesquelles seront les unes & les autres exemptes de toutes retenues & impositions.

Les remboursements seront faits par la voie du sort en forme de loterie, tirée annuellement le 28 décembre de chaque année, en présence & sous la direction des grands-officiers dudit ordre, chez le grand-trésorier.

Cette affaire ayant eu un succès rapide, la somme de deux millions fut remise au trésor royal.

2,000,000

Edit du mois de juillet, portant création de neuf cent mille livres actuelles & effectives de rentes viagères, au principal de trente millions, sur le pied de trois pour cent, indistinctement à tout âge. Pour cet effet, il a été vendu & aliéné aux prévôt des marchands & échevins de la ville de Paris, neuf cent mille livres actuelles & effectives de rentes viagères à

27,840,000 liv.

E

*De l'autre part.*

27,840,000 liv.

prendre sur les deniers provenant des droits établis sur les cuirs tanés & apprêtés, pour les remboursements en être faits aux premiers jours de janvier & de juillet de chaque année, par la voie du sort en forme de loterie, à commencer au premier janvier 1763, & continuer de six en six mois. Lesdites rentes étant déclarées exemptes de toutes retenues & impositions, furent bientôt acquises; ce qui produisit trente millions au trésor royal.

30,000,000

Edit du mois de novembre portant création de quatre millions de livres actuelles & effectives de rentes viagères, au principal de cinquante millions vendus & aliénés aux officiers municipaux de la ville de Paris, à prendre sur tous les deniers provenant des droits d'aides, gabelles, & cinq grosses fermes spécialement affectées & hypothéquées au paiement des arrérages desdites rentes, sur une seule tête, à raison de huit pour cent d'intérêt, indistinctement à tout âge, devant lesdites rentes être exemptes de toutes retenues & impositions, & ayant produit au trésor royal ladite somme de cinquante millions.

50,000,000

Il faut ajouter, à ces nouvelles levées, le produit du nouveau vingtième, établi par l'édit du mois de février 1760, pour deux autres années, dont le montant est de soixante & douze millions trois cent quarante mille livres.

72,340,000

Plus, on doit y ajouter la somme de trois millions trois cent soixante un mille deux cents quatre-vingt-sept livres, que les généralités doivent annuellement payer, à titre de don gratuit extraordinaire, pendant le terme de dix années, à commencer du 1<sup>er</sup> janvier 1760, en vertu de l'édit du mois d'août 1759.

3,361,287

Total des extraordinaires de 1761.

183,541,287 liv.

## ARTICLE VII.

*Affaires extraordinaires en 1762.*

AU mois d'octobre, se fit le renouvellement du bail des fermes royales & générales unies, pour six années, à commencer en 1763, en vertu duquel les fermiers s'obligèrent volontairement de financer d'avance, pour le cautionnement dudit bail, la somme de soixante millions de livres, à la charge, par le roi, de leur en payer l'intérêt à cinq pour cent par an, & de rembourser le principal à ceux qui voudront quitter, soit à l'expiration du bail, soit auparavant.

Le conseil d'état a rendu en conséquence un arrêt, qui ordonne que tous les particuliers, gens du commun, qui demeurent dans les lieux où les aides ont cours, & qui sont sujets aux droits de la taille qui feront entrer des vins, cidres, poirés, bieres, au delà de la quantité raisonnablement nécessaire à leurs facultés, états, qualités & professions, & au nombre de personnes dont leur famille est composée, ensemble aux impositions qu'ils paient à la taille ou capitation, seront tenus de déclarer, s'ils entendent les vendre en gros ou en détail; & que ceux, qui auront déclaré vouloir les vendre en détail, seront tenus de souffrir les visites, exercices & marques des commis aux aides, & paieront les droits de l'excédant des quantités, qui leur sont raisonnablement nécessaires, eu égard à leurs facultés; & s'il naît des contestations à ce sujet, elles seront

soumises au jugement des intendants & commissaires des provinces.

En conséquence , le prix de l'adjudication desdites fermes a été augmenté de deux millions cinq cent mille livres par an , & la finance pour le trésor royal en a été de soixante millions.

60,000,000 liv.

Dans le même mois le renouvellement du bail des postes & relais de France pour six ans , à commencer en 1763 , fut adjugé au roi pour six millions trois cent mille livres , par dessus les trois millions de frais de régie ; ce qui obligea volontairement les fermiers à financer d'avance, pour le cautionnement dudit bail , la somme de quatre millions de livres , à la charge , par le roi , de leur en payer les intérêts à quatre pour cent ; ce qui fait 160,000 l par an ; ou les fermiers avoient la liberté de ne rendre que 6,140,000 liv. par année de cette ferme , produisant au trésor.

4,000,000

Dans le même mois , on renouvela pour six années , à commencer en 1763 , le bail de la ferme de la marque des cuirs & des droits sur les tans & écorces , qui , ayant été adjugé au roi pour la somme de trois millions de livres , obligea les fermiers de financer volontairement & d'avance , pour le cautionnement dudit bail , la somme d'un million de livres , dont le roi se chargeoit de leur payer l'intérêt à quatre pour cent , ou 40,000 liv. par an , s'il n'aimoit mieux que les fermiers ne lui comptassent annuellement que vingt-neuf millions six cent mille livres , pour prix de cette ferme , dont le nouveau bail fit passer un million au trésor royal.

1,000,000

---

65,000,000 liv.



*Ci-contre.*

65,000,000 liv.

Dans le même mois fut de même renouvelé le bail de la ferme du droit de paulerte, pour le même temps, & à commencer en 1763, adjudgé au roi pour la somme de 2,000,000 l. ; ce qui obligea volontairement les fermiers à financer d'avance, pour le cautionnement dudit bail, la somme d'un million, à la charge, par le roi, de leur en payer l'intérêt à quatre pour cent ; ce qui fait 40,000 liv. par an ; ou avec liberté aux fermiers de ne rendre par année de cette ferme, que la somme d'un million neuf cent soixante mille livres ; ce qui étant accepté, se trouve ici pour

1,000,000

Dans le même mois, renouvellement du bail de la ferme du droit sur les poudres & salpêtres, pour six années, à commencer en 1763, qui ayant été adjudgé au roi pour la somme de 3,040,000, mit les fermiers dans la contrainte de financer volontairement, pour le cautionnement du bail, la somme d'un million, dont l'intérêt devoit leur être payé à 4 pour cent ; ce qui faisoit 40,000 liv. ; ou à ce défaut ils avoient le droit d'en retenir le montant sur le prix annuel du bail, dont alors ils ne devoient remettre que trois millions au trésor, qui reçut comptant un million.

1,000,000

Dans le même mois, le roi, en renouvelant pour sept années le bail de la caisse ou bourse commune des marchés de Seaux & Poissi, en aliéna les droits pour ce temps-là, moyennant une somme de quinze millions, à payer comptant à son trésor dans le mois de novembre suivant.

15,000,000

Il faut ajouter à ces sommes, 1°. celle

82,000,000 liv

E 3

## 70 D É T A I L G É N É R A L

*De l'autre part.*

82,000,000 liv.

que les généralités doivent annuellement payer à titre de don gratuit pendant dix années, à compter du 1 janvier 1762, montant à celle de trois millions trois cent soixante-un mille deux cents quatre-vingt-sept livres.

3,361,287

2°. Le produit du nouveau vingtième & du doublement de la capitation montant à soixante-douze millions trois cent quarante mille livres

72,340,000

Total des extraordinaires en 1762.

157,701,287 liv.

## A R T I C L E V I I I.

*Récapitulation.*

**D**ES affaires extraordinaires faites en France pendant l'espace de sept ans de 1755 à 1762.

En 1756.	121,000,000 liv.
En 1757.	136,000,000
En 1758.	135,000,000
En 1759.	159,361,287
En 1760.	212,623,900
En 1761.	183,541,287
En 1762.	157,701,287
Total.	1,105,227,761 liv.

D'où il est clair que par balance, les affaires extraordinaires peuvent, dans le besoin, ajouter, année commune, aux revenus du roi, la somme de

143,603, 827 liv. 14 s. 3 d.  $\frac{3}{7}$

## CHAPITRE XI.

**E**TAT de plusieurs autres taxes qui ne sont pas royales , mais qui , se levant annuellement dans le royaume de France , pourroient le devenir , & accroître d'autant les revenus du souverain.

## ARTICLE PREMIER.

1°. **D**ROITS d'annates payés à la cour de Rome , pour la premiere année des revenus des évêchés , abbayes & prieurés : ensemble les droits de dispenses de mariages entre proches parents , & autres sommes qui passent à la cour de Rome , & qui sont évaluées par an à la somme de trois millions six cent mille livres.

3,600,000 liv.

2°. Droits des officialités attribués aux archevêchés , pour les droits de dispenses de mariages entre parents au troisieme degré & au delà , avec les droits de greffe desdites officialités : le tout ensemble évalué , année commune , à la somme de deux millions huit cent mille livres.

2,800,000

3°. Droits de baptêmes , mariages & enterrements , avec ceux pour rendre le pain bénit , lesquels droits sont attribués aux curés des paroisses , & évalués , année commune , le fort portant le foible , à la somme de trois millions cinq cent mille livres.

3,500,000

---

 9 900,000 liv.

E 4

*De l'autre part.*

- 4°. Droits des octrois qui se levent dans toutes les villes franches du royaume au profit du roi, & dont ce prince abandonne douze deniers par livre aux hôpitaux généraux de la ville de Paris, & cet abandon est évalué à deux millions par an. 9,900,000 liv.
- 5°. Les octrois des autres villes du royaume sont portés annuellement à deux millions cinq cent mille livres. 2,000,000
- 6°. Taxes spéciales sur le lait & la farine des pauvres enfants, & sur les autres denrées fournies aux pauvres des paroisses. Ces taxes levées dans toutes les villes franches du royaume à trois sous par livre en sus de la capitation, & payées par toutes sortes de personnes, même par les ecclésiastiques, sont évaluées, année commune, à quatre millions. 2,500,000
- 7°. Taxe d'un sou sur chaque livre pesant de viande vendue dans le royaume pendant le carême & les jours maigres de l'année, dont le produit évalué à trois millions est en faveur des hôpitaux des villes. 4,000,000
- 8°. Droits de dixiemes, attribués aux seigneurs de paroisses, qui se prennent sur les récoltes, & sont évalués, année commune, le fort portant le foible, à six millions de livres. 3,000,000
- 9°. Droits de lods & ventes, cens & rentes qui sont attribués aux seigneurs de paroisses sur les biens en roture qui se trouvent situés en leurs seigneuries, & qui sont évalués année commune, le fort portant le foible, à la somme de quatre millions six cent mille livres. 6,000,000
- 10°. Grand nombre de péages appartenants aux seigneurs de paroisses dans

---

 32,000,000 liv.

*Ci-contre*

32,000,000 liv.

le royaume , évalués à quatre millions  
cinq cent mille livres.

4,500,000

11°. Droits sur les boissons vendues en  
détail dans les villes, bourgs & paroisses  
formant une duché-pairie, qui sont d'un  
verre par pot, se paient en espèces, sont  
attribués aux ducs, ou comtes & pairs,  
& s'évaluent annuellement à la somme  
de cinq cent mille livres.

500,000

12°. Droits de consignation, qui sont  
attribués aux gouverneurs généraux  
des provinces, & aux gouverneurs-  
particuliers des places de guerre, sont  
évalués à trois millions.

3,000,000

13°. Droits spécialement abandonnés aux  
officiers de justices royales, qui sont  
en grand nombre dans le royaume, &  
montent à douze millions.

12,000,000

Total desdits droits.

52,000,000 liv.

---

## CHAPITRE. XI.

### Récapitulation.

DE tous les revenus royaux & des recettes  
qui se font annuellement dans le royaume au  
profit du trésor du souverain.

Revenus ordinaires du roi, selon le détail qui en est donné,  
*chapitre V.*

268,740,000 liv.

Revenus royaux destinés pour un temps  
limité, selon leur état, *chapitre VII.*

56,300,000

Revenus royaux aliénés pour toujours  
dont l'exposé se trouve, *chapitre  
VIII.*

106,560,000

---

 431,600,000 liv.

## 74 DÉTAIL GÉNÉRAL

*De l'autre part.*

431,600,000 liv.

L'on peut y ajouter l'évaluation  
des affaires extraordinaires ,  
ainsi qu'elle se trouve établie ,  
*chapitre IX.*

143,603,827 - 14 - 3 -  $\frac{3}{7}$

De plus , les droits spécialement  
abandonnés , portés , *chapitre*  
X , à

57,000,000 - - - - -

Total des recettes annuelles de  
France.

632,203,827 - 14 - 3 -  $\frac{3}{7}$

## CHAPITRE XII.

### *Affaires particulieres.*

QUOIQUE les affaires, dont j'entends parler dans ce chapitre, ne dépendent point des finances de sa majesté, je crois néanmoins nécessaire de les faire connoître à cause du rapport qu'elles y ont, puisqu'elles sont de même des fardeaux que le peuple supporte, & des impôts qu'il doit acquitter.

## ARTICLE PREMIER.

### *Deuxieme moitié des octrois.*

LES octrois en général sont, comme on a déjà dû le voir, des droits, qui ont été anciennement accordés par les rois de France, à

certaines villes, communautés, ou à certains hôpitaux, pour les mettre en état de fournir à leurs différents besoins.

La première moitié de ces droits a été réservée aux souverains par déclaration du mois de décembre 1663, & fait en conséquence partie de la ferme des aides.

L'autre moitié de ces octrois, dont il est ici question, est la portion demeurée aux villes & communautés, qui se leve, de même que la première, sur l'entrée & la consommation des boissons, & sur plusieurs marchandises & denrées, conformément aux lettres de concession desdits droits, à l'ordonnance du mois de juillet 1681, aux arrêts rendus & aux réglemens faits en conséquence.

La perception s'en fait de la même manière que celle des droits d'aides; & les instances qui peuvent en provenir se portent également devant les officiers des élections; sauf toutefois l'appel aux cours des aides des ressorts respectifs, ou pardevant les intendants de provinces, & de-là au conseil, selon l'ordre de juridiction établie dans les lieux différents où naissent les contestations.



## A R T I C L E   I I .

*Ferme des devoirs , impôts , billots & formule  
pour la province de Bretagne.*

CETTE affaire spéciale pour la province de Bretagne est composée de deux fermes.

La premiere comprend les grands & petits devoirs , qui sont les droits qui se perçoivent au profit de la province , sur les différentes marchandises , conformément aux pancartes des lieux , & aux lettres-patentes d'avril 1738.

Elle s'adjuge de deux en deux ans , sur les lieux & par les états de la province , à la compagnie qui en offre le plus.

La deuxieme , qui a pour objet les impôts & billots , ou droits sur les vins & autres boissons , a été unie depuis 1664 à la ferme des aides. Elle est régie , quant aux vins & boissons ordinaires , conformément aux arrêts des 24 mars 1667 , & 20 décembre 1689 , pour les eaux-de-vie & la formule ou papier timbré ; elle l'est en se conformant aux déclarations du 19 juin 1691 , & premier juin 1711.

Cette seconde ferme de Bretagne fait partie des fermes générales du roi , & s'adjuge en conséquence par les fermiers-généraux , sous les yeux du conseil , mais aux adjudicataires de la ferme des devoirs , pour la tenir de même que celle-ci pendant l'espace de deux ans.

La connoissance des contestations , qui naissent



sur la ferme des devoirs & du commerce, appartient en première instance aux sénéchaux, & va par appel au parlement de Bretagne.

Celles qui concernent les impôts, billots & formule, sont du ressort de l'intendant de la province, dont les jugements sont soumis à la révision du conseil des finances.

### ARTICLE III.

#### *Apanage de M. le duc d'Orléans.*

LE chef de la maison d'Orléans, qui est duc d'Orléans, de Valois, de Chartres, de Nemours, de Montpensier, &c. &c. outre les droits domaniaux qui lui appartiennent dans toutes les terres qui relevent de lui, jouit de ceux de paulette, prêt & annuel des charges de police & de judicature, des droits d'insinuation, centième denier, contrôle des actes, petit scel, & des droits d'aides sur les boissons. Ces derniers qui par-tout ailleurs sont perçus au profit du souverain, sont, dans les terres de ce prince, partie de son apanage.

Tous ces droits, à l'exception des deux sous pour livre dont la recette se fait par les fermiers au nom du roi, se lèvent à l'instar de ceux du souverain, & en vertu des mêmes réglemens.

Le recouvrement des premiers se fait par les officiers du prince; les droits d'insinuation & de centième denier qui lui ont été cédés dans l'étendue de son apanage, de ses domaines

& terres patrimoniales , ainsi que le dernier ressort dans le comté de Soissons par déclaration du 19 janvier 1751 , ceux de contrôle des actes & de petit scel dans ses domaines de Normandie , & les droits d'aides sur les vins & boissons dans plusieurs élections de l'Orléanois , s'afferment de six ans en six ans à une compagnie dont le bail commence comme celui des fermes royales unies.

---

### C H A P I T R E   X I I I .

#### *Conclusion.*

**S**I je n'ai pas conduit plus loin la connoissance détaillée des finances de la France , si je me suis arrêté à l'époque , qui , en donnant la paix à ce royaume , lui promettoit des adoucissements aussi justes que nécessaires , on ne fauroit l'imputer à l'impossibilité d'aller plus avant , mais à la prudence qui veut que je me renferme dans des bornes équitables.

J'ai voulu faire voir aux François que les produits ordinaires de leur empire étant insuffisants pour fournir aux dépenses habituelles que la nécessité prescrit à leur souverain , ils doivent supporter avec docilité le fardeau des moyens propres à y suppléer. D'un autre côté , j'ai eu pour but de manifester aux ennemis de ce royaume , les ressources qu'il lui est facile de se procurer pour parer aux événements imprévus , ou réparer des malheurs passés : & cela m'a paru suffire à la satisfaction de mes lecteurs.

Je ne doute pas qu'il ne s'en puisse trouver, qui auroient souhaité de me voir discuter si les citoyens sont plus heureux depuis la conclusion de la paix, de me voir entrer dans le mérite, ou faire la censure des divers projets de finances, exécutés depuis ce moment, où les ministres ne devoient naturellement s'occuper que des moyens d'y faire régner l'abondance & la félicité intérieure : mais sans entrer dans ce détail qui entraîneroit des personnalités favorables ou défavorables, que je veux également éviter, je croirai avoir rempli tout mon plan, si l'idée que je vais donner de la France actuelle, n'est malheureusement que trop conforme à la vérité.

Tous les ordres de ce royaume sont alarmés de la multiplicité des impositions, dont l'insuffisance donne sans cesse lieu à de nouvelles, si elle ne porte pas à leur ôter ou du moins à leur diminuer la faculté d'y satisfaire.

Des magistrats, qui ont acquis chèrement le dangereux & pénible honneur d'administrer la justice, tremblent de se voir un jour forcés d'abandonner leurs fonctions, faute de moyens de soutenir la décence qui est inséparable de leur état.

La noblesse pauvre, si distinguée par sa bravoure, devra désormais se concentrer dans la campagne, & y languir dans l'obscurité & la misère, fatiguée d'impôts qui dévoreront les restes d'un patrimoine sacrifié à l'état.

Des propriétaires d'offices, après avoir épuisé leur fortune pour acquérir des exemptions dont ils ne jouissent plus, & des gages qui ne pourront suffire à tant d'impositions, seront encore obligés

d'abandonner leurs offices, & de chercher d'autres moyens de procurer une fortune à leur famille, qu'ils ne pourront plus soutenir suivant leur état.

Les campagnes où la misère est la plus générale & la moins secourue, offrent de toutes parts un aspect digne de compassion.

Déjà des réductions fort récentes ont ravi le nécessaire au plus grand nombre de sujets; il en est même peu qui jouissent entièrement de l'utile; & s'il reste encore chez une partie d'entr'eux des dehors qui semblent distinguer les conditions, ce ne sont presque plus que des dehors trompeurs, employés pour masquer une véritable indigence, d'autant plus cruelle, que celui qui l'éprouve est plus soigneux à la cacher.

L'agriculture, les arts, le commerce, tout gémit dans l'accablement. Le laboureur épuisé a peine à subsister du produit que lui donne le sol qu'il cultive. Dans le désespoir qui l'agite, & qui seul le rappelle aux sentimens que l'excès de ses charges lui ravit, il est tenté de jeter les instrumens de son travail, comme devenus ceux de son malheur. Les arts & les métiers craignent de même l'abondance de leurs productions; & l'immensité des impositions qui en sont les suites, arrête la consommation, & conduit à l'indigence. Victime des mêmes coups, le commerce en général présente la même langueur. Un repos morne & silencieux a succédé par degrés à cette action vivifiante qui l'animoit autrefois, & le rendoit également fécond pour le citoyen & pour l'état. De-là l'esprit patriotique si puissant chez les autres peuples, disparoît de plus en plus chez les François.

Celui

Celui que rien n'arrête sur une terre qui dévore ses habitants , va porter ailleurs ses talents & son industrie , apprend aux nations voisines à se passer de la sienne , & laisse à sa patrie , pour dédommagement de la perte qu'elle fait par sa fuite , la portion solidaire du fardeau qu'il partageoit. Ainsi périt insensiblement & sans retour la ressource la plus abondante de l'état ; & l'étranger , en s'enrichissant des pertes de la France , se fortifie par son affoiblissement qui augmente de jour en jour.

Les arts , les talents , les professions honnêtes & utiles n'offrent plus par elles-mêmes un moyen de subsister. Les emplois de finances , les commissions de toute espece , multipliées à l'infini , sont un objet de concupiscence pour tous les hommes que les besoins réunissent alors pour disputer à leurs concitoyens le droit de vivre.

L'humanité , cette vertu touchante , dont le principe est dans le cœur ; cette vertu qui ne s'acquiert point , qui ne doit son existence , ni au préjugé , ni à l'éducation ; cette vertu universelle qui unit tout être raisonnable au monde entier , a peine , dans ce royaume , à conserver les sujets unis avec ceux mêmes qui les approchent le plus.

Tandis que ses frontieres , ou celles de ses voisins , sont en proie aux horreurs d'une guerre sanglante , il s'en fait , dans son sein , une mille fois plus cruelle , sur-tout contre le pauvre , la veuve & l'orphelin.

Les exactions multipliées , dont le régisseur & le fermier , chacun dans les parties qui les concernent , accablent à l'envi , & comme de concert , les peuples , rendront toujours inutiles les fruits

de leurs travaux, si on ne daigne en arrêter le cours.

L'état n'a plus droit de rien demander à des malheureux que la vexation & l'injustice ont dépouillés de leur nécessaire le plus étroit. C'est un créancier de plus pour lui, & c'est un citoyen de moins, dont la triste situation réclame sans cesse, pour l'intérêt de l'état, contre la personne de l'oppressé.

Il est en France un nombre de sujets gémissants, dont la misère & la douleur dénoncent l'industrie du régisseur, qui, par les immenses faux-fraix du recouvrement, fait si bien que, malgré la sagesse des réglemens, il se dédommage amplement de l'obligation de verser le montant des impositions dans le trésor public. Ces saisies rigoureuses, ces garnisons multipliées, ces exécutions odieuses présentent assez familièrement aux peuples, même dans leurs villes & leur campagnes, le spectacle touchant d'un pays mis à contribution par des forces ennemies, où le pain est inhumainement disputé aux larmes d'une famille languissante. Elles dénotent cette insatiable avidité des fermiers, & cet abus excessif qu'occasionne le droit dangereux qu'ils achètent de se payer, par leurs mains, des avances intéressées qu'ils ont faites à l'état. Fruit, hélas ! trop funeste de cette facilité qu'ils trouvent à tourner le conseil à leur gré, pour en surprendre, tantôt des augmentations secrètes sur les droits anciens, & tantôt de nouvelles impositions, qu'ils savent dérober à la connoissance publique, au mépris des loix du royaume. La douleur & les larmes de la plus grande partie des sujets dénoncent, au tribunal de

la nation, cette multitude immense de commis de toutes les especes, qui couvrent la surface de l'empire des François.

Citoyens avarés & inhumains, qui cherchent le germe ou l'accroissement de leur fortune dans la ruine de celle du propriétaire & du cultivateur; la plupart membres inutiles de la société qu'ils dévorent, ils n'y portent qu'une industrie fatale, qui, loin de leur faire partager, avec leurs concitoyens, les charges de l'état, les rend eux-mêmes un fardeau onéreux.

Supposons en effet que le nombre de tous ces préposés, au recouvrement des impôts répandus dans le royaume, soit seulement de cinquante mille; & il y en a certainement davantage: supposons encore que, les uns dans les autres, ils gagnent chacun vingt sous par jour; il s'ensuit qu'au bout de l'an ils absorbent une somme de 18,250,000 liv. qui doivent être prises, ou sur les peuples, ou sur les revenus de l'état.

Les suites nécessaires de l'union de tous ces abus, frapperent tellement le ministre célèbre du plus grand & du meilleur des rois qu'ait eu la monarchie François, qu'il crut devoir attentivement considérer ces objets: & il en fut frappé de la plus vive indignation. « Je vis, *dit-il*, avec une  
» horreur, qui augmente mon zele, que pour  
» trente millions qui revenoient au roi, il sortoit  
» de la bourse des particuliers, j'ai presque honte  
» à le dire, cent cinquante millions. La chose  
» me paroissoit impossible; mais à force de travail,  
» je m'assurai de la vérité. *Mém. de Sulli, tom. II,*  
» pag. 296, édit de 1752. »

C'est ainsi que, dans le court espace d'un an,

la cupidité enlevoit , au peuple , des moyens qui lui auroient suffi pour payer quatre fois le tribut annuel au souverain. Quels avantages n'étoit-ce donc pas enlever à l'état ? Ces moyens laissés entre les mains du peuple qui les auroient utilement mis à profit , auroient soutenu l'industrie , fourni à la culture , circulé dans le commerce , & mis tous les ordres de l'état dans l'heureuse situation de payer avec aisance les droits au souverain ; & ils l'auroient fait sans peine & sans murmure.

Les maux sous lesquels les François gémissent de nos jours , ne sont-ils pas les mêmes ? & ne leur fera-t-il jamais permis d'espérer qu'un ministre aussi éclairé que Sulli sur la source de leurs justes gémissements , prenne enfin sur lui de s'occuper des moyens de les terminer ? Qu'on ne m'objecte pas l'exigence tyrannique des besoins de l'état ; ils peuvent être grands : mais quelles ressources immenses ne renferme-t-il pas ? Il en est d'une abondance infinie , que la France peut s'ouvrir à son gré ; ses voisins & ses envieux lui en ont donné l'exemple , qu'il profite des fautes qu'ils ont commises dans l'usage qu'ils en ont fait ; & en s'en servant avec plus de ménagement , ils peuvent en tirer une source intarissable de richesses. Ce Pérou , auquel on ne fait point attention , parce que ses mines sont dans le sein du royaume , offriroit un moyen heureux , aisé & perpétuel de diminuer les impôts qui , dès-lors régis avec plus d'ordre , & exigés avec moins de rigueur , permettroient au citoyen de vivre dans cette tranquille sécurité , qui donne l'ame au commerce , aux arts & aux sciences , trois branches qui assureront toujours le bonheur & la gloire du royaume.





# M É M O I R E

## *I N S T R U C T I F*

S U R

CE QU'ON APPELLE EN FRANCE

*LE DOMAINE D'OCCIDENT.*

**L**E domaine d'occident n'a plus la même étendue qu'il avoit avant le traité de 1763 , qui en a cédé la plus grande partie à la Grande-Bretagne, pour en jouir en toute propriété ; mais il ne me paroît pas moins intéressant de faire autant connoître ce qu'il étoit avant cette époque , que ce qu'il est maintenant. En lisant d'ailleurs ce mémoire , on se trouvera en état de prononcer sur la grande question qui , depuis la dernière paix , partage les politiques ; les uns prétendant que les cessions qu'y a fait la France l'ont dépouillée de revenus immenses , & les autres s'imaginant que ces sacrifices si amples en apparence , n'ont fait que la soustraire à une multitude de dépenses , dont le poids lui devenoit chaque jour plus onéreux : il n'est que la voie de comparaison entre les produits & les fraix pour porter un jugement droit & solide sur cette matière.

Louis XIV, par un édit du mois de mai 1664, créa une compagnie des Indes occidentales, à laquelle il accorda, en toute propriété, seigneurie & justice, les isles & terres fermes de l'Amérique, tant celles où les François pouvoient avoir fait des établissemens, que celles que la compagnie pourroit conquérir, avec la faculté d'y faire le commerce, à l'exclusion de toute autre personne ou société, pendant l'espace de quarante années.

Pendant les dix premières, la compagnie s'étoit mise en possession de toutes les terres qui lui avoient été cédées par l'édit; elle avoit formé des colonies considérables, dans lesquelles elle avoit nommé des officiers de guerre & de justice, & établi plusieurs droits seigneuriaux & domaniaux; en un mot, on ne se laissoit de vanter ses progrès & d'admirer sa sagesse, lorsqu'elle s'aperçut elle-même que les dépenses immenses, que lui avoient occasioné, & l'étendue de ses établissemens, & les guerres qu'elle avoit eu à soutenir pour défendre ses acquisitions, & protéger son commerce, la mettoient dans l'impossibilité de supporter plus long-temps le fardeau qu'elle s'étoit imposé. Elle eut recours au prince qui, instruit de la situation de ses affaires, lui fit rembourser les avances qu'elle avoit faites, & réunit à son domaine toutes les terres & isles qu'elle possédoit, ainsi que le produit des droits qu'elle y avoit établis, en se chargeant de continuer & de soutenir les diverses colonies qu'elle y avoit formées.

Ce fut en conséquence, que l'édit du mois de décembre 1674 supprima la compagnie des Indes occidentales, & permit à tout négociant

François d'y aller trafiquer, en déclarant réunis & incorporés au domaine du roi, sous le nom de domaine d'occident, toutes les terres & tous les pays & droits qui se trouvoient, dans l'Amérique, appartenir à la compagnie, pour commencer à en jouir par la couronne en date du premier janvier 1681.

Il a été fait dans tous les temps, soit avant, soit depuis la suppression de la compagnie, divers réglemens pour la bonne administration de ces établissemens. Les gouverneurs, lieutenants-généraux & intendants, qui y ont été envoyés par le roi, y ont ajouté des ordonnances : & cette union est proprement le code, qui, ayant été autrefois constamment suivi dans ces vastes pays, est encore ponctuellement exécuté dans les parties importantes que la France y a conservées. Ils fixent la nature & la levée des droits qui y sont établis.

Ils consistent en ceux de capitation, de poids, d'ancrage, greffe, amendes, confiscations, droits seigneuriaux & domaniaux, aubaine, bâtardise, déshérence, épars, cinquante-pas-de-roi, biens vacants, naufrage, sauvement, échouement, & autres expressément stipulés dans les édits de création & de suppression des mois de mai 1664, & décembre 1674.

Comme la plupart de ces droits sont assez connus par ce que j'en ai dit, *tom. IX & XI*, je n'établirai ici que ce qui est propre au domaine d'occident. Depuis leur union à la couronne, ces droits ont toujours été affermés à différentes compagnies, sous la condition d'en jouir conformément aux réglemens faits par la compagnie,

aux ordonnances & arrêts du conseil qui ont été rendus, depuis, à ce sujet.

Les droits qui composent cette ferme, sont de deux especes ; savoir, ceux qui se levont dans les établissemens mêmes d'Amérique, & ceux qui se perçoivent en France.

Dans le temps que le Canada étoit soumis à la domination Françoisé, il y avoit des droits qui lui étoient propres, comme relatifs seulement au commerce de ce pays ; savoir,

1<sup>o</sup>. Le droit exclusif que le fermier avoit de recevoir seul des habitants toutes les peaux de castor, qui provenoient de la traite avec les sauvages, de les leur payer à un prix fixé, & de pouvoir seul les transporter, vendre, débiter, soit en France, soit dans les pays étrangers.

Il est vrai que ce privilege si gênant pour le commerce de ce pays avoit été révoqué par arrêt du 19 février 1700 ; & que depuis cette époque, jusques à la cession du Canada aux Anglois, la liberté de ce commerce étoit demeurée aux habitants.

2<sup>o</sup>. Le droit de quart en especes sur ces mêmes peaux de castor, qui, établi dès l'origine, fut suspendu le 10 mai 1706 pour l'espace de onze ans ; & ladite suspension fut, après leur expiration, prorogée pour 25 ans, sans avoir jamais depuis été révoquée.

3<sup>o</sup>. Le dixieme des vins, eaux-de-vie & tabac qui se transportoient de France en Canada, dont l'on n'exceptoit que ce qui devoit servir à l'avitaillement des vaisseaux de roi. Ce dixieme consistoit en 9 liv. par barrique de vin contenant 220 pintes ; en 22 liv. 10 sous pour chaque barrique d'eau-de-vie, de 27 veltes de 8 pintes chacune ;

& en 5 sous par livre de tabac : mais ce dernier n'a presque jamais été d'aucune valeur, parce que les habitants du Canada s'étant habitués à se servir du tabac qu'ils cultivoient, n'en tiroient que très-peu du dehors.

4°. Le dixieme des peaux d'Origneaux qui venoient des traites avec les sauvages, qui se recevoit en nature, parce que le fermier avoit le privilege exclusif de les vendre dans le pays à la traite de Tadoussac; ce qui lui donnoit tout le commerce depuis l'isle aux coudres, qui est à douze lieues au dessous de Quebec, jusqu'à deux lieues au dessous des sept isles.

5°. Les droits de lods & ventes, quint & requint, cens & rentes, aubaine & tous autres droits domaniaux & seigneuriaux qui, dans l'origine, avoient été établis par la compagnie des Indes occidentales, ont subsisté au Canada, tant que la France en est demeurée en possession.

Les droits que cette couronne tiroit, avant 1763, de toutes les isles Américaines qu'elle possédoit, & qu'elle continue de tirer sur celles qui lui ont été rendues, ou qui sont demeurées parties du domaine d'occident, consistent dans les suivans.

1°. La capitation fixée constamment à cent livres pesant de sucre, par tête de negre, négresse, mulâtre & autres personnes, à l'exception des privilégiés, conformément à l'ordonnance du sieur de Baas du 12 février 1671. Ce droit se paie de deux manieres; savoir, en nature par les habitants sucriers, & en argent par le reste des colons, mais sur le pied des abonnements, fixés depuis long-temps à 6 liv. pour le quintal de sucre qui revient à la taxe.

2°. Le droit de poids , qui s'évalue à raison d'un pour cent en essence de toutes les marchandises sujettes au poids , tant à l'entrée des isles sur les effets qui s'y importent de France , qu'à la sortie sur ceux du crû du pays qui en partent pour la France , ainsi qu'il a été réglé par l'ordonnance du Sr. de Baas , 13 février 1671 , & par celle du Sr. Begon en date du 11 juillet 1684. Comme la régie de ce droit seroit aussi difficile pour le fermier que gênante pour les habitants , si on établissoit des poids dans chaque quartier des isles , & dans tous les ports d'embarquement , il a été fait une convention entre les colons & le fermier , par laquelle cedit droit est payable par abonnement ; savoir , par les habitants sur les marchandises du crû des isles qu'ils en font sortir , & par les capitaines de navires sur celles qu'ils font dans le cas d'y apporter de France.

3°. Le droit d'ancrage , qui se paie en especes , à raison de cinquante livres de poudre à canon , pour chaque navire ou bâtiment qui mouille à la rade des isles ; à l'exception cependant des vaisseaux de roi , & cela en conformité de la même ordonnance du Sr. de Baas , qui regle aussi la convention , en vertu de laquelle ce droit s'acquitte entre les mains du fermier , par les capitaines de navires.

4°. Le droit nommé l'espace de cinquante pas , par lequel on entend que , si les habitants vouloient construire une habitation , ou mettre en valeur un terrain , qui se trouveroit renfermé dans l'espace de cinquante pas depuis les bords de la mer , ils devroient en acheter l'emplacement au profit du fermier qui représente le roi , proprié-

taire réel ; mais il n'est point d'exemple que ce droit ait jamais eu lieu.

5°. Les droits de nomination , de profit & émoluments des offices de greffiers , ainsi que les droits seigneuriaux & domaniaux que la compagnie des Indes occidentales y avoit établis.

Ces droits se prélevent dans toutes les isles que les François occupent à l'Amérique , si l'on excepte les quartiers de celle de S. Domingue , qui relevent de leur couronne. Les fermiers ont en vain fait les plus grands efforts pour les y introduire : les gouverneurs & intendants s'y sont constamment opposés , sous le prétexte spécieux que les habitants étant pour la plupart sibiustiers & aventuriers devoient être ménagés. Pour connoître la solidité de cette excuse , il suffit de savoir que ces mêmes gouverneurs & intendants , si zélés en apparence pour les intérêts des colons François de S. Domingue , sans crainte de les irriter , les ont chargés eux-mêmes d'autres impôts , dont ils prétendent que le produit est employé au profit du roi , mais dont d'une part on connoît peu l'usage , & qui de l'autre sont plus onéreux aux habitants de ces quartiers , que ne le feroient ceux imposés indistinctement sur toutes les isles de l'Amérique Françoisise.

Outre les droits ci-dessus détaillés qui se levent dans les isles , il en est d'autres qui , comme je l'ai dit plus haut , ne se paient qu'en France : savoir ;

1°. Le droit originaire de quarante sous pour cent pesant de sucre brut , terré , raffiné & moscovate , sans distinction , qui venant des isles de l'Amérique , entre dans le royaume , à l'exception

pendant des sucres qu'on débarque dans les provinces de Bretagne, ou dans la ville de Marseille.

Ces quarante sous furent établis par les arrêts des 24 & 31 mai 1675, pour être payés outre & par dessus les droits des cinq grosses fermes, & ont toujours été afferlés, sous la condition de restituer sur ce produit la somme de quatre livres dix sous par quintal de sucres raffinés, qui sortent du royaume pour passer à l'étranger.

Les lettres-patentes du mois d'avril 1717, portant règlement pour le commerce des colonies Françaises, ont réduit ce droit, sans en changer le nom, savoir, sur les sucres bruts, à trente-trois sous six deniers, & la restitution sur les raffinés, à trois livres quinze sous; mais elles le laissent au même taux de quarante sous sur les sucres terrés & raffinés.

Je ne puis m'empêcher de remarquer que la restitution, dont je viens de parler, donne lieu à beaucoup d'abus, dont le principal est que le fermier ne peut rien avoir de fixe & de certain. Il conviendrait, je crois, pour y remédier, de diminuer le droit, & de supprimer la restitution qui les occasionne, en rendant ce changement commun à la ferme générale, parce qu'elle est exposée aux mêmes inconvénients, en levant seize sous huit deniers sur les sucres bruts, & devant restituer une livre dix-sept sous six deniers sur les sucres raffinés qui vont à l'étranger.

2<sup>o</sup>. Le droit de trois pour cent en espèces des sucres, & autres marchandises du crû des îles qui s'envoient en France, & qui étoit de cinq pour cent lorsqu'il fut premièrement établi par la compagnie des Indes occidentales. Ce droit est



naturellement dû aux isles , lorsque les marchandises en sortent : mais depuis long-temps on ne le leve qu'à leur entrée en France , sans que cependant cela en change en rien la nature. Il se paie sur le pied de l'estimation des denrées , qui chaque année se fait dans le royaume , d'un commun accord entre le fermier & les négociants de chaque port.

3°. Le droit de dix-huit livres pour cent pesant du sucre royal & candi , qui entre par le bureau d'Ingrandes , & qui provient des sucres bruts des isles qui ont été apportés à Nantes.

4°. Le droit de douze livres pour cent pesant des sucres raffinés à Nantes , établi par arrêt du conseil du 20 mai 1675 , & par autre arrêt du 2 mars 1700 , diminué d'une livre cinq sous ; ce qui l'a réduit à dix livres quinze sous.

5°. Le droit local de cinquante sous pour cent pesant des cires & sucres venant des isles & entrant dans la ville & banlieue de Rouen , sans qu'il en résulte , en faveur de cette ville , aucune diminution du droit de quarante sous mentionné ci-dessus.

6°. Le droit de quatre livres par cent pesant des sucres raffinés à Marseille , qui entrent dans l'intérieur du royaume , & qui proviennent des sucres bruts apportés des isles à Marseille. Ce droit a été premièrement établi par arrêt du conseil du 16 mai 1675.

Après la réunion des droits de la compagnie des Indes occidentales au domaine du roi , & l'établissement des différens droits ci-dessus spécifiés , on en fit une ferme sous le titre de domaine d'occident , dont le premier bail fut

passé pour sept ans en date du 24 mai 1675. Lorsqu'il fut expiré, on jugea à propos d'en unir la recette aux fermes générales, dont elle fut de nouveau séparée par arrêt du conseil du premier octobre 1697.

Suivant les baux qui ont été passés, les ordonnances, arrêts & réglemens faits depuis l'établissement de ce domaine, tant pour la régie de la ferme, que pour celle du commerce des isles Françoises de l'Amérique, aucuns marchands ou négociants ne pouvoient y envoyer leurs navires, qu'autant qu'ils étoient munis des passe-ports du roi; mais l'édit du mois de février 1716 les affranchit de cette contrainte, en les assujettissant seulement à en prendre du grand-amiral.

Ceux qui en obtiennent ne peuvent porter aux colonies Américaines, que les marchandises du royaume qui n'y paient aucun droit de sortie; & tout ce qu'ils en rapportent, doit être conduit en France, sous peine de confiscation des navires & de leurs cargaisons, outre une amende de quinze cents livres pour la première faute; & en cas de récidive, le coupable doit être soumis à une punition exemplaire.

Ces mêmes réglemens interdisent aux habitants des isles Françoises de l'Amérique tout commerce avec les étrangers, & même avec les colons des isles qui sont sous la domination d'une autre puissance. Il est même stipulé qu'on ne pourra accorder aucun passe-port donnant liberté de porter des sucres ou autres marchandises des isles à l'étranger, parce qu'elles doivent toutes entrer dans le royaume; & si l'on en accordoit au préjudice de cette loi, il faudroit en tenir compte au fermier.

Les marchandises, chevaux, munitions, vivres, meubles & hardes, en un mot, tout ce qui est destiné pour le service du roi, est sujet aux droits de la ferme, à moins que les passe-ports émanés directement du monarque n'en stipulent expressément l'exemption : & dans ce cas, le prince en dédommage le fermier.

S'il arrive quelque diminution dans les monnoies, la cour fait bon à la ferme de la perte que peut lui avoir causé l'altération.

En cas que la guerre oblige le souverain d'interdire le commerce de quelques marchandises ou d'en diminuer le débit, enfin de gêner le commerce par des défenses générales ou particulières, de façon à priver le fermier de la totalité ou de partie des droits compris dans son bail, il en doit être dédommagé, soit par une indemnisation réelle, soit par surseance des paiements du prix de sa ferme.

Les lettres-patentes du mois d'avril 1716 appellent les négociants du royaume, qui font le commerce de la côte de Guinée, en participation du privilege qui étoit originairement exclusif pour les seules compagnies d'Afrique & de Guinée, & qui consiste à ne payer en France que la moitié des droits imposés sur les marchandises des isles, provenant de la vente des negres qu'elles y portoient, & des retours qu'elles en recevoient.

Cette extension de privilege n'a fait que multiplier les abus qu'a toujours causé sa premiere concession, & auxquels il me paroît impossible de mettre un terme, tant que la grace subsistera. En effet, sous prétexte que les productions des isles, qui entrent dans le royaume, proviennent

de la vente des negres , il n'est presque plus aucune denrée des colonies qui paie plus que la moitié des droits de la ferme ; ce qui donne lieu d'ailleurs à une infinité de contestations entre les fermiers & les négociants , les premiers voulant , aux termes des ordonnances , restreindre cette grace aux droits établis pour être levés en France , & les autres prétendant l'étendre à ceux qui de leur nature devoient être perçus aux isles , mais dont le paiement se fait dans le royaume , par un esprit de tolérance qui tend à soulager le planteur.

Le prix du bail de cette ferme se paie suivant les états de distribution arrêtés au conseil pour chaque année , dans lesquels sont assignées les charges réelles des colonies , ainsi que les épices & les fraix qu'exigent les redditions de compte ; & le résidu se porte au trésor royal.

Les charges de la Martinique , la Guadeloupe , Marie-Galande , S. Martin & S. Barthelemi se paient aux isles , ainsi que se faisoient celles de S. Christophe & de la Grenade avant leur cession : mais celles de S. Domingue s'acquittent en France.

Outre les états de distribution de charges arrêtés au conseil de marine , il en est encore d'autres qui de même sont arrêtés chaque année par les intendants des isles , qui mettent au bas leurs ordonnances ; savoir , un pour les charges principales , un pour les nouvelles cures , & un autre pour les profits qui peuvent se faire sur lesdites charges par la mort des officiers ou par le défaut de service de quelques-uns d'entre eux pendant le cours de l'année ; mais il est bon de  
remarquer

remarquer que le total de ces trois états ne peut excéder celui de distribution qui a été premièrement arrêté au conseil de la marine.

Quand il arrive que le produit annuel des colonies n'est pas suffisant pour acquitter les charges qui doivent se payer aux isles, les commis du fermier tirent des lettres de change pour le surplus sur la caisse générale de Paris, & cela arrive quand les sucres sont à bas prix, qu'ils ne se vendent pas sur les lieux, ou que le fermier se trouve dans l'obligation de les faire venir en France pour les y vendre.

Quand le Canada appartenoit à la France, les charges qu'imposoit son administration devoient être payées dans la colonie sur le produit des droits de la ferme; mais comme depuis que le droit de quart des castors avoit été ôté au fermier, sa recette ne pouvoit plus produire les 96,000 liv. qu'il falloit pour les acquitter, les commis étoient chaque année dans l'obligation de tirer pour environ 50,000 liv. sur la caisse générale à Paris, afin de remplir les vuides que laissoit l'insuffisance de la recette.

Les intendants du Canada faisoient chaque année divers états pour la province, outre ceux de distribution qui émanoient du conseil de la marine. On les divisoit de la maniere suivante :

- 1°. Etat pour les charges principales de la colonie.
- 2°. Etat pour la subsistance des prêtres du séminaire de Quebec.
- 3°. Etat pour l'entretien de l'évêque, dignitaires, chanoines & autres ecclésiastiques du chapitre de Quebec.

- 4°. Etat pour l'entretien des prêtres qui ne sont plus en possibilité de servir.
- 5°. Etat pour l'entretien des curés répandus dans la colonie.
- 6°. Etat pour la distribution des 3000 liv. destinées à marier soixante filles, à chacune desquelles on donnoit 50 liv. de dot.
- 7°. Etat pour le fonds de 1000 liv. approprié à payer les menus fraix de la justice.
- 8°. Etat des revenants-bon sur les charges du pays.
- 9°. Etat tendant à pourvoir aux fraix de voyages & de courses à faire par les archers.
- 10°. Etat pour les fraix de justice qui excèdent le fonds de 1000 liv., dont j'ai fait mention article VII.

On remarquera en général que s'il survient, dans les colonies Françaises, quelques dépenses extraordinaires & imprévues qui ne soient point comprises dans les états ci-dessus, le fermier est obligé d'y pourvoir sur les ordonnances des intendants, mais il en est dédommagé sur le prix de son bail.

Lorsque toutes les parties employées dans ces états divers ont été acquittées, toutes les quittances & autres pieces des parties prenantes sont envoyées des isles en France, où le fermier délivre d'abord au conseil un état au vrai des recettes & dépenses, & rend ensuite à la chambre des comptes le compte du prix de son bail.

Il lui reste à payer les fraix de ceux qu'il est obligé d'employer pour la régie de sa ferme. Ceux qui y sont préposés dans les isles Américaines ont de forts appointements, tant à cause de la cherté

excessive des vivres , que parce que les habillements & autres choses nécessaires y coûtent beaucoup plus qu'en France , d'où elles doivent y être apportées.

On y a toujours conservé l'usage de laisser aux directeurs & aux contrôleurs-généraux le soin de nommer aux emplois subalternes , les bons sujets qu'ils trouvent sur les lieux , parce que ceux que dans l'origine le fermier y envoyoit de France , mouroient presque tous peu de temps après leur arrivée.

Pour mettre le lecteur en état de connoître les fraix que les employés coûtent dans les isles , je crois devoir en donner ici l'état.

1°. Lorsque le Canada appartenoit à la France , la régie des droits y entretenoit

Un directeur , qui étoit chargé de la recette & de la dépense de la ferme , avec obligation d'en rendre compte chaque année , avoit d'appointements

2000 liv.

Un commis aux écritures & expéditions de la direction par an.

600

Un autre commis servant aux écritures & à la décharge des navires à leur arrivée , pour appointements depuis le premier octobre jusqu'au dernier décembre de chaque année.

150

Un capitaine commandant les gardes , & chargé du soin de la recette du dixieme des peaux d'originaux pour toute l'année.

600

Un brigadier qui avoit six mois & demi d'appointements à 40 liv. par mois , depuis le premier mai jusqu'au 15 de novembre.

260

Un garde pour le même temps à 37 liv. 10 s. par mois.

243 15

Cinq gardes pour le même temps à 37 liv. 10 s.

1,218 15  
5,072 liv. 10 s.

# 100 MÉMOIRE INSTRUCTIF

*De l'autre part ,*

5,072 liv. 10 s.

Quatre autres gardes qui étoient appointés pendant cinq mois, du 15 juin au 15 novembre, à 37 liv. 10 s. par mois.

750 0

Deux autres gardes aux mêmes appointements pour deux mois, du 15 septembre au 15 novembre.

150 0

Un portier du bureau pour l'année.

150 0

Loyer du bureau.

300 0

Total des fraix nécessaires.

6,422 liv. 10 s.

On alloit de plus chaque année au directeur, outre la liberté d'augmenter, à sa volonté, le nombre des commis & des gardes les articles qui suivent.

Pour achat & entretien des canots qui étoient à l'usage des gardes.

90 liv.

Pour bois, chandelles, papiers, plumes, encre & autres dépenses de bureau.

100

Pour visites & menues réparations de bureau.

30

Etrennes au secrétaire du gouverneur-général.

75

Etrennes au secrétaire de l'intendant.

145

Pain bénit qu'on rendoit au nom de la ferme, dans le jour de la conception de la vierge.

60

Il avoit de plus été accordé au gouverneur-général pour le dédommager des droits qu'il payoit sur l'entrée des vins qu'il faisoit venir de France pour sa maison.

600

Pour une semblable indemnisation à l'intendant.

450 0

Les fraix de voyages & les autres dépenses casuelles étoient évalués par année à la somme de

127 10

Total des fraix que la ferme dépensoit en Canada.

8,100 liv. 0

Quant aux dépenses actuelles que la ferme est obligée de faire, je les distinguerai en celles qui



**SUR LE DOMAINE D'OCCIDENT. 101**  
 se font aux isles, dont la Martinique me servira d'exemple, & en celles qu'elle fait dans les différens ports de France.

Etat des fraix qu'occasionent les officiers de la Martinique.

Au directeur-général.	4,000 liv.
Au contrôleur & receveur-général.	3,000
Au receveur-particulier de la Martinique.	1,200
Au teneur de livres.	1,500
A trois commis pour les déclarations, les écritures & les dénombrements à 800 liv. chacun.	2,400
A deux commis ambulants pour aller continuellement en campagne, par les ordres des directeurs & contrôleurs-généraux, afin de vérifier les dénombrements de la capitation, & presser les recouvrements, à 1200 l. chacun.	2,400
Loyers de bureau & de magasins.	1,200
Registres, papiers, plumes, encre & autres fraix de bureau.	1,000
Fraix de quittances des parties prenantes & des états des charges, qui se déposent ordinairement chez un notaire, pour en être fait par les commis aux isles, des expéditions qu'ils signent, & qui sont envoyées en France par duplicata & triplicata.	200
Fraix d'huissiers pour les recouvrements & autres fraix généraux, le tout évalué par an	1,000

---

17,900 liv.

---

J'ai pris la Martinique comme l'isle qui paroît l'entrepôt de toutes les Antilles Françaises, puisqu'il est là où se portent presque toutes les productions des autres, ainsi que je vais l'exposer en peu de mots.

1°. La Guadeloupe est une des plus considérables, étant plus étendue que la Martinique

même. C'est le meilleur climat de toutes les îles du vent, & elle est arrosée par plusieurs petites rivières dont les eaux sont excellentes. Il n'y a que la partie de l'est, connue sous le nom de Grand'terre, où il n'y a point de rivière ; mais l'eau de puits & de citerne y est très-bonne. Cette île a un bon port, qu'on appelle le cul-de-sac de la pointe à pitre, dans lequel les navires se mettent en sûreté dans la saison des ouragans. Lorsque les Anglois l'ont prise dans la dernière guerre, ils ont trouvé le secret de faire entrer dans ce port leurs plus gros vaisseaux de guerre, chose qu'on n'avoit pas cru praticable jusqu'alors.

Cette île a plusieurs rades dans la partie de l'ouest, dont la principale est celle de la Basse-terre, qui donne son nom à la capitale où est le gouvernement. On compte communément qu'elle contient cinq à six mille habitants blancs, & trente mille negres libres ou esclaves. Presque toutes les terres propres à être cultivées y ont été défrichées, mais en général les negres y manquent pour les mettre en valeur ; sans quoi le produit de l'île, qu'on évalue au moins à douze millions, argent de France, seroit facilement porté à seize & peut-être à vingt millions année commune.

Les habitants de cette île, dont le terrain produit du sucre, du café, du coton, du gingembre, du cacao, & des vivres en abondance, ont de tout temps fait un commerce clandestin très-considérable avec les Hollandois de Saint-Eustache & les Anglois d'Antigua, & des autres

îles voisines. Celui que la France fait directement avec eux ne va pas au delà de dix à douze navires, parce que la Martinique en absorbe la plus grande partie. On compte en effet, & avec raison, que plus de la moitié des marchandises, qui passent de la Martinique en France, provient du commerce de cette île avec celle de la Guadeloupe & de ses dépendances.

2°. La Desirade est une très-petite île située à trois ou quatre lieues de la Guadeloupe dont elle est une dépendance, & dont elle suivra toujours le sort. Les Espagnols ne l'ont pas cru digne d'un établissement, quoique son terrain soit assez bon; & si elle est de quelque avantage à la France, c'est qu'elle est l'attérage ordinaire des vaisseaux qui vont directement de France à la Guadeloupe.

3°. Les trois îles appelées saintes situées au sud-sud-est de la Guadeloupe, sont une dépendance naturelle de cette dernière, & portent de même à la Martinique la plus grande partie des productions qu'elles produisent, & elles en tirent celles qui leur sont nécessaires.

4°. Marie-Galante à six lieues de la Guadeloupe verse aussi ses productions à la Martinique. Le terrain en est fertile, & l'air fort sain, & cette île est arrosée par deux rivières dont l'eau est très-bonne.

5°. S. Martin qui a quinze ou seize lieues de tour, n'a ni port ni rivière, ni d'autre eau fraîche que celle qui vient de la pluie qu'on conserve dans des citernes. Les Espagnols, qui ont été les premiers habitants de cette île l'abandonnerent en

1648, après avoir détruit tout ce qui auroit pu servir à de nouveaux habitants. Ils transporterent les anciens à Porto-Ricco ; ce qui n'empêcha pas quelques François & Hollandois de s'y établir, & de signer un traité par lequel ils partagerent l'isle entre les deux nations, & se promirent de s'assister & de se secourir mutuellement en toute occasion. Ils vécurent dans cette intelligence jusqu'en 1666 que les François, après avoir chassé les Anglois de l'isle de S. Christophe, y appelèrent leurs compatriotes qui étoient à S. Martin, pour accroître leur nouvelle colonie comme meilleure & plus considérable ; mais les Anglois y ayant repris le dessus, détruisirent presque tous ces nouveaux habitants, à la réserve d'un petit nombre qui se retira à S. Martin en 1698. En vain le gouvernement, à l'occasion de la guerre, crut devoir ordonner aux François qui étoient habitués à S. Martin, de quitter cette isle, & de passer dans les autres colonies Américaines de leur nation : ils refusèrent d'obéir, & renouvelèrent leur traité avec les Hollandois, en s'obligeant par serment à forcer les corsaires des deux nations qui prendroient rade ou terre, d'observer la plus exacte neutralité. On ne voit pas que cette isle fasse avec la France aucun commerce direct ; elle paroît se borner à celui des isles voisines : aussi le gouvernement n'y a-t-il jamais envoyé commandant ni garnison.

6°. A quatre lieues de S. Martin est la petite isle de S. Barthelemi, qui n'a que sept à huit lieues de tour, & dont le terrain montagneux est peu fertile, si l'on en excepte les parties qui sont

sur le bord de la mer. On y cultive le tabac & quelque indigo ; l'air y est assez bon , quoique fort chaud ; & il y a un très-beau port , où les plus gros vaisseaux trouvent un excellent mouillage à l'abri de tous vents.

Les Espagnols en furent les premiers habitants , & l'abandonnerent en 1648 ; ce qui mit M. de Poinci dans le cas de s'en emparer pour la France. Les Anglois s'en rendirent maîtres en 1689 , & la restituèrent par la paix de Rîswick en 1698. Cette île a un très-bon port , & elle & S. Martin se trouvent au centre des possessions Angloises , depuis Antigoa au sud-est , jusqu'aux Vierges dans l'ouest.

7°. S. Lucie , île considérable , restituée à la France par la dernière paix , a trente lieues de tour , dont le terrain fertile produit du café , du coton & du bois de charpente que les habitants font passer à la Martinique , quoique les étrangers puissent y trafiquer librement comme dans une île neutre.

Elle est arrosée par plusieurs belles rivières dont l'eau est excellente ; elle a deux ports & trois belles rades. Le principal de ces ports est celui qu'on appelle le Petit-Carénage , où est le plus beau bassin qu'il y ait dans toutes les îles du vent. Il contiendrait à l'aise 35 à 40 vaisseaux de ligne , & 150 navires marchands à l'abri des ouragans les plus furieux. L'entrée de ce port est fort étroite , & d'autant plus avantageuse , que la brise du nord-est qui est continuelle , venant du dedans du port , fait qu'un vaisseau ne peut y entrer qu'en se tournant. La rade cependant la plus

fréquentée est celle du Gros-Islet, qui est grande, spacieuse, dont le mouillage est bon, & où se trouve le principal bourg du lieu.

La restitution qu'en ont fait les Anglois lors de la dernière paix, doit étonner lorsqu'on considère que, non-seulement ils pouvoient y faire un arsenal imprenable, & tel qu'ils n'en ont aucun dans toutes les isles du vent de leur dépendance, mais qu'encore ils auroient considérablement gêné en toute occasion le commerce de la Martinique & de toutes les isles Françaises.

On voit, par ce détail abrégé, que le plus grand produit du domaine d'occident provient de la Martinique, où se versent presque toutes les marchandises des isles qui en font partie; aussi est-ce dans cette isle que le fermier a la plus grande régie pour la perception des droits qui se paient en Amérique. Comme il a d'autres droits qui se paient en France, il est sujet à d'autres fraix pour l'entretien des bureaux qu'il a dans les différents ports du royaume; savoir:

## B O R D E A U X.

Au directeur des fermes générales, chargé de celle du domaine d'occident, . . . .	500 liv.
Au receveur-particulier, . . . .	300
Au même pour ports de lettres, . . . .	100
Au contrôleur, . . . .	200
Evaluation des ports de lettres & paquets pour les isles de l'Amérique, . . . .	150
Registres & fraix de bureau, . . . .	70
La remise des deniers à la caisse générale de Paris se fait à raison de 30 s. par sac de 9 liv.	

---

1320 liv.

# SUR LE DOMAINE D'OCCIDENT. 107

*Ci-contre*, fraix de régie en France.

1320 liv.

## L A R O C H E L L E.

Au directeur, . . . . .	500 liv.	}	2575
Au receveur, . . . . .	500		
Au contrôleur, . . . . .	400		
Au visiteur, . . . . .	200		
Au contrôleur du visiteur, . . . . .	200		
Au commis aux déclarations, . . . . .	100		
Au commis du receveur, . . . . .	200		
Au commis à la direction, . . . . .	100		
Ports de lettres des receveur & contrôleur, . . . . .	225		
Ports de lettres & paquets pour les isles, . . . . .	150		
Les remises comme à Bordeaux.			

## N A N T E S.

Au directeur-général chargé tant pour le bureau de Nantes, que pour celui d'Ingrandes, appointements & ports de lettres, . . . . .	650 liv.	}	2930
Au receveur appointements & lettres, . . . . .	550		
Au contrôleur, . . . . .	200		
Trois commis ou gardes qui servent de contrôleurs aux gardes de la prévôté de Nantes, & aux clercs qui n'ont aucun appointement pour le domaine d'occident, à raison de 400 liv. chacun, . . . . .	1200		
Au premier contrôleur des clercs, . . . . .	100		
Au second, . . . . .	60		
Registres & papiers timbrés, . . . . .	70		
Au receveur pour les paquets qu'on envoie aux isles, . . . . .	100		
Les fraix de remise sont les mêmes qu'aux autres bureaux. . . . .			

## P A I M B Œ U F.

Le receveur des cinq grosses fermes a pour appointements 2 pour cent de la recette, & le contrôleur a la moitié.

6825 liv.

## 108 MÉMOIRE INSTRUCTIF

*De l'autre part, frais de régie en France.*

6825 liv.

## I N G R A N D E S.

Au receveur avec les lettres, . . .	410 liv.	}	610
Au contrôleur, . . . . .	200		

## R O U E N.

Au directeur ayant inspection sur les bureaux de Rouen, du Havre & de Dieppe, . . . . .	500 liv.	}	2415
Au receveur, . . . . .	400		
Au contrôleur, . . . . .	400		
Au visiteur, . . . . .	150		
A un autre visiteur, . . . . .	150		
Au peseur du principal poids, . . . . .	200		
Au contrôleur audir poids, . . . . .	100		
Au premier commis aux expéditions, . . . . .	100		
Au second, . . . . .	30		
Au peseur au poids de la chevre, . . . . .	50		
Au contrôleur audir poids, . . . . .	50		
A l'huissier de bureau, . . . . .	30		
Au marqueur, . . . . .	25		
Au capitaine de la brigade, . . . . .	30		
Registres & papiers timbrés, . . . . .	60		
Au directeur pour ports de lettres, . . . . .	100		
Au receveur pour ports de lettres, . . . . .	40		
La remise de même qu'aux autres.			

## H A V R E.

Au receveur, & ports de lettres, . . . . .	410 liv.	}	610
Au contrôleur, . . . . .	200		

## D I E P P E.

Au receveur, & ports de lettres, . . . . .	310 liv.	}	610
Au contrôleur, . . . . .	200		
Au visiteur, . . . . .	100		

## H O N F L E U R.

Au receveur avec ports de lettres, . . . . .	310	}	510
Au contrôleur, . . . . .	200		

11,580 liv.



SUR LE DOMAINE D'OCCIDENT. 109  
*Ci-contre*, fraix de régie en France. 11,580 liv.

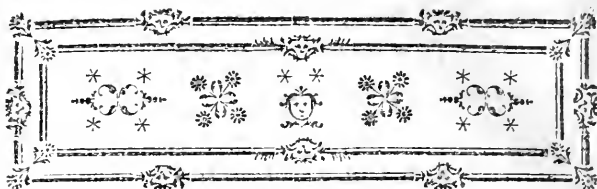
D U N K E R Q U E.

Au receveur pour appointements &  
 fraix, six deniers par livre de sa  
 recette.

S A I N T - M A L O.

Au receveur, . . . . .	300	}	540
Au contrôleur, . . . . .	200		
Fraix de bureau, . . . . .	30		
Registres & papier timbré, . . . . .	10		
Total des fraix de la régie en France.			12,120 liv.





# DÉTAIL GÉNÉRAL

*ET ABRÉGÉ*

DE L'HOTEL-ROYAL

*DES INVALIDES,*

A P A R I S.

J'AI laissé incertain dans le chapitre VIII, n<sup>o</sup>. 3 ; du détail général des revenus du roi , si l'hôtel-royal des invalides , ce monument éternel de la magnificence des monarques François , avoit des revenus proportionnés aux dépenses qu'il exige ; c'est pourquoi je vais exposer ses états de recette & de dépense , tels qu'ils sont & doivent être , année commune. Si je me borne à des calculs , c'est pour donner à mes lecteurs une idée plus claire & plus distincte de la façon dont ce somptueux établissement est gouverné ; il y verra les moyens qui y entretiennent la splendeur & l'abondance , en y assurant la tranquillité & le bonheur des militaires qui y trouvent la récompense des services qu'ils ont rendus à l'état.

## C H A P I T R E   P R E M I E R.

*Revenus de l'hôtel-royal des invalides.*

## A R T I C L E   P R E M I E R.

*Revenus en biens-fonds.*

**L'**HÔTEL-ROYAL des invalides jouit, 1°. de deux-cents vingt-six maisons, grandes & petites, situées aux environs, ou au lieu dit le Gros-Cail-lou, attenant audit hôtel, affermées ensemble la somme de cent six mille livres. 106,000

2°. De plusieurs jardins nommés marais, situés aux environs dudit hôtel & audit lieu de Gros-Caillou, affer-més ensemble douze mille quatre cents livres. 12,400

3°. De huit cents trente arpents de terres labourables, prés & pâturages, situés aux environs dudit hôtel, & dans les plaines de Grenelle, de Vaugi-rard & de Mont-rouge, produisant de ferme annuelle quatorze mille sept cents quarante livres. 14,740

4°. Plusieurs autres biens de diffé-rente nature, dans diverses provinces du royaume, provenant de la fécula-

---

 133,140

<i>De l'autre part,</i>	133,140
rifation de plusieurs bénéfices ecclé- fiastiques, ou de confiscations faites au profit du monarque qui les a cédés aud. hôtel; ces biens affermés ensemble, trois cent soixante mille six cents liv.	360,600
5°. Quelques droits de pêches & de chasses dans différentes provinces du royaume, qui joints à d'autres de péa- ges, bacs & bateaux, sont affermés pour la somme de vingt-quatre mille six cents vingt livres.	24,620
Total des revenus en biens-fonds.	518,360

## A R T I C L E I I.

*Revenus provenant de la retenue sur tout le mili-  
taire, dont on excepte seulement la marine &  
les galeres.*

CETTE retenue est de trois deniers pour livre :  
1°. Sur les appointements des officiers-généraux  
de l'armée; des gouverneurs & officiers de l'état-  
major des provinces & des places, à l'exception  
des gouvernements des villes maritimes; des gou-  
verneurs des maisons royales; des gouverneurs  
& officiers de l'état-major des châteaux de la  
Bastille, Vincennes, Pierre-scize, & des isles de  
St<sup>e</sup>. Marguerite & de St. Honorat; ce qui monte  
à la somme de quatre-vingt-deux mille cent cinq  
livres.

82,105

2°.

*Ci-contre ,*

82,105

2°. Sur la solde des troupes de la maison du roi , y compris les gardes de la porte & de la prévôté de l'hôtel ; mais sans y comprendre la masse pour l'habillement de ces troupes , parce qu'elle est exempte de toute redevance : & cet article produit cent sept mille huit cents quatre-vingt-douze livres.

107,892

3°. Sur la solde des troupes d'infanterie , cavalerie & dragons en général , & selon qu'elle est comprise dans l'état de l'extraordinaire des guerres ; ce qui s'évalue , année commune , à cinq cent quarante mille trois cents dix-sept livres.

540,317

4°. Sur les appointements des officiers & employés dans l'artillerie , trois cent douze mille cent deux livres.

312,102

5°. Sur les appointements des officiers & employés dans les fortifications , deux cent six mille cent dix livres.

206,110

6°. Sur les gratifications & indemnités militaires , soixante & dix mille sept cents cinquante livres.

70,750

7°. Sur les pensions attribuées aux ordres du St. Esprit , de St. Louis , & du mérite militaire , vingt-deux mille cinq cents cinquante livres.

22,550

8°. Sur la partie des pensions mili-

1,341,826.

H

*De l'autre part ,*

1,341,826

taires payées au trésor royal , vingt-trois mille sept cents soixante & dix livres , année commune.

23,770

9. Sur la folde de la compagnie de la prévôté générale des monnoies , des compagnies de maréchauffées , tant sur les parties à la charge du roi , que sur celles que paient les villes & les provinces ; ce qui monte à trente-six mille huit livres.

36,008

Total de la retenue sur le militaire. 1,401,604

*Récapitulation des revenus.*

1. En fonds de terres. 518,360

2. En retenues sur le militaire. 1,401,604

Total des revenus des invalides. 1,919,964

## C H A P I T R E I I.

*Dépenses de l'hôtel-royal des invalides.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

*Régie des biens-fonds & entretien de l'hôtel.*

L'ENTRETIEN & les réparations annuelles des maisons qui appartiennent à cet hôtel , ensemble avec les frais & faux-frais que demande la conservation de ses biens , montent , année commune ,

le fort portant le foible, à la somme de trente-quatre mille six cents livres. 34,600

Appointements des commis & employés pour la régie & manutention desdits biens, six mille livres. 6,000

Les fonds annuels destinés pour l'entretien de l'hôtel-royal & des bâtimens qui en dépendent, font de trois cent cinquante mille livres. 350,000

390,600

## ARTICLE II.

### *Gouvernement séculier.*

<b>A</b> PPOINTEMENTS du gouverneur,	12,000
Pour sa table,	8,000
Appointements du lieutenant de roi,	4,000
Pour sa table,	2,000
Appointements du major,	2,400
Pour sa table,	1,200
Deux aides-majors, 1200 chacun font	2,400
Pour les tables des aides-majors 600,	1,200
Appointements du garçon-major,	900
Pour sa table,	600
	<u>34,700</u>

## A R T I C L E   I I I .

*Officiers de plume.*

<b>A</b> PPONTEMENTS de l'intendant,	12,000
Pour sa table,	6,000
A l'inspecteur, qui est aussi contrôleur & commissaire aux revues,	6,000
Pour sa table,	3,000
Deux trésoriers-généraux de l'hôtel, qui sont en charge, & ont chacun 9600 liv. ; ce qui fait	19,200
Appointements du secrétaire de l'hôtel,	1,500
Au garde des archives,	1,200
Au sous-contrôleur,	600
Au sous-inspecteur,	600
Au prévôt & commissaire d'artillerie,	3,000
A six archers du prévôt 360 liv. chacun,	2,160
Au médecin,	3,000
Au chirurgien major,	1,500
Au chirurgien aide-major,	600
A l'apothicaire,	1,800
A douze chirurgiens servants 120 livres chacun.	1,440
Deux apothicaires servants 120 liv. chacun,	240
Un capitaine des clefs,	144
Trois portiers à 72 liv. chacun,	216
Aux deux secrétaires du gouverneur 600 liv. chacun,	1,200
Au secrétaire du lieutenant de roi,	500
	<hr/> 65,900



<i>Ci-contre,</i>	65,900
Dix secrétaires attachés aux dix principaux officiers de plume, à 400 liv. chacun,	4,000
Douze autres secrétaires ou commis pour le service des autres offices de plume à chacun 270 liv.	3,240
	<u>73,140</u>

## ARTICLE IV.

*Gouvernement ecclésiastique.*

<b>A</b> U curé,	1,200
Au vicaire,	600
A dix prêtres desservants 300 liv. chacun,	3,000
A dix clercs, chacun 120,	1,200
A douze enfants de chœur, à 60 livres chacun,	720
Une supérieure des sœurs-grises attachées au service des infirmeries qui a	360
Vingt-quatre sœurs-grises pour le service des malades, ayant chacune 90 livres pour leur entretien annuel,	2,160
	<u>9,240</u>

## ARTICLE V.

*Domestiques & serviteurs.*

AU chef de cuisine,	1,200
A quatre cuisiniers 300 liv. chacun,	1,200
A huit aides-cuisiniers 150 liv. chacun,	1,200
A cent quatre-vingt-deux hommes servant à la cuisine, aux tables des officiers, à la lingerie, à la boulangerie & aux autres endroits, 120 liv. chacun pour habillements & gages,	21,840
	<hr/> 25,440

## ARTICLE VI.

*Officiers des troupes de l'hôtel.*

CINQUANTE-CINQ capitaines à 72 liv. chacun,	3,960
Quatre-vingt-deux lieutenants, à 36 liv. chacun,	2,952
Vingt sept lieutenants des compagnies de l'hôtel, à 18 liv. chacun,	486
Au maître-trompette,	1,500
A son aide,	600
A trente cavaliers apprentis-trompettes, chacun 72 liv.	2,160
	<hr/> 11,658

Ci-contre, 11,658

Pensions des officiers d'invalides, lesquelles se trouvent assignées sur les revenus de cet hôtel, 18,000

29,658

## ARTICLE VII.

*Dépenses des tables.*

ON sent que ce qui sera établi dans cet article, ne peut l'être, comme dans les suivans, que par évaluation, & année commune, le fort portant le foible.

1. L'entrepreneur-général de la fourniture du pain, pour 676,000 rations destinées aux soldats & servans de l'hôtel à quatre sous la ration, reçoit par année cent trente-huit mille quatre cents livres. 138,400

2. Il a de plus trente-six mille livres pour 144,000 rations de pain à 5 sous qu'il fournit aux officiers de l'hôtel. 36,000

3. Enfin le même reçoit par année quinze mille huit cents quatre-vingt-quatre livres, pour 90,640 rations de pain fourni pour les officiers inférieurs à raison de 4 sous 6 den. la ration. 15,884

4. L'entrepreneur du vin a la somme de quatre-vingt mille sept cents vingt liv. pour la quantité de 402,600 pintes de vin fournies aux officiers & soldats dud. hôtel. 80,720

271,004

H 4

*De l'autre part,*

271,004

5. Le boucher reçoit annuellement la somme de deux cent quatre-vingt mille quatre cents cinquante-huit livres, pour la quantité de 885,666 livres de viande, bœuf, mouton & veau, fournies pour le service de l'hôtel à 6 f. 4 d. la livre, 280,458

6. Le pourvoyeur de l'hôtel a la somme de quatre cent quinze mille liv. pour le sel, poivre, huile, vinaigre & autres menues épiceries ; fromage, beurre, chandelles, huile à brûler, œufs, riz, lait, pois, fèves, lentilles, & autres légumes : ainsi que pour la volaille & gibier qui se servent aux tables des officiers dans les jours marqués par le roi ; & pour le poisson de mer frais, sec & salé, celui d'eau douce, & pour autres denrées suivant les états certifiés par l'intendant, 415,000

7. L'entrepreneur du bois à brûler reçoit la somme de deux cent vingt mille livres, pour onze mille cordes de bois qu'il fournit aux cuisines de l'hôtel, ou pour le chauffage des officiers, soldats, employés & servants, à raison de 20 liv. la corde. 220,000

8. Le même reçoit de plus, pour 800 voies de charbon, à 4 liv. 2 f. la voie, la somme de trois mille deux cents quatre-vingts livres, 3,280

---

 1,189,742

## ARTICLE VIII.

*Linge de corps & de tables.*

ON paie à l'entrepreneur du linge de corps la somme de quarante-huit mille huit cents soixante & quinze livres pour chemises, cravattes, mouchoirs, coëffes de nuit, & chaufsons des officiers & des soldats.

48,875

De plus pour le blanchissage dudit linge pendant le cours de l'année, la somme de trente-deux mille cinq cents dix-sept livres, suivant les états certifiés par le commissaire de l'hôtel.

32,517

L'entrepreneur du linge de table reçoit de son côté la somme de vingt-deux mille cent livres pour nappes & serviettes fournies, & pour le blanchissage pendant l'année.

22,100

Il touche de plus neuf mille quatre cents trente-deux livres pour la fourniture & le blanchissage des draps de lit.

9,432

---

 112,924


## A R T I C L E   I X.

*Frais d'habillement.*

L'ENTREPRISE de l'habillement s'évalue, année commune, ainsi qu'il suit.

1. Pour l'habillement complet de deux cents vingt-huit officiers, tant partie de ceux de l'hôtel, que partie de ceux détachés : ledit habillement qui consiste en habit, veste & deux culottes pour deux années, est porté à deux cents livres pour chaque officier, faisant la somme de quarantecinq mille six cents livres. 45,600

2. Deux cents vingt-huit chapeaux à 20 liv. chaque, font deux mille deux cents quatre-vingts livres. 2,280

3. Quatre cents cinquante-six paires de bas à six livres font deux mille sept cents trente-six livres. 2,736

4. Neuf cents douze paires de fouliers à 4 liv. 10 s. font quatre mille cent quatre livres. 4,104

5. Quatre cents cinquante-six paires de guêtres à 3 liv. font mille trois cents soixante-huit livres. 1,368

6. Menues fournitures faites aux officiers, comme poudre à poudrer, essence, boutons, boucles, &c. estimées à deux cents seize livres. 216

7. L'habillement complet de 6200

---

56,304

<i>Ci-contre ,</i>	56,304
foldats , partie à l'hôtel , partie en détachement , pour deux ans , payé à raison de 72 liv. chaque , coûte quatre cent quarante-six mille quatre cents livres. -	446,400
8. Six mille deux cents chapeaux à 3 liv. font dix huit mille six cents liv.	18,600
9. Douze mille quatre cents paires de bas à 2 liv. 10 f. font trente-un mille livres.	31,000
10. Douze mille quatre cents paires de souliers à 3 liv. font trente-sept mille deux cents livres.	37,200
11. Six mille deux cents paires de guêtres à 20 f.	6,200
12. Menues fournitures aux foldats.	300
	<hr/> 596,004

## ARTICLE X.

*Dépenses diverses.*

1. <b>A</b> U curé de l'église , pour hosties , vin de messes & entretiens d'ornemens ,	1,000
2. A l'épicier chargé de la fourniture de la cire pour l'église ,	600
3. A l'apothicaire - major pour drogues qu'il doit annuellement placer à l'infirmerie ,	6,420
	<hr/> 8,020

*De l'autre part ,*

8,020

4. A l'entrepreneur des poudres de l'arsenal de Paris , pour la poudre à canon qu'il fournit au magasin de l'hôtel ,

600

5. Achat de meubles & raccommodage des anciens ,

36,140

6. Raccommode de chaises & bancs ,

62

7. Journées d'ouvriers employés à raccommode les ustensiles de l'hôtel ,

2,895

8. Achat de batteries de cuisine , leur entretien & autres choses nécessaires ,

2,500

9. Achat de vaisselle d'étain & refonte de l'ancien ,

300

10. Achat de poteries de toutes natures ,

380

---

 50,897

## A R T I C L E X I.

*Récapitulation des dépenses*

1. **R**ÉGIE des biens-fonds & entretien de l'hôtel ,

390,600

2. Gouvernement séculier de l'hôtel ,

34,700

3. Officiers de plume ,

73,140

4. Gouvernement ecclésiastique ,

9,240

5. Domestiques & serviteurs ,

25,440

6. Officiers des troupes de l'hôtel ,

29,658

---

 562,778



DES INVALIDES. 125

<i>Ci-contre,</i>	562,778
7. Dépenses des tables,	1,189,742
8. Linge de corps & de tables,	112,924
9. Fraix d'habillement,	596,004
10. Dépenses diverses,	<u>50,897</u>
Total des dépenses année commune	2,512,345

B A L A N C E.

Les dépenses montent ici à celle de 2,512,345

Les revenus de l'hôtel-royal des invalides sont portés ci-dessus à la somme de 1,919,964

Il suit donc qu'année commune la dépense excède la recette de 592,381

Dont le roi fait fonds dans l'état de ses dépenses, sous le titre de supplément accordé à l'hôtel-royal des invalides.

On remarquera que ce supplément doit même annuellement monter plus haut, parce que, dans les états donnés ci-dessus, je ne comprends pas les fraix qu'occasionent nombre d'employés nécessaires pour les différentes directions. Ils sont, à la vérité, payés par les entrepreneurs; mais l'hôtel fournit la table à chacun d'eux selon son grade, ainsi qu'à tous les officiers, employés ou domestiques dénommés ci-dessus, sans spécification de supplément d'honoraires pour la table.





D E S

# MARÉCHAUSSEES

D E F R A N C E.

ON comprendroit difficilement ce qui est dit dans le détail général des finances de France, *art. II, chap. VI*, sur les dépenses que les maréchaussées occasionent au roi, si je n'en donnois ici un détail, qui fera voir que ce prince en partage le fardeau avec les provinces de son royaume. L'idée d'ailleurs que cela donnera au lecteur de la manière dont est distribué ce corps nombreux, lui fera voir avec quelle sage économie, la France, sans peine & sans embarras, pourvoit efficacement à la sûreté publique dans toutes les parties de ses états.

I.

*Compagnie colonelle des maréchaussées, ou la  
connétable.*

\* Le prévôt-général, qui a rang de premier colonel de la cavalerie légère, & titre de prévôt-général des camps & armées du roi, a d'appointements annuels,

3,600

DES MARÉCHAUSSEES, &c.	127
<i>Ci-contre,</i>	3,600
Les deux premiers lieutenants 1800	
chacun ,	3,600
Le troisieme lieutenant a	1,600
Les deux premiers exempts 1400	
chacun ,	2,800
Les troisieme & quatrieme 1200	
chacun ,	2,400
Deux brigadiers & quatre sous-	
brigadiers 1116 chacun ,	6,696
Quarante - quatre gardes 1080	
chacun ,	47,520
Le commissaire à la suite ,	2,400
Son contrôleur ,	1,580
Le procureur pour le roi ,	1,580
Le greffier ,	1,200
	<hr/>
	74,976

Cette compagnie est payée par les trésoriers de l'ordinaire des guerres, sur les fonds faits pour la solde de la gendarmerie : & au moyen de la solde ci-dessus, les officiers, brigadiers, gardes & autres sont obligés de se monter à leurs dépens, de nourrir leurs chevaux & de se fournir leur habillement uniforme.

## 2.

### *Compagnie de l'Isle-de-France.*

Au prévôt-général commandant ,	3,600
Au premier lieutenant inspecteur ,	2,400
Au second & troisieme 1800 chacun ,	3,600
Au quatrieme & cinquieme 1600	
chacun ,	3,200
	<hr/>
	12,800

## 128 DES MARÉCHAUSSÉES

<i>De l'autre part,</i>	12,800
Au guidon	1,200
A neuf exempts 1440 chacun,	12,960
46 Cavaliers compris deux trompettes 1080 chacun,	49,680
Au commissaire à la suite,	2,400
A son contrôleur,	1,200
Au procureur du roi,	1,500
Au greffier,	1,200
	<hr/> 82,940

Les officiers, brigadiers & autres sont de même tenus sur cette paie, de l'achat, du remplacement ainsi que de la nourriture de leurs chevaux, & de se fournir un uniforme de deux ans; ce qui étant presque généralement l'usage dans toutes les compagnies de maréchaussées, je me contenterai de faire remarquer celles qui en obtiennent l'exemption ou le foulagement.

### 3.

#### *Compagnie de la généralité de Paris.*

Au prévôt-général qui réside à Melun,	2,400
Au premier lieutenant,	1,200
A sept autres lieutenants 1152 chacun,	8,064
Vingt-quatre exempts à 1080 chacun,	25,920
Douze brigadiers à 1008 chacun,	12,096
Six sous-brigadiers à 936 chacun,	5,616
Cent quarante-cinq cavaliers, y compris le trompette, à 900 chacun,	130,500
	<hr/> 185,796

#### 4. Compagnie

## 4.

*Compagnie de la généralité de Picardie & Artois.*

Au prévôt-général à Amiens ,	1,800
A trois lieutenants 1080 chacun ,	3,240
A six exempts 1000 chacun ,	6,000
A six brigadiers 900 chacun ,	5,400
A cinq sous-brigadiers 800 chacun ,	4,000
A 69 gardes y compris le trompette	
720 chacun ,	49,680
	<hr/> 70,120

Cette folde n'est point à la folde du roi : mais la partie qui concerne la Picardie se prend sur les revenus particuliers de l'hôtel-de-ville d'Amiens ; & celle qui regarde l'Artois est à la charge des états de la province.

## 5.

*Compagnie de la généralité de Soissons.*

Au prévôt-général à Soissons ,	1,800
A trois lieutenants 1000 chacun ,	3,000
A huit exempts 900 chacun ,	7,200
A trois brigadiers & six sous-brigadiers	
800 chacun ,	7,200
A cinquante-sept cavaliers y compris	
le trompette 720 chacun ,	41,040
	<hr/> 60,240

6.

*Compagnie de la généralité de Champagne.*

Au prévôt-général à Châlons,	1,800
A quatre lieutenants 1000 chacun,	4,000
A vingt-deux exempts 900 chacun,	19,800
A neuf brigadiers & onze sous-brigadiers 800 chacun,	16,000
A cent trente-sept cavaliers y compris le trompette à 720 chacun,	<u>98,640</u>
	140,240

7.

*Compagnie de la généralité d'Orléans.*

Au prévôt-général à Orléans,	1,800
A cinq lieutenants 1000 chacun,	5,000
A sept exempts 900 chacun,	6,300
A huit brigadiers & onze sous-brigadiers 800 chacun,	15,200
A cent cinq cavaliers 720 chacun,	<u>75,600</u>
	103,900

8.

*Compagnie d'Anjou, Touraine & le Maine.*

Au prévôt-général à Angers,	1,800
A cinq lieutenants 900 chacun,	4,500
A douze exempts 800 chacun,	9,600
A treize brigadiers & treize sous-brigadiers 650 chacun,	16,900
A cent soixante-un cavaliers y compris le trompette 540 chacun,	<u>86,940</u>
	119,740

N. B. Dans ces provinces les officiers, cavaliers & trompette ont le fourrage & le logement aux dépens des villes de la généralité.

## 9.

*Compagnie de la généralité du Berri:*

Au prévôt-général à Bourges,	1,800
A trois lieutenants 900 chacun,	2,700
A quatre exempts 800 chacun,	3,200
A sept brigadiers, huit sous-brigadiers	
650 chacun,	9,750
A soixante & dix-sept cavaliers compris	
le trompette 540 chacun,	<u>41,580</u>
	59,030

N. B. La compagnie jouit des mêmes avantages que celle de Tours ; ce qui est également commun aux six compagnies suivantes.

## 10.

*Compagnie de la généralité du Bourbonnois:*

Au prévôt-général à Moulins,	1,800
Trois lieutenants 900 chacun,	2,700
Cinq exempts 800 chacun,	4,000
Six brigadiers, huit sous-brigadiers	
650 chacun,	9,100
173 Cavaliers compris le trompette	
540 chacun,	<u>93,420</u>
	111,020

## II.

*Compagnie de la généralité du Poitou.*

Prévôt-général à Poitiers ,	1,800
4 Lieutenants 900 chacun ,	3,600
6 Exempts 800 chacun ,	4,800
6 Brigadiers , dix sous-brigadiers 650 chacun ,	10,400
89 Cavaliers 600 chacun ,	<u>53,400</u>
	74,000

N. B. La solde de cette compagnie est payée par la province , sur la seconde moitié des revenus des villes & communautés , dont la première appartenante au roi est comprise dans le bail des fermes générales.

## 12.

*Compagnie de la généralité du Limousin.*

Prévôt-général à Limoges ,	1,800
3 Lieutenants 900 chacun ,	2,700
11 Exempts 800 chacun ,	8,800
8 Brigadiers , sept sous-brigadiers 650 chacun ,	9,750
85 Cavaliers à 540 chacun ,	<u>45,900</u>
	68,950

## 13.

*Compagnie de la généralité d'Auvergne.*

Prévôt-général à Clermont ,	1,800
2 Lieutenants chacun 900 ,	1,800
8 Exempts chacun 720 ,	<u>5,760</u>
	9,360



DE FRANCE.

<i>Ci-contre</i> ,	133
5 Brigadiers , quatre sous-brigadiers	9,360
chacun 600 ,	5,400
69 Cavaliers à 540 chacun ,	37,260
	<u>52,020</u>

14.

*Compagnie de la généralité du Lyonnais.*

Prévôt-général à Lyon ,	2,400
3 Lieutenants 1200 chacun ,	3,600
3 Exempts 900 chacun ,	2,700
5 Brigadiers , sept sous-brigadiers	
800 chacun ,	9,600
61 Cavaliers 720 chacun ,	43,920
	<u>62,220</u>

N. B. Cette solde est à la charge de la ville de Lyon ; mais le fourrage & le logement sont comme à Tours fournis par les villes de la généralité.

15.

*Compagnie du pays d'Aunis.*

Prévôt-général à la Rochelle ,	2,000
2 Lieutenants chacun 1000 ,	2,000
3 Exempts chacun 800 ,	2,400
4 Brigadiers , cinq sous-brigadiers	
chacun 640 ,	5,760
49 Cavaliers & trompette 560 cha-	
cun ,	27,440
	<u>39,600</u>

N. B. Les villes de la Rochelle & de Saintes paient cette compagnie.

## 16.

*Compagnie de la généralité de Rouen.*

Prévôt-général à Rouen ,	3,000
3 Lieutenants chacun 1200 ,	3,600
6 Exempts chacun 1000 ,	6,000
6 Brigadiers , huit sous-brigadiers chacun 756 ,	10,584
81 Cavaliers & trompette à 720 chacun,	58,320
	<hr/> 81,504

N. B. La solde de cette compagnie est à la charge de la ville de Rouen ; & les officiers & cavaliers sont obligés de nourrir leurs chevaux & de se fournir d'uniforme.

## 17.

*Compagnie de la généralité de Caen.*

Prévôt-général ,	3,000
3 Lieutenants 1200 liv. chacun ,	3,600
4 Exempts à 1000 chacun ,	4,000
5 Brigadiers , quatre sous-brigadiers 756 chacun ,	6,804
49 Cavaliers & trompette à 720 chaque,	35,280
	<hr/> 52,684

N. B. Cette solde payée par la ville de Caen , soumet les officiers & cavaliers à s'habiller uniformément, & à la nourriture de leurs chevaux.

18.

*Compagnie de la généralité d'Alençon.*

Prévôt-général d'Alençon,	3,000
2 Lieutenants 1200 chacun,	2,400
6 Exempts 1000 chacun,	6,000
3 Brigadiers, six sous-brigadiers 756 chacun,	6,804
57 Cavaliers & trompette 720 chacun,	<u>41,040</u>
	59,244

N. B. Les officiers & cavaliers, tenus aux mêmes charges que ceux des compagnies de Rouen & de Caen, reçoivent leur solde sur les revenus de la ville d'Alençon.

19.

*Compagnie de la généralité de Guienne.*

Prévôt-général à Bordeaux,	2,100
4 Lieutenants 1000 chacun,	4,000
7 Exempts 800 chacun,	5,600
8 Brigadiers, huit sous-brigadiers 756 chacun,	12,096
77 Cavaliers & trompette 720 chacun,	<u>55,440</u>
	79,236

N. B. La ville de Bordeaux fournit seule à la solde de la compagnie, qui reçoit le fourrage & le logement de toutes les villes de la généralité.

## 20.

*Compagnie de la généralité du Quercî.*

Prévôt-général à Montauban ,	2,000
3 Lieutenants 1000 chacun ,	3,000
7 Exempts 800 chacun ,	5,600
5 Brigadiers , six sous-brigadiers 720 chacun ,	7,920
61 Cavaliers & trompette 600 chacun ,	36,600
	<hr/> 55,120

N. B. Montauban paie la compagnie , & les villes de la généralité fournissent logement & fourrage.

## 21.

*Compagnie de la généralité du Dauphiné.*

Prévôt-général à Grenoble ,	3,000
3 lieutenants 1000 chacun ,	3,000
5 Exempts 800 chacun ,	4,000
3 Brigadiers , 7 sous-brigadiers 700 chacun ,	7,000
61 Cavaliers & trompette 600 cha- cun ,	36,600
	<hr/> 53,600

N. B. Les villes du Dauphiné portent en commun, la solde, le fourrage & le logement de cette compagnie.

22.

*Généralité de Bourgogne.*

Prévôt-général à Dijon,	2,400
9 Prévôts particuliers 1000 chacun,	9,000
10 Lieutenants chacun 1200,	12,000
17 Brigadiers 950 chacun,	16,150
17 Sous-brigadiers 900 chacun,	15,300
107 Cavaliers & trompette 800 cha-	
cun,	85,600
	<hr/>
	140,450

N. B. Moyennant cette paie, les officiers & cavaliers se fournissent de tout pour eux & leurs chevaux, & ils reçoivent leur solde des états de la généralité.

23.

*Compagnie de la généralité de Béarn.*

Prévôt-général à Pau,	1,800
4 Lieutenants chacun 1080,	4,320
3 Exempts chacun 1000,	3,000
5 Brigadiers, 10 sous-brigadiers 900	
chacun,	13,500
73 Cavaliers & trompette 720 cha-	
que,	52,560
	<hr/>
	75,180.

N. B. Cette compagnie sert pour les provinces d'Auch & de Béarn, & n'est, à la charge du roi, que pour la partie qui regarde la généralité d'Auch, pays d'élection; car les états de Pau, nommés

138 DES MARÉCHAUSSEES  
vulgairement les états de la Basse-Navarre, four-  
nissent à la solde des officiers & cavaliers servants  
dans le Béarn.

24.

*Compagnie de la généralité de Provence.*

Prévôt-général à Aix,	2,400
3 Lieutenants 1200 chacun,	3,600
3 Exempts 1000 chacun,	3,000
4 Brigadiers 900 chacun,	3,600
9 Sous-brigadiers 850 chacun,	7,650
61 Cavaliers & trompette à 800 chacun,	48,800
	<hr/> 69,050

N. B. La province paie la solde, & ceux qui  
la reçoivent doivent pourvoir à la nourriture de  
leurs chevaux, & à leur habillement uniforme.

25.

*Compagnie de la généralité du Roussillon.*

Prévôt-général à Perpignan,	2,400
2 Lieutenants chacun 1200,	2,400
2 Exempts chacun 1000,	2,000
4 Brigadiers, 2 sous-brigadiers cha- cun 800,	4,800
25 Cavaliers & trompette 720 cha- cun,	18,000
	<hr/> 29,600

N. B. La solde est à la charge de la province,

& le reste à celle de l'officier ou cavalier ; ce qui se pratique de même dans les généralités qui vont suivre.

## 26.

*Compagnie de la généralité de Bretagne.*

Prévôt-général à Rennes ,	2,400
4 Lieutenants 1200 chacun ,	4,800
9 Exempts 1000 chacun ,	9,000
9 Brigadiers 950 chacun ,	8,550
12 Sous-brigadiers 900 chacun ,	10,800
117 Cavaliers & trompette 800 cha- cun ,	93,600
	<hr/> 129,150

## 27.

*Compagnie de la généralité du Languedoc.*

Prévôt-général à Montpellier ,	2,400
4 Lieutenants 1200 chacun ,	4,800
9 Exempts 1000 chacun ,	9,000
8 Brigadiers , 16 sous-brigadiers 900 chacun ,	21,600
133 Cavaliers & trompette 800 chacun ,	106,400
	<hr/> 144,200

## 28.

*Compagnie des trois évêchés.*

Prévôt-général à Metz ,	2,400
2 Lieutenants chacun 1200 ,	2,400
9 Exempts chacun 800 ,	7,200
	<hr/> 12,000

# 140 DES MARÉCHAUSSEES

De l'autre part ,	12,000
4 Brigadiers chacun 750 ,	3,000
5 Sous-brigadiers chacun 700 ,	3,500
57 Cavaliers & trompette chacun	
682 ,	<u>38,874</u>
	57,374

29.

## Compagnie de Flandre & Artois.

Prévôt-général à Lille ,	3,000
3 Lieutenants 1500 chacun ,	4,500
2 Exempts 900 chacun ,	8,100
4 Brigadiers & 6 sous-brigadiers 800	
chacun ,	8,000
53 Cavaliers & trompette 520 cha-	
cun ,	<u>38,160</u>
	61,760

30.

## Compagnie de la généralité du Hainaut.

Prévôt-général à Valenciennes ,	3,000
Le lieutenant ,	1,500
3 Exempts chacun 900 ,	2,700
4 Brigadiers , 2 sous-brigadiers 800	
chacun ,	4,800
27. Cavaliers & trompette 720 cha-	
cun ,	<u>19,440</u>
	31,440



## 31.

*Compagnie de la généralité d'Alsace.*

Prévôt-général à Strasbourg,	3,000
2 Lieutenants chacun 1500,	3,000
3 Exempts chacun 1000,	3,000
3 Brigadiers, 3 sous-brigadiers 750 chacun,	4,500
17 Cavaliers & trompette à 720 chacun,	12,240
	<hr/> 25,740

## 32.

*Compagnie de la généralité de Franche-Comté.*

Prévôt-général à Besançon,	3,000
3 Lieutenants chacun 1500,	4,500
5 Exempts chacun 900,	4,500
4 Brigadiers, 4 sous-brigadiers cha- cun 800,	6,400
53 Cavaliers & trompette 720 cha- cun,	38,160
	<hr/> 56,560

## 33.

*Compagnie de Lorraine & Barrois.*

Prévôt-général à Nanci,	3,000
4 Lieutenants chacun 1200,	4,800
21 Exempts chacun 1000,	21,000
16 Brigadiers chacun 900,	14,400
11 Sous-brigadiers chacun 800,	8,800
112 Cavaliers & trompette à 720 chacun,	80,640
	<hr/> 132,640

N. B. Cette compagnie diffère des autres, en ce qu'elle a à sa suite 4 assesseurs, 4 procureurs du roi & 4 greffiers, lorsque les autres n'en ont qu'un; qui tous sont pris des juridictions du pays, & n'ont d'autres appointements que les émolumens casuels qu'ils partagent au marc la livre avec les prévôt, lieutenants & exempts, selon le tarif que j'en donnerai ci-après.

34.

*Brigade particulière de Versailles.*

Le lieutenant,	1,200
Le premier exempt,	900
Le second,	800
Le troisième,	600
12 Cavaliers à 360 chacun,	4,320
Le roi est chargé envers les officiers & cavaliers, de les monter, de fournir le fourrage sans retenue, & de donner un uniforme complet de deux ans; ce qui, ainsi que la solde, est payé par les trésoriers-généraux de la maison du roi, & monte à treize mille cent quatre-vingts livres,	13,180
	<hr/> 21,000

35.

*Compagnie de la prévôté générale des monnoies.*

Le prévôt-général,	6,000
Le premier lieutenant,	3,000
	<hr/> 9,000

DE FRANCE.

143

<i>Ci-contre,</i>	9,000
Le second,	2,400
Le troisieme,	1,800
L'assesseur,	1,200
10 Exempts mille livres chacun,	10,000
8 Brigadiers à 936 chacun,	7,488
8 Sous-brigadiers à 918 chacun,	7,344
72 Gardes compris un timbalier & deux trompettes à 900 chacun,	64,800
Au commissaire aux revues,	1,200
Au procureur du roi,	600
Au greffier,	300
	<hr/>
	106,132

Cette solde sur laquelle les officiers & cavaliers doivent s'habiller, se monter, & nourrir leurs chevaux, est remise aux trésoriers-généraux des maréchaussées, par le directeur-général des monnoies du royaume, sur le produit du bénéfice des monnoies, qui en déduit le montant dans l'état des dépenses du roi sur ledit produit.

OBSERVATIONS.

L'édit du 17 septembre 1769 donne le rang de lieutenant-colonel au prévôt-général, celui de capitaines aux lieutenants, & celui de lieutenants de cavalerie aux exempts de chaque compagnie des maréchaussées de France, qui ont quatre inspecteurs-généraux avec rang de mestre-de-camp.

Il y a dans chaque compagnie un assesseur, un lieutenant-prévôtal, un procureur du roi & un greffier, qui sont officiers de justice, par commission du premier maréchal de France. Ils n'ont, ainsi que je l'ai dit plus haut, que les émo-

# 144 DES MARÉCHAUSSEES

luments casuels qui naissent de l'exercice de leurs charges, & qui consistent dans les droits de greffes pour affaires criminelles portées au tribunal du prévôt-général, dans les amendes, confiscations, captures des brigands, dépouilles de l'or & argent monnoyé, & effets trouvés sur ces sortes de gens, dont le partage se fait ainsi qu'il suit à raison de 20 sous.

Au premier maréchal de France,	2 sous
Au rapporteur du point d'honneur,	6 d.
Au secrétaire-général des maréchaux de France,	6
Au prévôt-général,	2
Au lieutenant du district,	1
Aux exempts,	6
Aux brigadiers & sous-brigadiers,	6
Aux cavaliers,	2
Aux trompettes pour la dorure de leur habillement uniforme & l'équipage de leurs chevaux,	1
A l'assesseur,	2
Au procureur du roi,	2
Au greffier,	2
Pour les fraix des procès criminels,	4
	<hr/>
	20 sous.

Le produit total de ces émoluments forme une masse dans chaque greffe, dont au commencement de chaque année on envoie l'état au premier maréchal de France, qui en ordonne la répartition, conformément au tarif ci-dessus.

Les maréchaussées de France ont leurs trésoriers-généraux & particuliers à la charge du roi, qui leur fait les appointements suivans.

Deux

Deux trésoriers-généraux 6400 cha-	
cun;	12,800
Trésorier-particulier de Picardie &	
Artois,	410
De Soissons;	300
De Champagne;	380
D'Orléans;	460
D'Anjou, Tourraine & Maine;	450
Du Berri;	290
Du Bourbonnois;	360
Du Poitou,	310
Du Limoufin;	340
D'Auvergne,	410
Du Lyonnois,	580
Du pays d'Aunis;	230
De Rouen,	400
De Caen;	350
D'Alençon;	350
De la Guienne;	500
Du Querci;	600
Du Dauphiné;	410
De Bourgogne;	600
De Provence;	400
Du Roussillon;	310
De Bretagne;	600
De Béarn;	300
Du Languedoc;	600
Des Trois évêchés;	450
De Flandre & Artois;	320
Du Hainaut;	300
D'Alsace,	400
De Franche-Comté,	550

---

24,760

La compagnie des gardes de la connétablie est payée par les trésoriers de l'ordinaire des guerres, sur les fonds faits pour la solde de la gendarmerie.

La brigade de Versailles est payée par les trésoriers-généraux de la maison du roi, sur les fonds destinés à fournir aux dépenses des maisons du roi.

La compagnie de la prévôté générale des monnoies est payée par le directeur-général des monnoies du royaume.

Toutes les compagnies de maréchaussées sont militaires ; & dans un besoin pressant, le roi s'en feroit dans ses armées : aussi plusieurs officiers ont-ils des pensions sur le trésor royal, & les cavaliers obtiennent-ils les invalides après 20 ans de service.

Ces compagnies ont été établies sous le regne d'Henri III pour la police, le bon ordre & la sûreté des grands chemins.

En 1716, M. le duc d'Orléans, régent, doubla le nombre des maréchaussées du royaume.

En 1724, le duc de Bourbon qui étoit principal ministre en France, fit une réforme dans quelques unes : mais en 1769, Louis XV a donné une ordonnance, qui, en confirmant tous les privilèges dont ce corps avoit antérieurement joui, accorde aux principaux officiers les rangs militaires dont j'ai parlé au commencement de ces observations, y établit la distribution que l'on vient de voir, & qui fait monter actuellement la maréchaussée à 3550 hommes, y compris les officiers supérieurs & subalternes, & la compagnie de la prévôté générale des monnoies.

*Récapitulation de la solde de ce corps.*

Compagnies.	A la charge du roi.	A la charge des provinces.
La connétablie,	74,976	
Isle-de-France,	82,940	
Paris,	185,676	
Picardie & Artois,		70,120
Soissons,	60,240	
Champagne,	139,440	
Orléannois,	103,900	
Anjou, Touraine & Maine.	119,740	
Berri,	59,030	
Bourbonnois,	111,020	
Poitou,		74,000
Limoufin,	68,950	
Auvergne,	52,020	
Lyonnois,		62,220
Pays d'Aunis,		39,600
Rouen,		81,504
Caen,		51,684
Alençon,		58,244
Guienne,		79,236
Querci,		56,120
Dauphiné,		53,600
Bourgogne,		140,450
Béarn,	30,100	45,080
Provence,		69,050
Roussillon,		29,600
Bretagne,		129,150
Languedoc,		144,200

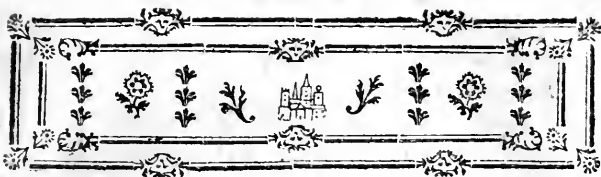
1,088,052 1,183,858

K 2

Compagnies.	A la charge du roi.	A la charge des provinces.
<i>De l'autre part,</i>	1,088,052	1,183,858
Trois-évêchés,		57,374
Flandre & Artois,		61,760
Hainaut,		31,440
Alface,		25,740
Franche-Comté,		56,760
Lorraine & Barrois,		132,640
Brigade de Versailles,	21,000	
Prévôté générale des mon- noies,	105,132	
Gages des trésoriers,	24,760	
Diverses compagnies d'ar- chers à pied dans les villes d'Orléans, Tours, Rheims, Troyes & autres,	82,200	
Autres dans celles de Dijon, Rennes, Aix, Toulouse, Lyon & autres.		106,300
Total.	1,321,144	1,655,872
A la charge du roi,		1,321,144
A la charge des villes ou provinces,		1,655,872
		2,977,016

On remarquera, avant que de terminer cet article, que le 27 décembre 1769, le roi a créé une compagnie de maréchaussée pour l'île de Corse, & l'a composée d'un prévôt-général, 3 lieutenants, 8 exempts, 3 brigadiers, 3 sous-brigadiers, 47 cavaliers & un trompette.





# ÉTAT GÉNÉRAL

*E T A B R É G É*

DES TROUPES DE TERRE

QUE LA FRANCE A SUR PIED

DANS LA PRÉSENTE ANNÉE 1772.

## CHAPITRE PREMIER.

*Des officiers-généraux.*

**I**L n'y a jamais eu de monarchie qui ait eu un corps d'officiers-généraux plus nombreux, que celui qui se trouve actuellement en France. Il est composé de.

Maréchaux de France,	12
Lieutenants-généraux,	201
Maréchaux de camp,	419
Brigadiers d'infanterie,	295

927

<i>De l'autre part ,</i>	927
Brigadiers de cavalerie ,	162
Brigadiers de dragons ,	35
Inspecteurs-généraux des trois corps ,	31
Maréchaux - généraux des camps & armées ,	3
Et commissaires des guerres qui sont employés ,	212
Ce qui forme un total de	1,370

---

## CHAPITRE II.

### *Troupes de la maison du roi.*

---

#### ARTICLE PREMIER.

##### *Infanterie.*

1. LE régiment des gardes Françoises, composé de six bataillons, formant trente trois compagnies, dont trois de grenadiers & trente de fusiliers, qui les unes & les autres sont de cent dix hommes chacune, conformément à l'ordonnance du 19 janvier 1764; ce qui forme un corps de 3630 soldats commandés par 86 officiers, auxquels le roi a accordé 16 musiciens, formant donc en totalité,

*Hommes ,* 3,762

2. Le régiment des gardes Suisses de quatre bataillons, qui ont chacun quatre

DES TROUPES DE FRANCE. 151

<i>Ci-contre,</i>	3,762
compagnies, dont une de grenadiers & trois de fusiliers, ces dernières de 115 hommes & les premières de 56 seulement; ce qui avec son état-major forme un corps de	2,389
3. La compagnie des cent Suisses, qui, outre son complet, a 18 vétérans, 15 officiers & quatre fourriers,	137
4. La compagnie des 50 gardes de la porte commandée par cinq officiers.	55
5. La compagnie du prévôt de l'hôtel, formée de 19 officiers, 1 maréchal des logis & 88 gardes,	108
	<hr/> 6,451

ARTICLE II.

*Cavalerie.*

1. QUATRE compagnies des gardes du corps, chacune de deux escadrons de 336 hommes, commandés par 22 officiers supérieurs, 12 brigadiers, 12 sous-brigadiers & un fourrier, ayant de plus six trompettes & un timbalier; ce qui porte les compagnies à 389 : ainsi les quatre avec six officiers de l'état-major montent à 1,562
2. La compagnie des gendarmes de la garde, qui est de 210 maîtres, aux ordres de onze officiers supérieurs & de 8 maréchaux des logis.

229  

---

1,791

*De l'autre part,*

1,791

3. La compagnie des chevaux-légers de la garde, composée de 200 maîtres, outre 25 surnuméraires qui ont paie, tous commandés par dix officiers supérieurs & dix maréchaux des logis.

245

4. Dix compagnies de gendarmerie qui à l'armée servent pour la garde extérieure du roi. Chacune est composée de 96 gendarmes avec quatre officiers supérieurs, six maréchaux des logis, trois brigadiers, trois sous-brigadiers, un porte-étendard, trois fourriers & trois trompettes : ainsi les compagnies étant de 119 hommes, les dix avec 15 officiers d'état-major font

1,205

3,241

## ARTICLE III.

*Dragons.*

1. **D**eux compagnies de mousquetaires de 200 jeunes gentilshommes chacune, commandées par sept officiers & dix maréchaux des logis avec un porte-étendard, ayant en outre 6 tambours & 4 hautbois : ainsi les deux compagnies forment un corps choisi de

458

2. La compagnie des grenadiers à cheval de cent cinquante hommes & onze officiers faisant

161

619

## ARTICLE IV.

*Récapitulation de la maison du roi.*

<b>I</b> NFANTERIE ,	6,451
Cavalerie ,	3,241
Dragons ,	619
Total des troupes de la maison du roi ,	10,311

## CHAPITRE III.

*Troupes de campagne.*

## ARTICLE PREMIER.

*Infanterie.*

**I.** DIX-NEUF régiments d'infanterie Françoisse ; tous composés de quatre bataillons , à huit compagnies chacun ; savoir , une de cinquante-deux grenadiers & sept de 53 fusiliers , également aux ordres de trois officiers ; ce qui fait , pour les quatre bataillons par régiment , 220 grenadiers & 1566 fusiliers , non compris le major , aide-major & deux porte - drapeaux par bataillon , & un major , un quartier-maître & un tambour major ; ainsi chacun de ces régiments a

1807 hommes ; ce qui fait pour les dix-neuf ci-dessus ,

34,333

2. Trente-neuf régiments d'infanterie François de deux bataillons composés comme dessus , & faisant

35,295

3. Huit régiments d'infanterie François d'un bataillon formé comme dessus , qui font

3,632

4. Vingt-deux bataillons Suisses formant onze régiments composés comme les François , outre deux prévôts par bataillon , faisant en tout

19,954

5. Trois régiments Allemands de trois bataillons , composés comme dessus de 902 hommes par bataillon , faisant pour le régiment , en y ajoutant un colonel-commandant , un major , un quartier-maître & un tambour-major , 2710 & pour les trois régiments ,

8,130

6. Quatre régiments Allemands de 2 bataillons composés comme dessus font

7,232

7. Deux régiments Allemands d'un bataillon ,

1,812

8. Deux régiments Corfès d'un bataillon ,

1,812

9. Un régiment Italien d'un bataillon formé comme dessus , mais auquel il faut ajouter sept personnes attachées à l'état-major : ainsi de

905

10. Sept régiments d'infanterie Irlandoise d'un bataillon absolument semblable au précédent ; ce qui fait pour les sept ,

6,335

---

 119,440

*Ci-contre,*

119,440

11. Le corps des grenadiers-royaux, composé de quatre brigades, ayant chacune 12 compagnies dont chaque doit être de 45 à 52 hommes, qui, évaluée à 48, rendra le corps de 4224 hommes, auxquels il faut ajouter 104 officiers; ce qui donne en tout

4,328

12. Sept légions uniformément composées de 17 compagnies, dont une de grenadiers, huit de fusiliers & huit de dragons, si l'on excepte la légion de Conflans qui a des hussards au lieu de dragons. Comme chaque légion est composée de 398 hommes, auxquels commandent 25 officiers, les sept font un corps de

2,961

13. Le corps de royal - artillerie, composé de sept régiments, qui sont formés chacun de 20 compagnies; savoir, 14 de canoniers, 4 de bombardiers & 2 de sapeurs, à 52 hommes par compagnie; ce qui fait pour les 140 compagnies qui composent les sept régiments, 7,280

Chaque régiment a 13 officiers d'état-major.

91

Plus, 20 capitaines en premier.

140

Deux régiments ont 14 capitaines en second.

28

Deux autres en ont 13 & un en a onze.

37

Six compagnies de mineurs de

---

 126,729

*De l'autre part ,*

126,729

55 hommes , y compris les officiers , mais non les quatre de l'état-major.

334

Neuf compagnies d'ouvriers de 43 hommes compris les officiers.

387

Le corps a , de plus , dix inspecteurs - généraux , sept commandants d'écoles , quatre commandants d'élèves , soixante élèves & quatre aspirants qui reçoivent paie ; 89 préposés aux directions , y compris ceux employés actuellement dans l'isle de Corse , quatre inspecteurs de manufactures & 14 commissaires ; ce qui fait

192

Ce corps est donc composé de

8,489

14. Le corps du génie a vingt directeurs des fortifications , 90 ingénieurs en chef & 290 ingénieurs ordinaires. Les élèves , qui sont de 30 à 50 & se trouvent actuellement 49 , ont rang de lieutenants en second , & au bout de deux ans de travail celui de lieutenants en premier.

450

15. Quatre dépôts de recrues sous la direction d'un major , formant quatre compagnies , aux ordres d'un capitaine & d'un lieutenant , à qui le roi s'est réservé de faire savoir chaque année ses intentions sur le nombre d'hommes , dont la compagnie doit être formée : pour les

135,668



# DES TROUPES DE FRANCE: 157

*Ci-contre ,*

135,668

évaluer, je les porte année commune à 50 outre 16 bas officiers & le tambour que le roi exige; ce qui fait par compagnie 69 hommes , & pour les quatre avec le commandant,

277

16. Régiment de recrues des colonies, composé d'un bataillon de 6 compagnies à 53 hommes y compris les officiers, auxquels il faut en ajouter quatre qui composent l'état-major.

322

17. Une compagnie de 104 hommes, dont trente-cinq grenadiers royaux qui, sous trois officiers, sont employés aux camps & aux opérations de la généralité de Paris.

107

136,374

## ARTICLE II.

### *Cavalerie.*

1. LA cavalerie a son état-major général composé de 28 officiers, ci

28

2. Soixante-deux régiments de cavalerie, composés de 8 compagnies, formant quatre escadrons chacune. Les compagnies sont de 56 maîtres, y compris trois officiers, treize bas officiers, huit carabinières & un trompette; ainsi l'escadron est de 113 hommes avec le porte-étendard; les quatre forment donc le régiment de

*De l'autre part,*

28

452 auxquels il faut ajouter six officiers d'état-major & un timbalier ; ce qui fait 459 hommes , & par conséquent pour les 62 régiments , le roi a

28,458

3. Les carabiniers de M. le comte de Provence , composés de cinq brigades , ayant chacune deux escadrons de 3 compagnies ; ce qui , avec les hauts & bas officiers , rend l'escadron fort de 165 hommes , & la brigade avec son état-major de 334 ; & ainsi les cinq brigades , avec huit officiers de l'état-major général , font monter ce corps à

1,670

30,156

## ARTICLE III.

*Dragons.*

1. DIX-SEPT régiments de dragons de quatre escadrons de deux compagnies , chacune de 46 dragons , dont 30 montés ; ainsi la compagnie est de 49 , l'escadron de 99 , le régiment de 396 , & l'état-major de 12 ; ce qui fait 408 par régiment & pour les 17 ,

6,936

2. Quatre régiments de hussards , chacun de huit compagnies , composées de 40 hommes & trois officiers , faisant pour le régiment 344 hommes & sept officiers de l'état-major : ainsi les quatre régiments à 351 font

1,404

8,340

## ARTICLE IV.

*Récapitulation des troupes de campagne.*

<b>I</b> NFANTERIE.	136,374
Cavalerie.	30,156
Dragons & hussards.	8,340
Total des troupes de campagne.	174,870

## CHAPITRE IV.

*Troupes de garnisons.*

## ARTICLE PREMIER.

*Milices.*

1. CENT bataillons de milices Françoises de douze compagnies chacun, & les compagnies à 52 hommes y compris les officiers, font avec quatre officiers d'état-major 628 hommes par bataillon, & pour les cent, 62,800
2. Six bataillons de milices de Lorraine & de Bar comme dessus font 3,768
3. Six bataillons de troupes Boulonoises sur le pied de milices, composés

---

 66,568

*De l'autre part ,*

66,568

de 13 compagnies dont celle de grenadiers de 47 hommes , & les 12 autres de 42 y compris les officiers ; ce qui avec les officiers de l'état-major , forme un corps de 3310 dont moitié est employée sur l'état de la marine pour le service de mer , & l'autre sur celui de l'extraordinaire des guerres pour le service de terre ; ce qui donne ici

1,655

4. Quatre compagnies franches, dont une de 33 hommes pour la garde des châteaux de Ste. Marguerite & de S. Honorat en Provence , une de 62 hommes pour la garde du château de la Bastille à Paris , une de 72 hommes pour la garde du château de Vincennes près Paris , & une de 63 à Pierre-scize à Lyon ; ce qui , avec les officiers , forme 243 hommes regardés comme milices.

243

68,466

## A R T I C L E   I I.

### *Invalides.*

1. CENT cinquante-cinq compagnies d'invalides , détachées de l'hôtel pour la garde de plusieurs forts & châteaux , dont 144 de 62 hommes , une de 82 , une de 106 , une de 74 , deux de 52 , trois de 142 , une de 83 , & deux de 108 hommes , le tout faisant avec les officiers ,

10,354

2. Vingt-huit

*Contre ,*

10,354

2. Vingt-six compagnies pour la garde de l'hôtel-royal des invalides, dont une de 65 & les autres de 26 hommes chacune, en y comprenant les officiers ; ce qui forme

715

Une compagnie pour l'école des trompettes de cavalerie.

32

Je ne parle point des invalides, que leurs infirmités rendent incapables de faire aucun service, ni de ceux que le roi a chargés de la garde extérieure de la Bastille, du Louvre & autres maisons royales ou villes de résidence de la cour.

11,101

## ARTICLE III.

*Troupes nationales qui ne sont point à la solde du roi.*

1. TROIS bataillons de troupes Béarnaises pour la garde des places de guerre de la province de la Basse-Navarre, & des côtes de mer du pays de Labour, où est située la ville de Bayonne. Chaque bataillon est composé de 13 compagnies, de 58 hommes chacune, en y comprenant les officiers, ce qui avec l'état-major fait un corps de 2,274

N. B. La généralité de Pau soudoie ces troupes sur ses revenus particuliers.

2. Une compagnie franche pour la

Tome XII.

L

<i>De l'autre part ,</i>	2,274
garde du château du Taureau , aux fraix de la province de Bretagne , & composée avec les officiers , de	63
	<hr/> 2,337

## ARTICLE IV.

*Troupes pour la sûreté de l'intérieur du royaume  
la police & le bon ordre , dont partie à la solde  
du roi & partie à celle des provinces ou villes.*

1. LA compagnie de la connétablie de France ,  
dont on a vu le détail ci-devant. 62

2. Les maréchaussées du royaume  
montant avec celle de Corse , ainsi qu'il  
est dit plus haut , à 3,295

3. La compagnie de la prévôté générale  
des monnoies , montant avec les  
officiers à

103  

---

3,460

## ARTICLE V.

*Gardes des gouverneurs-généraux de provinces.*

VINGT-SEPT compagnies , soit à pied , soit à  
cheval , plus ou moins fortes , mais qui n'ont  
d'autres fonctions que la garde des gouverneurs-  
généraux des provinces , & lesquelles sont à la

DES TROUPES DE FRANCE. 163  
 Charge des villes, si l'on excepte celle de la  
 principauté de Monaco que le roi soudoie. Ces  
 27 compagnies avec leurs officiers font 2,269

On remarquera, 1°. qu'il y a dans le  
 royaume plusieurs compagnies à pied &  
 à cheval, pour entretenir la tranquillité  
 dans les principales villes qui montent à  
 plus de 6,000

2°. Qu'en cas de besoin la province  
 d'Alsace, pour sa sûreté, tire de ses  
 paroisses environ 32,000  
38,000

---

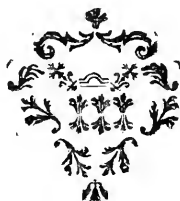
## ARTICLE VI.

### *Récapitulation des troupes de garnisons:*

MILICES:	68,466
Invalides.	11,101
Troupes nationales non à la solde du roi.	2,337
Troupes pour la sûreté intérieure du royaume.	3,462
Gardes des gouverneurs.	2,269
Gardes pour la sûreté des villes, en- viron	6,000
Gardes toujours prêts en Alsace.	<u>32,000</u>
	125,635

*Récapitulation générale des troupes de France.*

Officiers-généraux.	1,370
Maison du roi.	10,311
Troupes de campagne.	174,870
Troupes de garnisons.	<u>125,635</u>
Total des troupes de France en 1772.	312,186







# RECHERCHES HISTORIQUES

SUR

*LES TROIS-ÉVÊCHÉS,*  
METZ, TOUL ET VERDUN.



## AVERTISSEMENT.

**L**ES recherches historiques sur les Trois-Evêchés, seroient restées dans mon porte-feuille, comme celles que j'ai sur la plus grande partie des provinces de France, si je ne les croyois essentiellement nécessaires, pour achever l'idée parfaite que je veux donner au lecteur des finances de ce royaume. Cette généralité, ainsi que celle d'Alsace, dont j'ai parlé dans mon premier volume, a ses droits, ses franchises & ses usages, qui mettent une différence dans son administration; & je dois la faire connoître.

## CHAPITRE PREMIER.

*Détails sur l'origine de la généralité & spécialement de la ville de Metz.*

L'ANTIQUITÉ a laissé plusieurs monuments, qui prouvent que non-seulement le pays qui comprend les Trois Évêchés a été sous la domination des Romains, mais que même, sous leur empire, Metz étoit une ville célèbre & alliée de la capitale du monde.

Tout le pays que renferme la généralité fut une des premières conquêtes de Clovis, qui le laissa à son fils aîné Thierry, l'an 511, sous le titre de royaume d'Austrasie, qui par la suite prit souvent le nom de royaume de Metz, & qui comprenoit alors la Franconie, la Souabe, les bords du Rhin, la Lorraine & toute la Belgique, dont Metz a été long-temps la capitale & le séjour des rois.

Il n'est pas de mon sujet de rapporter la succession chronologique des princes qui ont porté cette couronne, & les divers événements de leur règne; je ferai seulement mention des révolutions qui ont enlevé les Trois-Évêchés à la France, & qui les lui ont restitués.

Louis le Débonnaire, successeur des rois Mérovingiens, ayant été assez mauvais politique pour partager ses états entre ses trois fils, Lothaire eut pour son partage l'Austrasie qui de son nom prit celui de Lorraine. Ce royaume qui depuis

555. avoit été réuni à la France par Clotaire, ne fut pas moins puissant par cette nouvelle séparation, qu'il l'avoit été sous Thierri. Il fut en effet formé de l'Alsace, du palatinat, des électors de Treves & de Cologne; des duchés de Juliers, de Cleves & de Luxembourg, du Hainaut, du Brabant; de la Hollande & des pays de Namur, de Liege, de Gueldres, d'Utrecht & de Zélande. Il avoit de plus pour tributaires les Frisons, les Saxons, les Allemands, les Thuringiens & les Bavaois, d'où il est évident que le pays qui porte aujourd'hui le nom de Lorraine, n'en étoit qu'une très-petite partie.

Ce Lothaire est le premier des souverains qui ait éprouvé la témérité des foudres de la cour de Rome, dont l'ambition en a fait depuis ce temps un si funeste usage. Pour épouser Valdrade, qu'il aimoit beaucoup, ce prince fit déclarer nul son mariage avec Thietberge qu'il haïssoit extrêmement. La sentence en fut rendue par plusieurs évêques assemblés à Aix-la-Chapelle; mais Thietberge en appella au pape, qui cassa tout ce qui avoit été fait, déposa les évêques malgré les oppositions de l'empereur, & menaça Lothaire d'excommunication, s'il ne renvoyoit Valdrade. La crainte engagea ce prince à la quitter; mais bientôt après l'amour la lui fit reprendre. Il fut cité à Rome: & le pontife étant mort sur ces entrefaites, Adrien II, qui lui succéda, offrit l'absolution à Lothaire, sous le serment que, depuis la sentence du pape, son prédécesseur, il n'avoit eu aucune habitude charnelle avec Valdrade. Il exigea, par une précaution inouïe, le même serment des principaux seigneurs qui

avoient accompagné leur prince, & pour le rendre plus authentique & plus redoutable, il leur donna la communion au même lieu & au même instant. Comme quelques-uns moururent peu après, & que Lothaire se traîna à peine à Plaisance, où il finit ses jours le 7 août 869, des auteurs ont débité que le ciel avoit puni le parjure par la mort de tous, lorsque d'autres n'ayant pas le même respect pour les prélats de Rome, veulent que l'on attribue cet événement à une cause d'autant plus naturelle, qu'on y a toujours eu plus recours dans le pays où s'étoit passé cette étonnante cérémonie.

Ce prince ne laissoit point de fils légitimes; ainsi ses états, selon le droit commun, devoit revenir à ses freres; savoir, Louis de Germanie & Charles le Chauve: mais celui-ci, plus puissant & plus voisin de l'Austrasie que le Germanique, se transporta en diligence à Metz, & s'y fit couronner dès le 9 septembre 869; ce qui devint le sujet d'une guerre cruelle entre les deux freres, qui fut terminée par le traité de Procaspe, ou Aix-la-Chapelle, l'an 870, suivant lequel ils partagerent entre eux la succession de Lothaire.

Depuis ce temps, la Lorraine fut divisée en haute & basse: la premiere connue sous le nom de Lorraine Mosellanique, à cause du cours de la Moselle qu'elle renfermoit avec les dioceses de Strasbourg, de Metz, de Toul & de Verdun, jusqu'à la Meuse; & la seconde, dite Ripuaire, comprenoit le Brabant, la Flandre moderne, &c.

Louis le Begue succéda à Charles le Chauve, & à celui-là Carloman, sur lequel Louis, roi d'Allemagne, enleva la Lorraine. Ce dernier mou-

rut en 882, & l'autre en 884, & Charles le Simple monta sur le trône sous la tutelle de Charles le Gros.

Cependant Hugues l'Abbé, fils de la concubine Valdrade, soutenue par Godefroi le Normand, duc de Frise, voulut faire valoir des prétentions sur la succession de Lothaire : mais son protecteur ayant été arrêté en trahison dans une isle du Rhin par Charles le Gros, Hugues le fut pareillement à Joinville, aveuglé & confiné dans l'abbaye de St. Gal en Suisse l'an 885.

Charles le Gros avoit ainsi réuni sous sa puissance presque toute la monarchie de Louis le Débonnaire, & il en jouit jusqu'à ce qu'ayant fait manifestement paroître l'égarement de son esprit, dans l'assemblée générale qui se tint au palais de Tibur; tous ses sujets l'abandonnerent, en sorte qu'il ne lui resta pas même un valet pour le servir, ni la moindre ressource pour subsister : Luitberg, évêque de Mayence, eut seul pitié de ce prince malheureux, dont l'état cependant dura peut-être encore moins qu'il n'auroit voulu; car il mourut, ou fut étranglé par ses ennemis, le 8 janvier 888.

Charles le Simple voyant que l'empereur Henri I, dit l'Oiseleur, qui venoit de succéder à Conrad, n'étoit pas encore bien affermi sur le trône, crut qu'il ne devoit pas laisser échapper cette occasion qui lui paroissoit favorable pour s'emparer du royaume de Lorraine. Il y porta en effet ses armes, & tout plia devant lui jusqu'à Worms : mais les seigneurs François & Lorrains, craignant que, si ce prince devenoit trop puissant, il ne leur ôtât les terres qu'ils vouloient se rendre

héréditaires, se souleverent ouvertement contre lui, & ayant entraîné les peuples par leur exemple, tout se rangea du parti de Henri; & Charles le Simple se trouva universellement abandonné, l'an 922, comme l'avoit été Charles le Gros en 887.

Plutôt que de demeurer sans couronne, Charles se résolut à implorer l'assistance de son ennemi, & de lui céder tous ses droits sur la Lorraine, à condition qu'il l'aideroit à châtier ses sujets François. Henri, en conséquence, lui amena de grandes forces : mais, avant l'expédition de cet armement, Charles fut fait prisonnier par la trahison d'Hébert, comte de Vermandois, qui le renferma dans le château de Péronne, où il finit sa captivité & sa vie le 7 octobre de l'an 929.

La reine cependant s'étoit sauvée en Angleterre auprès d'Edouard son frere, & y avoit emmené avec elle son fils Louis, qui, par cette raison, fut appelé Louis d'Outre-mer. Il revint en France en 936, & ayant employé trois ans à mettre sur pied de grandes forces, il pénétra jusqu'en Alsace, & reconquit presque toute la Lorraine, sur l'empereur Othon, qui ensuite l'en dépouilla entièrement. Louis mourut l'an 954.

Charles son fils, & frere de Lothaire, roi de France, fut déclaré duc de la Basse-Lorraine, à laquelle l'empereur Othon joignit les pays situés autour de Metz, Toul, Verdun & Nanci, ainsi que d'autres territoires entre la Meuse & le Rhin, afin de témoigner la satisfaction qu'il avoit de ce que ce prince lui avoit rendu hommage : soumission vile & basse, & qui parut si odieuse aux François, qu'ils déclarerent Charles déchu du

droit de succéder à la couronne, qui fut, en conséquence, déferée à Hugues Capet. Depuis ce temps, les empereurs d'Allemagne s'arrogèrent la puissance de disposer des deux Lorraines.

Après Othon, fils de Charles, mort sans postérité, l'an 992, la Basse-Lorraine passa successivement aux seigneurs de Verdun, de Louvain, de Bouillon & de Limbourg, sur les derniers desquels Godefroi le Barbu, duc de Brabant, la conquit l'an 1106, & la confondit avec les états de sa maison qui finit en la personne de Jean III, l'an 1355. Elle passa par succession dans la maison de Bourgogne, qui, à son tour, se fonda dans celle d'Autriche, l'an 1477, par le mariage de Marie, fille & unique héritière de Charles le Hardi, avec Maximilien I; & c'est en conséquence de ce droit que la maison d'Autriche jouissoit des Trois-Evêchés, lorsque Henri II, roi de France, s'en empara.

A l'égard de la Haute-Lorraine, Henri, petit-fils de Henri l'Oiseleur, étant mort sans enfants, on prétend que Brunon, archevêque de Cologne, qui étoit aussi fils du même empereur, s'empara de cette souveraineté, & prit le titre d'archiduc de Lorraine. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il ne la posséda point, & qu'il abandonna à l'empereur les droits qu'il prétendoit y avoir.

Les états ecclésiastiques & séculiers, qui se sont formés dans l'étendue des deux Lorraines, tels que sont ceux de Namur, de Luxembourg, de Limbourg, de Lorraine & de Bar, de Cleves & de Juliers, des Deux-Ponts, de Liege, de Treves, de Cologne & autres, ont pris naissance vers l'an 960, & doivent leur premier établisse-

ment aux conseils, ou plutôt à l'orgueil de l'archevêque Brunon.

Les empereurs, tantôt exposés aux courtes & aux invasions des François, tantôt fatigués par les soulèvements des chefs de ces provinces, & souvent hors d'état de s'opposer aux uns & aux autres, se laissèrent persuader que le moyen le plus sûr & le moins onéreux de leur résister, étoit de les intéresser, par une propriété mitigée, à défendre leurs territoires contre l'ennemi commun : mais, par la suite, ces nouveaux propriétaires étant devenus trop puissants, & la foiblesse des empereurs ne leur permettant pas de réprimer leurs violences & leurs usurpations, ils cherchèrent à les abaisser par cette même politique qui les avoit élevés. Ils animèrent eux-mêmes les sujets de ces seigneurs à l'indépendance & à la liberté : ils offrirent des privilèges & des exemptions aux grandes villes ; ils leur accordèrent la supériorité territoriale, les constituèrent états immédiats de l'empire, se réservant seulement le suprême domaine & le ressort ; en sorte que la puissance & la force se trouvant divisées, & presque toujours opposées, cette balance & cet équilibre rétablirent en partie le pouvoir & l'autorité des empereurs, ou du moins servirent de barrière à celle que les seigneurs héréditaires vouloient s'attribuer.

C'est à ce titre de ville impériale que Metz reçut d'Orthon II, qu'elle doit les honneurs régaliens, ainsi que la faculté de créer ses magistrats, de faire battre monnaie à son coin, de disposer de la vie & des biens de ses citoyens. Ce fut aussi ce titre qui lui donna droit de séance & de voix délibérative aux diètes de l'empire.



Les choses subsisterent à peu près de la sorte jusqu'en 1552, que l'Allemagne redoutant l'excessive puissance de Charles-Quint, & étant d'ailleurs divisée par les factions des protestants, la plupart des princes mécontents & jaloux conclurent la ligue de Smalcade, & implorèrent le secours de la France.

Henri II envoya une puissante armée sur cette frontière, qui s'empara d'abord de Toul & de Verdun, & enfin de la ville de Metz, qui lui ouvrit ses portes, & dans laquelle le monarque fit son entrée le 11 avril de l'année 1552. Il ne prit que le titre de protecteur; & quoiqu'il y mit M. de Gonnor pour gouverneur, la ville ne cessa point de jouir de ses anciennes prérogatives, dont elle ne fut réellement dépouillée qu'en 1559, par la paix conclue au Cateau-Cambresis.

Cependant l'empereur, intimidé par la rapidité des conquêtes de Henri, se débarrassa des princes protestants par un traité, & vint assiéger Metz le 20 octobre 1552, avec une armée de plus de cent mille hommes : mais il fut obligé d'en lever le siège le 1 janvier 1553; ainsi le roi demeura possesseur des Trois-Evêchés, & les garda pour s'indemniser des fraix de la guerre.

Quoique le pays fût occupé par les François, cependant les empereurs y donnoient toujours les investitures aux évêques, & y exerçoient quelques autres actes de souveraineté; ce qui dura jusqu'à ce que Louis XIII s'étant assuré de Moyenvic & de Marfal, & ayant fait construire une citadelle à Verdun, se déclara seigneur souverain & immédiat des Trois-Evêchés, supprima toutes les petites justices qui se prétendoient sou-

veraines , abolit l'usage de porter les appels à la chambre de Spire , & institua à Metz un parlement qui commença ses fonctions le 26 août 1633. Enfin l'empire ayant reconnu l'inutilité de ses tentatives pour le recouvrement des évêchés ; ils ont été solennellement cédés par le XLIV article du traité de Munster, du 24 octobre de l'an 1648, qui contient en substance « que la souveraine » puissance sur les villes de Metz, Toul & Verdun, leurs droits & territoires, & nommément » sur Moyenvic, appartiendra désormais à perpétuité à la couronne de France, & lui sera irrévocablement incorporée, en la même manière » que jusqu'alors elle avoit appartenu à l'empire » Romain, réservant le droit de métropolitain » à l'archevêque de Treves.

Louis XIV ayant été informé qu'il ne jouissoit pas de toute la faveur de cet article, érigea à Metz en 1684 une chambre royale, pour rechercher les fiefs mouvants des évêchés. Plusieurs seigneurs comparurent, rendirent sans peine foi & hommage, & se soumirent à la souveraineté du roi de France. Ceux qui refusèrent, furent condamnés à la peine de félonie ; & l'historien Heiss assure que, si on avoit fait valoir les titres de l'évêché de Toul, le duc de Lorraine auroit eu peine à conserver un pouce de terre en souveraineté. Le traité de Ryswick a véritablement annullé la plupart des arrêts de cette chambre ; mais les droits de mouvances & de servitude sur lesdits états n'en sont pas moins constants : c'est ainsi que ce pays a été réuni au corps, dont il avoit été séparé pendant environ six siècles.

Le domaine de la couronne étant inaliénable,

il s'ensuivoit que ni le traité de Charles le Simple, ni l'usurpation des empereurs, quelque droit que puisse donner la possession, ne pouvoient donner atteinte aux droits de la France sur la Lorraine; cependant, avant sa réunion à cette couronne, on pouvoit dire que le consentement tacite des rois durant cinq cents ans, les alliances qu'ils avoient contractées avec la maison de Lorraine, & l'hommage de la partie du duché de Bar, mouvant de leur couronne, reçu sans réclamation sur les autres biens des mêmes princes, leur en avoient assuré la possession tranquille.

Le duc Charles III s'étant attiré l'indignation du roi Louis XIII, fut réellement dépouillé de ses états en 1631; mais ils lui furent rendus en 1660, en conséquence du traité des Pyrénées, sous les conditions humiliantes qui suivent: « que  
 » les fortifications de Nanci seroient démolies;  
 » que l'artillerie & les munitions en seroient  
 » emportées; que la place de Moyenvic, qui  
 » avoit appartenu à l'empire & à l'évêque de  
 » Metz, & qui avoit été cédée à la France par  
 » le traité de Munster, y demeureroit unie con-  
 » formément audit traité; que pareillement le  
 » duché de Bar demeureroit à la même couronne  
 » en son entier, avec le comté de Clermont &  
 » son domaine; les prévôtés & terres de Stenai,  
 » Dun & Jametz avec tous leurs revenus, places  
 » & territoires; s'obligeant en outre le duc de  
 » Lorraine de livrer passage, au travers de ses  
 » états, aux troupes Françoises commandées  
 » pour l'Alsace & autres lieux sous l'obéissance  
 » du roi; comme aussi de fournir aux sujets des  
 » Trois-Évêchés une certaine quantité de sel de

» ses salines , au prix qu'il avoit été réglé en  
 » 1631 , avant la guerre ; ce qui devoit être  
 » ratifié par l'empereur. »

Ce traité ayant rencontré des difficultés dans son exécution , il en fallut venir à un second , qui fut signé le dernier février 1661 , par lequel , en explication du précédent , il fut dit principalement que les articles concernant Nanci & Moyenvic seroient exécutés selon leur forme & teneur ; mais qu'à l'égard du duché de Bar , dont le roi s'étoit retenu la possession , il le rendroit au duc , moyennant des équivalents , qui furent entre autres les places de Sarrebourg & Phalsbourg , Sierck , avec trente villages de sa dépendance au choix du monarque François ; la partie du lieu & prévôté de Marville qui appartenoit au duc , comme relevant de Bar , l'autre moitié ayant déjà été cédée à la France par le roi d'Espagne ; les droits de souveraineté sur l'abbaye de Gorze & ses dépendances , de même que sur les lieux & dépendances de Malatour , Marcheville , Harville , la Beuville & Mezeray , sur le chemin de Verdun à Metz , & plusieurs autres villages sur la Saarre.

Ce traité , en vertu duquel le duc de Lorraine fut remis dans ses états , & le traité de Paris de 1718 devoient sans doute être regardés , d'une part , comme le sceau de la souveraineté & de l'indépendance du duc de Lorraine , & de l'autre , comme le titre particulier de ce qui appartenoit au roi de France , hors de l'étendue des Trois-Évêchés.

Les préliminaires de la paix , signés à Vienne le 3 octobre 1735 , décidèrent enfin cette grande contestation. Il y fut stipulé que le duc de Lorraine auroit

auoit l'expectative du grand duché de Toscane , & qu'en échange , il céderoit les duchés de Lorraine & de Bar au roi Stanislas , pour prix de son abdication de la couronne de Pologne en faveur d'Auguste III , sous la condition expresse que la propriété de ces duchés seroit reversible à la France ; ce qui a été irrévocablement exécuté dans toutes ses parties.

---

## CHAPITRE II.

### *Gouvernement ecclésiastique des Trois-Évêchés :*

**L**E traité de Munster ayant conservé à l'électeur, archevêque de Treves, les droits de métropolitain , il suit que les évêchés de Metz , Toul & Verdun sont suffragants de cet archevêché.

On a vu ci-devant de quelle maniere s'étoient formé les grands fiefs ecclésiastiques & séculiers. Les évêques de Metz , Toul & Verdun participerent à cette munificence générale des empereurs , & ayant accru leur temporel autant qu'il leur avoit été possible , ils furent reconnus princes de l'empire ; mais foibles à leur tour , la Lorraine & d'autres voisins se sont par la suite agrandis à leurs dépens , & ont réduit le temporel des prélats dans la situation resserrée où il se trouve aujourd'hui.

Les tentatives que les évêques ont faites en différents temps , pour obliger les ducs de Lorraine à restituer les territoires qu'ils avoient usurpés , ont toujours été arrêtées par l'autorité ,

& notamment par l'article XXIX du traité du 21 janvier 1718, par lequel il est dit que, nonobstant les représentations desdits évêques, les ducs ne rendroient foi & hommage pour les fiefs & terres qui pourroient provenir du temporel desdits évêques, qu'en justifiant que les ducs Henri ou Charles les avoient rendus avant les traités de 1624 & 1661.

Les évêchés de Metz, Toul & Verdun avoient été mis en 1558, en vertu d'un bref de Léon X, sous le concordat Germanique. Ce concordat ou transaction passée par la nation Germanique, le premier avril 1447, entre le pape Nicolas V & l'empereur Frideric III, confirmée le 19 mars 1448, par une bulle du même pape, ainsi qu'ensuite par celles de Clément VIII & de Grégoire XII, réservoir au pape le droit de confirmer les élections des archevêques, évêques, abbés & prieurs sujets immédiatement au siege de Rome, & ordonnoit que les bénéfices collatifs dans les églises comprises sous ce concordat, seroient conférés alternativement de mois en mois par le pape & par les collateurs ordinaires; au moyen de quoi les bénéfices vacants dans les mois de janvier, mars, mai, juillet, septembre & novembre, étoient conférés par les papes; & ceux qui tomboient dans les autres mois étoient à la disposition des collateurs ordinaires qui en jouissent encore à présent.

Le pape Alexandre VII accorda à Louis XIV un indult, en date du 11 septembre 1664, pour nommer aux évêchés de Metz, Toul & Verdun, tant que ce monarque vivroit: & Clément IX lui en donna un ampliatif & perpétuel, le 24

mars 1668 , pour nommer non-seulement à ces trois évêchés , mais encore à toutes sortes de bénéfices qui pouvoient ou pourroient être situés dans ces trois diocèses.

C'est en vertu de cet indult , que le roi de France nomme auxdits évêchés & aux abbayes & prieurés ci-devant électifs ; qui sont dans ces diocèses ; ainsi qu'à tous autres bénéfices séculiers ; canonicats ; prébendes ; dignités de quelque rang qu'elles soient ; quoique jusqu'alors , dit Clément IX ; il eût été d'usage d'y pourvoir par élection ou par quelque autre moyen que ce fût.

L'indult de Clément IX comprend encore les personniats ; les administrations & offices ; aussi bien que les bénéfices réguliers ; les monastères consistoriaux ; les prieurés conventuels ; les prévôtés , les offices claustraux & les commanderies , excepté néanmoins celles de l'ordre de Malthe.

Le spirituel desdits évêchés s'étend non-seulement sur ce qui s'appelle vulgairement les Trois-Évêchés ; mais encore sur la plus grande partie de la Lorraine , & sur plusieurs souverainetés de l'empire ; dont la plupart étoient autrefois mouvantes de l'évêché de Metz pour le temporel.

Lorsque la France est en guerre avec l'archevêque de Treves , le parlement de Metz nomme un official métropolitain , pour connoître des appellations simples entre les sujets du roi ; & celles comme d'abus se relevent au parlement de Metz.

## CHAPITRE III.

*Du gouvernement civil des Trois-Évêchés.*

LA forme ancienne du gouvernement des peuples qui habitoient les Trois-Évêchés, étoit extrêmement barbare. Les procès & les moindres difficultés se vuidoient au champ de bataille & à coups de main.

Les évêques travaillèrent avec succès à diminuer cette férocité : Bertrand , un de ces prélats , institua la charge de maître-échevin , dont il s'attribua la nomination , & qu'il rendit d'abord annuelle ; il établit le conseil des treize , les amans ou notaires & les archives publiques.

Du temps de l'évêque Wala l'an 880 , les nobles gouvernoient la cité ; ils étoient hommes de l'évêque , & pairs de l'évêché : & voilà l'origine des pareges ou pairages , qui étoient au nombre de six ; savoir , cinq nobles ou patriciens , qui avoient chacun leur dénomination particulière , & le sixième commun ou plébéen.

Chaque des cinq premiers pairages étoit composé de plusieurs familles nobles , dont la totalité comprenoit toute la noblesse de la ville partagée en cinq quartiers , qui avoient chacun des armes & des enseignes particulières. Le pairage commun n'avoit d'autres armes que celles de la ville , qui étoient simplement d'argent & de sable ; mais auxquelles on a ajouté dans la suite pour chef une pucelle , tenant d'une main une fleur-de-lys ,



& de l'autre une palme. On voit encore une infinité de titres publics & particuliers, où sont apposés les six sceaux des pairages, & c'étoit alors l'unique manière d'assurer la validité des actes.

On choisissoit dans ces pairages douze hommes à la pluralité des voix, deux dans chacun; & tous ensemble avec le maître-échevin composoient la justice des treize, dont la juridiction s'étendoit dans l'origine sur toutes les matières tant civiles que criminelles, & dont les appels se portoient en dernier ressort pardevant le maître-échevin & son conseil, qui étoit composé de vingt notables bourgeois. Les empereurs y mirent quelques changements, en ordonnant que dans le civil, toute affaire au delà de mille florins seroit portée par appel à la chambre impériale.

Le maître-échevin étoit regardé comme chef de la république; il avoit une grande autorité sur les habitants. Nommé d'abord par l'évêque, sa place devint ensuite élective, & le choix s'en faisoit ordinairement le 21 mars de chaque année par le princier de la cathédrale, & par les abbés de Gorze, de S. Vincent, de S. Arnould, de S. Simphorien & de S. Clément, qui avoient été déclarés électeurs perpétuels d'un commun accord de toute la ville. Cette forme d'élection fut confirmée par les lettres de l'empereur Frédéric, données à Constance le 14 des calendes de mai 1181.

L'exercice de cette place non-seulement conféroit la noblesse au pourvu, mais encore il la communiquoit à la parenté de sa femme; ce qui prodiguant trop généralement cette distinction,

fit prendre la résolution en l'an 1300 , qu'à l'avenir le maître-échevin feroit tiré de la noblesse. Une ordonnance du mois de juillet 1305 lui donne le titre de chevalier.

L'édit du mois de décembre 1640 veut que tous les trois ans on procède à l'élection d'un maître-échevin & de dix échevins , à la pluralité des voix , & que ces officiers soient pris entre les plus notables bourgeois de la ville. On assemble à cet effet les députés des paroisses , jusqu'au nombre de soixante , pour donner leurs voix à ceux qu'ils jugent les plus capables d'administrer les affaires publiques ; & leur choix étant fait , c'est-à-dire , lorsqu'ils ont désigné trois sujets pour chaque place-vacante , on dresse un procès-verbal contenant les noms de ceux qui ont le plus grand nombre de suffrages , & il est envoyé au souverain qui en choisit le tiers pour remplacer les officiers municipaux qui ont fini le temps de leurs fonctions.

L'ancienne autorité du maître - échevin est presque entièrement perdue , & les seules prérogatives qui lui restent de son ancienne splendeur , paroissent se réduire à être debout , quand il harangue les rois & les reines , & non à genoux , ainsi que le font ceux des autres villes du royaume ; & à présider à l'assemblée des trois ordres de la ville , quand il est question de délibérer sur des dépenses extraordinaires ou sur des affaires importantes qui concernent la communauté.

Ces trois ordres sont composés du bureau de l'hôtel-de-ville , des nobles résidants dans la ville , des députés du clergé , du bailliage & du tiers-état. Il ne s'assemblent qu'après en avoir eu

la permission du gouverneur, & le syndic y remplit les fonctions de partie publique.

Metz a eu des comtes héréditaires depuis l'an 1049 jusqu'en 1119, temps où le maître-échevin, qui représentoit les trois états ou le corps politique de la ville, reprit toute son autorité malgré les oppositions des évêques. On recommença aussi dans le même temps à choisir dans les pairages quatre septaines, c'est-à-dire, quatre fois sept personnes, pour partager entre elles l'intendance des diverses parties du gouvernement : ainsi il y avoit les sept de la guerre, les sept de la monnoie, les sept des portes, les sept du pain ; & tel étoit l'état de Metz, lorsque cette ville se mit sous la protection de la France.

Le premier acte de souveraineté que fit le roi Henri II, après s'être emparé de la ville de Metz, fut d'y établir un président, pour connoître seulement des différends qui pourroient survenir entre les bourgeois & les soldats de la garnison, & cette charge a subsisté jusqu'à l'année 1633, que Louis XIII y établit un parlement, par édit du mois de janvier, qui supprima les appellations à la chambre de Spire, les juges en dernier ressort & les régales des seigneurs, mais qui conservoit cependant au maître-échevin sa juridiction ordinaire.

Ce parlement est, en même temps, chambre des comptes, cour des aides, cour des monnoies & table de marbre, & a autorité, pouvoir & juridiction en dernier ressort, dans la connoissance de toutes matieres civiles, criminelles, bénéficiales, mixtes, réelles & personnelles, aides & finances, & toutes autres sans aucune excep-

tion, à l'instar du parlement de Paris, avec cette différence, que comme les officiers qui le composent ne servent que par semestre, ils ont deux rentrées solennelles ; savoir, en février & en août.

Ce parlement avoit autrefois une juridiction très-étendue, car il comprenoit les Trois-Evêchés, la Lorraine, l'Alsace, le Luxembourg & le comté de Chini : mais par la restitution du Luxembourg, du comté de Chini, & par l'établissement du conseil suprême d'Alsace, son autorité se trouve bornée aux Trois-Evêchés & au présidial de Sedan.

La juridiction du maître-échevin & des treize, fut réduite en 1633, lors de la création du parlement de Metz, à connoître seulement en première instance de toutes les matieres civiles & criminelles, & à juger souverainement jusqu'à la somme de cent livrés, les appels de leurs jugements pour des sommes plus fortes devant se porter au parlement.

Cet ancien tribunal ne conserva pas long-temps ce foible reste de sa puissance, & il fut supprimé par l'édit du mois d'avril 1634, qui créa les présidiaux de Metz, Toul, Verdun, Sedan, Sarrelouis, & les bailliages de Thionville & Mouzon. Il y fut ordonné que les plus notables de la ville de Metz nommeroient quatre d'entre eux qui, sous les titres de maître-échevin & échevins, auroient l'administration des affaires municipales.

L'établissement du présidial de Metz ayant été traversé pendant plusieurs années par les remontrances du maître-échevin & des juges-treize, le

roi donna une déclaration au mois de décembre 1640, par laquelle, considérant la ville de Metz comme la capitale de la province, il ordonna qu'il y auroit un maître-échevin & dix échevins pour le gouvernement & l'administration de la maison commune, à l'instar & aux mêmes fonctions, honneurs, autorités, prérogatives, prééminences & libertés dont jouissent les prévôt des marchands, échevins & conseillers de la ville de Paris; lesquels seront choisis, à la pluralité des voix, entre les plus notables bourgeois de la ville.

Ce nouvel établissement ayant été la matière de différentes contestations, elles furent réglées par arrêt du conseil, du 19 décembre 1644, & par celui du 6 novembre 1650, qui décident que les maître & conseillers-échevins de la ville de Metz jouiront paisiblement de la juridiction civile & criminelle, qu'ils jugeront tous différends concernant les droits & deniers domaniaux, qu'ils exerceront toute juridiction sur leurs officiers, fermiers & sous-fermiers, pour les abus & exactions qu'ils pourroient commettre en leurs charges seulement; comme aussi sur les fermiers des usines publiques & maltôtes, en ce qui concerne lesdits abus jusqu'à peine capitale & de mort inclusivement, suivant & conformément aux ordonnances.

L'arrêt du conseil du 22 octobre 1657, & les lettres-patentes du mois de décembre suivant, vérifiées au parlement le 7 mai 1658, portent encore qu'il appartiendra aux magistrats de la ville de Metz, à l'instar de ceux de Paris, toute juridiction & police sur les rivières, ports &

quais ; officiers , gagne-deniers , marchands & marchandises.

En 1661 , le même roi créa les prévôtés de Sierck , Saarbourg , Phalsbourg & Longwy : mais il conserva le bailliage de Vic , ressortissant au parlement à l'instar des bailliages royaux , en faveur de l'évêque de Metz qui en nomme tous les officiers.

Enfin l'autorité & la juridiction , qui avoient été conservées au maître-échevin , lors de l'établissement du parlement , finirent entièrement l'an 1666 , par la création de plusieurs officiers de ville : de façon que ses fonctions actuelles se bornent au logement des gens de guerre & à l'administration & régie des biens & revenus patrimoniaux , des deniers communs & des octrois qui , depuis l'agrandissement que feu le maréchal de Belle-Isle a donné à la ville , peuvent produire une somme de trois cent ou trois cent vingt mille livres , somme qui ne peut certainement suffire à toutes les dépenses dont cette ville est tenue.

L'intendant préside à l'adjudication des baux ; & s'il naît des contestations au sujet de la perception des droits qui y sont compris , elles sont jugées en première instance par les officiers de l'hôtel-de-ville , & l'appel de leurs sentences se porte au parlement.

Metz , Sedan , Thionville & Vic sont gouvernés par leurs coutumes particulières : Toul & Verdun suivent le droit Romain ; & la coutume de Lorraine est en usage dans les pays que comprennent les quatre grandes routes cédées par le traité de Riswick.

La situation des Trois-Evêchés & des états de Lorraine, leur voisinage, les enclaves mutuelles, les alliances & la conformité de mœurs & de loix avoient engagé Louis XIV à confirmer, par l'article LVI du traité de Paris, la réciprocité d'hypothèques & d'actes des deux états; de façon que, dès ce temps, tout arrêt, jugement, acte ou contrat rendu ou passé dans l'un ou l'autre pays, emportoient réciproquement hypothèque, & s'exécutoient sans avoir besoin de *visa* ni de *paréatis*; ce que n'a pu qu'autoriser & confirmer l'union de la Lorraine à la France, qu'a consommé la mort de Stanislas, roi de Pologne.

Il y a dans cette généralité deux sieges de traites, qui ont été créés en 1661, l'un à Metz & l'autre à Verdun.

Le premier, outre la connoissance de ce qui concerne les cinq grosses fermes, juge encore du tabac, du contrôle des exploits & de la formule, en conséquence des arrêts des 24 février 1693 & 28 avril 1694.

Le second connoît des mêmes matieres, à l'exception de la formule. La juridiction de Ville-Franche sur Meuse y avoit été jointe, parce que les offices créés pour ce dernier endroit n'avoient pas été levés: mais ceux de Verdun étant par la suite tous tombés aux parties casuelles, faute d'acquéreurs, il a été ordonné par arrêt du conseil, du 8 avril 1727, que tous les procès occasionés pour cause de la perception des droits du roi, des fermes unies dans les bureaux de Ville-Franche sur Meuse, d'Annevoux, de Briulle sur Meuse, Briulle sur Bar, Baricourt, Beaufort & Buzanci, seroient portés à la jurif-

dition des traites de Mouzon, ainsi & de la même manière qu'elles l'étoient auparavant à Verdun.

L'intendant de la province connoît seul de la perception des deniers du roi & de la gabelle ; les fonctions du bureau des finances sont bornées à l'arrêté des états au vrai , & il n'y a point d'élus.

---

## CHAPITRE IV.

### *Du gouvernement militaire des Trois-Évêchés.*

**C**ETTE province est défendue par plusieurs places fortes , qui sont Metz , Toul , Verdun , Thionville , Sarrelouis , Longwy , Montmédi & Phalsbourg , qui toutes ont un gouverneur particulier , un lieutenant de roi & un état-major : Marsal n'a qu'un commandant ; & c'est le commandant de la province d'Alsace qui a l'autorité militaire dans Phalsbourg , quoique pour le reste cette place relève des évêchés.

La province a un gouverneur-général & un commandant-général qui est , en même temps , lieutenant-général de Metz & du pays Messin.

Toul a un gouverneur-particulier , qui prend la qualité de gouverneur de Toul & pays Toullois , & qui n'est point soumis au gouverneur-général de la province.

Le gouvernement général a , 1<sup>o</sup>. une compagnie de vingt-quatre haliebardiens , commandés par un lieutenant , un sous-lieutenant & deux



brigadiers , qui doivent faire le service chaque jour chez le commandant de la capitale , pour y recevoir & délivrer les clefs des portes de la ville : 2°. une compagnie de vingt-quatre gardes à cheval , commandés de même par un lieutenant , un sous-lieutenant & deux brigadiers , & dont la fonction est d'avoir chaque jour un cavalier d'ordonnance chez le commandant de la capitale , pour exécuter les différents ordres & les commissions diverses qu'il en peut recevoir : 3°. une compagnie des archers des bandes , qui est à la suite de l'état-major de la ville & de la citadelle de Metz , & qui est composée d'un prévôt , d'un lieutenant , d'un greffier , & de douze gardes.

Les fonctions du prévôt consistent à instruire le procès contre les criminels sujets du conseil de guerre , lorsque la plainte a été présentée & décrétée par le commandant de la place. Cet officier est chargé des informations , de faire prêter interrogatoire à l'accusé , de procéder aux récolements & confrontations , pour rapporter le tout au conseil de guerre , qui alors prononce.

Le greffier écrit les procédures , assiste aux inventaires des officiers morts , & procède à la vente de leurs effets , sur le produit desquels il a le sou pour livre.

Quant aux archers des bandes , un d'eux doit se trouver tous les jours à la garde & à l'ordre , pour recevoir les ordres de MM. de l'état-major ; & ils assistent tous aux cérémonies publiques & à l'exécution de ceux qui sont jugés par le conseil de guerre.

Les différentes villes de la généralité ont leur

milice bourgeoise, qui, dans la capitale, est composée de quatre bataillons; qui sont assujettis à monter la garde, lorsqu'il n'y a point ou qu'il y a peu de troupes, mais qui en tout temps fournissent la patrouille. Les officiers sont brevetés; & nommés par le maître-échevin de la ville, qui en est colonel né. Ils jouissent tous d'exemptions de loger les gens de guerre. Leur uniforme est habit bleu, parements & collet rouges, boutons & boutonnières en or, culotte d'écarlate & chapeau bordé d'or. Les drapeaux de ce corps sont noirs & blancs par opposition.

Chaque compagnie est formée de six sergents & de deux tambours: mais le nombre de fusiliers n'est déterminé que par celui des bourgeois sujets à la garde, qui se trouvent dans l'étendue de la paroisse, dont la compagnie porte le nom.

## CHAPITRE V.

### *Des finances.*

LA taille porte, dans les Trois-Evêchés, le nom de subvention: mais la capitation & les autres impositions extraordinaires, qui y ont lieu comme dans les pays d'élections, y conservent leur domination.

Le domaine foncier est d'un très-petit objet, & ne consiste qu'en quelques droits de justice, terrages, moulins, fours bannaux, &c.; mais le roi y a établi le contrôle des exploits, celui des

actes de notaires, la ferme du tabac, le papier timbré, la marque du fer, & celle de l'or & de l'argent.

La vente du sel fait une des plus considérables parties des revenus de cette province, dont on évalue le produit annuel à peu près de la manière suivante :

S A V O I R,

Recette générale,	856,000 liv.
Gabelle produit brut	360,000
Marque des fers, non compris	
Sedan,	24,000
Contrôle & domaines,	266,000
Pied-fourchu, ou droit de	
boucheries,	45,000
Tabac produit brut	65,000
Marque d'or & d'argent,	4,000
Décimes,	20,000
Huiles & favons, en déduisant	
3000 liv. comprises dans la recette	
générale sans fraix,	400
	<hr/>
	1,634,400

---

C H A P I T R E VI.

*Du commerce des Trois-Èvêchés.*

**Q**UOIQUE le pays soit généralement assez bon; cependant les grains qui y croissent ne suffisent pas à la subsistance de ses habitants, parce qu'il

est fort peuplé. Cet inconvénient étoit encore plus considérable, quand la Lorraine formoit un état distinct de la France, parce que ce duché ferre de toutes parts les évêchés, & occupe les meilleures campagnes.

Il est vrai que le canton dont je traite est le plus gras. Il s'y recueille quantité de vins dont les meilleurs viennent de la côte opposée à celle sur laquelle est située la ville de Metz. La vente de ces vins jette beaucoup d'argent dans le pays; cependant les Lorrains sont parvenus à en diminuer le produit, parce que les vignes qu'ils ont plantées produisent à la vérité des vins de moindre qualité, mais que le soldat préfère à cause de la médiocrité du prix.

On trouve aussi dans le canton de Vic quantité de ruisseaux & de petites rivières, qui forment des étangs, dont il y en a d'une grande étendue, & dont les pêches abondantes font une partie considérable du commerce.

Les marchandises du crû de la province qui s'y consomment, & dont l'excédant passe à l'étranger, sont quelques eaux-de-vie, de l'huile de navette, des cuirs de bœufs, vaches & veaux tannés, des fruits, des toiles, quelques ouvrages de lainerie & de boutonnerie, des ratines, des ferges, des droguers, des étamines, le tout en petite quantité.

Les marchandises qui entrent dans cette province sont de toutes sortes de clincaillerie & mercerie qui viennent de Hollande, de Francfort, de Maïence & de Worms; de la poterie qui vient de Cologne, des bijouteries & étoffes de soie qui viennent de Lyon; & on y porte  
des

des bestiaux, du fromage, du beurre, des pelleteries, du bois de sciage qui vient des Vosges, & des chevaux qui sortent d'Allemagne.

Comme la Meuse & la Moselle passent en descendant sur plusieurs petites souverainetés, les droits de péage deviennent si considérables des évêchés en Hollande, ainsi que pour le retour, qu'ils excèdent quelquefois la valeur des marchandises; de sorte que presque tout le commerce se fait par terre.

Il y a eu plusieurs projets pour rendre la Moselle navigable le plus près de sa source qu'il seroit possible, afin de faciliter, entre autres choses, le transport des mâts de navires, & des planches que l'on tire de la Vosge; on avoit même dessein de la faire communiquer à la Meuse par un canal entre Toul & Pagny: mais on ne voit pas qu'aucun de ces projets, formés avant la restitution de la Lorraine en 1661; ait été mis à exécution depuis que le feu roi Stanislas en avoit été mis en possession.

---

## CHÂPITRE VII.

### *Population des Trois-Èvêchés.*

SUIVANT le dernier dénombrement, le total des paroisses de l'intendance de Metz est de six cents vingt-cinq, dans lesquelles on compte 35,801 feux, qui, à raison de quatre personnes par feu, doivent faire,

Pour la campagne ,	123,800.
Pour la ville de Metz ,	45,000.

---

Ce qui forme un total de 168,800. \*

Suivant M. de Vauban , les Trois-Evêchés contiennent deux cents vingt-deux lieues carrées, qui font 1,040, 736 arpents carrés.

Je ne puis laisser passer cet article sans donner une idée de l'antiquité de l'établissement que les Juifs ont dans la ville de Metz , & des privilèges dont ils y jouissent.

On trouve dans un concile tenu à Rheims en 625 ou 630 , qu'il est fait mention des Juifs établis à Metz ; & un concile assemblé dans cette capitale même des Trois-Evêchés , en parle en 888. Les registres de l'hôtel-de-ville conservent une ordonnance du maître-échevin , en date du 2 juillet 1562 , qui condamne le Juif Mardochée , son serviteur , & un autre Juif nommé Isaac , à sortir de la ville. Il y eut même l'année suivante une pareille injonction faite à tous les Juifs qui résidoient à Metz : mais , par ordonnance du 6 août 1567 , il fut permis seulement aux familles de Mardochée , Isaac , Michel & Gerson , de demeurer & trafiquer en cette ville , aux conditions par eux offertes de payer sur le champ deux cents écus , & deux cents francs messins chaque année au profit des pauvres.

Les Juifs ont depuis été tolérés à Metz par

---

\* 30,801 multipliés par quatre , ne produisent que 123,204. Il y a par conséquent erreur dans les résultats de l'auteur. *Note de l'éditeur.*

le roi Henri III, & par une ordonnance de M. le duc d'Epemon, gouverneur, du 1 janvier 1603; les huit ménages désignés par ce roi, avec leurs descendants, au nombre de cent vingt personnes, faisant vingt-quatre ménages, ont été maintenus dans leur résidence. Cette ordonnance a été confirmée par les lettres-patentes de Henri IV du 24 mars 1609, renouvelées le 24 janvier 1632 par Louis XIII; & entérinées au parlement de Metz par arrêt du 3 mai 1635.

Le 25 septembre 1657, les Juifs, étant alors au nombre de quatre-vingt-seize familles issues des quatre premières, obtinrent de Louis XIV des lettres de confirmation de leurs privilèges, à charge de ne pouvoir à l'avenir faire le choix d'un rabin, ni appeler des Juifs du dehors du royaume, sans en avoir obtenu la permission du monarque. Ils ont le libre exercice de leur religion; mais, à l'exception de leurs maisons, ils sont dans l'interdit d'acquérir ou de posséder aucuns immeubles en propriété. Ils occupent un quartier séparé & limité à droite de la Moselle, près du retranchement de Guise. Leur nombre actuel est de plus de trois mille; en sorte que leur quartier étant fort resserré, ils sont obligés d'élever leurs maisons jusqu'à cinq & six étages pour pouvoir se loger.

On distingue à Metz les Juifs par un manteau noir, un petit rabat blanc & leur barbe. Leur synagogue n'a rien de remarquable, elle est fort petite; &, ainsi que dans les autres, les femmes y sont séparées des hommes, & placées dans une salle élevée où elles ne sont pas vues, mais

d'où elles peuvent entendre ce qui se dit, & voir ce qui se passe dans la synagogue. Ils y font des prières pour le roi, les princes & les magistrats.

Tous les trois ans, au mois de juillet, il se fait une assemblée dans laquelle on procède, en forme d'élection, à coinnettre sept nouveaux syndics, ou à confirmer les anciens. Ces officiers sont chargés de la police, administrent les affaires de la communauté, & imposent par rôle toutes les choses nécessaires à remplir leurs charges & les autres objets relatifs.

Dans les affaires qui naissent entre eux, les Juifs n'ont d'autres juges que leur rabin, qu'ils font venir ordinairement de loin, afin que n'ayant point de parents dans le lieu, il ne favorise personne : mais sa décision n'a de force qu'autant que les deux parties veulent bien s'y soumettre. A l'égard des affaires qu'ils ont avec les chrétiens, ils sont traduits devant les tribunaux ordinaires ; & s'ils sont dans le cas de prêter serment, ils le font sur le texte de la loi que le rabin apporte en justice.

Les Juifs de cette ville observent des coutumes & des usages extraits du cahier par eux présenté le 2 mars 1743 au parlement de Metz, en exécution des lettres-patentes du 20 août 1742, registrées au même parlement le 30 dudit mois. Les officiers de leur synagogue sont un grand rabin, sept syndics & un secrétaire de la communauté.





## CHAPITRE VIII.

*Établissement de la gabelle dans les Évêchés.*

**L**A vente & l'achat du sel, avant l'an 1633, étoient aussi libres dans les Évêchés, que le trafic des autres marchandises peut l'être. Le sel qu'on y débitoit se tiroit de Lorraine ou de Malines : cependant, malgré cette liberté, quelques seigneurs obligeoient leurs sujets & vassaux à acheter d'eux cette denrée nécessaire ; & c'est la raison pour laquelle, lors de l'aliénation de la saline de Moyenvic, faite au duc Charles de Lorraine en 1571, l'évêque de Metz s'étoit réservé quatre cents muids de sel.

C'est ce que M. le Bret crut devoir remontrer au conseil du roi en 1626, en ces termes.

« Outre plus, Sire, *dit ce magistrat*, je vis la  
 » gabelle établie en toutes ces villes, & spécialement dans Verdun, au profit des étrangers,  
 » même qu'il y avoit des officiers créés pour la  
 » perception des impôts, avec défenses aux habitants, tant de la ville que de la campagne,  
 » d'user d'autre sel que de celui de Lorraine,  
 » sur peine d'amende & de confiscation, comprenant, dans ces termes généraux, le sel de  
 » France : en effet, le duc de Lorraine faisoit  
 » confisquer le sel qui en venoit, & les chevaux  
 » & équipages ; ce qui ne pouvoit être qu'au  
 » préjudice de l'autorité de votre majesté, qui,  
 » par son titre de protecteur, étoit obligée de  
 » conserver la liberté publique telle qu'elle a

» toujours été parmi ces peuples. Tout cela  
 » provient d'avoir autrefois souffert que les évê-  
 » ques de Metz aient vendu & aliéné les fa-  
 » lines de Marfal qui dépendoient de l'évêché  
 » de Metz. »

Sur ce principe M. le Bret leva les défenses,  
 & donna permission à toutes personnes de prendre  
 indifféremment du sel pour leur usage où bon leur  
 sembleroit.

Le roi ayant créé un parlement à Metz en  
 1633, & voulant assigner un fonds pour les  
 gages des officiers qui le composoient, établit  
 par édit du mois de septembre de la même  
 année, la gabelle à son profit, à l'exemple,  
 mais à l'exclusion des seigneurs & des commu-  
 nautés.

Les trois ordres s'opposèrent en vain à l'exé-  
 cution de cet édit, & n'en ayant pu obtenir la  
 révocation, les députés, chargés des propositions  
 de la province, se réduisirent à demander la pré-  
 férence sur le fermier, & s'obligèrent à payer au  
 parlement le prix de l'adjudication, qui étoit de  
 1,800,000 liv. par an.

Ils en jouirent pendant l'espace de douze  
 années, pendant lesquelles la guerre étant sur-  
 venue, le recouvrement fut troublé, & le par-  
 lement mal payé demanda en 1646 la régie de  
 cette ferme pour lui tenir lieu de gages; ce qui  
 lui fut accordé : mais ces juges, peu au fait  
 de cette matière, manœuvrèrent mal, le désor-  
 dre augmenta : au lieu de le diminuer, ils dou-  
 blèrent le prix du sel, comptant doubler leurs  
 produits. Le peuple se mutina en beaucoup  
 d'endroits, & entre autres à Toul; le mélange

des terres de Lorraine avec celles des Évêchés, favorisa le faux-saunage que les troupes & les habitants firent impunément; de façon qu'en 1661 le parlement supplia le roi de reprendre cette ferme, & de lui accorder un fonds fixe; ce qu'il obtint; & depuis ce temps le prince l'a fait régir pour son compte.

En 1670 la gabelle des Évêchés fut incorporée à celle de Lorraine, dont elle fut ensuite désunie en 1697.

La gabelle des Évêchés & les domaines d'Alsace & de Franche-Comté avoient toujours composé une ferme particulière séparée des cinq grosses fermes; mais la compagnie des Indes, ayant reconnu que le pays faisoit un versement très-ruineux aux gabelles de Champagne & de Bourgogne, la fit réunir en 1720 à la ferme générale, dont elle fut encore séparée en 1724 sous le nom de Grillau, & réunie en 1726 par les raisons ci-devant alléguées; & je crois pouvoir dire qu'il sera toujours de l'intérêt du roi qu'elles demeurent jointes.

Les sels qui se consomment dans les Evêchés & dans une partie de l'Alsace, se tirent de Moyenvic, où il y a des sources salées desquelles le sel s'extrait par le moyen du feu.



## CHAPITRE IX.

*Des huiles & savons.*

**L'**HUILE est une matière onctueuse, grasse & inflammable, qui sort, ou que l'on tire de plusieurs corps naturels. Il y en a de près de cent sortes, dont le commerce est un des plus considérables du royaume de France.

Louis XIV ayant estimé que, pour l'entretenir & l'augmenter, il étoit nécessaire d'établir des personnes capables & intelligentes pour veiller à tout ce qui pourroit en perfectionner la fabrication & la qualité, s'y porta d'autant plus volontiers, qu'en procurant l'avantage du public, il trouvoit en même temps des secours, pour subvenir aux dépenses de la guerre, dans laquelle il se trouvoit alors engagé.

Ce sont les motifs de l'édit du mois de mai 1705, par lequel il a été créé des offices de jurés-contrôleurs & essayeurs d'huiles, dans toutes les villes principales du royaume, avec attribution, pour leur tenir lieu de gages, de 6 deniers pour livre pesant de toutes sortes d'huiles, d'aman-des douces, d'olives, de noix, de graisse & de poisson; & d'un sou pour livre aussi pesant de toutes les autres huiles de plus grande valeur; mais le droit de six deniers pour livre pesant sur les huiles de graines, ayant paru trop considérable & préjudiciable au commerce, il fut modéré à 3 deniers par déclaration du 8 septembre 1705.

Les droits ci-dessus établis ne devant être perçus que dans les villes dénommées dans l'édit de création, les commerçants, pour en éviter le paiement, firent leurs magasins & entrepôts dans d'autres villes; ce qui ayant occasionné des plaintes de la part des acquéreurs, le même roi, par sa déclaration du 15 mai 1707, ordonna que lesdits droits auroient lieu dans tout le royaume, à l'exception toutefois du Languedoc, de la Provence & de la ville de Metz qui s'en étoient affranchis moyennant finance.

Ce prince, informé par la suite que cet établissement gênoit extraordinairement le commerce, supprima lesdits offices par édit du mois de décembre 1708, & ordonna que les droits qui leur avoient été attribués, seroient à l'avenir perçus à son profit.

Les besoins de la guerre qui continuoient toujours avec chaleur, exigeant des secours fréquents, ce prince se détermina de nouveau à aliéner lesdits droits, en créant cent offices d'inspecteurs & visiteurs de toutes sortes d'huiles pour Paris seulement, se réservant pour les autres villes du royaume, d'en établir en tel nombre qu'il seroit jugé suffisant, avec attribution des mêmes droits dont avoient joui les anciens pourvus; mais la ville de Metz en fut encore exceptée.

Enfin, guidé par un nouveau motif, ce roi supprima ces offices, & en réunit les droits à son domaine par édit d'octobre 1710, qui révoque en même temps tous les abonnements, notamment celui de Metz; & par là cette ville se trouve maintenant assujettie au paiement de ces droits, ainsi que les autres villes du royaume.

En conséquence des offres & des différents arrangements de la compagnie des Indes, tous les droits sur les huiles & savons, qui avoient été adjugés à Henri Vanneffon, pour six cent mille livres par an, furent supprimés, & les baux résiliés par arrêt du 19 septembre 1719; mais le succès de tous les plans de cette compagnie, n'ayant point répondu aux espérances qu'elle avoit annoncées, il fallut abandonner la nouvelle & retourner à l'ancienne : de sorte que, par arrêt du 22 mars 1722, le bail fut rendu audit Vanneffon, qui n'en jouit qu'environ trois ans & demi, le roi ayant jugé à propos de mettre cette partie en régie, sous le nom de Martin Girard; ce qui fut exécuté en vertu de l'arrêt du 20 novembre 1725; mais elle est maintenant comprise dans le bail général des fermes unies.

Le savon est une pâte, ou composition faite de plusieurs sortes d'huiles de graines, mêlées avec des cendres de chêne, & de quelques autres végétaux & corps nitreux ou salés, comme la soude, la potasse, la vésasse, la chaux, la couperose, l'eau-forte, l'amidon, &c., avec lesquels, pour rendre le savon jaspé, on emploie du cinnabre, de l'ocre rouge, de l'indigo & autres semblables couleurs.

Il y a cinq bureaux établis dans les Evêchés, pour la perception des droits sur les huiles & savons, allant à l'étranger ou qui en viennent, dont le produit est à peine suffisant pour payer les fraix de régie. A l'égard des droits de ce qui se consomme dans l'intérieur, la province s'est abonnée à la somme de 3000 livres, dont l'imposition se fait annuellement sur les contribuables en vertu de l'arrêt du 1 mai 1717.

La déclaration du 28 novembre 1705 attribue la connoissance des contestations qui naîtront sur cette matiere, à messieurs les intendants. Celle du 21 mars 1716 prescrit la forme de la régie & de la perception ; & celle du 4 avril suivant regle le droit de contrôle à 6 sous , & dispense de l'usage du papier timbré tout ce qui a rapport à l'exploitation de cette partie.



## CHAPITRE X.

*Maniere de procéder à l'assiette & à la répartition des impôts dans le département des Evêchés.*

**L**ORSQUE ce pays étoit sous la domination des empereurs, & membre du corps Germanique, les impôts s'y levoient par mois Romains, suivant la matricule de l'empire, dont j'ai donné, dans le premier volume, l'explication, en parlant des impositions d'Alsace, parce que la mémoire de cette contribution est plus récente dans cette dernière province.

Après que les Evêchés se furent soumis à la France, comme ce n'étoit qu'à titre de protection, les habitants ne payoient presque aucune imposition, le roi se contentant d'y mettre des troupes, & d'y établir des commandants, sans exiger ni droits ni tributs, laissant aux villes & communautés la puissance & la liberté dont elles jouissoient en qualité de membres médiats ou immédiats de l'empire.

En 1633, le roi, après avoir réglé la forme

de la justice par la création du parlement, voulut aussi en donner une certaine à la finance : mais ce pays étant devenu le théâtre de la guerre avec l'empire, l'Espagne & la Lorraine, depuis 1635 jusqu'en 1661, ce prince ne put parvenir qu'à cette dernière époque, à soumettre les Evêchés à une imposition générale, à laquelle on donna le nom de subvention, pour tenir lieu de taille, & qui fut réglée par an à cent mille livres, & le fou pour livre ; au moyen de quoi il étoit dit que les autres levées, impositions, contributions, droits de conduit, & autres charges de quelque nature qu'elles pussent être, seroient éteintes & supprimées. Pour rendre même cette imposition plus insensible aux sujets de ces pays, le monarque leur permit de la faire de telle manière, & sur telles denrées qu'ils aviseroient, autres néanmoins que le sel.

L'intendant faisoit seulement la répartition de ce que chaque pays, prévôté ou châellenie devoit porter, que le magistrat divisoit ensuite sur les villages qui en dépendoient, ainsi qu'il se pratiquoit anciennement pour les mois Romains ; ce qui a subsisté jusqu'en 1670, que le roi a jugé à propos de prescrire la forme qui est en usage aujourd'hui, & que je vais expliquer.

La Lorraine ayant été conquise, fut jointe en 1678 au département de Metz ; & pour rendre les levées uniformes, le prince supprima, au grand contentement des peuples, l'impôt appelé *de Lorraine*.

Cet impôt avoit été accordé au duc Charles par les états de ses pays assemblés à Bar au mois d'avril 1603.



Il confiftoit au dixieme pot de tous les vins qui fe confommoient , & s'appelloit l'*aide de S. Remi* , & en 6 den. par franc barrois de toutes les marchandifes & denrées qui fe vendent dans la Lorraine & Barrois ; lequel droit de 6 den. avoit lieu autant de fois que la chofe étoit vendue , & changeoit de main , en forte que cette perception étoit très-onéreuse par la multiplicité des commis , par le trouble & le dérangement qu'elle portoit dans le commerce , & par les procès & conteftations perpétuels dont elle étoit fufceptible. Le Clermontois appartenant à la maifon de Condé , qui y jouit des droits quafi régaliens , eft maintenant le feul endroit où l'impôt de *Lorraine* ou *aide S. Remi* ait lieu.

La maniere aétuelle de faire l'affiette , la répartition & le recouvrement des impositions dans les Evêchés , refsemble prefque entièrement à ce qui fe pratique dans les pays d'élections ; & l'on pourroit même dire qu'il n'y a de différence , qu'en ce que la diftribution de l'impôt s'y fait avec plus d'équité , quoique l'on y foit encore fort éloigné d'une jufte proportion. Il n'y a point d'élections , & par conféquent l'on n'y eft point expofé à cette procédure ruineufe pour abus , furtaux , malverfations , &c. qui ruine prefque tous les pays , où ces miférables tribunaux font établis. Dans les Evêchés , toutes les conteftations au fujet de l'impôt font jugées par l'intendant fommairement & fans fraix , fur le rapport de fes fubdélégués.

C'eft lui qui , après avoir reçu l'arrêt & les lettres-patentes qui ordonnent l'imposition , procede à l'affiette qui en doit être faite fur chaque communauté ; à l'effet de quoi il fe fait repréfenter

un état, contenant le nom de chaque paroisse, la qualité du terroir, le nombre des feux, celui des charrues & des artisans, avec leurs taux, année commune prise sur les six dernières, ensemble les requêtes & mémoires des communautés qui se prétendent surchargées par l'assiette précédente.

Les mandements sont ensuite envoyés aux maires de chaque paroisse, dans la huitaine, à la diligence des receveurs-particuliers, & sans fraix.

Le maire ou mainbourg est nommé annuellement par le seigneur, qui peut le continuer, s'il le juge à propos; & pendant qu'il est en place, il fait les fonctions de syndic, relativement aux impôts.

Aussi-tôt que le mandement lui est parvenu, il doit assembler les habitants de sa communauté, pour nommer des assesseurs à la pluralité des voix, dont il est dressé procès-verbal. Ces assesseurs sont au nombre de 3, 5 ou 7, suivant la force des lieux, & prêtent serment de bien & fidèlement vaquer à la fonction de leur office. Ils sont tenus de procéder, dans la quinzaine, à la répartition de la subvention & des impositions extraordinaires par un seul & même rôle; faute de quoi, ils peuvent être contraints par les receveurs & même par corps, au paiement de la moitié des dites impositions.

Les assesseurs ayant achevé les rôles, les remettent aux collecteurs, qui sont pareillement nommés par la communauté, & passent en charge suivant l'ordre du tableau, en nombre proportionné à la force du lieu, étant fort rare qu'il en soit nommé d'office.

Huitaine après la confection du rôle , il doit être vérifié & rendu exécutoire par le subdélégué , dans le département duquel la communauté se trouve située , auquel il en reste une copie en forme.

Il ne peut être imposé aucune & plus grande somme que celle portée par le mandement , sous quelque prétexte & pour quelque cause que ce puisse être , à peine d'être procédé extraordinairement contre les contrevenants.

Les collecteurs qui ont été en charge l'année précédente , ne peuvent être augmentés qu'au sou la livre de l'augmentation générale , ou en cas d'augmentation de leurs biens , ou de nouvelles exploitations.

Les contribuables qui prétendent être surtaxés , sont tenus de former leur opposition en surtaux , dans trois mois du jour de la vérification du rôle ; & pour éviter aux communautés les fraix des voyages & autres dépenses , les plaignants doivent se pourvoir par requête , devant le subdélégué de leur département , lequel entend les parties contradictoirement , dresse mémoire de leurs raisons respectives , & envoie le tout avec son avis à l'intendant , qui prononce ensuite , sommairement & sans fraix , ce qu'il estime convenable : après les trois mois passés , ils sont non recevables , conformément à l'arrêt du conseil du 25 février 1666.

S'il y a lieu à la modération , le rejet s'en fait sur le champ sur tous les habitants , au marc la livre de la subvention , mais le cas ne se présente pas souvent.

En conséquence d'une ordonnance du dernier

janvier 1717, rendue par M. de Harlay alors intendant de la province, les receveurs ne peuvent décerner leurs contraintes avant le 15 mai, pour le premier quartier, ni avant le 15 novembre pour le dernier.

Ces contraintes doivent être visées par l'intendant ou ses subdélégués, & il doit y être fait mention des noms des huissiers ou garnisonniers, & des sommes pour raison desquelles elles sont décernées.

Les receveurs doivent remettre, dans la quinzaine de l'envoi du mandement au greffe de l'intendance, un état contenant les noms des huissiers ou porteurs de contraintes dont ils entendent se servir, avec le détail des communautés dont chacun d'eux sera chargé.

Les huissiers ou garnisonniers ne peuvent sortir d'une communauté pour aller dans une autre, que la première n'ait entièrement satisfait au paiement des sommes pour lesquelles la contrainte avoit été décernée, ni exiger des fraix de deux communautés en un même jour; à peine de concussion.

Le garnisonnier est logé par le maire chez ceux des habitants qui sont en retard de paiement, en commençant par ceux d'entre eux qui doivent la plus grosse somme, & successivement chez les autres jusqu'à fin de paiement, & le dit maire doit certifier & signer l'arrivée, le départ & le paiement de la garnison.

Les receveurs doivent tenir un registre coté & parafé par les subdélégués, pour y écrire toutes les contraintes qu'ils décerneront date par date, & le temps que les porteurs de contraintes  
auront

auront été dans chaque communauté ; duquel registre il doit être dressé procès verbal, par le subdélégué , à la fin de chaque exercice.

Les fraix de contrainte & de garnison doivent être supportés en entier par les particuliers en demeure de payer leurs cotes , sans qu'ils puissent être à la charge de la communauté.

La remise du mandement tient lieu du premier commandement pour la confection & vérification des rôles , & pour le paiement de la première & seconde moitié de la somme portée en icelui.

Au défaut de paiement de la part d'un contribuable , le collecteur seroit en droit de saisir les bestiaux : mais il n'y a pas d'exemple qu'on en soit encore venu à cette extrémité.

Il y avoit ci-devant des huissiers en titre , mais ils ont été supprimés ; & les contraintes ne sont mises à exécution que par des garnisonniers , auxquels il est payé vingt sous par jour pour tous fraix.

Les poursuites qui se font sur la subvention , sont sujettes au papier timbré & au contrôle : mais pour en éviter les fraix , toutes les contraintes se délivrent sur la capitation , que les receveurs laissent toujours en arriere pour cette raison.

Lorsqu'il y a des non-valeurs , les mêmes asséeurs qui ont fait le rôle , se font autoriser par l'intendant ; & le rejet s'en fait sans fraix dans la même année sur tous les habitants au marc la livre de la subvention : mais le cas se présente rarement.

La solidité pourroit avoir lieu dans cette pro-

vince, comme dans les pays d'élections; mais il n'y a pas d'exemple que l'on ait été obligé d'avoir recours à cette procédure.

Il est ordinaire que tous les collecteurs paient la totalité de la subvention & crues y jointes dans le courant des mois de juin, juillet & août; & la capitation avec les impositions extraordinaires y jointes en novembre, décembre & janvier: avec cette observation que chaque communauté paie la totalité de son imposition, soit capitation, soit subvention, en un seul paiement, dans l'espace du temps susdit.

A la fin de l'année, le maire fait rendre compte, pardevant lui & les auditeurs nommés par la communauté à cet effet, aux collecteurs qui forment d'exercice, qui peuvent y être contraints par corps, en cas de refus; & si par l'événement du compte il est dû auxdits collecteurs, la somme est imposée l'année suivante, après en avoir obtenu la permission de l'intendant.

---

## CHAPITRE XI.

*Observations sur les exempts, les privilégiés & sur la translation de domicile.*

**L**ES gens d'église & ceux vivant noblement, les officiers des cours supérieures, ceux des bureaux des finances, les secrétaires du roi, & tous les autres officiers, dont les privilèges & exemptions n'ont point été révoqués, ne doivent point être compris dans les rôles, de même que les

commenfaux des maisons royales, pourvu qu'ils reçoivent au moins 60 livres de gages & qu'ils servent actuellement.

Les valets domestiques des ecclésiastiques & gentilshommes qui font valoir, par leurs mains, une de leurs fermes ou métairies, dont l'exploitation n'excede pas quatre charrues, doivent pareillement jouir de l'exemption, conformément à la déclaration du roi, du 21 août 1703, pourvu toutefois que lesdits valets domestiques n'aient pas été précédemment taxés à la subvention, qu'ils ne possèdent aucuns propres, & ne fassent commerce ni trafic.

Les officiers commenfaux des maisons royales peuvent tenir, par leurs mains, deux charrues sans déroger, suivant le règlement du mois d'août 1670.

Les officiers & archers des maréchaussées jouissent de l'exemption entière des impositions.

Les fermiers des droits du roi, leurs commis & employés doivent jouir des exemptions & privilèges qui leur ont été attribués par l'ordonnance du mois de juillet 1681, à moins qu'ils n'aient été imposés dans la communauté avant leur commission, qu'ils n'y aient acquis des immeubles, & qu'ils n'y fassent trafic ou commerce, conformément à l'arrêt du conseil du 12 juillet 1681.

Les maîtres des postes ne peuvent être imposés, qu'après en avoir eu la permission de l'intendant.

Les translations de domicile se reglent comme dans les pays d'élections; c'est-à-dire, que ceux qui vont demeurer d'une paroisse dans une autre

de la même généralité, sont suivis pendant un an, & s'ils changent de généralité, la suite dure trois ans pour ceux de la campagne & sept pour ceux de la ville.

Les habitants de Lorraine, qui cultivent des terres dans les Évêchés faisant partie du corps des domaines situés en Lorraine, ne doivent point être imposés pour raison de cette exploitation.

A l'égard de ceux qui ne font point leur demeure dans la communauté, & qui y cultivent des héritages appartenants à autrui, qui ne dépendent d'aucun corps de domaine, ils sont taxés sur le pied de 4 sous par journal de terre labourable en valeur pour toutes les impositions, indépendamment de leurs cotes dans le lieu de leur résidence.

Ceux qui cultivent des corps de métairies en entier situés sur d'autres communautés, sont taxés à proportion de l'étendue de la métairie & des cotes des autres laboureurs du lieu.





---

## CHAPITRE XII.

*Détail abrégé sur les principales villes des Trois-Évêchés.*

---

### ARTICLE PREMIER.

#### *Bureau de Metz.*

**L**A ville de Metz située sur la Moselle, avec évêché, parlement, cour des aides & des comptes, bureau des finances, présidial, cour des monnoies, &c. étoit déjà célèbre & illustre du temps des Romains, puisqu'elle étoit alliée de leur république, comme je l'ai remarqué dans l'abrégé historique de la province. Ammian Marcellin la place avant Treves sa métropole, sous laquelle elle avoit été mise lors de la division de la Belgique. Elle fut totalement détruite par Attila, & ce ne fut qu'après son rétablissement que Thierri, fils de Clovis, y fixa sa résidence; & après lui elle fut le séjour ordinaire des rois de la France orientale ou de l'Austrasie.

Pendant les différentes révolutions arrivées dans l'empire, les évêques & les comtes ou gouverneurs héréditaires s'étoient presque emparés de tous les droits de la souveraineté; cependant les empereurs François, & après eux ceux d'Allemagne retinrent toujours le suprême domaine.

Les comtes héréditaires subsisterent environ 250 ans , & finirent en 1219 , après quoi le maître échevin , qui représentoit les trois états ou le corps politique de la ville , eut toute l'autorité , malgré les oppositions des évêques.

On voit que , sous l'empire de Charles-Quint , cette ville étoit libre & impériale , ne reconnoissant que l'empereur pour la souveraineté , & que la chambre de Spire pour le ressort.

En 1552 elle ouvrit ses portes à l'armée de France , commandée par le connétable de Montmorenci ; & le roi Henri II y fit son entrée , le 18 avril , en prenant seulement le titre de protecteur. L'empereur Charles-Quint l'attaqua l'année d'ensuite : mais il fut obligé d'en lever le siège. Elle fut enfin cédée à la France par le traité de Cateau-Cambresis de l'année 1559 , confirmé par celui de Vervins de l'an 1598 : mais Louis XIII s'en déclara seigneur souverain & absolu , & y établit le parlement , qui commença ses fonctions le 26 août 1633 ; ce qui fut enfin définitivement reconnu par le traité de Westphalie de l'an 1648 , comme je l'ai ci-devant observé.

Cette ville a été considérablement agrandie , embellie & fortifiée sous les ordres & par les soins de feu M. le maréchal de Belle-Isle , en sorte qu'elle peut être actuellement mise au rang des plus belles & des plus fortes places de l'Europe.

La ville de Metz paie sur ses revenus vingt mille livres , pour sa quote-part de la subvention & des autres impositions y jointes , & une capitation fixée à trente-quatre mille livres , qui sont distribuées par les échevins sur les bourgeois ,

artisans & domestiques seulement, attendu que les officiers de justice, dans toutes les juridictions, paient séparément la capitation sur leurs gages.

Cette ville étant encore impériale, lorsque les Juifs furent chassés de France, ils y ont conservé une synagogue, & ils y jouissent des mêmes privilèges que les autres Juifs répandus dans l'empire. Cette synagogue peut être composée de 300 familles faisant 12 à 1500 âmes.

Metz est le premier bureau de recette du département; il consiste en 250 paroisses, qui renferment environ 30000 âmes, lesquelles exploitent environ 2000 charrues, & paient de toutes impositions, année commune, la somme de 240,000 liv.

## ARTICLE II.

### *Bureau de Toul.*

**T**OUL sur la Moselle, à dix lieues de Metz, est une ville fort ancienne. César en fait mention dans ses commentaires, ainsi que plusieurs auteurs. Son temporel étoit autrefois aussi étendu que l'évêché l'est aujourd'hui pour le spirituel.

Cette ville étoit comprise dans le royaume d'Austrasie, & fut assujettie, comme les autres, par Othon I, sous le regne de Louis d'Outremer.

Elle eut des comtes héréditaires pendant plus de 200 ans; mais la race s'en étant éteinte environ l'an 1150, les évêques en prirent le

titre, & les ducs de Lorraine celui d'avoué, dont ces derniers prenoient l'investiture des empereurs.

En 1552, cette ville se mit sous la protection de Henri II; ce qui n'empêcha pas le duc Charles de Lorraine d'y exercer son droit de protection, & d'y lever le tribut malgré l'opposition des officiers royaux. Cette prétention a toujours été agitée dans les différents traités faits avec la maison de Lorraine, ainsi qu'il paroît par celui des Pyrénées, par le dernier article de celui de Vincennes en l'an 1661, par le dixieme de celui de l'an 1663, & lors de la restitution de la Lorraine, faite au duc Léopold, petit-neveu du duc Charles, qui en avoit été dépouillé en 1670. Mais enfin ce duc Léopold se désista de toutes prétentions à ce sujet, par le VII article du traité de Paris de l'an 1718, ne pouvant plus faire valoir les droits de l'avouerie qu'il tenoit des empereurs & de l'empire, & la souveraineté de la ville & de l'évêché ayant été cédée à perpétuité à la couronne de France par le traité de Westphalie.

Le bureau de Toul étoit très-considérable, lorsque la Lorraine étoit réunie aux Évêchés; mais il est un des moindres, parce qu'il est le même qu'il fut, lorsque cet état eut été restitué à ses princes. Il n'y reste que 58 paroisses ou communautés, qui renferment environ 10000 âmes n'exploitant au plus que 900 charrues, & payant par année, au receveur-général du bureau de Toul, pour toutes impositions, environ 92 ou 93 mille livres.

## ARTICLE III.

*Bureau de Sedan.*

**S**EDAN, ville de guerre sur la Meuse , à trente lieues de Metz , avec état-major , corps de ville , présidial , eaux & forêts , juridiction des traites & maréchaussées , est la capitale d'une principauté , qui appartenoit anciennement aux archevêques de Rheims. Ces prélats l'échangèrent avec le roi pour Cormici : elle passa ensuite à la maison de la Marck ; & par le mariage de Charlotte de la Marck , elle fut transférée dans celle de la Tour d'Auvergne , qui , en 1642 , l'échangea avec le roi Louis XIII pour les duchés d'Albret , de Château-Thierry & le comté d'Evreux. Louis XIV en prit possession en 1644. Cet échange fut vérifié au parlement l'an 1652 , & les choses subsistent aujourd'hui en cet état.

Le ressort de cette principauté est composé de la ville , de ses fauxbourgs & de dix-sept villages.

Son commerce est très-considérable , & consiste principalement en draps , ferges , bas au métier , armes , cuirs , faux & fers en verges , qui se fabriquent à Givonne , village de la principauté.

La manufacture de draps est composée d'environ cent cinquante métiers , & occupe plus de 400 métiers , qui fabriquent tous ensemble 10 à 11000 pieces de draps.

Les deux manufactures royales des fleurs

Pagnon & Rousseau entretiennent près de 40 métiers chacune, & fabriquent 15 à 1600 pièces de draps; ce qui fait en tout environ 12000 pièces qui consomment 3800 ballots de laine du poids de 200 livres chacun.

La manufacture des bas au métier est composée de 75 métiers, dont chacun fabrique communément par jour deux paires  $\frac{1}{2}$  de bas.

La manufacture des armes n'est plus si considérable, depuis l'établissement de celle de Charleville.

Avant la révocation de l'édit de Nantes, Sedan, Mouzon & Château-Regnault avec 58 paroisses ou communautés qui dépendent de ces trois seigneuries, étoient de la généralité de Metz pour toutes les natures d'impositions: mais après la révocation de cet édit, c'est-à-dire, sur la fin de l'année 1685, le roi, ayant jugé à propos de veiller Sedan de plus près que les autres villes, tant à cause de sa situation frontiere, que parce qu'il y avoit peu d'habitants qui ne fissent profession de la religion réformée, y envoya un commissaire ordonnateur qui y fit les fonctions d'intendant jusqu'en 1694 qu'il fut rappelé, parce que cette précaution ne paroissoit plus nécessaire.

Dans cette circonstance, l'intendant de Champagne y établit un subdélégué, & imposa la capitation sur les 58 communautés, celui de Metz s'étant contenté d'y envoyer à l'ordinaire les mandemens de la subvention, sans réclamer l'autre partie.

Ce mélange & cette confusion d'autorité ayant donné lieu, en différents temps, à plusieurs inconvénients, & le roi étant prévenu de cette

maxime générale , que le commandement & la justice ne doivent point être en deux mains pour les choses qui ont le même objet , ordonna , par arrêt du 11 juillet 1730 , que les habitants des villes & communautés du territoire de Sedan , Raucourt & Saint-Manges , des prévôtés de Château-Regnault & de Mouzon , & des villages de Vaux , Euvilli , Testaigne & de Villefranche avec tout ce qui en dépend , seroient & demeureroient joints & réunis à l'avenir , à commencer en 1731 , au département de Metz , pour les impositions , droits , charges & affaires , tant ordinaires qu'extraordinaires , & généralement pour tout ce qui regarde & concerne le service du souverain.

Le bureau de Sedan est composé de 109 paroisses ou communautés qui renferment environ 9000 ames , lesquelles exploitent onze cents char-rués , & qui paient , année commune , au receveur-général des finances de Sedan , la somme de 138,981 liv.

Les villes de Montmédi & Carignan ont été exemptées de la subvention pour y attirer des habitants : mais ces privilèges sont surannés ; & si les habitants en jouissent encore , ce n'est que par tolérance.



## ARTICLE I V.

*Bureau de Vic.*

VIC, sur la rivière de Seille, à dix lieues de Metz, est une ville principale de l'évêché, avec bailliage qui relève nuement au parlement.

Ce lieu étoit à peine connu avant le XII<sup>e</sup>. siècle. Il appartenoit originairement aux ducs de Lorraine, qui le cédèrent à l'évêque de Metz, à la suite d'une longue guerre survenue entre eux à l'occasion des fortifications que le duc Matthieu I avoit fait faire à Château-Salins, l'évêque ayant prétendu qu'il n'en avoit pas le droit.

Depuis cette cession, Vic est devenu la place principale de l'évêché, quoique les ducs de Lorraine eussent conservé une portion du domaine : mais Jacques de Lorraine, qui fut évêque, fit don au siège qu'il occupoit, de cette portion réservée par les souverains de sa famille; au moyen de quoi l'évêque fut le seul seigneur; ce qui a subsisté jusqu'à présent.

\* Avant le traité de Paris de l'année 1718, le bureau de cette ville étoit composé de 211 paroisses ou communautés : mais comme il en avoit été rendu 23 à la Lorraine par ce traité, & qu'elles formoient la prévôté de Rembervillers qu'on n'en a point désunie, il ne reste plus au bureau de Vic que 188 paroisses qui contiennent



environ 7800 ames, lesquelles exploitent 1950 charrues, & paient, année commune, la somme de 133 ou 134,000 livres pour toutes impositions.

La ville de Sarrebourg, qui dépend de ce bureau, a été exemptée de la subvention, parce qu'elle est exposée au passage continu des troupes qui vont en Alsace ou qui en reviennent.

---

## A R T I C L E V.

### *Bureau de Thionville.*

**T**HIONVILLE est sur la Moselle à cinq lieues de Metz. C'étoit dans le VIII<sup>e</sup>. siècle une maison royale ou Pepin I, roi Carlovingien, tint une assemblée. Il y en a été tenu par la suite plusieurs autres tant politiques qu'ecclésiastiques; & les empereurs & rois François y ont souvent demeuré dans le neuvième siècle.

Dans le dixième siècle Thionville vint au pouvoir des seigneurs particuliers qui en prirent le nom : mais la race masculine en étant éteinte en 1200, les comtes de Luxembourg l'unirent à leur domaine.

Cette ville fut fortifiée par Charles-Quint, & prise en 1558 par l'armée Française sur Philippe II. Elle fut rendue par le traité de Cateau-Cambresis, & reprise l'an 1643 par l'armée de France commandée par le prince de Condé.

Enfin, par le XLII<sup>e</sup>. article du traité de paix des Pyrénées, cette ville & toute sa gouvernance a été cédée à la couronne de France : mais cet article n'a jamais été bien entendu de la part de la France, ni exécuté par les Espagnols.

Le territoire, anciennement compris dans la gouvernance de Thionville, commence à la Moselle à deux lieues au dessous de Metz, & s'étend en avant des deux côtés de cette rivière jusqu'à Treves, sur la droite jusqu'à la rivière de la Sare, & sur la gauche jusqu'à celle de la Saure : mais l'empereur, à qui ces pays n'ont été cédés que pour en jouir conformément au traité des Pyrénées, occupe actuellement la mairie de Remeek & la prévôté de Greffmacker avec leurs enclaves ; ce qui coupe la navigation & la communication de la France avec le Haut-Rhin d'un côté, & de l'autre avec le pays de Liege, de Cleves, de Juliers, de Gueldres, &c. & trouble entièrement le commerce des Evêchés, outre que le domaine & les impositions rapporteroient à la France plus de quatre cent mille livres. Il a été fourni à ce sujet d'excellents mémoires aux ministres dans les temps des différens congrès qui se sont tenus, sans qu'aucun d'eux en ait fait usage ; apparemment que des affaires plus importantes les ont détournés d'y faire attention.

Suivant l'état qui se trouvoit joint à l'édit de création du bureau de Thionville, il étoit composé de la ville & prévôté de Thionville, de celle de Sierck, du ban de Bazaille, & de la ville & prévôté de Bric & Treistroff.

La Lorraine avant été rendue à son prince par le traité de Rîswick, on démembra dudit bureau ladite ville & prévôté de Bric & Treistroff : mais la France s'étant réservé la ville de Sarre-Louis avec la banlieue, & la ville & prévôté de Longwy, à la charge de donner au duc de Lorraine un équivalent dans les Évêchés, leurs territoires furent joints & unis audit bureau par arrêt du conseil du 25 mars 1698, de manière qu'il se trouva composé de 204 paroisses. On remarquera que les deux villes de Sarre-Louis & de Longwy sont exemptes de subvention, par tacite reconduction des lettres-patentes de leur établissement de l'année 1683, par lesquelles il leur avoit été accordé, pour un temps qui est expiré, plusieurs privilèges, afin de favoriser la formation de la colonie.

C'est sur le pied de cet établissement & de cette étendue, que les deux offices de receveurs furent levés, dont la finance, payée aux parties casuelles, monta à près de 50,000 livres : mais le Ve. article du traité conclu à Paris au mois de janvier 1718, ayant rendu au duc de Lorraine cinquante-une paroisses dépendantes de la prévôté de Longwy, qui, par la réunion de ce duché à la couronne de France, n'en ont point été démembrées, ce bureau ne se trouve plus être composé que de 153 paroisses, qui renferment en tout environ 6000 ames, qui exploitent 1300 charrues environ, & qui paient, pour toutes impositions annuelles, la somme de 108,901 liv. 12 f. 3 d.

## ARTICLE VI.

*Bureau de Verdun.*

**V**ERDUN, sur la Meuse, à douze lieues de Metz, n'est connu que depuis l'établissement des François dans les Gaules. Elle étoit comprise dans le royaume d'Austrasie, & fut conquise avec le reste de la Lorraine sur Louis d'Otremér, par Othon I qui y établit des comtes. Lothaire, fils de Louis, la reprit l'an 984, mais il la rendit l'année suivante.

Frédéric, fils de Godefroi premier, comte de Verdun, la donna à l'évêque & à son église; ce qui fut confirmé par Othon III. Les ducs de Lorraine s'y opposèrent & s'en rendirent maîtres par force. Godefroi de Bouillon la donna à Baudouin qui fut ensuite roi de Jérusalem, & qui la vendit à l'évêque & à son chapitre. Le prélat la donna à Thierrî, comte de Bar, pour la tenir sous l'autorité de son siège; mais il s'empara du dépôt qui lui avoit été confié.

Après que cette usurpation eut causé de longues & de cruelles guerres entre les parties, le comte Renaud céda enfin cette ville à l'évêque, qui lui donna, par forme d'indemnité, Clermont en Argonne avec d'autres fiefs; ce qui fut confirmé par l'empereur Frédéric Barberousse l'an 1156.

Ce qui s'étoit passé faisant craindre aux évêques  
le

le pouvoir & l'autorité des grands, ils firent administrer la charge de vicomte par les citoyens, & Raoul de Torotte la leur vendit pour la somme de 2000 livres. L'évêque Louis d'Apremont la retira à la vérité : mais bientôt après il l'engagea de nouveau pour pareille somme ; ce qui fit jouir les habitants de la liberté des villes impériales, n'étant tenus qu'à un simple serment.

Soit que les habitants abusassent de leurs privilèges, soit que les évêques trouvaient que leur autorité en étoit affoiblie, ils furent souvent troublés dans l'exercice de leur juridiction, jusqu'à ce que s'étant mis en 1552 sous la protection de Henri II, on les laissa jouir tranquillement de leur ancienne liberté.

Louis XIII y fit bâtir une citadelle en 1627, malgré les oppositions & même l'excommunication de l'évêque, qui se retira en Allemagne, & dont le temporel fut confisqué, mais qui fut rétabli après la paix de Munster ; &, suivant le traité de Westphalie, Verdun & le Verdunois, fut cédé à la France en toute souveraineté. Depuis ce temps les évêques ont cessé de prétendre à la souveraineté, & ont prêté sans résistance le serment de fidélité.

Le bureau de Verdun est composé de 156 paroisses ou communautés, qui renferment autour de 18000 âmes, qui exploitent environ 1800 charrues, & dont toutes les impositions versent, année commune, dans la caisse du receveur-particulier des finances résidant à Verdun, la somme de 185,372 liv.

## ARTICLE VII.

*Récapitulation du produit des Trois-Évêchés.*

BUREAU de Metz ,	240,000 liv.
Bureau de Toul ,	93,000
Bureau de Sedan ,	138,981
Bureau de Vic ,	134,000
Bureau de Thionville ;	108,901
Bureau de Verdun,	185,372

---

Total du produit des Trois-Evêchés 900,254 liv.





SITUATION AVANTAGEUSE

D E

L A F R A N C E

DANS L'INDE ORIENTALE

AVANT LA DERNIERE GUERRE,

*Ou description de Masulipatan & de ses dépendances, ainsi que des autres provinces, que la France tenoit, à cette époque, dans le Décan, par concession des vice-rois de Golconde.*

LA dissertation que je présente ici au public, m'a paru d'autant plus intéressante, qu'en faisant connoître la grandeur des pertes que la France a faites dans l'Inde par la dernière paix, elle met en état de décider si les Anglois ont raison de s'élever, avec autant de force qu'ils le font, contre le traité qui en a été conclu en 1763. Que l'esprit de parti qui divise la Grande-Bretagne expose toutes les mesures, telles qu'elles soient, à la censure de ceux de ses orateurs, dont l'intérêt personnel est de s'opposer au mi-

nistre qui les a inventées, protégées ou fait réussir, cela ne paroîtra jamais étonnant à un homme qui connoît la base du patriotisme de ce peuple ; mais qu'un traité, par lequel l'Angleterre s'est rendue la puissance dominante dans l'Inde, a arboré & fixé ses pavillons dans toutes les parties de l'Amérique, en se faisant rendre tout ce qu'on lui avoit enlevé dans ces deux immenses contrées, lorsqu'elle n'en restituoit que ce qu'elle jugeoit ne pas lui convenir : qu'un pareil traité, dis-je, ait mis les ministres Anglois, qui ont concouru à son heureuse conclusion, en butte aux clameurs, aux invectives & même à la haine de leurs concitoyens ; c'est ce que les siècles à venir auront certainement peine à croire.

Si je n'avois pas donné des bornes si étroites à mon ouvrage, quel vaste champ n'aurois-je pas à parcourir, en suivant les progressions réelles & possibles de commerce que la dernière paix promettoit aux Anglois ? Mais je ne puis quitter la plume, sans donner une idée de ce que je puis produire sur cette matière, en faisant apercevoir les avantages que l'Inde seule leur présentait. En privant les François, par l'art. XI de ce traité, de toutes les acquisitions qu'ils y avoient faites depuis 1749, ils se sont assuré dans l'Inde une autorité que leurs ennemis doivent désespérer de détruire, & qu'ils n'affoibliront même qu'avec peine.

On connoîtra combien les pertes de la France ont enrichi l'Angleterre, en parcourant avec moi les terrains considérables que la première de ces deux puissances tenoit dans l'Inde de la générosité



ou de la gratitude des vice-rois de Golconde. Pour en avoir une idée bien exacte, il faut les envisager sous trois points de vue; l'HISTORIQUE, qui en développera le principe & l'origine; le TOPOGRAPHIQUE, qui en donnera les propriétés & l'étendue; & l'ECONOMIQUE, qui servira à découvrir quel en doit être le gouvernement & la régie.

---

## CHAPITRE PREMIER.

*Origine des concessions faites aux François par les vice-rois de Golconde.*

L'ORIGINE de ces concessions est simple & naturelle, telle peu vraisemblable qu'elle puisse paroître. Elles ont pris leur source dans des révolutions de l'Inde que l'on ne pouvoit prévoir ni par conséquent prévenir. Elles ont été faites en récompense & en dédommagement des secours que la compagnie François des Indes, ou son gouverneur pour elle, a été forcée de donner aux vice-rois de Golconde, par une suite d'événements qui se sont enchaînés, & qui ne pouvoient manquer d'intéresser tout à la fois, & le commerce de cette compagnie, & la gloire de la nation qui la protégeoit dans l'Inde.

Pour les bien comprendre, il faut savoir que Nizam-Elmolouck (a), souba ou vice-roi du Dé-

---

(a) Les rois d'Asie, en montant sur le trône, ont l'usage de prendre des noms fastueux : *Elmolouck* signifie *roi de toute la terre*.

can, irrité contre son fils Nazerzingue (b), qui s'étoit révolté contre lui & avoit voulu le détrôner, jeta les yeux sur son neveu Idaid-Modinekan, pour le déclarer son successeur au royaume de Golconde : mais quelque temps après, Nazerzingue s'étant soumis & étant rentré en grâce, Nizam rétablit l'ordre de la succession ; & pour dédommager son neveu de la perte de la couronne qu'il lui avoit d'abord assurée, il lui abandonna la nababie d'Arcatte, pour en jouir en toute propriété sa vie durant, & lui en fit sur le champ expédier les patentes.

Nizam étant mort avant que son neveu eût pris possession de son gouvernement, Nazerzingue ne se vit pas sur le trône, que, n'ayant aucun égard aux dispositions de son père, ou ne voulant point démembler de sa puissance une province aussi considérable sur la côte de Coromandel, dont dépendent Madraff, Pondichéri & tous les comptoirs Européens, refusa de ratifier l'abandonnement d'Arcatte fait en faveur d'Idaid-Modinekan son cousin, & maintint dans le gouvernement Anaverdikan, seigneur Maure de la famille royale, qui en étoit en possession sous ses ordres.

C'est dans cette position qu'étoient à peu près les affaires de l'Inde parmi les princes Maures, lorsque la guerre d'Europe entre la France & l'Angleterre donna lieu à l'expédition de M. de la Bourdonnais sur la ville de Madraff. Les Anglois, qui, malgré leur capitulation,

---

(b) Ou présent de guerre, parce qu'il étoit né pendant la guerre.

n'avoient pu conserver cette place, s'adressèrent au nabab d'Arcatte Anaverdikan, sous le gouvernement duquel étoit leur ville, & le prièrent d'employer son autorité pour obliger les François à la rendre. Le nabab consentit volontiers à leur demande, & envoya pour cet effet ses deux fils, Mahamet-Allikan & Mafouskan, à la tête d'environ douze mille hommes : mais M. Dupleix, inquiet de cette déclaration du nabab en faveur des Anglois, en arrêta l'effet. Il eut recours à la négociation, & il y réussit au point d'engager Anaverdikan à retirer ses troupes, & à venir lui-même à Pondichéri pour y conclure un traité, par lequel il s'engageoit à une exacte neutralité, sans se mêler des querelles qu'avoient ou pouvoient avoir entre eux les Européens.

Cependant, vers le milieu de l'année 1748, l'amiral Boscawen étant venu descendre à la côte, proposa de nouveau à ce nabab de se joindre à lui pour assiéger Pondichéri, en lui promettant de lui remettre cette place, & de la lui céder, même en cas de succès; & ce prince Maure, entraîné par la cupidité à oublier ses promesses, ne fit point difficulté d'envoyer une armée d'observation devant Pondichéri, pour y attendre le succès du siège. L'on fait quelle en fut l'issue : il fallut le lever après cinquante-deux jours de tranchée ouverte, & le nabab, frustré de ses espérances, fut contraint de retourner dans ses états, & d'y demeurer tranquille.

Dans ce même temps Idaid-Modenikan, au

trement nommé Mouzaferzingue (c), irrité de la conduite de Nazerzingue son cousin, vice-roi de Golconde, & du refus qu'il lui faisoit d'une province que le testament du dernier souverain lui avoit donnée en apanage, préparoit en secret une révolution dont les progrès ont été aussi rapides que singuliers.

Aidé des conseils de Saudersaheb (d), qui en 1740 s'étoit retiré à Pondichéri après la mort de son beau-père tué par les Marattes, il se confirma dans le dessein qu'il avoit formé depuis long temps de s'emparer du gouvernement d'Arcatte, & de s'y établir lui-même à force ouverte.

Instruit du mécontentement des François contre Anaverdikan, il songea à s'appuyer de leurs forces; il négocia sous main, fit valoir ses droits, & demanda au conseil de Pondichéri des secours suffisants pour se rendre maître de la province, & en chasser le nabab qui y commandoit.

M. Dupleix, outré, d'une part, de la mauvaise foi de ce dernier, sur lequel il ne pouvoit compter, après en avoir été trahi deux fois; l'une à la prise de Madraff, & la seconde au siège de Pondichéri; & flatté sans doute, de l'autre côté, de procurer à sa nation les plus grandes facilités de commerce dans la protection d'un nabab, qui

(c) Il prit ce nom pour marquer l'effet de son avènement au trône : ce mot signifie *Moise* ou *sauveur de son peuple*.

(d) Ce seigneur Maure, gendre d'Aoùt-Alikan, nabab d'Arcatte, ayant été fait prisonnier par les Marattes, en 1740, s'étoit racheté & se trouvoit à la cour de Golconde. Son attachement déclaré pour la nation Française la détermina à protéger son parti.

lui devoit son élévation, crut pouvoir accepter les offres qui lui étoient faites. La paix qui venoit de se conclure en Europe, la mit en état de fournir à ce prince un secours de quatre à cinq cents hommes & de l'artillerie. A la tête de ce renfort, Mouzaferzingue s'avança dans la province, & alla camper devant Amour-Cotté, bourg ou village d'Arcatte, près duquel son ennemi s'étoit avancé & retranché. Il laissa d'abord aux troupes Françoises le soin d'engager le combat qui fut bientôt décidé; elles furent à la vérité deux fois repoussées; mais revenues à la charge, elles forcerent le camp, emporterent les retranchements d'assaut, pénétrèrent jusqu'au nabab, & le tuèrent sur son éléphant.

Mouzaferzingue, témoin de ces succès, ne tarda pas à les appuyer, & tombant sur les fuyards, il acheva de mettre en déroute toutes les forces, dont la réunion auroit pu retarder sa marche. Après cette expédition, il se fit proclamer nabab d'Arcatte; & toujours secondé de ses allies victorieux, il alla assiéger Trichenapali, forteresse considérable, munie d'une double enceinte, & entourée d'un large fossé plein d'eau, & rempli de crocodiles, où les deux fils du défunt nabab, Mahamet-Allikan & Mafouskan, s'étoient mis à couvert du ressentiment du vainqueur. Ce prince fut bientôt obligé d'en lever le siège, pour aller au devant de Nazerzingue lui-même, qui venoit de Golconde pour le punir avec une armée de deux cent mille hommes, & quatre-vingt mille Marattes qu'il avoit attirés dans son parti.

En effet, ce vice-roi piqué de ce que Mouza-

ferzingue , aidé des François , s'étoit emparé ; malgré lui , de la province d'Arcatte , n'eût pas appris la mort d'Anaverdikan & la suite de la révolution , qu'il se mit en marche & s'avança à grandes journées , dans le dessein de réparer le désordre par le châtement exemplaire des rebelles.

Néanmoins , avant que d'entrer dans la province , il voulut essayer les voies de négociation ; il fit solliciter Mouzaferzingue de recourir à sa clémence , & de se rendre auprès de lui , ne ménageant aucunes promesses pour l'y décider ; & d'un autre côté , il pressoit M. Dupleix de rappeler ses troupes , & de lui livrer Saudersaheb , qu'il regardoit comme le premier moteur de tous ces troubles.

L'honneur de la nation qu'il représentoit , conforme aux principes de l'équité naturelle , engagea le commandant François à refuser d'écouter aucune proposition : & Nazerzingue , qui avoit entendu parler des François comme d'un peuple belliqueux , les redoutant d'autant plus qu'il craignoit de compromettre sa réputation , ne pouvoit se résoudre , ni à continuer sa marche , de peur de les rencontrer , ni à flétrir sa gloire en se retirant honteusement. Il étoit dans cette perplexité qui sembloit présager un heureux accommodement , lorsque les Anglois qui , jusque-là , s'étoient tenu tranquilles , commencèrent à paroître sur la scène , & ranimerent le courage de Nazerzingue.

L'espérance de voir les François entièrement détruits , pour peu que le vice-roi voulût soutenir ses premières démarches , les engagea dans une manœuvre , dont il paroît difficile d'excuser la

perfidie. Ils lui envoyèrent des députés, en apparence, pour le complimenter ; mais en effet, pour l'engager à passer les gorges qui forment l'entrée de la province, en le pressant de châtier les François qui mettoient, selon eux, le désordre dans son royaume. Ils lui offrirent, pour l'y aider, un secours de quatre à cinq cents hommes, dont la jonction se fit réellement aussi-tôt que le nabab eut passé le défilé ; mais, comme ces troupes auxiliaires n'avoient été promises & données que pour attirer ce prince dans les terres, & dans la persuasion que son armée formidable étoit plus que suffisante pour écraser les ennemis, les Anglois ne virent pas Nazerzingue assez avancé pour ne pouvoir reculer, qu'ils refusèrent de combattre, sous le prétexte qu'ils n'étoient point en guerre avec les François. Le vice-roi se vit obligé de les congédier, & de venir avec sa seule armée camper en présence de celle de Mouzaferzingue.

Ce dernier prince qui ne se voyoit à la tête que de douze à quinze mille hommes au plus, même en y comprenant huit à neuf cents blancs & cinq ou six mille spahis, espèce de soldats noirs formés aux évolutions militaires, que commandoit M. d'Auteuil, se laissa intimider par le nombre ; & craignant l'issue du combat, il ne put tenir contre ses frayeurs. Malgré les représentations du commandant François, il quitta le camp, & alla se mettre à la discrétion de Nazerzingue, qui le fit arrêter & enfermer étroitement.

M. d'Auteuil qui se voyoit alors abandonné & enveloppé de toutes parts par l'ennemi, n'écoulant que son courage, fit retraite en bon ordre en s'ouvrant passage ; & ne consultant que la

sûreté de Saudersaheb, qui n'avoit garde de se livrer entre les mains de son souverain, il se replia jusque sous les murs de Pondicheri.

Cette retraite étonna Nazerzingue sans le concerter ; mais la nuit suivante ayant reçu dans son camp une alerte des plus vives de la part des François, il abandonna le projet d'assiéger Pondicheri, & se retira vers Arcatte à trente lieues de là, se contentant de nommer Mahamet-Allikan, fils d'Anaverdikan, gouverneur de la province ; & après lui avoir donné une partie de son armée pour soutenir les droits qu'il venoit de lui conférer, il lui laissa le soin de continuer seul la guerre.

Il n'étoit pas naturel qu'un souba du Décan subît la honte d'être venu de si loin pour se voir arrêté par une poignée de François. M. Dupleix qui ne pouvoit l'ignorer, instruit d'ailleurs de la résolution où étoit ce vice-roi de ne pas retourner dans sa capitale, qu'il n'eût eu raison de Saudersaheb & des Européens qui le protégeoient ; résolution que ce prince avoit rendu publique, en faisant construire son tombeau près d'Arcatte, & en jurant qu'il y seroit enterré avant qu'il se désistât de son entreprise : M. Dupleix, dis-je, vit bien qu'il n'y avoit plus rien à espérer de la négociation, & se détermina à tenter le sort des armes.

Un peu d'expérience & de pratique avec ces peuples, lui ayant fait connoître que le moyen de leur inspirer de la crainte étoit de montrer soi-même de la confiance, il envoya M. de la Touche à la tête d'un corps d'environ douze cents Européens & cinq à six mille spahis, avec



ordre de se porter devant le camp de Mahamet-Allikan, quoique soutenu par un renfort d'Anglois qui s'étoient de nouveau rangés auprès de lui.

Les deux armées restèrent en présence l'espace de deux mois, au bout desquels les Anglois, pour des raisons que l'on ignore, mais que l'on rejeta alors publiquement sur le défaut de paiement, étant venus à se retirer, le Sr. de la Touche saisit l'occasion; & tombant tout-à-coup sur le camp de l'ennemi, y mit le feu, & dissipa en un instant toute cette armée.

Après une telle déroute, Mahamet-Allikan n'eut rien de plus pressé que de se retirer auprès de Nazerzingue: mais le Sr. de la Touche eut ordre de le suivre, & en chemin faisant, s'empara de Gengi, forteresse située sur un roc, que sa position avantageuse rendoit très-importante, & qui fut prise à la vue du camp du vice-roi: le vainqueur y ayant mis garnison, vint se camper au bas de la montagne.

Pendant ces expéditions à la côte de Coromandel, M. Dupleix faisoit diversion à celle d'Orisa. La détention de deux employés François pris à Masulipatan par ordre de Nazerzingue, lui donna occasion d'assiéger cette place. Deux vaisseaux furent envoyés; le débarquement se fit sans obstacle; les troupes se présentèrent devant la ville, qui, dans l'absence du gouverneur, se rendit d'elle-même; & les sieurs Coquet & de la Selle le cadet, qui avoient été fait prisonniers, furent délivrés.

Cependant l'armée de Nazerzingue restoit toujours dans l'inaction, & les troupes Françaises ne cessoient de la harceler par de continuelles

attaques, lorsqu'un événement inopiné mit fin à la guerre, & termina la campagne d'une manière qui changea tout-à-coup la face du Décan.

Mouzaferzingue qui avoit eu tout le temps de se repentir de s'être livré à un ennemi, dont il n'avoit plus rien que de funeste à espérer; de concert avec le nabab de Cadoul, serkar ou gouvernement sur le chemin d'Arcatte à Gôlconde, & avec Ramadas-Pendet, secrétaire du divan ou premier ministre, imagina de se défaire de Nazerzingue, dont la tyrannie & la débaûche révoltoient tous les esprits; & faisant revivre les premières prétentions au trône de Golconde, que lui avoit donné le choix de Nizam son oncle, il forma le projet d'en faire descendre son cousin, & de s'y placer lui-même. Il étoit d'autant plus dans le cas de presser cette catastrophe, qu'il savoit parfaitement que les ordres avoient été donnés de le mettre à mort, & qu'il ne devoit le jour qu'à ce que cet ordre n'avoit pas encore été trois fois répété, suivant l'usage nécessairement observé pour l'exécution des princes.

Pour mieux assurer le projet, l'on convint que M. de la Touche prendroit son jour, pour attaquer le camp de Nazerzingue, dans le temps que l'ennemi ne s'y attendroit pas, & que, dans la chaleur du combat, le parti formé se déclareroit; ce qui fut exécuté avec tout le bonheur & le succès qu'on pouvoit espérer.

Le 16 décembre 1750, le sieur de la Touche, ayant caché sa marche, pénétra dès la pointe du jour & sans être apperçu, jusqu'au milieu du camp, qui occupoit un terrain de trois lieues de long. Dès qu'il fut à portée du quartier de Nazer-

zingue, il fit faire un feu très-vif vers l'endroit où il étoit placé. Le vice-roi, averti par le bruit de cette artillerie, monte aufli-tôt fur fon éléphant, & commande à tous les nababs fubalternes de fe joindre à lui pour ranger fes troupes. Celui de Canoul fait d'abord quelques difficultés d'avancer: Nazerzingue n'écoute aucune raifon & lui ordonne de le fuivre; celui-ci le refuse; le vice-roi infifte & accompagne fes ordres de propos outrageants & d'invectives, dont il n'étoit jamais avare: c'étoit où le nabab de Canoul l'attendoit. Feignant de paroître outré d'un pareil traitement, il s'approche de Nazerzingue, comme pour lui obéir: mais dans le temps que ce prince ne peut foupçonner fon deffein, il lui décharge un coup de piftolet dans la tête, & le renverfe roide mort fur la place. Auffi-tôt l'on fit venir Mouzaferzingue qui étoit encore dans fa prifon. On le fait monter fur l'éléphant du feu roi, & l'on élève devant lui le drapeau blanc; fignal extraordinaire dont on étoit convenu pour inftruire M. de la Touche. Dans l'inftant même le feu cefle, les deux armées fe confondent, & le camp retentit de toutes parts des cris multipliés de vive Mouzaferzingue.

Telle fut l'iffue de cette entreprife hardie, qui fit périr Nazerzingue, & mit à fa place le neveu de Nizam, qui, n'aspirant d'abord qu'au fimple gouvernement de la province d'Arcatte, fe vit, par le moyen de cette révolution, maître en entier de la vice-royauté de Golconde.

Il ne pouvoit fe diflimuler quels avoient été les auteurs d'un événement fi avantageux pour lui: la reconnoiffance ou plutôt l'intérêt le porta à ve-

nir lui-même à Pondichéri, soit pour y remercier la nation, soit pour y demander de nouveau les mêmes secours qui, dans la circonstance, lui devenoient plus nécessaires que jamais, tant pour s'affermir sur le trône que pour forcer ses vassaux à le reconnoître. M. Dupleix mit à profit la conjoncture ; & ayant représenté les dommages considérables que la guerre lui avoit fait essuyer, le nouveau vice-roi n'eut pas de peine à signer les patentes, qui abandonnoient au roi & à la compagnie de France, Masulipatan, ou Matchilipatanam, ville connue à la côte d'Orissa, capitale du gouvernement de ce nom, qui signifie ville de poisson ; & ce nabab de son propre mouvement joignit à ce don, en faveur des troupes, Narzapor, grand paragané ou bourg dépendant de Masulipatan, & l'isle de Divy située sur le bord de la mer au bas de Masulipatan, formée d'un côté par la mer & de l'autre par le fleuve Chrichena.

C'est à cette époque que commencent les premières concessions faites à la compagnie Française par les vice-rois de Golconde ; concessions qui se sont augmentées considérablement par une succession d'événements tous plus surprenants les uns que les autres.

L'on vient de voir comment s'étoit formé la révolution qui mit Mouzaferzingue sur le trône ; elle fut bientôt après suivie d'une seconde, qui faillit à tout déconcerter, & qui devint cependant la source des plus grands avantages pour la nation Française.

En effet, après avoir réglé toutes les affaires de la province d'Arcatte, & avoir nommé  
M. Dupleix

M. Dupleix maymaratte (c) ou nabab-général, avec plein pouvoir de nommer & changer les gouverneurs de toute la côte comme il le jugeroit à propos, Mouzaferzingue s'étoit remis en marche pour retourner à Golconde. Les troupes Françaises qui l'accompagnoient avoient à leur tête M. de Buffi, dont les talents & la capacité se sont assez fait connoître, pour que je puisse me dispenser d'en faire l'éloge. Le nouveau prince sembloit en un mot n'avoir plus rien à desirer ; & de si beaux commencements devoient lui promettre les suites les plus flatteuses, lorsqu'un accident dont on n'avoit aucun soupçon, mit un terme fatal à sa prospérité.

Il prit querelle en route avec un de ses vassaux : c'étoit ce même nabab de Canoul, dont on vient de parler comme auteur de la première révolution, & meurtrier de Nazerzingue. Fier du service qu'il avoit rendu, il le faisoit acheter par une audace, qui prit à la fin le ton de la révolte, de manière que l'on se vit obligé de le combattre. Le nouveau vice-roi lui-même ne put dans l'action maintenir l'impétuosité de sa colère ; il s'avança dans la mêlée. Furieux il attaque son adversaire, le prévient & le tue enfin d'un coup de sabre.

Après un tel acte de vigueur qui ne pouvoit qu'affermir son autorité, ce prince continuoit sa route, rempli & satisfait du succès de sa vengeance.

(c) Il n'y a que les rois de Golconde qui aient ce titre. Mouzaferzingue l'avoit donné à M. Dupleix ; & Salabetzingue, son successeur, le donna par la suite à M. de Buffi, généralissime des troupes Françaises dans le Décan.

ce : mais à peine avoit-il fait quelques pas avec son armée, qu'une fleche, lancée par une main inconnue, vint le frapper dans l'œil, & le fit périr au milieu de son triomphe.

Cette fin tragique ayant fait vaquer une seconde fois le trône de Golconde, les Anglois dont la jalousie ne faisoit qu'accroître, en tirent un augure favorable. Ils savoient que Nizam avoit laissé quatre fils, Gassendikan qui étoit grand visir à la cour de Delhi, Nazerzingue qui lui avoit succédé, Salabetzingue à qui le trône paroïssoit actuellement dévolu, & Nizamhally. Ils crurent, comme il étoit assez naturel de l'imaginer, que Salabetzingue ne seroit pas sur le trône, qu'il se déclareroit contre les François qui venoient de contribuer à la mort de son frere Nazerzingue : mais ils se tromperent dans cette conjecture, toute vraisemblable qu'elle paroïssoit.

Il est vrai que, si leurs espérances furent renversées, la France ne le dut qu'à la politique habile de Ramadas-Pendet, le même qui ci-devant avoit si bien servi Mouzaferzingue. Cet homme, de simple brame ou écrivain gentil, par un bonheur qui n'avoit jamais eu d'exemple chez les princes mahométans, avoit été fait premier ministre, en récompense du zele qu'il avoit fait paroître dans la révolution. Persuadé qu'il ne pouvoit soutenir son élévation surprenante, qu'autant que les François conserveroient leur crédit, il n'eut pas plutôt apperçu le vice-roi mort, qu'il se rangea auprès de Salabetzingue, prince d'environ vingt-deux ans, & lui conseilla de se jeter dans les bras de M. de Bussi, qu'il lui représenta comme le seul homme qui fût pour lors en état de le dé-

fendre & de le maintenir sur le trône. Le commandant François dissimula adroitement la joie que devoit lui causer une pareille ouverture ; & sans montrer aucun empressement , il répondit qu'il ne pouvoit rien décider avant que d'avoir reçu de nouveaux ordres de ses supérieurs. Telle étoit l'impression du nom François qui déjà commençoit à s'étendre dans l'Inde.

Les ordres ne tarderent pas à venir de Pondichéry : ils portoient que l'on proclameroit Salabertzingue à la tête des troupes , & qu'on lui rendroit les mêmes honneurs & les mêmes services que l'on s'étoit engagé de rendre à son prédécesseur : mais en même temps on se servit de la circonstance , pour lui demander qu'il joignît aux donations de Divi , Narzapour & Masulipatan , celles de Nizampatnam , Serkarou , province dépendante de Masulipatan dont elle n'est éloignée que de quinze lieues au sud , & de Devracota grand paragané ou bourg de la même dépendance. Le jeune prince n'eut pas de peine à y consentir , & après qu'il en eut fait expédier les nouvelles lettres-patentes qui portoient confirmation des anciennes , & que la cérémonie de son installation fut finie , il se mit en route pour sa capitale , dans laquelle il arriva heureusement après une marche assez longue.

Mais à peine y étoit-il entré qu'un ennemi qu'il ne s'attendoit point à rencontrer ni à combattre , vint se présenter pour lui disputer le trône. C'étoit Gassendikam son frere aîné , grand visir du Mogol , que les Anglois avoient suscité , en lui représentant qu'il étoit de son honneur & de son intérêt de venir s'emparer d'un royaume , qui lui

appartenoit par le droit de sa naissance. Il s'avançoit en effet de Delhi avec une armée formidable, soutenue des Marattes qu'il avoit à sa solde, & il attendoit de jour en jour le secours qu'on lui faisoit espérer de Madraff, & que les Anglois se préparoient à lui envoyer. Ils avoient fait équiper des vaisseaux qui, chargés de munitions & de troupes, devoient débarquer vers Suratte pour se rendre à Golconde. Tout en un mot sembloit présager que la diversion seroit efficace : les émissaires qui inondoient le camp de Salabetzingue avoient déjà gagné une partie des seigneurs, qui n'attendoient que la présence de Gassendikan, pour embrasser son parti & se déclarer en sa faveur.

M. de Bussi qui ne pouvoit manquer de sentir la conséquence d'une pareille révolution pour sa patrie, n'épargna aucun effort pour en arrêter le progrès, & fut assez heureux ou assez habile pour en déconcerter tout le plan. Soit hasard, soit une suite des intrigues si communes dans ces cours, Salabetzingue ne tarda pas à se voir délivré de toutes ses craintes, par le moyen de ses femmes, qui avoient des relations & des correspondances avec celles de son frere. Il eut bientôt tout l'avantage sur son compétiteur ; & au moment qu'on s'y attendoit le moins, Gassendikan fut trouvé mort dans son lit, les uns disent de poison, & les autres d'une fièvre qui l'emporta en peu de jours.

Après sa mort, ses troupes qui se voyoient sans chef se débänderent & retournerent à Delhi, à l'exception des Marattes, qui, n'étant pas d'humeur de perdre le fruit de leur campagne, pouf-



soient leur pointe & ne cessoient de harceler l'armée du vice-roi. Déjà ces peuples qui sont la seule nation belliqueuse de l'Inde, & qui sont en Asie ce que les Suisses sont en Europe, en vendant comme eux leurs services aux princes qui les paient le mieux; déjà, dis-je, ces peuples par leur manière de combattre, qui est de fuir, & en fuyant de brûler & de ravager tout le pays, commençoient à l'affamer, lorsque M. de Bussi, qui connoissoit l'importance de les avoir pour alliés, & qui ménageoit depuis long-temps des intelligences secrètes avec leur chef nommé Bagirao, l'amena enfin au point de consentir à un traité de paix: mais en même temps il fit si bien que ce général déclara qu'il ne vouloit traiter ni avec le vice-roi, ni avec aucun de ses ministres, mais uniquement avec M. de Bussi, sur la bonne foi duquel seul il pouvoit compter. Cette prétention, telle injurieuse qu'elle dût paroître au prince & à la nation, lui ayant été accordée, les deux généraux auxiliaires s'abouchèrent, & l'alliance fut conclue entre Salabetzingue & les Marattes, au moyen de quelques pays qui furent cédés à ces derniers & qui se trouvoient pour lors à leur bienséance. Ce traité dont M. de Bussi parut le seul auteur, & où l'un & l'autre parti trouvoit son compte, les lui gagna en effet tous les deux. Les Marattes lui jurèrent, ainsi qu'à la nation, une fidélité inviolable, tandis que le vice-roi, ravi de se voir délivré de pareils ennemis, lui accorda, avec toute sa confiance, le nouveau Serkar de Condavir, grande province, ou gouvernement considérable, pareil à celui de Masulipatan, dont il n'est éloigné que d'environ dix-

huit lieues , & qui fut abandonné à la compagnie pour les fraix de la guerre.

Ces opérations terminées avec autant de gloire que d'avantages réels , les troubles pacifiés & le roi de Golconde affermi sur le trône , M. de Bussi crut devoir retourner à Masulipatan , pour y prendre des arrangements en conséquence : mais des événements qui vinrent à la traverse , l'obligèrent bientôt à quitter cette ville & à retourner au plus vite à son poste. Son absence jointe à la trop grande confiance de l'officier qui commandoit à sa place venoit d'y mettre les intérêts de la France dans le plus imminent danger

Les Anglois qui n'avoient pu réussir dans l'affaire de Gassendikan , avoient tourné leurs vues du côté de la cour de Golconde. Autant par intrigue que par argent , ils étoient venus à bout de corrompre la plupart des ministres de Salabetzingue , & entre autres le *Waquil* ou garde des sceaux , nommé Rokomdolla , qui faisoit alors les fonctions de premier ministre. Le vice-roi lui-même commençoit à adopter les fâcheuses impressions qu'on s'efforçoit de lui inspirer à l'égard des François. On lui faisoit entendre que ces derniers le ruinoient par la paie considérable qu'ils exigeoient pour la solde de leurs troupes ; que ses finances étoient épuisées ; que les Anglois au contraire offroient de lui fournir des secours bien plus considérables & cela gratuitement , aux simples conditions que l'on congédiât les uns & que l'on mît les autres à leur place. Ce projet , qui avoit quelque chose de spécieux , ne laissoit pas de gagner. Pour l'exécuter plus facilement , Ro-

Komdolla avoit déjà trouvé les moyens d'éloigner les François d'auprès du nabab , en persuadant à leur chef, qu'il ne pouvoit trouver qu'à Aiderabat ou Golconde, c'est-à-dire, à deux cents lieues de-là, l'argent & les munitions nécessaires pour son armée. En un mot, l'accord étoit fait avec le général de Bombai, qui devoit même partir avec ses troupes, pour se rendre à Golconde ; & la partie étoit si bien liée, qu'il paroïssoit que tôt ou tard les François ne pouvoient manquer d'en être les victimes.

Ces nouvelles parvinrent à M. de Bussi, par le moyen des émissaires qu'il avoit à la cour ; les avis lui en venoient de tous côtés, & on ne cessoit de le presser de hâter son retour, pour rompre les mesures de ses ennemis : mais une lettre du gouverneur de Madraff, qui fut interceptée, & dans laquelle il offroit au nabab deux mille hommes & même de l'argent, acheva de le confirmer : enfin ne pouvant douter, ni du dessein que les Anglois avoient formé de le supplanter auprès du vice-roi, ni de la mauvaise foi des ministres de ce prince dont la trahison devenoit évidente, il ne songea plus qu'aux moyens d'y remédier d'une manière efficace. Le premier fut de renouer & de publier, même avec affectation, l'union intime qui étoit entre lui & les Marattes, afin d'intimider par là le parti de ceux qui lui étoient contraires. Le second fut de se rendre au plutôt auprès de Salabetsingue, afin de le ramener & de le contenir lui-même par sa présence.

Il partit donc en conséquence au commencement de juin 1753, le Masulipatan, menant

avec lui un détachement qu'il conduisit à Aïderabat, capitale du royaume de Golconde, où le reste de son armée l'attendoit avec impatience. Il n'y prit que le temps qu'il lui falloit pour la mettre en état & la munir des vivres nécessaires, & aussitôt il se mit en route pour aller droit à Aurangabat, grande ville du même royaume, où le vice-roi étoit retenu comme prisonnier.

Le bruit de sa marche ne tarda pas long-temps à se répandre. Le bon ordre de ses troupes au nombre de huit mille hommes que la renommée se plaisoit encore à grossir, son habileté jointe à la haute réputation qu'il s'étoit acquise, ses liaisons publiques & déclarées avec les princes Maures, mais sur-tout son intelligence avec Bagirao & les Marattes; tout cela caufoit une impression étonnante dans les esprits. La cabale en fut alarmée. Rokomdolla son chef craignant M. de Bussi, voulant lui cacher ses intrigues avec les Anglois, de peur de s'exposer à son ressentiment, n'omit rien de ce qu'il crut capable ou de la soutenir, ou de se disculper, du moins, d'en être l'auteur. Il employa tous les ressorts de la politique la plus fourbe & la plus rusée, soit pour arrêter en chemin M. de Bussi, soit pour lui déguiser le fond de sa conduite : mais tous ses efforts furent inutiles, & le commandant François se donna tant de mouvements, que, malgré les difficultés qui sembloient se multiplier sous ses pas, & la disette d'argent dans laquelle il étoit, son armée se trouva en état de continuer sa route & d'arriver enfin à sa destination.

Lorsque M. de Bussi se vit à quelque distance de la ville, il prit le parti de mettre au jour

& d'entamer le projet qu'il avoit formé. L'expérience lui avoit fait connoître que l'unique moyen d'affuser à ses concitoyens la faveur du nabab, étoit de les fixer auprès de lui d'une manière irrévocable. La nécessité de les foudoyer venoit de servir de prétexte aux Anglois pour essayer de se mettre à leur place, & il voulut lever cet obstacle. Quatre provinces voisines de Masulipatan, dont Salaberzingue ne pouvoit tirer les revenus, lui parurent un objet propre à faire remplir son dessein. Leur donation, en sauvant au nabab la dépense & l'entretien des François qui étoient à son service, le mettoit en même temps dans le cas de leur donner dans son royaume un état fixe, afin qu'ils fussent attachés à sa personne, & toujours prêts à le suivre dans ses expéditions. Il prit en conséquence la résolution d'en tenter la demande, & il lui parut d'autant plus facile de parvenir à cette acquisition, qu'il savoit parfaitement que le *Waquil-Molouk*, dont elle dépendoit, ne cherchoit qu'une occasion de se réconcilier avec lui. Il envoya donc à ce ministre un député, pour lui notifier son arrivée, & lui faire toutes les protestations de l'estime & de la cordialité la plus entière. Ce député eut ordre en même temps de négocier auprès de lui la cession des quatre provinces, sous les motifs que je viens d'exposer. La négociation ne put être plus heureuse ; le *Waquil-Molouk* témoigna ou feignit de témoigner le plus grand empressement pour cet accord. Il en accepta la proposition avec tout l'agrément possible en apparence ; il en fit même la promesse, & l'exécution n'en fut différée que jusqu'à l'arrivée de M. de Bussi.

Les choses ainsi préparées , cet officier ne pensa plus qu'à donner ses ordres , pour disposer son entrée dans Aurangabat. Il la fit avec toute la pompe & l'appareil capables d'en imposer en de pareilles circonstances. Tous les grands de la cour , les ministres & Rokomdolla lui-même vinrent au devant de lui , & lui firent tous les honneurs imaginables. Sa marche fut lente , selon l'usage & la coutume de ces peuples. Il arriva enfin , & alla descendre au palais de Salabetzingue , qui le reçut avec des démonstrations de joie & de satisfaction qu'on ne peut exprimer. Après les cérémonies usitées en pareil cas , & les présents reçus de part & d'autre , M. de Bussi prit congé du souba , & alla reconduire le ministre régnant à son hôtel. Ce fut là que les affaires solides se traitèrent. Celle de la cession des quatre provinces fut bientôt terminée. Rokomdolla , qui vouloit se faire un mérite de sa facilité , consentit volontiers à démembler , de la nababie d'Aiderabat , les quatre gouvernements de Chicacol , Ragimendry , Elour & Condapelly ou Moustafanagar. Ces quatre provinces , dont la première est une nababie ou serkar de près de cent lieues par terre dans le nord de Masulipatan , & les trois autres sont autant de gouvernements qui avoient dépendu de Golconde , furent données en usufruit pour payer les troupes Françoises , dans le Décan , au service du nabab : c'est ce qu'on appelle donner en jaguir ; c'est-à-dire , que le fonds appartient toujours au souba , mais que les revenus & la régie en sont abandonnés aux particuliers qui les obtiennent. De telle façon que la concession eût lieu , elle étoit très-avantageuse en ce qu'elle

assuroit aux François un état fixe & solide, d'autant plus incontestable que le ministre, qui y avoit consenti, ne fit pas difficulté de s'engager par serment à être attaché à la nation. Ses promesses furent acceptées, & la réconciliation parut entière.

Mais M. de Bussi, qui sentoît parfaitement quels étoient les motifs secrets qui l'animoient, & qui connoissoit d'ailleurs le fond de ses dispositions, jugea qu'une pareille convention ne pouvoit être durable, tant que ce ministre resteroit en place ; il chercha donc à l'éloigner, & les moyens qui lui étoient nécessaires pour y parvenir, ne lui furent pas difficiles à rencontrer.

Rokomdolla, de son côté, ne pouvoit ignorer que M. de Bussi, étant instruit, comme il l'étoit, de ses menées secrètes avec les Anglois, n'étoit pas homme à oublier si-tôt sa trahison, & la réconciliation qu'il en avoit obtenue par le démembrement d'une portion considérable du royaume ne lui paroissoit rien moins que solide. M. de Bussi fomentoit sous main son inquiétude ; il affectoit en public de lui donner toutes les marques de l'estime & de la confiance la plus sincère, tandis que ses émissaires ne cessoient en particulier de faire entendre à ce ministre, qu'il avoit tout à craindre du ressentiment de l'officier François ; & que si on le laissoit actuellement tranquille, c'est qu'on savoit bien que l'on trouveroit tôt ou tard le moyen de le dépousséder. Ces rapports faisoient d'autant plus d'impression si son esprit, que de pareils procédés étant communs, ils n'avoient rien qui dussent le surprendre. La crainte qu'il en eut lui fit prendre

les devants , & il réfolut de fe démettre de fa charge , fans attendre qu'on vînt l'y forcer. M. de Buffi eut beau le folliciter en apparence de conſerver fon poſte , dans lequel il l'aſſuroit qu'il le croyoit néceſſaire , ce miniſtre , timide de ſon naturel , ne put revenir de ſa peur , & renvoya les ſceaux au ſouba , en le priant de nommer quelqu'un plus capable que lui à la charge de *Waquil-Malouk*. Salabetzingue renvoya l'affaire à M. de Buffi , en le chargeant de pourvoir à cet emploi ; mais quoique ce fût ce qu'il deſiroit , il ſe fit prier en déclarant que c'étoit au ſouba à choiſir , dans le nombre de ſes ſeigneurs , celui qu'il jugeroit le plus digne de ſa confiance. Il en arriva ce qu'il avoit bien prévu ; on le preſſa de nouveau de fixer le choix , & il le fit tomber ſur Chanavaskan , dont l'attachement pour la nation Françoisé étoit connu ; & il le conduiſit lui-même en grand cortège chez le nabab , qui lui confia publiquement l'adminiſtration des affaires , & le revêtit de toute ſon autorité , en lui recommandant néanmoins de ne ſe conduire désormais que par les conſeils de M. de Buffi , & d'agir de concert avec lui dans tout ce qui pourroit intéreſſer le bien de ſon royaume.

C'eſt ainſi que cet officier parvint , avec autant de ſagacité que de prudence , à établir le crédit & l'autorité du nom François dans le Décan ; & telle étoit dans cette partie de l'Inde la poſition où ce peuple ſe trouvoit , lors des hoſtilités qui ne ſe ſont terminées qu'en le dépouillant entièrement de ces précieufes acquiſitions. Il ne manquoit alors qu'une choſe à ces ſuccès , & ç'auroit été que M. Dupleix eût pu en effet , ſelon le



pouvoir qu'il en avoit reçu de Salabetzingue, & comme la justice le demandoit, maintenir Sauterfaheb, ou placer quelqu'autre seigneur à son choix dans le gouvernement de la province d'Arcatte; mais il y trouva malheureusement un obstacle insurmontable dans la révolte de Mahamet-Allikan, fils du défunt Anaverdikan, qui, après la mort de Nazerzingue, s'étoit enfui du camp, & retiré à Trichenapaly pour y implorer le secours des Anglois, afin de se maintenir dans le gouvernement d'Arcatte, où ces ennemis naturels de la France s'étoient déterminés à le soutenir, sans qu'il ait été possible à M. Dupleix de détourner cet orage, parce que le nabab de Golconde étoit en ce temps trop occupé chez lui pour s'en éloigner, afin de mettre la paix dans cette province. Sans cela les Anglois qui n'auroient pu être supérieurs en force, n'auroient pas entre-tenu la guerre dans ce gouvernement, & l'intérêt de la compagnie Françoisé, & la gloire de sa nation auroient été dès-lors portés à un point, dont il auroit été très-difficile de les faire descendre.

Il résulte de tout ce que je viens de dire, que les possessions obtenues dans ce temps par la compagnie Françoisé dans le Décan, & venant de la générosité des vice-rois de Golconde, ne pouvoient plus être légitimement acquises, puisqu'elles provenoient d'une donation libre, qui étoit elle-même fondée sur des services importants, & que d'ailleurs, eu égard aux circonstances, on n'avoit pu refuser. Il en résulte de plus que c'étoit moins à l'ambition & à la cupidité qu'on devoit en attribuer la demande qu'en avoient fait les

François , qu'à la nécessité de se mettre en état de s'opposer aux entreprises de leurs concurrents dans le commerce , dont la politique n'avoit pour mobile que l'envie d'inquiéter ou de renverser même les établissemens de leur nation dans l'Inde ; mais qui , loin de parvenir à leur but , s'étoient au contraire vu les dupes de leurs intrigues , & étoient devenus , pour ainsi dire , les premiers auteurs de l'accroissement & de l'élévation des François , qui ne firent alors que profiter de l'occasion de s'agrandir , sans prétendre le faire au préjudice ni contre les intérêts d'aucune puissance.

Telle fut l'origine de ces concessions , dont la France a dû se dépouiller par la paix , & dont je vais rechercher les propriétés , l'étendue & la richesse.

---

## CHAPITRE II.

*Propriétés , étendue & richesses des concessions faites aux François par les vice - rois de Golconde.*

**D**EPUIS qu'une compagnie Française avoit fixé dans l'Inde une partie de son commerce la plus considérable , elle n'avoit jamais obtenu un terrain , ni des domaines aussi étendus , que ceux compris dans les concessions que lui avoient rapidement obtenu les troubles successifs arrivés dans le royaume de Golconde. Les possessions qu'elle a aujourd'hui à la côte de Coromandel ,

même en supposant dans le meilleur état Pondichéri & Karical même, acquis par M. Dumas en 1739, ne forment pas la centième partie ni des revenus ni de l'utilité, que lui avoit procuré le gouvernement de Masulipatan, avec les autres provinces qui y étoient annexées.

Pour le faire comprendre & le prouver d'une manière sensible, il suffira d'exposer en peu de mots; premièrement la grandeur & la position de ces domaines; secondement la matière & l'étendue des revenus qui s'y percevoient par la France; troisièmement enfin la qualité & l'avantage du commerce qu'on y peut faire.

Avec ces notions que je partagerai en autant de sections différentes, pour éviter la confusion, il sera aisé de conclure que la compagnie Française de l'Inde ne pouvoit être dans une position plus brillante, plus riche & plus supérieure à celle des autres nations, lorsque la dernière guerre commença.

---

## SECTION PREMIERE.

*De la grandeur & de la position des domaines  
cédés aux François.*

**I**L n'est pas facile de marquer au juste l'étendue des différents pays accordés successivement à la compagnie Française des Indes par les vice-rois de Golconde. L'on peut seulement dire en général que leur union pouvoit donner un espace de près de cent quatre-vingts lieues du nord au sud, &

d'environ cinquante à soixante dans leur plus grande profondeur de l'est à l'ouest, savoir, depuis le Serkar, (f) de Nelourservapelly qui termine le Carnatte ou la côte de Coromandel dans le sud de Masulipatan, jusqu'à Ganjeau, ville maritime dans le nord, au bord de laquelle est une rivière, où tous les bâtimens de la côte viennent charger & décharger leurs marchandises. C'est à cette ville que commence le royaume de Catek, grande nababie qui dépendoit autrefois de la vice-royauté de Golconde, mais dont les Marattes s'étant emparés en 1742, ont fait un royaume gouverné par un prince de leur nation.

Cet espace immense de pays, qui peut former à peu de chose près la longueur & la largeur du royaume de France, & qui porte le nom de côte d'Orisa, appartenoit aux François, avec toutes les villes, tous les bourgs & villages qui s'enfoncent au loin dans les terres, si l'on en excepte quelques comptoirs qu'y avoient les Anglois & les Hollandois. Toutes ces riches possessions avoient fait partie du royaume de Golconde, qui n'est lui-même qu'une dépendance des vastes états du Mogol, qui sont partagés en plusieurs grands royaumes qui relevent de ce souverain & lui paient tribut.

Depuis l'invasion & les conquêtes de Thamas-Koulikan dans cet empire, tous les vice-rois de ces différens royaumes ont cherché à se rendre indépendans chacun dans leur gouvernement. Celui de Golconde en particulier, en conservant

---

(f) Serkar est une généralité qui dépend d'un grand gouvernement, & qui en a plusieurs petits sous lui.

encore quelques marques de soumission envers le Mogol, comme de battre monnoie à son titre, & de se nommer son esclave, est parfaitement maître chez lui. Son royaume comprend toute cette partie de la presqu'île de l'Inde en deçà du Gange, qu'on nomme le Décan; & il est divisé en plusieurs grandes provinces ou départements gouvernés par des *fossedars*, ou intendants, qui sont, comme les fermiers du vice-roi, obligés de lui envoyer tous les ans le produit & le revenu des terres qu'ils tiennent à ferme du souverain. Mais par une suite de l'indépendance qui s'est établie & qui regne par-tout dans ces contrées, ces fortes d'officiers subalternes, non moins avides que leurs maîtres, étant éloignés de la cour, parviennent insensiblement à se rendre absolus dans leurs départements, pillent les peuples, s'approprient la plus grande partie des revenus, dont ils n'envoient au vice-roi que ce qu'ils veulent bien lui faire tenir.

Ce sont ces espèces d'usurpations domestiques, qui, jointes à la mauvaise police du royaume, sont cause que les souverains sont presque toujours en guerre dans leur propre pays, parce qu'ils sont sans cesse obligés d'avoir recours à la force pour se faire payer. Cette situation précaire devient encore plus embarrassante, lorsque la souveraineté a différents concurrents. C'est dans cette situation que ceux d'entr'eux qui trouverent dans les François une ressource facile contre la négligence de leurs vassaux, se déterminèrent à s'en attacher la nation, en lui abandonnant les provinces dont je viens de parler, & en cédant pour

cela aux circonstances dont le premier chapitre contient le détail.

La totalité de ces concessions forme non-seulement, comme je l'ai dit, un pays considérable ; mais leur situation est encore des plus avantageuses. Il semble que la nature ait pris plaisir à les fortifier & à les mettre de toutes parts à l'abri des incursions qu'elles auroient pu essuyer. Elles sont bordées d'un côté par la mer, & de l'autre elles sont fermées par une chaîne de montagnes, qui forment une barrière inaccessible, contre laquelle toutes les forces conjurées du Décan ne feroient que d'inutiles tentatives. On se le persuadera facilement si l'on a la moindre notion de la mauvaise discipline des troupes, & du peu de connoissance que ces peuples ont, surtout dans l'art de la guerre, qu'ils paroissent incapables de posséder jamais.

Les Marattes qui se sont introduits par-tout, n'ont jamais osé y pénétrer, parce que, pour y arriver, il faut traverser près de cinquante lieues de bois d'épines, où l'on ne trouve que quelques sentiers propres à peine à laisser passer deux cavaliers de front. Il n'existe que trois principaux défilés ou gorges par où l'on puisse entrer dans le pays.

Le premier appelé Besouars est situé en venant de Golconde, à l'ouest de Masulipatan, sur le bord du Crichena, grand fleuve, qui traverse toute cette côte dans la partie du midi, & qui prend sa source dans les montagnes Malabarres. Le second nommé Patrautfa-Badra-Chelum, en venant du même lieu, est environ au nord-ouest entre Elour & Regimendry, deux provinces

au nord de Masulipatan. Le troisieme enfin en tirant vers le nord, est précisément sur le chemin qui conduit au royaume de Catek. Il est vrai que le côté du Carnatte, dans le sud de Masulipatan, se trouve ouvert : mais l'on y rencontre des obstacles considérables par le concours de plusieurs grandes rivières, & entr'autres de celle de Gondigama, sur le bord de laquelle on peut, comme je le dirai par la suite, former un établissement propre à fournir de ce côté une barrière capable seule de défendre la frontière.

Ces notions générales une fois établies, je vais donner une idée de chacune de ces concessions. Leur description suivra l'ordre & la date de leur donation, c'est-à-dire, que je les prendrai suivant le temps où elles ont été abandonnées, de manière cependant à ne m'écarter que le moins que je pourrai, de l'enchaînement qu'elles peuvent avoir ensemble ; ce qui forme un objet de plusieurs pays considérables, que l'on peut diviser en sept départements ; savoir, de Masulipatan avec ses environs, de Narzapour, de l'isle de Divy, de Devracota, du serkar de Nizampatnam, de Condavir, & enfin des quatre provinces du nord, dont je vais décrire la situation & les propriétés respectives.



## ARTICLE PREMIER.

*Département de Masulipatan & de ses dépendances.*

IL n'est, je crois, personne qui n'ait entendu parler de la ville de Masulipatan, ou qui du moins ne la connoisse de réputation. Cette ville est située par seize degrés & quelques minutes de latitude septentrionale, & étoit, avant la dernière guerre, le chef-lieu des établissemens François à la côte d'Orixá, lorsque depuis la paix de 1763, cette nation n'y possède plus que la loge qu'elle y avoit avant 1749.

La situation de cette ville l'avoit rendu autrefois l'entrepôt de tout le commerce que la partie, connue sous le nom de l'Indoustan, faisoit avec le royaume de Bengale, la Perse, & toutes les côtes de l'est, c'est-à-dire, toutes les côtes qui sont opposées & vis-à-vis de celles de Coromandel & d'Orixá; comme Merguy, Achem & le royaume de Siam. Son abord jadis si fameux, qui avoit été détruit par la tyrannie du gouvernement Maure, avoit pris une nouvelle vie, & auroit pu redevenir florissant sous celui des François.

Elle est assez bien fortifiée, & se trouve même munie, en cas de siège, par une défense que la nature elle-même a formée, étant entourée d'un côté par une rivière & de la vase qu'il est difficile de franchir, & environnée de l'autre par des marais salants, sur lesquels il n'est pas possible



d'asseoir une tranchée. Tout le terrain qui borne cette ville n'est qu'une lande stérile & marécageuse, sur laquelle on peut à peine creuser la profondeur d'un pied sans y rencontrer de l'eau : quant à la rivière qui la baigne, & qui pour cela prend le nom de rivière de Masulipatan, elle va se rendre à quelques pas de là dans la mer, & forme l'embouchure, où les vaisseaux se déchargent pour entrer dans la ville, dont les dedans sont assez désagréables & mal construits. L'air y est très-mal-sain ; l'on n'y trouve ni eau, ni vivres qu'il faut aller chercher à une demi-lieue, ainsi que le bois à brûler qui se tire ordinairement de l'isle de Divy. Quelque grands que paroissent ces inconvénients, il est facile d'y remédier, & l'on en peut faire disparaître la plus grande partie. Ce que l'indolence ou l'incapacité des gens du pays n'a pu faire, la force de l'art & de l'industrie Européenne pourroit l'exécuter, comme je le montrerai dans le résultat de cette dissertation.

Cette ville est peuplée en partie par des gentils, & en partie par des mahométans, qui, les uns & les autres, sont occupés à différents commerces de terre & de mer. L'on y trouve un grand nombre d'ouvriers propres à toutes sortes d'ouvrages ; quantité de saokars, espèce de seïde du royaume de Guzaratte, dont la bonne foi, le crédit & les richesses sont en recommandation dans le pays. Ils font la banque, & l'objet principal de leur commerce est de faire valoir leur argent, en le prêtant à intérêt aux négociants : ils entrent dans les conseils des princes, qui prennent leurs avis, & auxquels ils prêtent de l'argent dans l'occasion ; ils ont des correspondances par-

tout, & c'est à eux qu'on s'adresse pour faire des remises dans les endroits où l'on veut faire passer des fonds. L'on y trouve aussi des brames qui composent la secte la plus noble entre les gentils, dont quelques-uns sont lettrés, & d'autres se livrent au commerce : des gemidars ou descendants des anciens princes du pays, auxquels le gouvernement Maure a conservé encore quelques légers apanages qu'ils tiennent à titres de fiefs mouvants de la couronne : des patanes, dont la nation est une secte mahométane, existante sous un roi près de la monarchie de Delhi : elle est très-adonnée au négoce, & fait presque seule le commerce de soieries & les principaux armements qu'on voit à la côte. Enfin l'on y voit des marchands Arméniens qui n'ont commencé à s'y établir qu'après que les François eurent été en possession du gouvernement de ce pays.

Avant cette époque, les Hollandois y occupoient une loge magnifique, qui servoit au débouché de leur commerce : mais ils l'ont abandonnée au mois de novembre 1750, pour aller former, sur le bord de la mer, à six lieues d'Yanaon, un autre comptoir principal, appelé Caguinara ou Jagarnat-Pouromi ; & ils n'ont laissé dans celui de Masuliparan, qu'un employé & quelques pions, pour veiller à la garde de leurs bâtimens.

Dans ce temps les Anglois y avoient aussi un comptoir dont, lors de la dernière guerre, il ne leur restoit que le terrain & les masures. Il y avoit près de cinquante ans qu'ils l'avoient démoli, & qu'ils en avoient pris les décombres, pour construire celui de Madépalum, dans le voisinage de

Narzapour : mais la paix de 1763 a donné à cette nation toute la faveur qu'entraîne la souveraineté.

Cette ville n'a qu'une seule & unique porte, flanquée de deux bastions en terre. Elle donne sur un large pont, qui, malgré l'éloge pompeux que Tavernier en fait dans le récit de ses voyages, n'est formé que de mauvaises planches, & peut avoir un quart de lieue de long. Il paroît avoir été construit pour la facilité des voyageurs, qui, sans cela, seroient obligés de marcher dans de la vase. D'un côté, & à la gauche, l'on aperçoit une quantité de marais salants, appelés communément les salines de Masulipatan; de l'autre côté, & à la droite, est la plaine ou le grand chemin qui va à Narzapour : tels sont à peu près les dehors de Masulipatan, qui, comme on le voit, n'ont rien de gracieux : mais en récompense tout ce qui forme ses dépendances a quelque chose de plus riant.

En effet, après être sorti de la ville, & au bout du pont, dont je viens de parler, l'on trouve plusieurs aldées ou villages unis sur une même ligne horizontale, en face de la ville, & qui sont appelés communément les pettes d'Ivougoudour, nom de la principale aldée. Ces pettes ou villages sont comme les fauxbourgs de Masulipatan, & c'est où les principaux habitants, saokars & autres ont leurs maisons de campagne, dans lesquelles ils demeurent habituellement, ne venant à la ville que lorsque le besoin de leurs affaires ou l'intérêt de leur commerce les y appelle. C'est dans cet endroit que les possédars ou gouverneurs de la province faisoient autrefois leur résidence.

préférant ce séjour à celui de Masulipatan. On doit en effet avouer que l'exposition d'ivougoudour est très-saine ; l'air y est pur , & le pays agréable. L'on y a construit en conséquence des bâtimens qui servent d'hôpital aux malades qu'on y transporte. En un mot , ces villages sont pour la ville de Masulipatan de la dernière ressource , & l'utilité qu'elle en retire est évidente , puisque c'est de là qu'elle emprunte tous ses vivres , & qu'elle fait venir ses munitions & l'eau dont elle manque totalement.

A deux lieues dans l'ouest de la même ville , l'on rencontre deux grands paraganés ou bourgs nommés Gondour & Adoumanar , situés sur le grand chemin qui conduit à Golconde. Je ne saurois marquer au juste leur étendue ; mais l'on peut dire que les domaines qui en dépendent forment un très-beau pays que l'on est obligé d'affermir. Leur position est des plus favorables par la quantité prodigieuse de vivres & de marchandises , qui se transportent sans cesse , soit de Golconde à Masulipatan , soit de Masulipatan à Golconde. Cet endroit est , en effet , comme le passage qu'il faut nécessairement traverser pour se rendre réciproquement de l'une à l'autre de ces villes. L'avantage de cette position consiste dans le revenu considérable qui provient des différens droits que l'on leve sur toutes les marchandises ou denrées qui passent sur le terrain.

Plus loin , mais toujours dans l'ouest de Masulipatan , en tirant néanmoins vers le nord , c'est-à-dire , à six lieues nord-ouest de cette ville , se trouvent encore deux autres paraganés qui portent les noms de Tomedy & Pedana. Leur éten-

due peut former un pays d'environ dix à douze lieues de circonférence. Il est pareillement affermé, à l'exception de quelques salines appelées les salines de Pendrek, dont la régie a toujours été annexée à la direction de celles de Masulipatan.

Enfin, à dix lieues dans l'ouest de la même ville, en tirant toujours vers le nord, se trouvent les deux paraganés de Tondour & Bondara, qui ne sont pas moins considérables que les précédents; mais comme leur proximité de Narzapour avoit engagé à les comprendre & incorporer dans ce dernier département, je me contenterai de les nommer ici, en faisant observer seulement que tous ces paraganés ou bourgs sont comme autant de chefs-lieux, qui tous ont dans leur dépendance une multitude innombrable d'aldées ou villages, sous lesquels sont pareillement un nombre indéterminé de paleums ou petits hameaux qui en relevent.

Tel est en raccourci le tableau des dépendances de Masulipatan, lesquelles prises depuis la partie occidentale jusqu'à la partie septentrionale de cette ville, forment, comme on le voit, un arrondissement parfait, qui se termine, ou plutôt qui continue jusqu'à la province de Narzapour, qui est le second département dans lequel je vais entrer.



## ARTICLE II.

*Département de Narzapour.*

CE second département augmenté, comme on vient de le voir, des deux paraganés de Tondour & Bondara, est situé à quinze ou seize lieues environ dans le nord de Masulipatan, & les François l'ont toujours tenu en régie, à raison des terres qui font d'un grand rapport, & dont leur gouvernement vouloit encourager la culture.

Il n'est pas facile d'apprécier au juste l'étendue, ni de fixer les limites de ce département; & la difficulté provient de l'arrangement bizarre de ces provinces. Il y a en effet plusieurs aldées ou villages d'un district qui sont enclavés dans un autre; ce qui fut dans l'origine une suite de la politique des anciens rois gentils, qui, se méfiant naturellement chacun de leurs voisins, trouvoient dans le mélange de ces possessions respectives, un moyen sûr de se tenir en bride, & de se garantir mutuellement les uns des autres.

Il en est de même dans toutes les autres parties des domaines dont les vice-rois de Golconde avoient enrichi les François. Je ne saurois donc donner des notions fixes de l'étendue géographique de chacune en particulier. Si j'avois pu avoir communication du plan terrier que M. Duplex en avoit fait faire, j'y aurois trouvé les éclair-

cissements qui me manquent, & je les aurois communiqués au lecteur.

La principale aldée de ce département est Nazarpour qui est le chef lieu, situé sur le bord d'une rivière qui porte le nom du village, & est un bras du grand fleuve Godavry, qui traverse toute cette côte dans la partie du nord, & prend sa source, ainsi que le Crichena, dans le fond des montagnes Malabarres. La rivière qu'il forme à Narzapour est très-commerçante & continuellement fréquentée par une quantité de bâtimens étrangers qui y entrent ou qui en sortent avec leurs chargemens.

C'est précisément dans le voisinage de cette rivière que les Anglois avoient construit leur loge de Madepalum, que, selon ce que j'ai dit plus haut, ils avoient formée des débris de celle de Masuliparan, & qu'ils furent par la suite obligés d'abandonner, pour avoir soutenu la révolte de Mahamet-Allikan, qui se maintint néanmoins dans le gouvernement de la province.

En effet, le vice-roi de Golconde, irrité de leur conduite & de leurs mouvemens dans la province d'Arcatte, avoit donné ordre à tous les gouverneurs de province, & en particulier à celui de Ragimendry, de les chasser de la côte & de détruire leurs établissemens : mais ayant été avertis à temps, ils prirent leurs précautions, ils abandonnerent leur loge de Madepalum, se retirèrent sur le bord de la mer dans le nord-est de la rivière de Narzapour, & s'emparèrent d'une isle voisine nommée Baudamourilanka, qui leur parut l'endroit le plus convenable, soit

pour se mettre à l'abri de toute insulte, soit pour être à portée eux-mêmes de s'éloigner en cas qu'on eût dessein de les poursuivre : mais ils n'y furent pas exposés, parce que le gouverneur, qu'ils avoient su gagner & qui les favorisoit, n'eut garde de les inquiéter dans ce nouvel établissement, & ils le conserverent jusqu'au moment où les François entrèrent en possession du gouvernement de Ragimendry dont cette île est une dépendance. Ils imaginèrent alors, pour s'y maintenir, de la sous-affermir d'un fameux Gemidar, qui étoit lui-même un des principaux fermiers de la compagnie Française dans cette province. Cette possession précaire a duré jusqu'à ce que la paix de 1763, en dépouillant les François de toutes leurs nouvelles acquisitions, les ait mis à l'abri de toute inquiétude.

Le territoire de ce département est très-fertile ; les terres, selon le langage des Indiens, sont de la première sorte, & en général tous les pays du nord sont d'un beaucoup meilleur produit que les autres. L'on recueille à Narzapour une quantité de très-beau riz, & c'est le seul endroit où il croît des cocotiers, arbres très-rares à la côte d'Oriza, & qui ne sont connus qu'à la côte de Coromandel.

Telles sont les propriétés & l'étendue des domaines particuliers qui composent une partie du gouvernement de Masulipatan du côté du nord. Ceux qui y sont opposés & qui sont situés dans la partie du sud, ne sont pas moins considérables : je vais en commencer la description par l'île de Divy.



## ARTICLE III.

*Département de l'isle de Divy.*

CETTE isle, comme on peut le voir sur la carte, est située dans le sud-ouest de Masulipatan. Elle est formée, d'un côté, par la mer, & de l'autre, par le fleuve Crichena, qui, venant à se diviser en deux branches, embrasse un pays d'environ vingt-cinq lieues de circonférence sur cinq à six de diamètre, & va ensuite se jeter dans la mer par deux embouchures assez inégales, dont la première, située dans le nord-est de l'isle, se nomme Ampfaldivi, & l'autre dans le sud-ouest de la même isle, où se trouve le véritable lit du Crichena, est appelée communément l'embouchure de Chipler. Ce fleuve, de plus, se divise encore autour de l'isle en cinq ou six bras, qui forment autant d'entrées pour y arriver. L'un d'entre eux donne dans la rivière même de Masulipatan; en sorte que de cette ville on peut aller à Divy par trois endroits ou chemins différents : premièrement par mer, en se rendant en rade pour côtoyer l'enfoncement de Masulipatan, & entrer ensuite dans l'embouchure de Camparlagary; en second lieu par la rivière de Masulipatan, en entrant dans le bras qui communique à la branche supérieure du Crichena; & enfin par terre, au moyen d'un gué ou sec, qui se trouve à six lieues de distance de Masulipatan, dans le point précis de la

division du Crichena, & qui se trouve découverte pendant les trois quarts de l'année, ne se remplit qu'au temps où arrivent les inondations réglées de ce fleuve, dont je parlerai par la suite.

Cette île étoit presque déserte, lorsque les François en prirent possession au mois de février 1751. Ils ne négligerent rien pour la repeupler, en y attirant des habitants, & ils y avoient assez bien réussi tant que les pays d'au delà du fleuve; savoir, Devracota, Nisampatnam & Condavir, trois provinces ou gouvernements de la dépendance de Masulipatan, ont resté sous le gouvernement Maure : mais depuis la fin de 1752, temps où tous ces pays ont été unis sous l'administration Française, il n'a plus été possible d'engager les peuples de ces derniers endroits à quitter leurs habitations pour se transporter à Divy. Ils ont mieux aimé rester dans leur pays, que de se transplanter dans une île dont le séjour ne leur avoit paru précieux que par un appât qui leur devenoit commun avec elle.

Au surplus, l'air qu'on respire à Divy est pur, & son terroir est excellent : mais la plus grande partie reste en friche par la misère ou la nonchalance du laboureur; sans cela la terre, qui est très-fertile, produiroit certainement une grande quantité de riz, de millet & d'autres denrées : je ne fais même, vu sa force, si le froment, qui ne croît en aucun autre endroit qu'à Golconde, n'y réussiroit pas, supposé qu'on essayât de l'y semer. Quoi qu'il en soit, cette île abonde en toutes sortes de bestiaux & de

pâturages : elle a, de plus, cet avantage que, sur le bord des rivières, ainsi que dans les enfoncements & le long de la mer, il croît quantité de bois à brûler, indépendamment de ceux de construction, qui sont d'une grande utilité pour la ville de Masulipatan, qui trouve bien plus de facilité à les tirer de cette île, qu'à les faire venir du fond des terres.

Une particularité avantageuse & singulière à cette île, c'est que l'eau y est douce pendant six mois de l'année, & se trouve salée pendant six autres. La raison de ce prétendu phénomène vient de ce que la mer reflue presque au dessus de l'île, & cela jusqu'au temps où le Crichena, grossi par les eaux des montagnes, s'enfle & continue son lit ou son embouchure à plus d'une lieue & demie dans la mer. Dans ce dernier temps les eaux sont naturellement douces ; ce qui n'arrive pas lorsque les inondations sont écoulées ; car pour lors l'embouchure du Crichena étant diminuée, la mer prend le dessus ; elle entre dans son lit & rend ses eaux salées ; ce qui oblige, pendant ce temps-là, d'avoir recours à des puits formés dans l'intérieur de l'île ; dont l'eau, quoiqu'un peu fade, ne laisse pas néanmoins d'être passable.

Il est à remarquer que le nombre des habitants de cette île, qui, au temps que les François en prirent possession, alloit à peine à trois ou quatre mille âmes, se trouva ensuite monter en peu de temps à près de quinze mille, & a dû augmenter depuis considérablement, vu la fécondité naturelle à ces peuples. L'on y compte jusqu'à dix-huit aldées ou villages, dont quatre de vasserands.

Lorsque les François y construisirent leur établissement, ils le placèrent sur le bord de l'isle à l'opposite de Masulipatan, assez proche de la branche inférieure du Crichena, & à quatre ou cinq lieues de son embouchure. Il n'étoit pas possible de la placer plus près de la mer, à cause des terrains fangeux & pleins de ronces qui se trouvent dans cette partie. L'endroit qu'ils avoient choisi se nommoit Nagaytankan; mais ils en changerent le nom & l'appellerent Nagay-Patnam, qui, en langage du pays, signifie ville: qualité dont ils crurent devoir décorer ce village, lorsqu'il fut devenu chef-lieu & la résidence de l'employé qui avoit le commandement dans l'isle.

Depuis ce temps il y a toujours eu quelques fortifications, mais de très-peu de conséquence, ne consistant que dans un fort de terre en carré, revêtu de gazon, avec quatre bastions, où il se trouve quelques bâtimens en briques. Ce fort est entouré d'un fossé, d'un chemin couvert & d'un glacis qui est assez exhaussé pour le mettre à l'abri d'une inondation. La crainte de ce dernier inconvénient fera toujours cause qu'on ne pourra jamais y former de fortifications plus solides, attendu les fraix considérables qui seroient nécessaires pour élever le terrain. C'est aussi pour cette raison qu'on a placé ce fort le plus loin qu'il a été possible de la riviere.

Ce que je viens de dire peut suffire pour faire juger de quelle utilité cette isle doit être à Masulipatan, puisqu'en effet elle lui sert comme d'une barriere contre les invasions de l'ennemi, qui ne sauroit y faire de descente qu'avec beaucoup

coup de peine, parce que l'isle est d'ailleurs unie à cette ville par des communications sans nombre, & que dans le cas, enfin, où cette dernière seroit assiégée, la première lui seroit d'une grande ressource, & lui deviendrait un entrepôt pour l'eau, les vivres, les bestiaux & les autres provisions qui lui seroient nécessaires:

---

#### ARTICLE IV.

##### *Département de Devracotâ:*

**P**LUS on avance dans l'examen des dons que la compagnie tenoit des vice-rois de Golconde, & plus on découvre l'excellence & l'utilité réelle des domaines qu'ils renfermoient. Le département dont il est ici question, est, sans contredit, un des plus beaux qui soient sous la dépendance du gouvernement de Masulipatan. Il est situé à six ou huit lieues dans le sud de cette ville; & couvre dans son sud-est l'isle de Divy:

Devracotâ en étoit autrefois la capitale; mais on a cru devoir prendre ensuite pour chef-lieu Perepu, village situé sur le bord d'une rivière formée par un des bras du Crichena.

Tout ce département contient près de soixante à soixante-dix aldées principales, indépendamment de quantité de petits hameaux qui en relevent. Je ne craindrai point d'exagérer, en portant son étendue à trente ou quarante lieues de

circonférence. C'est un pays superbe & dont le rapport est très-considérable.

L'on y trouve quantité de bois propres à toutes sortes d'usages, & il y croît un grand nombre d'arbres fruitiers, comme bananiers, manguiers, citronniers & autres de cette espèce. En un mot, l'on ne sauroit mieux caractériser ce terrain qu'en l'appellant le jardin de Masulipatan, qui y trouve, en effet, toutes les douceurs & les commodités nécessaires à la vie. Les terres de ce pays ne sont pas plus cultivées que les autres, & par les mêmes raisons dites ci-dessus : mais il a l'avantage de n'avoir pas été aussi dévasté par les guerres, que celles des environs. Comme d'ailleurs le terrain est fort élevé, la nature des denrées qu'il produit n'exige pas beaucoup de soin, d'autant qu'elle est indépendante d'aucune humidité, qui lui nuirait même plus qu'elle ne lui seroit avantageuse. Cette propriété particulière rend cette province une ressource pour ses voisins dans les temps de disette, lorsque le grain est rare, ou que la récolte y manque par trop de sécheresse.

Je bornerai là ce que l'on peut dire sur le département de Devracota, qui, d'un côté, communique avec l'isle de Divy, par le moyen d'un gué ou sec dont j'ai déjà parlé; & de l'autre, à quelques aldées ou villages du Condavir, qui sont contigus au serkar ou province de Nizam-patnam.



## ARTICLE V.

*Département de Nizampatnam.*

CETTE province qui retient le titre de *serkar*, ainsi que Masulipatan dont elle dépend, renferme une étendue de pays d'environ vingt-cinq lieues de long du septentrion au midi, c'est-à-dire, à commencer depuis le bord du Cricheña dans le nord où se trouve l'isle de Divy, jusqu'à la riviere de Gondigama dans le sud, où ce *serkar* est borné, & se trouve en même temps séparé de celui de Nelour-Servapelly, frontiere du Carnatte, qui termine & limite le grand gouvernement de la province d'Arcatte.

La capitale de ce département étoit autrefois une des plus grandes villes de ces cantons. Nizam-Molouk, vice-voï de Golconde qui l'avoit fait bâtir, s'étoit fait un plaisir de l'embellir & de lui donner son nom. On la comparoit alors à Masulipatan, & elle ne lui cédoit en rien pour l'éclat de son commerce de terre : mais depuis elle est bien déchue de sa splendeur. La tyrannie du gouvernement Mure, jointe aux révoltes de plusieurs *Gemidars* qui ont rendu ce pays le théâtre des guerres les plus sanglantes, ont entièrement ruiné cette province. Nizampatnam, cette ville autrefois si recommandable, n'est plus elle-même qu'un gros bourg dont les maisons, construites en terre & couvertes de chaume, offrent un aspect assez

désagréable. Elle est située à quinze lieues de Masulipatan, sur le bord de la mer, dont elle est néanmoins séparée par une île de sable mouvant d'une demi-lieue de large sur douze de long, qui n'est habitée que par des bêtes féroces, & qu'on nomme Pettapolly ou Pedapouilly; ce qui signifie en langue du pays, le séjour du grand tigre, à cause que ces animaux y sont d'une grosseur monstrueuse.

Le terrain de ce département n'est pas absolument mauvais, si l'on en excepte quelques parties, qui, n'étant que sables, ne sont susceptibles d'aucune culture. On doit ajouter qu'il renferme de belles & grandes salines répandues tout le long de la côte, & que l'on y trouve nombre d'aldées de tisserands, remplies des meilleures manufactures de mouchoirs, d'où l'on tire en partie ceux improprement dits de Paliacate.

Au reste, ce district, dont l'étendue est plus longue que large, n'est guère plus en valeur. La plupart des terres y sont en friche comme partout ailleurs; inconvénient général dans tous les pays qui avoient été cédés aux François. Il faut cependant avouer que ceux-ci n'en furent pas en possession, qu'ils y mirent des régisseurs qui firent prendre aux choses une nouvelle forme, qui sembloit chaque jour donner au pays une face plus riante, qui lui promettoit sans doute les plus grands avantages, si la compagnie Française eût pu en conserver l'administration.

La division de cette province n'est pas ancienne, puisqu'elle étoit autrefois confondue, & faisoit partie de celle de Condavir, & que ce fut



Nizam-El-Molouk, vice-roi de Golconde, qui l'en démembra, pour mettre fin aux contestations qui s'élevoient presque à chaque instant, au sujet des salines, entre les gouverneurs respectifs de Condavir & de Masulipatan. Ce prince voulant les mettre d'accord, détacha le serkar de Nizampatnam de celui de Condavir, & il l'attacha pour toujours à Masulipatan, en mettant la fabrique des sels dans la régie & la dépendance de cette dernière ville.

Tels sont les quatre départements, savoir, Nizampatnam, Devracota, Divy & Narzapour, qui, du temps des Maures, formoient ce qu'on appelloit alors le gouvernement de Masulipatan, lequel peut comprendre en tout sous sa dépendance, un nombre de plus de trois cents soixante aldées ou villages, sans y comprendre une foule de paleums ou petits hameaux répandus çà & là dans les campagnes. Cet objet, comme on le voit, ne laissoit pas d'être considérable ; cependant l'on peut dire qu'il est peu de chose, si on le compare aux autres domaines cédés par les princes de Golconde aux François, & dont je vais rendre compte.



## ARTICLE VI.

*Département de Condavir.*

LA fameuse province de Condavir peut former , elle seule , une étendue plus immense encore , que toutes les dépendances de Masulipatan prises ensemble. Elle contient en effet dix-sept ou dix-huit paraganés , dont il est inutile de rapporter les noms , mais sur lesquels il me suffira de dire qu'ils contiennent plus de huit cents cinquante aldées ou villages principaux , indépendamment d'une foule de hameaux qui relevent des uns & des autres. Ce nombre de dépendances peut faire juger de l'étendue de la province , qui peut contenir environ soixante à quatre-vingts lieues de pays en circonférence.

Entre ces domaines , il en est quelques-uns dont les François , quoique souverains du pays , n'ont jamais osé prendre possession , ni même former la demande. Ce sont les deux grands paraganés de Veniconda & Bellamfonda , très-bien situés & munis d'une forteresse considérable , dont un gemidar puissant a trouvé le secret de retenir la jouissance , en n'en payant qu'une ferme très-modique ; & plusieurs aldées ou villages situés à quatre lieues dans le sud de la rivière de Gondigama , dont le raja (f) Dougol s'est emparé.

---

(f) Le nom de raja se donne à de petits souverains qui se sont maintenus malgré le gouvernement Maure.

Ce dernier pays est cependant d'une valeur importante ; car il y a dans le domaine de ces aldées, une étendue de terres en marais salants, qui peuvent avoir trois lieues de circonférence, & dont le produit peut aller à cent mille écus par an. Toutes ces parties jointes à quelques autres aldées & à des salines de la dépendance de Nizampatnam, appelées les salines de Devarampadou, dont le même raja s'est emparé, font un objet considérable dont la compagnie Française n'a pas cru devoir faire la réclamation, même dans sa plus grande prospérité.

Toute cette grande province tire son nom de la ville qui en étoit autrefois la capitale, située au bas des montagnes, qu'on appelle encore aujourd'hui les montagnes de Condavir. Ce nom qui est Gentil, fut changé depuis par les Maures, en celui de Mourtoujanagar.

La province a dû être très-fameuse, car l'on y trouve par tout les traces & les vestiges d'une grandeur peu commune. Quantité de monuments antiques y sont répandus çà & là, comme pagodes, forteresses, colonnades & autres ouvrages qui subsistent, mais qui sont abandonnés : un amas de débris, des restes de châteaux ou de maisons, & entre autres une vaste enceinte de murailles, bâties en pierres de taille, qui offrent des dedans vuides & inhabités, font autant de signes évidents d'un pays jadis très-florissant, mais qui vraisemblablement a été détruit & ravagé par la fureur des guerres.

Lorsque les Maures s'en rendirent les maîtres, ils en transférèrent la capitale dans un endroit nommé Gontour, situé au centre de la province.

C'est plutôt une mauvaise bourgade qu'une ville, qui n'a pour toute défense qu'un méchant fort de terre, flanqué de six espèces de tourelles, dont les courtines percées à jour & sans parapet, n'ont pas la moindre épaisseur, de façon qu'à peine y peut-il tenir une ou deux pièces de canon. C'est dans ce fort que résidoient les fessidars ou gouverneurs de la province, & c'étoit aussi l'endroit que la compagnie Françoisé avoit choisi pour son chef-lieu, & où se tenoit l'employé chargé d'en recevoir les formes. Il paroît que les princes Maures choisirent cet endroit par préférence, à raison de sa sûreté, formée par l'avantage naturel de sa situation. En effet, à l'exception d'une petite plaine, Gontour est généralement environné de tous côtés par une forêt de bois d'épines dont il occupe le milieu, & qui peut avoir cinq à six lieues de profondeur. De quelque côté qu'on vienne, il faut nécessairement traverser cette forêt pour y arriver.

Le reste de la province est partie en bois, & partie en terres labourables, dont les productions sont très-abondantes en toutes sortes de grains, si l'on en excepte le riz. Le grand fleuve Crichena la baigne de tous côtés, & arrose successivement trois de ses aldées, savoir, Chentepelly, Ambrepoudy & Colour, situées à vingt lieues dans le continent, & qui renferment une partie des mines de diamants, connues dans les relations des voyageurs, sous le nom de cette dernière aldée. Mais ce qui fait le grand mérite de cette province, c'est la quantité d'aldées de tisserands, où l'on fabrique les plus belles marchandises rouges, comme mouchoirs, toiles peintes, &c. dont

toutes les nations Européennes , les Mahométans , Gentils & Arméniens eux-mêmes font le commerce ; en sorte que qui est maître de cette province , peut , s'il le veut , posséder seul le droit exclusif du commerce de mouchoirs , soit de Masulipatan , soit de Paliacate , puisqu'il est vrai que , sur-tout s'il y joignoit la province de Nizampatnam , qui renferme aussi un nombre de manufactures , proportionné à sa propre étendue , il seroit le maître , & auroit en effet le domaine seigneurial de toutes les manufactures généralement quelconques , où se fabriquent ces sortes de marchandises. Il est en effet à remarquer que les mouchoirs , que nous appellons de Masulipatan , ne se fabriquent ni dans cette ville ni dans ses environs , mais uniquement dans la province de Condavir ; & que ceux dits de Paliacate se font dans celle de Nizampatnam , de sorte qu'ils sont connus sous les noms des endroits principaux où les marchands les apportent , & où il s'en fait le plus grand commerce.

Je ne crois pas qu'on puisse donner une idée & plus juste & plus précise de la position de cette province & des avantages qui en résultent. C'est ici que finissent les possessions réelles que la compagnie Françoisé tenoit des vice-rois de Golconde ; & il ne me reste plus qu'à faire connoître les quatre provinces du nord , qui en effet sont plus considérables que celles dont je viens de parler ; mais que j'ai cru devoir placer les dernières , parce que les François n'en avoient que l'usufruit , & que le domaine souverain n'en appartenoit ni au roi de France , ni à sa compagnie des Indes.

## ARTICLE VII.

*Département des quatre provinces du nord.*

CES quatre provinces, qui prennent leur nom de leur situation dans le nord de Masulipatan, ainsi que je l'ai dit dans la partie historique de ces recherches, avoient été données en *jacquiers* à la compagnie Françoisse, avec le droit de les gouverner, & d'en percevoir les revenus, pour servir au paiement des troupes qu'elle s'étoit engagée d'entretenir auprès du roi de Golconde. C'est en effet ce qu'on appelle aux Indes, donner des terres en *jacquiers*, c'est-à-dire, abandonner l'usufruit sous certaines conditions, dont la première est d'en conserver la souveraineté. Il est cependant vraisemblable que lorsque le vice-roi de Golconde fit la cession de ces quatre provinces, s'il ne les donna qu'en *jacquiers*, ce fut pour masquer jusqu'où vouloit aller sa générosité, de peur d'effaroucher les Anglois & les plus grands seigneurs de sa cour, qui, les uns & les autres, voyoient avec une égale jalousie l'agrandissement de la nation Françoisse dans l'Inde. Il paroît même certain qu'il existoit une convention secrète entre le prince & M. Dupleix, par laquelle il étoit stipulé qu'après un certain temps, tout ce vaste pays passeroit sous la domination Françoisse : mais la paix de 1763 a rendu cette transaction inutile.

Ces provinces étoient autrefois quatre grands

ferkars ou généralités, qui ont été démembrées de la grande nababie d'Aiderabat ou Golconde dont elles dépendoient. On les nomme Condapelly, Elour, Ragimendry & Chicacol. Les deux dernières sont les plus considérables pour leurs productions, comme pour leur étendue ; elles occupent en effet à elles deux plus de deux cents lieues de côte en longueur, & près de cinquante dans leur plus grande profondeur. Leur situation est facile à saisir, si l'on se rappelle celles de Masulipatan & de Narzapour, puisque c'est derrière ces deux départements, dans l'ouest de chacun, en tirant néanmoins vers le nord, que se trouvent situés les deux serkars de Condapelly & d'Elour, après lesquels s'étendent, tant sur le bord de la mer que dans le fond des terres, les deux autres serkars de Ragimendry & de Chicacol. Je commencerai par les deux premiers, comme les plus voisins de Masulipatan.

---

#### D I V I S I O N P R E M I E R E.

##### *Province de Condapelly ou Moustafanagar.*

EN partant de Masulipatan, & étant parvenu au delà de ses dépendances occidentales, l'on rencontre à quinze ou seize lieues, dans l'ouest-nord-ouest de cette ville, la petite province de Condapelly ou Moustafanagar. Elle est bordée par le fleuve Crichena, qui la sépare de Condavir. C'est à l'entrée de cette province, & dans le point qui la divise de celle de Condavir, qu'est

situé le fameux défilé de Bezouars, sur le chemin qui conduit à Golconde.

Tout ce pays est appuyé à la même chaîne de montagnes dont j'ai déjà parlé, qui commence dans le sud de la province de Condavir, continue dans celle de Condapelly, & l'embrasse conjointement avec celles d'Elour, de Ragimendry & de Chicacol, jusqu'aux frontières du royaume de Catek.

Ses productions sont de toutes sortes de grains & autres denrées dont le débit est considérable. L'on y voit aussi plusieurs aldées de tisserands, mais en petit nombre. Ce qui en fait le plus grand avantage, c'est le domaine seigneurial des mines de diamants, placées dans le lit même du Crichena, d'où l'on tire les plus beaux de ceux qu'on nomme communément les diamants de Golconde. Ces mines auroient dû être assez fécondes dans tous les temps, si les troubles qui ont tant agité ces opulentes contrées ne les avoient souvent fait abandonner entièrement; outre que les Maures n'ont jamais été en état d'en tirer grand parti, faute d'ouvriers intelligents & d'instruments propres à leur exploitation. Il n'est pas douteux qu'un trésor pareil ne doive faire un objet d'importance pour une nation Européenne qui voudroit ou qui pourroit le mettre à profit.



## D I V I S I O N II.

*Province d'Elour.*

LA province d'Elour est située derrière & à quinze lieues dans l'ouest de Narzapour. C'est dans cette généralité que commencent les manufactures de toiles en tout genre, dont les nations Européennes font principalement le commerce. Elle est aussi très-abondante en riz & en toutes sortes de grains ; tout ce pays, jusqu'à Yanaon, dans la province de Ragimendry, étant généralement coupé de rivières, & rempli de canaux qui l'arrosent, & par là le rendent très-fertile. Tout le temps que les François ont eu l'usufruit de cette province, elle a été, ainsi que les trois autres, affermée, en totalité ou en partie, à différents particuliers, sur lesquels le commandant de Masulipatan, & sous lui celui de Ragimendry, conservoient l'inspection générale.

## D I V I S I O N III.

*Province de Ragimendry.*

LA province de Ragimendry est éloignée d'environ quarante-cinq lieues de Masulipatan, & est située à quinze lieues dans le nord de la province d'Elour. Sa capitale qui n'est qu'une grande ville mal bâtie & défendue par un fort assez mé-

prisable, est assise à quinze ou seize lieues du bord de la mer, sur le rivage du grand fleuve Godavry, qui traverse toute cette province & va se décharger dans la mer par plusieurs embouchures, dont la principale & la plus grande est celle d'Yanzon formée par la rivière du même nom.

De toutes les productions de cette province, une des plus intéressantes, sans contredit, est celle des belles & grandes forêts de bois de Tek. Elles sont situées dans le fond des terres & d'une étendue immense. Le bois qui les couvre est précieux, non-seulement par sa beauté, mais encore par l'avantage qu'il a d'être le seul propre à la construction des vaisseaux. Il seroit difficile de concevoir combien le produit seul de la vente de ces bois seroit avantageux à une compagnie, quelle qu'elle fût. D'ailleurs on pourroit y trouver une ressource presque inépuisable pour la marine de la nation Européenne qui en auroit la propriété, pourvu que l'éloignement ne fût pas un obstacle, ou qu'il lui fût possible de trouver sur les lieux un endroit propre à la construction des vaisseaux; car dans ce cas il paroîtroit aisé d'y envoyer des constructeurs, d'y établir des chantiers; & quant aux ouvriers, l'on n'en manqueroit pas, parce que les noirs ont une facilité surprenante, pourvu qu'ils soient conduits.

Cet objet, tel important qu'il soit, n'a pas paru mériter l'attention des François, tant qu'ils ont été possesseurs de cette province; & ils n'ont envisagé que le commerce des toiles, peut-être avec raison, parce que l'on peut dire que c'est dans la province de Ragimendry, que se trouvent les

plus nombreuses, ainsi que les meilleures fabriques en ce genre. En effet depuis la capitale d'Elour dans le sud, jusqu'à celle de Chicacol dans le nord, tous les pays qui se trouvent situés dans le milieu, forment avec Ragimendry une espèce de triangle allongé, qui contient une foule d'aldées de tisserands, remplies de manufactures des toiles les plus fines & les mieux conditionnées de toute l'Inde. Ce quartier est essentiel par la quantité & la nature des marchandises dont les François, les Anglois & les Hollandois font, régulièrement parlant, le principal objet de leur commerce.

---

#### D I V I S I O N   I V .

##### *Province de Chicacol.*

CETTE dernière province est située à trente ou quarante lieues de Ragimendry, & à près de quatre-vingts ou cent lieues de Masulipatan, & l'on en peut dire tout ce qui a été dit des trois précédentes. Elle est également fertile; & l'on y voit de même un bon nombre d'aldées de tisserands, dont les manufactures, à la vérité, sont inférieures. Les toiles qui s'y fabriquent sont en effet d'une nature plus grossière & moins estimée; ce ne sont que de grosses betilles, salampouris, doreas, toiles peintes, & autres de cette nature.

Chicacol sa capitale n'est qu'à trois ou quatre lieues de distance de la mer; elle est placée sur le bord de la rivière de Masouskoubander, dont

l'embouchure , qui ci-devant avoit le même nom , mais qui depuis a eu celui de Duplex-Bauder , est continuellement fréquentée par les bâtimens qui viennent de la côte. L'entrée en est assez passable, pourvu néanmoins que les vaisseaux qui y abordent ne soient pas considérables.

C'est de cette province que dépend le grand paragané ; nommé Ganjeau , voisin du Bâlacor ; après lequel finit la chaîne de montagnes dont j'ai parlé ; & qui forme dans cet endroit un dernier défilé , qui est aussi facile à garder que les autres. C'est là que se terminent les confins des quatre provinces & les limites de ces fameuses possessions que la compagnie Françoisse avoit obtenues sur la côte d'Orixa ; & l'on peut dire que non-seulement elles auroient été complètes ; mais que même elles auroient conduit la France à se fonder dans les Indes un empire peut-être inébranlable , si les Hollandois & sur-tout les Anglois ne s'y fussent point établis. Les uns & les autres y ont en effet plusieurs comptoirs ; qu'ils n'ont cessé d'augmenter considérablement ; jusqu'à ce que ces derniers se soient enfin rendu dominans dans ces territoires , en dépouillant les François de tous les droits que leurs services rendus au vice-roi de Golconde leur y avoient acquis.

Pour ne rien laisser à désirer au lecteur , je crois devoir lui donner une courte description des établissemens , que ces deux nations rivales de la France avoient dans ces domaines :

## D I V I S I O N V.

*Établissements Anglois & Hollandois.*

1<sup>o</sup>. **L**ES établissemens Hollandois se réduisent à trois ; Palacol , Caquinare & Biblipatam.

Palacol est peu de chose , & est à deux lieues dans les terres au dessus de Narzapour.

Caquinare est plus considérable : c'est le comptoir principal de la nation, attendu sa position favorable pour le commerce , ne se trouvant qu'à six lieues dans le nord de la riviere d'Yanaon , dans les dépendances de Ragimendry.

Biblipatam est situé dans la province de Chical , à quatre ou cinq lieues dans le nord de Visagapatam , l'un des comptoirs qui appartiennent aux Anglois.

2<sup>o</sup>. Les établissemens de ces derniers sont beaucoup plus nombreux : on en compte jusqu'à huit ; savoir , l'Aldée de Mandepalum , l'isle de Baudamourilanka , le comptoir d'Ingiron , l'isle d'Elakaltipa , celle de Nellepelly , celle de Coranguy avec ses dépendances , Oupara & le comptoir de Visagapatam. Tous ces comptoirs sont de suite sur la côte , plus ou moins éloignés , & d'une étendue différente les uns des autres.

J'ai parlé de l'aldée de Mandepalum , dans l'article de Narzapour. La loge en est assez belle : mais les Anglois ne l'habitent point par les raisons que j'en ai données.

L'isle de Baudamourilanka , où ils s'étoient re-

pliés, est sur le bord de la mer, formée par des divisions du fleuve Godavry, & qui peut avoir une lieue & demie de long & presque autant de large. Les Anglois l'ont sous-affermée, ainsi que je l'ai déjà dit, conjointement avec une aldée voisine, nommée Comereguy-patnam, qui est belle & bien située.

Quant au comptoir d'Ingiron ou autrement dit Cambrepalum, du nom de l'aldée où il est bâti; il est situé à une lieue au dessus de l'ancien comptoir d'Yanaon, moins proche cependant de la rivière, & sur le chemin qui conduit à Ragimendry. Les Anglois en ont acheté le terrain, & en ont fait ensuite une maison de plaisance qui ne sert presque plus à d'autre usage.

Il en est de même de l'île d'Elakatilpa, au dessous d'Yanaon & à l'embouchure de la rivière. C'est une île déserte dont ils se sont emparés, & qui ne leur est cependant d'aucune utilité, étant presque toujours noyée par les débordements : mais ils ont imaginé de s'y établir & d'y imposer une espèce de droit de péage, qu'ils levont sur tous les vaisseaux du pays qui passent à leur vue, & qu'ils ont assujettis à leur payer ces droits.

On remarquera que cette île, celle de Baudamourilanka & les suivantes sont de la dépendance de Ragimendry.

L'île de Nellepelly est bien d'une autre conséquence. De simple blanchisserie qu'elle étoit ci-devant, elle est devenue, depuis environ vingt ans, un des principaux établissements des Anglois, qui s'y sont fortifiés. C'est une île formée par plusieurs bras de la rivière d'Yanaon. Sur l'un de ces bras, appelé la rivière de Nellepelly, & à

l'opposite de l'ancien comptoir qu'y avoient les François , se trouve placé celui des Anglois. Quoiqu'éloigné de la mer , il ne laisse pas d'y aboutir par une communication qu'ils ont établie entre l'isle de Nellopelly & la suivante.

Coranguy est une isle située sur le bord de la mer , & formée des divisions multipliées du fleuve Godavry. Cette isle , avec ses dépendances , étoit dans la possession des Anglois , même dans le temps que les François avoient la régie de la province , au moyen d'une sous-ferme qu'ils tenoient d'un des fermiers de la province de Ragimendry. Le tout forme une étendue de pays excellent en rapport , & très-avantageusement placé pour le commerce.

Pour ce qui est d'Oupara , il ne vaut pas la peine d'en parler ; il ne consiste en effet que dans une simple maison , placée dans l'aldée de ce nom , où les Anglois se contentent de tenir un agent pour le commerce.

Enfin le dernier comptoir que les Anglois aient à la côte est celui de Visagapatam , qui est assez connu , puisqu'il est le troisième en titre après Madraff & Gondelour. Il est précisément dans le ressort de la province de Chicacol. Sa situation est très-avantageuse , & il est aussi-bien fortifié qu'il peut l'être.

Il est à remarquer qu'entre tous ces établissements , l'aldée de Madepalum , & les comptoirs d'Ingeron & de Visagapatam sont les seuls , à proprement parler , sur lesquels les Anglois avoient acquis une apparence de droit , les autres ne leur ayant jamais appartenu que sous l'ombre d'une usurpation ou d'une sous-ferme qui ne pourroit

faire , pour eux , un titre de propriété légitime , si la paix de 1763 ne leur avoit donné un crédit capable de légitimer dans ces contrées , tout ce qu'ils auront pu ou voudront y entreprendre.

---

## D I V I S I O N VI.

### *Avantages particuliers aux quatre provinces du nord.*

**J**E finirai cette section en faisant connoître une dernière propriété propre aux concessions que les François tenoient des vice-rois de Golconde , & qui mettra au grand jour l'avantage inestimable dont elles étoient.

Cet avantage est celui d'avoir un terrain arrosé dans toute son étendue par deux fleuves très-grands , qui , prenant leur source dans le fond des montagnes , se divisent également en plusieurs branches , & parcourent successivement toutes ces provinces , & vont ensuite se jeter dans la mer par diverses embouchures. Il n'est pas possible de les compter , tant elles sont en nombre le long de cette côte : je me contenterai donc de dire que les plus considérables sont celles de Chiplere , d'Ampfaldivy , de Camparlagary pour le fleuve Crichena ; & celles de Narzapour , Coranguy , Baudamourilanka , Yanaon , Golepalam , Morimoulla & Calipatnam pour le Godavry.

Ces deux fleuves sont donc le Crichena , fameux par les mines de diamants qu'il renferme dans



son sein ; & le Godavry , connu sous le nom de Gange , très-révérend dans la gentilité. Mais une de leurs propriétés , qui est la plus avantageuse , c'est de se grossir en effet tous les ans , & de se déborder régulièrement à l'exemple du Nil , & cela par des inondations périodiques , qui commencent au mois de juin , & finissent vers le mois de septembre.

Ces inondations ont cela de singulier , qu'elles sont momentanées & par intervalles ; en sorte que les eaux , qui viennent tout-à-toup inonder la campagne , n'y séjournent au plus que deux ou trois jours ; elles disparaissent ensuite , soit par la facilité de leur écoulement dans le voisinage de la mer , soit par la sécheresse de la terre qui les a bientôt épuisées : quoi qu'il en soit , ces mêmes débordements reviennent au bout de huit jours , plus ou moins forts , & recommencent leur mouillage à plusieurs reprises jusqu'au temps où ils cessent tout-à-fait. Il n'est pas concevable combien ces inondations sont utiles , parce que l'espece de limon & de vase , qu'elles laissent sur les terres , sert non-seulement à les engraisser , mais encore à faciliter leur labour. L'on diroit que la nature elle-même ait voulu dédommager ces contrées arides. La chaleur extrême qui y règne s'y trouve compensée par la quantité de rivières éparfes çà & là , & dont on compte jusqu'à onze de suite qu'il faut traverser , seulement depuis Masulipatan jusqu'à Yanaon. Elles baignent la terre , l'arrosent & l'inondent presque en même temps , & dans la même proportion que les deux fleuves dont elles tirent leur origine.

Cet avantage est tel que , malgré la différence

du climat , l'on feroit prefque tenté de fe perfuader que les terres les plus fertiles de l'Europe n'ont rien qui égale ou qui furpaffe la bonté de celles de ces provinces de l'Inde , foit par la nature & la fécondité du fol , foit par la richeffe & l'abondance des denrées qu'elles produifent.

Cela pofé , il eft facile d'appercevoir avec quel regret les François ont dû abandonner ces poffeffions , qui préfentent déjà par ce feul endroit une perpective des plus fatisfaisantes. Qu'on fe rappelle en effet la fituation de Mafulipatan , placée fur le bord de la mer , & placée de maniere que peu s'en faut qu'elle n'occupe le milieu de tous les domaines que je viens de décrire. Elle appuie fa droite au fleuve Crichena , qui parcourt toute l'étendue des terres fituées au midi ; elle étend fa gauche fur le Godavry , qui arrose pareillement toutes les contrées du nord. D'un côté , ce font toutes les manufactures de mouchoirs , dont le débit eft immense ; de l'autre , ce font toutes les fabriques de toiles , dont le commerce eft fi fort de recherche. En un mot , elle découvre de toutes parts , foit des vaiffeaux qui entrent dans fon port , & qui font chargés de toutes fortes de marchandifes , foit des terrains immenfes , & des campagnes couvertes de routes fortes de productions les plus abondantes. Ce tableau naturel doit faire penfer que ces domaines doivent rapporter des revenus qui y répondent au moins ; & c'eft ce que je me propofe de faire voir dans la feconde fection , qui n'eft pas moins intéreffante que la premiere , mais à laquelle je ne donnerai que le moins d'étendue qu'il me fera poffible.

## SECTION II.

*Des revenus & du produit de ces domaines.*

C'AUROIT été peu pour la compagnie Française des Indes, de posséder en propre une étendue considérable de pays, si toutes ces possessions n'avoient été pour elle d'aucun rapport; quelque facilité qu'elle eût eue d'y faire un plus grand commerce, le bénéfice s'en feroit trouvé absorbé par les fraix qu'auroient nécessairement entraîné la régie & le gouvernement stérile de ces domaines : mais c'est ce qu'on ne peut pas dire des riches concessions dont je parle. Ce qu'on en a déjà vu par les détails précédents, peut suffire, pour faire connoître une partie au moins des avantages en ce genre qu'elles étoient capables de produire; & je ne finirois point, si je voulois développer en entier toutes les inductions satisfaisantes qu'elles offrent à cet égard. Je me bornerai seulement à donner une idée du montant des revenus qu'elles jetoient chaque année dans les coffres de la compagnie Française; &, pour cet effet, je les distinguerai en trois sortes, & cela relativement à la nature des fonds dont elle les tiroit.

Premièrement, la compagnie avoit dans l'Inde un espace immense de terrain, plus ou moins cultivé, qu'il n'étoit pas facile d'évaluer. Secondement, elle possédoit elle seule la propriété des marais salants les plus vastes & les meilleurs qui

fussent dans toute la côte. Troisièmement enfin , outre le droit de monnoie , elle étoit en possession d'en percevoir & d'en lever beaucoup d'autres dans l'étendue de ces domaines : & voilà ce qui constituoit le fonds de ses revenus. Ils étoient aussi clairs que faciles à recueillir. Ils consistoient dans la culture & la récolte des terres , dans la fabrique & la vente des sels , dans le produit & le montant des droits qu'elle prélevoit indifféremment sur toutes sortes de sujets & en toutes sortes de manieres : or , tous ces articles , calculés seulement sur le pied où ils subsistoient quand les François commencerent à être troublés dans leur jouissance , présentent un objet de près de dix millions de livres tournois , de revenu fixe & annuel , qui ne coûtoit en quelque façon à la compagnie que la peine d'ouvrir ses coffres pour la recevoir , & qui auroit pu augmenter d'un tiers & même du double , à proportion des soins que l'on auroit pris pour l'étendre & en améliorer le principe. Les preuves de ce que j'avance sont faciles à déduire.

Avant que d'entrer dans le détail de ce qui regarde le produit des terres , il me paroît à propos de faire faire à mes lecteurs deux observations , qui , en donnant une idée de la maniere dont les droits sur les terres s'imposent & se prélevont dans l'Inde , démontreront avec quelle certitude le souverain peut compter sur leur produit.

La premiere , c'est que les revenus qui proviennent de la culture & de la récolte des terres , se perçoivent dans l'Inde d'une maniere toute différente de celle qui est usitée en Europe. Ici l'on recueille les grains en nature , & l'on est obligé

de les garder , ou d'attendre qu'on s'en soit défait pour en avoir le prix : dans l'Inde , c'est tout le contraire , parce que toutes les terres , dans l'empire du Mogol , appartiennent de droit au souverain , nul particulier ne possédant des biens-fonds. Les laboureurs , espece de secte ou tribu qui ne sort jamais de son état , sont obligés de travailler les terres à moitié profit ; en sorte que , lorsque le temps de la récolte arrive , l'on partage d'ordinaire toute la masse des grains en deux portions égales , dont une appartient au prince ou à celui qui le représente , & l'autre reste au laboureur ; avec cette différence que ce dernier , pour pouvoir enlever la portion qui lui revient , est obligé de payer argent comptant le prix de celle qui appartient au prince : & voici comment cela se pratique.

Des officiers , nommés déchapaudias , sont chargés de veiller à la sûreté des grains : ce sont des brames ou écrivains , qui ont le soin , dans le temps , d'en faire la juste estimation. Elle se fait à deux reprises : la première , lorsque les grains sont sur terre ; & la seconde , lorsqu'ils sont coupés & ramassés en meule , & c'est alors que se fait le partage qui est bientôt décidé.

Si le laboureur a l'argent devant soi pour payer le montant de la moitié qui revient au souverain , suivant l'estimation qui en a été faite , ce qui arrive presque toujours , parce que les marchands se pressent de contracter avec les laboureurs , avant même que les grains soient abattus ; alors il a la liberté d'enlever tous les grains qu'il vend ensuite pour son compte , bien entendu cependant que le prince , ou celui qui le

représente , est toujours en droit de prendre sur sa moitié la quantité de grains qu'il juge nécessaire pour sa consommation.

Si , au contraire , le laboureur ne se trouve pas en état de payer au prince la portion qui lui revient , on lui abandonne le tiers de la récolte , pour lui donner le moyen de faire des fonds , & on lui assigne trois termes d'un mois chacun , au bout desquels il a grand soin de rapporter le prix des grains qu'il a pris en nature ; car s'il manquoit de le faire , tout le grain qui lui revient seroit confisqué au profit du prince , & vendu à l'encan sur la place. Lorsqu'il a satisfait pour la première portion , il enleve le second tiers , & ainsi de suite , jusqu'à ce qu'il ait totalement rempli ses engagements envers le prince. C'est de cette manière que le laboureur est chargé tout seul de travailler , d'ensemencer les terres , & de trouver jusqu'au débit & à la déفاite des grains. Le souverain reçoit toujours la moitié du prix de toutes les productions en ce genre , sans qu'il soit tenu au moindre embarras , ni à la moindre dépense , si ce n'est celle qu'il est obligé de faire pour l'entretien des commissaires qu'il établit , soit pour veiller à la sûreté de la récolte , soit pour contraindre le laboureur , & le forcer à acquitter ses dettes. Il est donc évident que la compagnie Française qui avoit succédé aux titres du souverain dans cette partie , ne pouvoit rien avoir de plus clair , de plus net & de plus certain , que cette espece de revenus qu'elle tiroit de ses domaines.

La seconde observation qui se présente pour donner de nouvelles lumières sur l'étendue parti-

culiere de ces revenus , c'est que la compagnie François a possédé ces terrains pendant si peu de temps , qu'il lui a été impossible d'en reconnoître au juste la valeur intrinsèque. Une foule de gemidars & autres petits princes , ci-devant les sang sues & les tyrans du peuple , des brames , des écrivains , des inspecteurs qui conservoient encore une partie de leurs droits ; toutes ces sortes de gens ne cessoient de menacer & d'intimider les laboureurs , qui , dans la crainte de retomber une seconde fois sous leur joug , se trouvoient forcés , malgré eux , de tromper leurs nouveaux maîtres. Ils s'accordoient avec les écrivains ou interpretes , pour déguiser la vérité lorsqu'on les interrogeoit sur le produit de leurs terres , que souvent ils ne portoient pas à moitié. Quelle diminution ne devoit-il pas résulter de cette manœuvre ? Ajoutez à cela que , lorsque les François obtinrent ces domaines , la plus grande partie des campagnes étoit dépeuplée par la tyrannie & les vexations des princes Maures. Il n'est pas concevable en effet à quel excès de misère le laboureur se trouvoit réduit sous le gouvernement Maure. Les dechapaudias ou écrivains s'entendoient avec les fossedars pour le piller. Le temps en effet de l'estimation étoit-il arrivé , les écrivains en dressoient une qui alloit quelquefois au double de la récolte ; & par ce moyen la portion du prince l'absorbant en entier , le laboureur se trouvoit souvent dans l'impossibilité de rien recueillir : s'il se plaignoit , on le maltraitoit encore ; & sous prétexte qu'il avoit diverti une partie des grains , on le menaçoit d'être mis en prison ; ainsi foulé , persécuté , mourant de

faim & sans aucun recours pour obtenir justice ; il désertoit & ne paroissoit plus. Telle étoit la situation de ces provinces lorsqu'elles passèrent sous la domination Françoisse, qui, dans l'embarras d'en faire valoir les terres, faute de régisseurs, se vit obligée de les affermer en tout ou en partie. L'on avoit beau prendre toutes les mesures, toutes les informations nécessaires, l'on étoit forcé de s'en rapporter à la bonne foi des fermiers qui se présentoient, & qui, mettant à profit l'ignorance où l'on se trouvoit du prix naturel de ces fermes, n'offroient souvent pas le quart de leur valeur. Qu'on juge après cela combien les revenus de cette nature devoient être éloignés du taux où ils auroient pu être portés. Je ne crains point d'avancer que, dans le temps que la compagnie Françoisse entra en possession de ces contrées, à peine en étoit-il un quart qui fût en rapport ; & à peine retiroit-elle le tiers du revenu des terres qui étoient cultivées : d'où l'on peut facilement comprendre quelles devoient être en effet la nature & l'étendue de cette sorte de revenu, puisque malgré tous ces inconvénients il ne laissoit pas encore d'être considérable.

Il est constant que, sans parler du serkar de Condavir, ni des quatre provinces du nord qui étoient affermées, l'ancien gouvernement seul de Masulipatan, rapportoit en grains plus de sept à huit cent mille francs, lorsque les années étoient abondantes. Une preuve encore plus évidente de ce que j'avance, c'est que dans les dernières années de l'administration Françoisse, la province de Nizampatnam, quoique la plus petite & la plus mauvaise de ce gouvernement, & malgré



que plus des trois quarts des terres y fussent en friche , rapporta pendant plusieurs années de suite soixante mille roupies ; ce qui , à raison de deux livres huit sous tournois par roupie , faisoit cent quarante-quatre mille francs. On peut en dire autant par proportion des autres départements. L'isle de Divy , par exemple , rapportoit au moins cent mille roupies , ou deux cent quarante mille francs par an ; & cependant ce n'étoit là que la huitieme partie de ce qu'elle auroit pu produire. L'on y voyoit en effet de vastes plaines , propres à tenir une armée de cent mille hommes , qui restoient sans culture , faute de laboureurs. L'on peut juger du reste par ces deux exemples que j'ai choisis. D'un autre côté , il est aisé de sentir les augmentations qui ont dû résulter du changement d'administration , dont les effets sensibles se manifestotent chaque année. Qu'auroit-ce donc été , si le pays avoit été repeuplé , & que l'équité & la douceur du gouvernement François eussent eu le temps d'y rétablir la tranquillité , & d'y rappeler l'abondance ?

Quoi qu'il en fût , ce n'étoit pas la seule espece de revenus dont la compagnie Françoisé jouissoit dans cette partie de l'Inde : elle avoit encore , dans l'étendue de ses domaines , un trésor , dont le fonds est aussi riche , & les productions aussi abondantes. Il consistoit dans de belles & grandes salines dont le rapport est arbitraire , & peut augmenter tant qu'on veut. C'est un tribut annuel de la mer , il ne faut que des bras pour le retenir.

De toutes les salines qui sont le long de la mer , celles de Masulipatan & de la province de Nizampatnam qui en est voisine , sont les meil-

leures par la nature du sol , dont le fonds est de glaise , & où l'on ne trouve pas le moindre sable. L'on y fabrique une quantité de sel inconcevable ; & cette denrée en général si utile , & en particulier nécessaire aux Indiens , se travaille de la maniere la plus simple & la moins dispendieuse.

On choisit pour cet effet un champ convenable assez proche de la mer : on le partage en autant de bassins carrés , revêtus d'un rebord , pour empêcher l'eau de s'écouler ; l'on creuse ensuite , de distance en distance , des puits aux environs , où l'eau qui filtre à travers les terres , ne tarde pas à s'insinuer. Des canaux , faits avec des troncs de palmier , servent à conduire cette eau des puits dans les bassins : mais avant que de l'y introduire , les parias , classe vile du peuple qui sert les laboureurs , & qui , dans l'intervalle que leur laisse le travail de la campagne , court à cette occupation avec empressement ; des parias , dis-je , ont soin de presser la terre dans l'enceinte des bassins , & de la fouler aux pieds pour la rendre plus compacte ; après quoi on lâche les écluses , & les bassins se remplissent : mais bientôt après se trouvant desséchés par l'ardeur brûlante du soleil , il reste au fond une espece d'enduit , ou de croûte crySTALLINE que l'on ramasse avec le râteau ; & voilà du sel tout formé. L'on recommence la même opération à plusieurs reprises , & toujours avec le même succès. Tous les bords des bassins se couvrent successivement d'une quantité de sel que l'on recueille & que l'on entasse ensuite dans un endroit destiné à le recevoir , jusqu'au temps où les marchands viennent pour l'acheter. L'on n'a pas à craindre qu'il y reste , car c'est une

nature de marchandise , dont la défaite est d'autant plus sûre , que le débit en est plus facile.

En effet , outre les vaisseaux qui viennent s'en charger & la portent ensuite dans le Gange & dans le royaume de Bengale qui manque de cette denrée , tout l'empire du Mogol ne se fournit presque que dans les seules salines de Masulipatan. Des caravanes de lambadis , espèce de marchands du pays qui font ce commerce , arrivent successivement , avec des bandes de trente à quarante mille bœufs , depuis le mois de janvier jusqu'à celui de septembre , & paient en argent comptant tout ce qu'ils prennent. L'on est souvent embarrassé de les satisfaire , & à peine donnent-ils le temps au sel de s'achever qu'ils l'enlèvent : quelquefois même ils en viennent aux mains pour se le disputer ; c'est à qui s'en fournira davantage : d'où il arrive souvent qu'une partie de ces caravanes s'en retourne à vuide , le nombre des acheteurs surpassant toujours la quantité de la marchandise.

L'on voit par ce détail qu'il n'est rien de plus facile que d'augmenter cette espèce de revenu , en donnant plus d'étendue au fonds qui le produit , lequel n'a besoin pour cela que d'un accroissement d'ouvriers attachés à le travailler.

Si l'on veut savoir maintenant à peu près la quantité de sel qui se fabrique dans ces domaines , on peut le trouver d'une manière très-aisée , en combinant le produit de la vente qui s'en fait chaque année.

La vente du sel de Masulipatan rend près de cent mille roupies ou deux cent quarante mille

francs par an : or, à mettre le candil, mesure du pays qui contient environ dix milliers de sel, à cent francs, il s'ensuit, par un calcul très-simple, que l'on fabrique par an deux mille quatre cents candils, ou, ce qui est le même, vingt-quatre mille milliers de sel, dans les seules salines de Masulipatan; & si l'on y ajoute celles de Nizampatnam qui en procurent presque autant, & celles de Pandarty qui en donnent peut-être davantage, on aura soixante-douze mille milliers de sel, ou sept mille deux cents candils; & par conséquent, en mettant le candil à cent francs, comme je l'ai apprécié ci-dessus, on aura une somme de sept cent vingt mille livres tournois, que la compagnie Françoisse a dû retirer de ces salines pendant qu'elle en a joui. Elle avoit, de plus, une juste espérance d'en augmenter le produit; car l'on peut dire que c'est une vraie mine d'argent dont le fonds est intarissable, & qui s'accroît, même en quelque sorte, à force d'y puiser; il ne faut que l'expérience pour s'en convaincre.

Les François ayant succédé à toute l'autorité du souverain dans ces contrées, ils étoient en possession d'y percevoir & d'y jouir, en cette qualité, de tous les droits qui en dépendent; ce qui leur formoit une espèce de revenus encore plus certains que les autres.

Ces droits sont de plusieurs sortes : 1°. le droit de la monnoie, droit seigneurial sur la fabrication des espèces qui ont cours dans le pays : 2°. le droit de douane qui se paie sur l'entrée & la sortie par mer : 3°. le droit appelé *sahir*, espèce de droit de péage ou de transit établi dans

dans les lieux d'un passage fréquenté : 4<sup>e</sup>. enfin ; le droit de moutafara, sorte de capitation imposée, non-seulement sur les personnes, mais sur les immeubles, comme maisons, boutiques, métiers, &c.

1<sup>o</sup>. Celui de la monnoie n'a jamais été d'un grand rapport aux François, si l'on excepte ce qui provenoit des *dabous*, espece de monnoie de cuivre très-nécessaire au peuple, & sur-tout aux tisserands, dont la fabrication pouvoit offrir un bénéfice d'environ quarante à cinquante pour cent.

2<sup>o</sup>. La douane étoit plus considérable, parce qu'elle est toujours relative à la quantité de marchandises ou de vaisseaux qui entrent ou qui sortent de Masulipatan. Plus la rade sera fréquentée, plus le revenu qui sort de cette espece de droit, croîtra à proportion. Outre la douane de Masulipatan, il y en a une autre établie à Narzapour. Les Européens & les Maures paient à toutes les deux 3 pour cent, & les Gentils 5 pour cent. Il y en a une troisième à Montepelly, village du Condavir, situé au bas de la province de Nizampatnam sur le bord de la mer. C'est là que les marchands de mouchoirs de Paliacatte chargent une partie des marchandises de ce nom. Les François ont toujours évalué le revenu annuel de ces douanes ; savoir, la premiere à 40 mille roupies ou 96 mille livres ; la seconde à 3 mille roupies ou sept mille deux cents livres, & la dernière à environ 4 mille roupies ou neuf à dix mille livres tournois.

3<sup>o</sup>. Le droit de *sahir* ou de transit se perçoit dans ces pays sur toutes sortes d'effets, & soumet

toutes sortes de personnes. Rien n'en est excepté; hommes, bestiaux, denrées & marchandises, tout paie le passage d'une rivière, d'un canton, d'une ville, & quelquefois même d'un village. Tous ces paiements sont arbitraires & relatifs à la multitude plus ou moins grande d'effets ou de personnes qui passent par ces endroits: aussi s'en trouve-t-il dont le produit en ce genre se monte à des sommes considérables. Le paragané de Goudour, par exemple, où passe le grand chemin de Golconde, par la raison de cette situation avantageuse, est ordinairement affermé plus de quarante mille roupies, ou près de cent mille francs.

4°. Pour le droit de *moutafara*, il me paroît inutile d'en parler, parce qu'il est facile d'en concevoir la nature & l'étendue. Il me suffira d'ajouter qu'il entre communément avec le *sahir* dans les baux que l'on passe lorsqu'on afferme les terres. C'est pourquoi il seroit difficile de fixer au juste jusqu'où pouvoit aller le montant de ces sortes de droits en faveur de la compagnie Française, attendu qu'une partie de ses domaines étoit affermée, & que l'autre se régissoit: cependant, pour la satisfaction du lecteur, je vais les parcourir séparément, & fixer dans chaque département, soit qu'il soit en régie ou affermé, la valeur que les François lui donnoient suivant son étendue.

Masulipatan produit en droits de douane 96 mille francs, 240 mille en salines, & pour les autres droits 24 mille.

Les petites d'Inongoudour étoient affermées, tant pour leur récolte que pour les droits de

transit, à la somme de 20 mille roupies ou 48 mille francs.

Les paraganés de Goudour & Acloumanar étoient également affermés, mais sur le pied de 50 mille roupies ou 120 mille livres tournois.

Les paraganés de Tomedy & Pedana produisoient des revenus en terres, qui pouvoient aller à 24 mille roupies ou 60 mille francs.

Le département de Narzapour, y compris les deux paraganés de Tondour & Boudara qui étoient sous la même régie, donnoit des revenus en terres, douane & ferme de cocotiers. Cette régie fournissoit par année plus de 120 mille roupies, & ce revenu peut s'évaluer à 260 ou 280 mille livres tournois.

Le département de Devracota étoit pareillement en régie, & rapportoit, à peu de chose près, cent mille roupies ou 240 mille francs.

L'isle de Divy, dont les revenus en terres s'augmentoient chaque année, sous le gouvernement François, en quatre ans de temps étoient montés de 20 mille roupies ou 48 mille francs à 100 mille roupies ou 240 mille francs, qu'une plus longue possession auroit sans doute accrus de nouveau.

Le serkar de Nizampatnam, dont les revenus sont en terres & en salines, étoit en régie, qui donnoit des premières environ 60 mille roupies ou 144 mille livres, & des dernières 50 mille roupies ou 120 mille francs.

La province de Condavir a toujours été affermée tant que les François en ont joui, faute

de sujets suffisants pour pouvoir la régir dans toute son étendue. Les dix-huit paraganés qu'elle contient étoient tenus par différents particuliers, qui en payoient plus ou moins selon la grandeur du terrain qu'ils tenoient à ferme : mais le tout formoit un objet de 200 mille pagodes d'or à trois figures, ou 850 mille roupies, qui équivalent à deux millions quarante mille francs.

Quant aux quatre provinces du nord, tant que les François en ont eu l'usufruit, ils n'ont pu parvenir à les mettre en ordre. Tout ce qu'ils ont pu faire dans le temps a été de les affermer à la hâte, en les laissant mettre à plusieurs gémidars qui les possédoient auparavant, & pour le même prix qu'ils en avoient ci-devant donné. La ferme générale de ce terrain immense pouvoit monter à près de ving-cinq lacs de roupies ; ce qui équivaloit à environ 6 millions de livres tournois.

Tel étoit à peu près le montant des revenus que la compagnie Françoisse recevoit tous les ans des domaines que lui avoient cédé les vice-rois de Golconde. Pour en faire voir plus clairement le produit effectif, je vais ajouter ici un tableau additionné, où chaque département paroîtra avec son revenu, rapproché de si près de sa juste valeur que si, même aujourd'hui, il se trouvoit quelque différence, elle ne pourroit être considérable.



## T A B L E A U.

DÉPARTEMENTS.	Revenus.	
	Roupies.	Livres.
<i>Masulipatan</i> régie	150,000	360,000
<i>Inongoudour</i> ferme	20,000	48,000
<i>Goudour, Acloumanar</i> d <sup>o</sup> .	50,000	120,000
<i>Tomedy, Pedana</i> d <sup>o</sup> .	25,000	60,000
<i>Narzapour</i> régie	120,000	288,000
<i>Devracota</i> d <sup>o</sup> .	100,000	240,000
<i>Divy</i> d <sup>o</sup> .	100,000	240,000
<i>Nizampatnam</i> d <sup>o</sup> .	110,000	260,000
<i>Condavir</i> ferme	850,000	2,040,000
<i>Provinces du nord</i> d <sup>o</sup> .	2,500,000	6,000,000
Total	4,025,000	9,656,000

Il est donc évident que la France retiroit annuellement de ces domaines près de dix millions de livres tournois; ce qui ne formoit qu'à peine la moitié des revenus que sa compagnie en auroit pu exiger, & qu'elle en auroit sans doute retirés si elle avoit pu affermir son autorité dans le pays, de façon à en acquérir une connoissance suffisante pour la régir par elle-même. Une pareille perspective doit faire sentir l'excellence & l'utilité des acquisitions que la France avoit faites dans les Indes par la bravoure & la politique des deux plus grands hommes qu'elle y ait eus, ainsi que la perte immense que cette couronne y a essuyée par l'abandon de ces

possessions : cependant , pour en convaincre de plus en plus mon lecteur , j'ajouterai un mot sur la qualité & l'avantage du commerce qu'elle y pouvoit faire ; objet que naturellement elle devoit avoir le plus à cœur , & qui ne pouvoit se présenter sous un point de vue plus favorable.

---

### S E C T I O N III.

#### *Qualités & avantages du commerce.*

TOUT le monde fait sur quels fondemens s'appuie d'ordinaire l'avantage général du commerce. Le crédit en fait la base ; la tranquillité en est le soutien ; & les fonds considérables qui en sont le nerf , en déterminent l'étendue. Pour qu'un commerce puisse être également facile , solide & florissant , il est nécessaire qu'il soit , pour ainsi dire , préparé par une certaine réputation qui l'accrédite , conduit par des opérations tranquilles qui l'assurent , nourri , enfin , par des bénéfices qui l'augmentent : or , tout cela se trouvoit uni en faveur du commerce que la compagnie Françoisé pouvoit faire dans les Indes , au moyen des domaines immenses qu'elle y avoit acquis , & dont la paix l'a dépouillée. Elle se trouvoit montée à un degré de supériorité bien éloignée de sa constitution primitive ; & son commerce , soit actif , soit passif , y trouvoit des routes & des appuis bien différents.

En effet , la même révolution qui s'étoit opérée

dans le gouvernement au sujet du trône de Golconde, avoit influé, non-seulement sur les possessions des François, mais même sur l'idée qu'on s'étoit formée d'eux dans l'Inde. Les prodiges de valeur & de capacité qu'ils avoient fait paroître en cette occasion, leur avoient gagné la plus haute considération auprès des Mogols, qui ne craignent d'ordinaire que ce qu'ils estiment, & auprès de la généralité de ce peuple, dont le naturel est d'être fier & arrogant dans la prospérité, mais timide & foible dans l'adversité.

Avant les troubles de Golconde, l'opinion qu'on avoit des François faisoit tenir à leur égard une conduite bien opposée à celle qui les suivit. On les regardoit tout au plus comme de simples marchands, dont l'unique ambition, les talents & le pouvoir se réduisoient à des opérations de commerce. Resserrés dans des bornes très-étroites, & ne pouvant même y vaquer librement à leurs affaires, sans l'aveu des princes du pays, ils devoient en acheter la permission par des présents considérables, qui souvent ne suffisoient pas encore à l'avidité des possesseurs. Cette obligation de payer pour avoir la liberté du commerce, les soumettoit à beaucoup d'autres contributions également arbitraires, & qui augmentoient d'autant l'achat des marchandises. Tout ce qui appartenoit à leur compagnie, comme ouvriers, marchands, écrivains & autres, tout se ressentoit de ces vexations particulières qui retomboient toujours sur son compte, & qui l'engageoient à des dédommagements considérables. Il ne seroit pas possible d'exprimer à combien de

contre-temps, d'insultes & d'avaries cette compagnie étoit d'ailleurs exposée. En 1746 elle se vit obligée d'abandonner son comptoir d'Yanaon, pour se sauver dans une île voisine : l'année suivante elle s'y maintint en payant 25 mille roupies de contributions ; mais en 1750 ce comptoir fut pillé, ravagé & enfin détruit.

Le plus petit raja ou gemidar se prévaloit à chaque instant de cette sujétion involontaire ; & l'on étoit à peine venu à bout de satisfaire à une demande, qu'on étoit exposé à une nouvelle. Un simple pion venoit de la part du dernier seigneur Maure, & exigeoit, disoit-il, une somme dont son maître avoit besoin, qu'il falloit trouver, parce que, faute de la délivrer, il menaçoit, ou d'empêcher le commerce, ou de mettre tout à feu & à sang.

En un mot, il n'étoit point de manières de rançonner que les Maures ne missent en pratique, soit pour donner le passage aux marchandises, soit pour en permettre seulement l'acquisition ; il n'étoit pas rare de les voir en arrêter sur les lieux ou en route, par mauvaise humeur, ou simplement pour faire sentir leur supériorité ; tant la vanité naturelle à ce peuple lui faisoit trouver de satisfaction à troubler le commerce des François, à en gêner les opérations, & même à en intercepter les bénéfices. En un mot, ce n'étoit qu'à force d'habileté & de souplesse, & sur-tout avec beaucoup d'argent, qu'on parvenoit à faire les chargements pour les vaisseaux d'Europe ; & il arrivoit souvent que cette contrainte & ces dépenses mettoient dans l'impossibilité absolue de les rendre complets.

L'on en peut juger par le nombre de marchandises que donnoient autrefois les deux comptoirs que la compagnie Françoisse avoit à la côte d'Orixa. Celui d'Yanaon, par exemple, n'avoit jamais fourni qu'une seule fois huit cents balles de toiles, & il n'expédioit d'ordinaire que trois ou quatre cents balles. Celui de Masulipatan en donnoit encore moins; & le plus haut où les fournitures eussent monté, étoit à quatre-vingts ou cent balles de mouchoirs. L'on conçoit assez qu'un cercle de commerce si étroit n'étoit pas capable de dédommager des fraix énormes qu'il exigeoit, & que la nécessité seule d'avoir des marchandises de cette sorte pouvoit faire passer par dessus les inconvénients; & qu'enfin, sans les marchandises de la Chine, de Bengale & d'autres lieux, cette branche particuliere de commerce seroit devenue plus à charge qu'utile à la France, le bénéfice ne pouvant supporter ni balancer les avances.

Quoi qu'il en soit, telle étoit, il y a environ vingt-cinq ans, la position de la compagnie Françoisse dans cette partie de l'Inde : mais quelle différence n'y éprouva-t-elle point, dès qu'elle eut obtenu le domaine des riches contrées dont j'ai fait ici la description ? Ce fut à qui s'empresseroit de lui offrir les débouchés les plus favorables. Maîtresse du pays, elle étoit en état d'y donner la loi. Tous les peuples qui l'habitoient, sans en excepter les plus grands seigneurs, reconnoissoient & respectoient sa domination : accoutumés depuis long-temps à la dépendance, ils n'avoient fait que changer de joug en changeant de maîtres, & ils se félicitoient même du nouveau sort qu'ils éprouvoient.

L'on n'avoit rien à craindre de leur part, ni oppositions, ni insultes. Les marchands ou les facteurs, se voyant libres dans leurs opérations, s'empressoient d'autant mieux de contracter avec la compagnie de France, qu'indépendamment de la sûreté qu'ils y trouvoient, ils en espéroient encore une protection particulière pour la tranquillité de leurs biens & de leur famille. Les fournitures étoient très-aisées, on pouvoit en exiger tant qu'on vouloit, & les manufactures étoient également nombreuses & fournies.

En effet, sous la domination Françoisé l'on comptoit, dans les provinces de Nizampatnam & de Condavir, au moins quinze cents métiers ouvrants, sans ceux où l'on fabriquoit des mouchoirs plus communs, qui n'entrent point dans les assortiments. Chaque métier, selon la supputation qu'on en a faite, pouvant fabriquer trois pieces de mouchoirs par mois, c'est-à-dire, trente-six par an, il en résulte que quinze cents métiers en donneront cinquante mille pieces; & par conséquent, à raison de cent pieces pour la balle, on aura 540 balles de mouchoirs, au lieu de 80 ou cent qu'on faisoit auparavant. L'on en peut dire autant des marchandises de toiles dont les provinces d'Elour, Ragimendry & Chicacol fourmillent; au lieu de 5 à 600 balles qu'on en tiroit à peine avant que les François y dominaient, on en a fait sous leur gouvernement plus de deux milles: ainsi ils étoient dans le cas de choisir, & leur compagnie auroit pu s'en attribuer le commerce exclusif. Elle en avoit le droit, & il ne s'agissoit que d'en trouver les

moyens ; ou si elle y avoit renoncé , ce n'auroit pu être que par une condescendance nécessaire qu'elle en auroit rendu les autres nations participantes.

C'étoit là certainement des avantages bien réels , qui se trouvoient décidés en faveur du commerce de la compagnie Françoisé ; une augmentation de marchandises & une facilité de les acquérir , qui résultoient de la possession domaniale de ces contrées : mais il me reste à en exposer un qui n'étoit pas moindre , quoiqu'il ne pût paroître d'abord aussi sensible , & il consistoit en ce que le produit considérable de ces domaines l'exemptoit de l'obligation ruineuse des avances qu'elle étoit antérieurement dans le cas de faire ; obligation qui , en augmentant pour elle le prix des marchandises , diminueoit à proportion ses bénéfices.

C'est un principe assez reconnu en fait de commerce , qu'il faut déduire , sur le bénéfice des marchandises , tous les faux fraix , ainsi que les dépenses qu'occasionne leur achat : or l'on fait que la compagnie de France étoit originairement obligée d'envoyer tous les ans , dans les Indes , des sommes immenses pour l'entretien de son commerce & de tout ce qui y avoit rapport : quelle diminution par conséquent sur le bénéfice qu'elle auroit dû naturellement y faire ? Mais lorsqu'elle eut acquis la souveraineté de tant de vastes provinces , les choses changerent de face ; les revenus considérables qu'elle avoit à percevoir dans l'Inde de ses propres domaines , pouvant suppléer d'eux-mêmes à ces envois , elle pouvoit en employer une grande partie à faire des marchandises

pour la cargaison de ses vaisseaux. Selon l'état que j'ai produit dans la section précédente, on a dû voir qu'ils étoient plus que suffisants pour satisfaire à tous les engagements de la compagnie dans cette partie de l'Inde. Elle pouvoit même en quelque sorte les faire refluer sur ses autres établissemens, accroître leur commerce, en lui épargnant du moins la nécessité d'y faire passer des fonds considérables.

Indépendamment de cet accroissement de bénéfice que la compagnie Françoisse avoit acquis au moyen de ces revenus, l'on peut dire qu'il en résultoit aussi une augmentation de profits pour l'état. Il n'est en effet personne qui ignore que l'exportation de l'espece est, en général, ce qu'il y a de plus nuisible pour un royaume ; & c'est de là sans doute que l'on a dit que le commerce de l'Asie ruinoit l'Europe. Que l'on calcule en effet toutes les marchandises que l'on n'a cessé d'en tirer, depuis l'établissement de ce commerce, autant d'argent qui est sorti pour ne plus revenir : donc par une raison contraire, si les mêmes marchandises, ou du moins la plus grande partie d'entre elles, continuoient à venir de ce pays en France, sans qu'il fût nécessaire à ce royaume d'y porter de l'argent pour les avoir, il en devroit résulter une augmentation de ce même argent dans l'état, qui y produisant un redoublement de circulation, y donneroit un accroissement de richesses, en y attirant par la suite celles de l'étranger. Ces observations sont du ressort du ministère ; mais il me suffit de les avoir indiquées, pour faire sentir combien il étoit avantageux en général au commerce de la France, que sa compagnie



eût dans l'Inde un fonds assuré, au moyen duquel ses établissemens étoient en état, ou de se soutenir par eux-mêmes lorsqu'elle n'auroit pu lui faire des envois, ou de lui préparer de riches cargaisons, capables de la dédommager de toute interruption de commerce, ou enfin de lui faire expédier des quantités de marchandises, sans qu'elles lui coûtassent aucun déboursé, & sur lesquelles elle fût néanmoins dans le cas de faire un profit immense.

Tels étoient les avantages pour le commerce actif : mais quel point de vue favorable ces importantes concessions n'offroient-elles pas à la compagnie Françoisé pour son commerce passif.

Je ne parle point de la facilité qu'elles lui donnoient pour le débit des marchandises d'Europe recherchées aux Indes, parce que l'on sent que l'espece d'alliance, qui régnoit entre les François & les princes du pays, lui assuroit une préférence décidée sur toutes les nations rivales : mais je me borne à l'étendue que la jouissance de la seule ville de Masulipatan pouvoit donner à son commerce.

La France n'a jamais fait le commerce des Indes, sans être persuadée qu'il lui falloit nécessairement un point d'appui pour l'embarquement & le débarquement de ses vaisseaux. Convaincu de cette nécessité, je ne crains point d'être accusé de prévention, en disant que celui de Masulipatan est préférable, du moins par bien des endroits, & que si la France en avoit su conserver la souveraineté, elle l'auroit certainement tôt ou tard préféré à celui de Pondichéri même. On fait qu'à ce dernier endroit la mer gagne continuellement,

que son rivage n'est qu'un sable mouvant, dont on voit sensiblement la diminution. L'eau est presque sous les murs de la ville qui, par succession de temps, pourra bien se trouver dans la mer. Il en est de même de la ville & du port de Madraff qui appartient aux Anglois, & la progression y est encore plus sensible. La rade de Masulipatan est beaucoup meilleure, la mer n'y brise pas tant, & elle est garantie par des lits de glaise qui bordent son rivage, & qui y forment comme une digue sur laquelle la mer ne sauroit mordre. Les vaisseaux y sont en sûreté dans les temps où les vents du sud regnent sur la côte. La pointe de Divy qui s'avance dans la mer, & qui forme l'enfoncement de Masulipatan, offre un asyle dans lequel on peut séjourner durant toute cette mousson. La ville d'ailleurs de Masulipatan est la seule de toute la côte qui ait, en quelque maniere, un port facile, d'où l'on peut aller en mer sans le secours des chelingués, sorte de bateaux plats, dont on se sert à Pondichéri, à cause des brisants, qui ne peuvent supporter des bâtimens qui ont une quille; & il n'y a qu'une espece de matelots, nommés marquois, qui sçachent manœuvrer & gouverner ces chelingués, qui ne sont d'aucune utilité à Masulipatan, parce que l'embouchure de la riviere s'étend jusqu'à la rade & au delà des brisants.

Cette ville est de plus, ainsi que je l'ai dit ci-devant, comme le centre & le point de réunion de toute l'Inde, parce qu'elle est la seule qui soit dans le milieu de l'empire du Mogol, sur le bord de la mer. Les marchandises généralement quelconques, qui entrent dans ces riches contrées ou

en sortent , aboutissent à ce point de réunion plus volontiers que par-tout ailleurs.

Il est vrai que la tyrannie du gouvernement Maure en avoit éloigné pendant un temps ; mais la France n'avoit pas été dans le cas d'y arborer ses étendards que cet obstacle s'étoit évanoui. Les vaisseaux d'Achem , de Merguy , de Siam , de Bengale , du Pegon & de Perse en avoient bientôt repris la route , y abordoient sans cesse , & y paroissoient même en plus grand nombre , depuis que les nouveaux souverains y avoient rétabli la liberté de commerce. Quel jour cela ne donnoit-il pas par conséquent pour la consommation des effets d'Europe , comme cordages , goudron , agrès & apparaux ? Mais sur-tout quelle facilité pour la communication réciproque des divers établissemens de la compagnie Françoisé ? L'on ne craint point de le dire : sans la ville & le port de Masulipatan , toutes les autres parties des riches concessions qu'elle tenoit des vice-rois de Golconde , lui seroient devenues en quelque façon inutiles , si je ne dis pas à charge , pour les arrangements de son commerce. Il lui auroit été en effet impossible de trouver dans toute la côte une assiette convenable , soit pour faire passer à ses colonies les provisions qu'elle leur envoyoit , soit pour en tirer elle-même les diverses marchandises qu'elles lui fournissoient

Qu'on ne m'objecte point que les Anglois & Hollandois ont toujours trouvé , même sans le secours de cette ville , les moyens de satisfaire à ces différents buts : car cette objection perdra toute sa force , dès qu'on sera instruit que la compagnie d'Angleterre n'envoie jamais dans cette

côte aucun vaisseau d'Europe ; & que ce sont les chefs des comptoirs qui y chargent , pour leur compte , de petits bâtimens qu'ils expédient pour Madraff , & dont la compagnie Angloise leur paie le fret : elle n'a pas d'ailleurs à leur envoyer des provisions en aussi grand nombre ni d'un si grand volume. Il en est à peu près de même des Hollandois , qui chargent pareillement les marchandises qu'ils envoient à Negapatam , leur principal comptoir , sur de petits bâtimens nommés borts. Il en étoit tout autrement des François qui , en perdant Masulipatan , ont perdu le vrai point d'appui de leur commerce.

L'importance du domaine direct de cette ville paroît encore par le privilege exclusif qui y est attaché pour la fabrication des dabous , qu'il n'est pas possible de lui ôter.

Les dabous sont une espece de monnoie de cuivre très-nécessaire au peuple , & spécialement aux tisserands , de façon que sa rareté ou son abondance influe d'une maniere sensible , non-seulement sur tout le commerce en général , mais encore sur la population du pays.

Pour le comprendre , il est bon de savoir qu'on ne voit dans l'Inde d'autre cuivre que celui qu'on en transporte de l'Europe. Les Hollandois faisoient seuls ce commerce qui leur valoit considérablement. Lorsqu'ils se sont retirés de Masulipatan , après que les François en eurent obtenu la souveraineté , ils ont emporté avec eux tous les dabous qu'ils ont pu se procurer. Ce n'étoit pas sans dessein : leur point de vue en cela étoit de diminuer , & même de ruiner , s'ils pouvoient , le commerce de la nation dominante en dépeu-  
plant

plant ses colonies. Ils favoient que cette monnoie est absolument nécessaire au peuple , qui n'en a point d'autre pour se procurer les besoins de la vie ; qu'elle est également essentielle dans le commerce , où elle sert à fixer le poids des marchandises de toute espece : d'où ils conclusient que la rareté de cette monnoie devoit occasionner deux inconvénients. Le premier étoit de dégoûter le peuple , les ouvriers & autres artisans , qui , outre la privation qu'ils éprouveroient de cette monnoie nécessaire , feroient encore exposés à une perte réelle sur leur argent ; parce que obligés de changer leurs roupies pour des dabous , ils trouveroient au moins un quart de perte ; ce qui arriva en effet. Au lieu de 48 dabous qu'on donnoit pour une roupie , la rareté des premiers fit qu'on n'en donnoit plus que 36 dans les commencements du gouvernement François. Ce déchet joint aux autres dérangements qu'il occasionoit , engageoit ces gens à abandonner les manufactures & à passer chez l'étranger , qui ne manquoit pas de l'attirer par des offres considérables. Le second inconvénient qui étoit encore plus frappant , c'étoit le rehaussement du prix des marchandises. L'on vient de voir que la roupie , qui ci-devant valoit 48 dabous , étoit tombée à 36 ; d'où il résultoit une perte de 25 pour cent sur l'espece seule , du moins pour les particuliers : or , comme les marchands qui contractoient avec la compagnie de France & les tisserands eux-mêmes , & qui ne recevoient en paiement que des roupies d'une valeur imaginaire , se croyoient en droit de se dédommager ou sur le prix ou sur la qualité des marchandises , & au lieu de quinze

roupies , par exemple , ils en faisoient payer vingt , ou s'ils laissoient l'ouvrage au même prix , ils se retranchoient sur l'altération de la matiere. C'étoit donc la compagnie seule qui en souffroit. Elle en sentit la conséquence , & envoya des parties de cuivre pour la fabrication de cette monnoie , & comprit qu'elle ne pouvoit être assez prodigue de ces sortes d'envois. Bientôt la circulation se rétablit , l'abondance éclata , les manufactures se repeuplerent , les villes & les campagnes se regarnirent d'habitants , le commerce reprit son aïssance ; & tout promettoit à la compagnie Françoisse un empire solide & florissant dans l'Inde , lorsqu'une guerre également malheureuse dans toutes les parties du monde , a forcé la France de souscrire à une renonciation formelle de tout ce qu'elle avoit acquis dans ces riches contrées depuis l'année 1749.

---

*CONCLUSION & opinion de l'auteur sur la paix.*

LES seuls sacrifices ne pouvoient être arrachés qu'à la nécessité ; & lorsque la France en gémissoit , il paroïssoit naturel que l'Angleterre dût en témoigner une joie proportionnée à l'immensité des pertes de ses ennemis. En détruisant jusqu'à l'ombre de l'autorité Françoisse dans les Indes , les Anglois devenoient les arbitres & les juges des nababs & des peuples ; aussi voit-on leur roi , par un article particulier du traité de 1763 , décider arbitrairement & despotiquement quelles seront par la suite les limites des états du soubab

de Bengale. Cependant les préliminaires de ce traité ne furent pas signés, que les deux parties parurent également mécontentes de leurs négociateurs respectifs.

Les premiers reprocherent au ministère de Versailles d'avoir abandonné à l'Angleterre non-seulement l'empire immense du Canada, & toutes les possessions qu'ils avoient dans les Indes; & les seconds ne cessèrent de s'élever avec fureur contre le ministère de Londres, pour n'avoir pas persisté à continuer la guerre, ou du moins à ne se pas maintenir par la paix en possession de toutes leurs conquêtes.

Pour ouvrir mon sentiment avec franchise sur une matière aussi long-temps contestée, j'avouerai que les uns & les autres m'ont toujours paru peu fondés dans leurs plaintes. Le souvenir du passé doit suffire pour justifier absolument les négociateurs des deux côtés.

Les François ne doivent en effet jamais oublier qu'un mois après que *M. le duc de Nivernois* fut arrivé à Londres le 11 septembre 1762, cet ambassadeur se trouva les mains si vuides, qu'il n'avoit pas un ponce de terrain à proposer au ministère Anglois, en échange des restitutions que l'intérêt de sa nation exigeoit qu'il demandât. La marine François étoit détruite, elle avoit perdu toutes ses colonies, & son seul espoir étoit fondé ou sur les efforts de l'Espagne, ou sur les progrès de l'armée qu'elle entretenoit en Allemagne.

Malgré les talents des deux généraux qui commandoient cette dernière, elle fut surprise, enveloppée & obligée d'évacuer avec précipi-

ration les deux Hesses & toute la Westphalie ; tandis que , pour comble de malheur , sa seconde espérance fut renversée par la fâcheuse nouvelle de la prise de la Havanne , qui arriva à Londres le 22 septembre 1762 : perte immense dans la situation des affaires ! Le cabinet de Versailles l'avoit réellement redoutée : mais enfin il étoit devenu tranquille à ce sujet , par les assurances réitérées que le ministère Espagnol ne cessoit de lui donner , que cette place étoit certainement dans une position à devenir imprenable , outre que la saison seule la garantissoit de toute insulte , du moins pour cette année-là. Quoi qu'il en fût de toutes ces flatteuses espérances , la France vit donc bientôt , d'une part , son armée d'Allemagne forcée de cacher ses pertes & sa honte dans le Rhin , & de l'autre , les pavillons Anglois flottants sur les murs de la Havane. Cette dernière perte , qui ébranloit le pivot de la grandeur Espagnole dans le nouveau monde , rendoit la paix aussi nécessaire à la cour de Madrid , qu'elle pouvoit l'être à celle de Versailles , dont les malheurs paroissoient être portés au dernier période.

Dans ces circonstances , *M. le duc de Nivernois* ; par ordre du ministère François , n'a cependant cédé aux Anglois que ce qu'ils avoient déjà pris , & ce qu'on n'auroit pu leur ôter du moins de longtemps ; & en cela il ne fit qu'obéir à la nécessité qu'imposoient le temps & les circonstances. Si l'on eût fait la paix en 1761 , ou si l'on eût laissé le commandement de l'armée au maréchal duc de Broglie , la France auroit certainement obtenu la restitution de ses domaines dans les Indes ,



ou du moins celle du Canada, parce qu'alors elle avoit à donner en échange tout ce que ce maréchal avoit conquis en Allemagne, & qui tenoit tant à cœur au roi d'Angleterre, qu'il n'auroit rien épargné pour en regagner la jouissance ; mais l'exil subit, quoique médité, de ce grand homme, fut le coup le plus fatal qui pouvoit être porté au bonheur de la France, à la gloire du ministère de M. le duc de Choiseul, & à celle des armes du roi.

Ceux à qui ce ministre confia ensuite le commandement des armées, eurent beau faire, ils ne purent maîtriser la fortune. L'éloignement du héros de la France sembloit avoir fait envoler la victoire. Les défaites qui se succéderent sans relâche, depuis cette époque malheureuse, ne faisoient qu'augmenter la nécessité de parvenir à la paix. Les négociateurs François, incapables d'en dicter les conditions, étoient bornés à rendre celles qu'on leur faisoit les moins onéreuses qu'il seroit possible ; & c'est à quoi on peut dire qu'ils ont travaillé avec succès. Ils ont abandonné, je l'avoue, à l'Angleterre les vastes déserts du Canada, mais ils ont eu le bonheur de faire restituer à leur nation toutes ses colonies à sucre, mille fois plus précieuses que les sapins, les peaux, les neiges & les sauvages du Canada.

Les Anglois, d'un autre côté, se sont plaint, avec une égale injustice, des conditions de la dernière paix, sur-tout depuis que quelques écrivains, conduits par l'esprit d'opposition, se sont avisés de vouloir découvrir un vuide réel dans les avantages que leurs ministres se vantoient d'en avoir retirés. Il est probable que ces derniers n'ont pu

se déguiser ces inconvénients , s'ils ont existé : mais forcés d'obéir à une nation , qui est dans l'usage de soumettre son roi même à ses caprices , ils se sont cru sans doute obligés de faire taire leur propres lumières pour se conformer au cri général du peuple. Celui-ci , froid sur le sort des colonies à sucre qui ne les importunoient pas par leurs clameurs , ne demandoit que la tranquillité du continent de l'Amérique septentrionale , dont les habitants ne cessoient de l'étourdir par leurs plaintes multipliées. Ces ministres , qui , comme je l'ai dit , peuvent en Angleterre éclairer la nation , sans être certains de la convaincre , & qui , s'ils manquent ce dernier succès , doivent se plier à sa volonté pour se soustraire aux effets de sa haine , tournèrent toutes leurs demandes du côté chéri par le peuple. En conséquence les cours de Versailles & de Madrid cédèrent à celle de Londres tout ce qu'elles avoient possédé depuis la rivière Saint-Laurent jusqu'au fleuve Mississipi : la France abandonna de plus la Grenade & Tabago , & consentit que les Anglois gardassent les îles réputées neutres de Saint-Vincent & de la Dominique , pourvu qu'elle pût , de son côté , s'approprier Sainte-Lucie. A ces conditions , le vainqueur restitua aux deux couronnes alliées toutes les autres conquêtes qu'il avoit faites sur elles en Amérique.

Quelle que fût l'ambition de l'Angleterre , elle ne pouvoit pas se flatter de tout retenir ; & les plus grands politiques n'ont pu s'empêcher d'admirer la sagesse du conseil de George III , qui n'a témoigné autant de modération dans ses prétentions , que pour mieux faire éclater la justice de son roi , &

ne point exciter, par une ambition sans bornes, la jalousie de toutes les puissances de l'Europe.

Si l'Angleterre eût voulu continuer la guerre, elle ne pouvoit le faire qu'en s'épuisant elle-même totalement. Elle ne pouvoit se déguiser que les moyens de la France absorbés dictoient seuls sa soumission, & qu'il étoit dangereux, par un refus opiniâtre, ou par une avidité ridicule, de la forcer à s'apercevoir que les ressources qu'elle n'avoit pas encore entamées, lui permettoient de prolonger une guerre, que l'Anglois ne voyoit plus moyen de soutenir. Elle crut en conséquence qu'elle devoit profiter de l'aveuglement de son ennemi, & en tirer tout le parti qui convenoit à son propre peuple; sans jeter son adversaire dans un désespoir, qui, dans tout les temps, a été favorisé de la victoire, au détriment d'un vainqueur insatiable, ou aveuglé par ses propres avantages.

On fera donc forcé de convenir avec moi que, si l'Angleterre commença la dernière guerre avec injustice, elle la termina avec autant d'équité que de gloire; & que cette pacification a mérité l'approbation des esprits les plus réfléchis.

Je ne m'arrêterai pas à réfuter ici la foule de brochures qui ont paru contre la paix, & dans lesquelles les pacificateurs ont été traités avec toute la liberté, ou plutôt toute l'indignité que l'esprit de parti inspire. Parmi ces écrits, il s'en est trouvé quelques-uns de solides composés par des citoyens instruits & zélés: mais pour un homme sage, qui a répandu quelque lumière sur cette négociation, il s'est trouvé des écrivains sans nombre, qui, soit par mécontentement des gens en place, soit pour flatter le goût de la nation, ou pour des

raisons personnelles , se sont plu à émouvoir les esprits en répandant les insinuations les plus fausses & les plus scandaleuses contre la probité & le déintéressement des ministres Anglois qui négocierent la paix.

Tel fut en 1769 & 1770 l'écrit d'un docteur, nommé Musgrave , aussi recommandable par sa famille que par une réputation jusque-là bien établie. Il profita habilement de la circonstance où il s'agissoit de l'élection d'un nouveau parlement, pour faire imprimer & distribuer une remontrance insidieuse , adressée aux électeurs de la province de Devon ; & tendante à leur persuader ce qu'ils croyoient déjà assez généralement, que la cour de France avoit distribué de grosses sommes d'argent à S. A. R. madame la princesse de Galles , au comte Butte , au duc de Bedford, aux lords Hallifax & Egremont, secrétaires d'état, & au comte de Viry, envoyé extraordinaire de Sardaigne à Londres, dans le dessein de les rendre favorables à la conclusion de la paix ; & présumant sans doute qu'ayant été injustement poursuivi en Angleterre par un ambassadeur aussi orgueilleux qu'ignorant, aussi avare que cruel, la vengeance me porteroit à donner, du moins par mon silence, quelque crédit à ses allégations téméraires, il ne craignit pas de me compliquer gratuitement dans cette affaire.

Cette remontrance, semblable à un incendie poussé par un vent violent, embrasa avec rapidité tous les esprits, contre les personnages distingués qui avoient travaillé à ce grand ouvrage. La haine que cela réveilla contre la cour S. James & contre la paix alla si loin, que, pour y mettre un terme, le parlement de 1770 se vit forcé d'en prendre

une connoissance particuliere. On fait que ce docteur n'ayant pu prouver, dans la chambre des communes, aucun des points qu'il avoit avancés dans sa remontrance, ni réfuter solidement la réponse que je me portai volontiers à lui faire, l'orateur le renvoya, après l'avoir sévèrement réprimandé, comme perturbateur du repos public, & comme un docteur en démence, qui avoit abusé de son esprit pour tourner la tête de ses compatriotes.

Comme ce docteur & ses partisans ont pris plaisir à me maltraiter pendant six mois dans les papiers publics de Londres, à l'occasion de la réponse que j'avois faite à leurs fausses insinuations, parce qu'elle n'étoit nullement du goût de la faction qui les faisoit agir; & comme sur une matiere de cette importance, une personne qui a été revêtue du caractère honorable sous lequel j'ai paru en Angleterre, & qui a été dans le cas de travailler à cette paix sous un ministre digne d'un ouvrage qui exigeoit tant de talents, ne peut trouver trop d'occasions de se venger d'un soupçon aussi odieux que celui que prétendoit jeter sur moi cet enthousiaste déréglé, je crois devoir transmettre ici à la dernière postérité la réponse que je lui fis alors dans les papiers publics : la voici.

## MONSIEUR,

« **V**ous me permettrez de croire que vous  
 » ne m'avez jamais plus connu que je n'ai  
 » l'honneur de vous connoître; & si dans  
 » votre remontrance du 12 août 1769 vous  
 » n'aviez pas abusé de mon nom, je ne me

» verrois pas forcé d'entrer en correspondance  
» avec vous.

» Vous prétendez que, *dans l'été de 1764,*  
» *on fit des ouvertures, en mon nom, à diffé-*  
» *rents membres du parlement, portant que*  
» *j'étois prêt à accuser trois personnes, dont*  
» *deux étoient pairs & membres du conseil privé,*  
» *d'avoir vendu la paix à la France; & vous*  
» *paraissez fonder là dessus la démonstration de*  
» *l'accusation que vous dites en avoir portée*  
» *vous-même à milord Hallifax.*

» Je vous déclare en conséquence ici, Mon-  
» sieur, que je n'ai jamais fait ni fait faire au-  
» cune ouverture pareille, ni dans l'hiver, ni  
» dans l'été de 1764, ni dans aucun autre temps;  
» car je suis d'une part trop fidele au ministere  
» que j'ai rempli, & de l'autre trop zéléateur de  
» la vérité.

» J'avoue que vous ne dites pas que ce  
» soit moi qui aie fait ces propositions, mais  
» seulement qu'elles ont été faites en mon  
» nom, spécialement à M. le chevalier George  
» Yonge & à M. Fitz-Herbert, membres du  
» parlement. Je vous assure ne connoître ni  
» l'un ni l'autre de ces messieurs, & n'avoir  
» jamais autorisé qui que ce soit à faire, en  
» mon nom, de pareilles ouvertures que mon  
» horreur seule pour la calomnie me fait détester.

» Je vous interpelle, monsieur le docteur,  
» de déclarer au public le nom du téméraire  
» qui s'est servi du mien pour faire ces ouver-  
» tures odieuses. Ces messieurs, que vous  
» avez dénoncés comme vos témoins, ne peu-  
» vent vous refuser de venger leur véracité &  
» la vôtre.

» Quoique je ne puisse m'empêcher de louer  
 » votre droiture qui cite ses auteurs, cependant  
 » il me paroît de la dernière imprudence, dans  
 » une affaire d'une pareille gravité, de vous  
 » fonder sur un rapport, pour nommer publi-  
 » quement un homme de mon caractère, sans  
 » l'avoir consulté auparavant.

» Si vous vous étiez souvenu du démenti pu-  
 » blic que j'ai donné dans le *S. James Chronicle*  
 » du 25 octobre 1766, n°. 881, à un avertisse-  
 » ment du même papier, n°. 875, & qui por-  
 » toit en substance ce que vous alléguez dans  
 » votre dernière remontrance, vous m'auriez  
 » épargné la peine de vous répondre aujourd'hui.  
 » Qu'en va-t-il arriver ? Le public aura lu avide-  
 » ment votre écrit, aura ajouté foi à son con-  
 » tenu par lequel vous en appelez à mon témoi-  
 » gnage : mais il changera de sentiment, quand  
 » votre intérêt, mon honneur & la vérité m'obli-  
 » gent à nier ce que vous y avancez à mon sujet.  
 » Il en est de même de ce que vous pré-  
 » tendez que, vers le 17 mai 1775, *M. Fitz-*  
 » *Herbert* vous auroit dit savoir qu'on m'avoit  
 » fait des propositions de vendre, pour une  
 » somme d'argent, les papiers qui étoient dans  
 » mes mains.

» Je me suis toujours flatté de l'estime & de  
 » l'amitié des Anglois avec lesquels j'ai vécu :  
 » qui d'eux, dans ces sentiments, auroit osé  
 » me témoigner assez de mépris pour me  
 » faire une pareille proposition ? L'injure m'en  
 » auroit été d'autant plus sensible, que le  
 » caractère de la personne auroit été plus res-  
 » pectable.

» Je ne vous suivrai, Monsieur, ni dans les

» démarches que vous avez cru devoir faire, ni  
» dans les raisonnemens dont vous vous servez  
» pour les appuyer. Ceux-ci montrent l'orateur,  
» & celles là, si elles sont fondées, prouvent le  
» patriote.

» Mais je vous atteste ici, sur ma parole d'hon-  
» neur & à la face du public, que je ne puis  
» vous être d'aucune utilité, que je ne suis jamais  
» entré en marché pour la vente de mes papiers,  
» & que je n'ai jamais, ni par moi-même, ni  
» par aucun agent autorisé de ma part, proposé  
» de faire voir que la paix avoit été vendue à  
» la France.

» Si le lord Hallifax & l'orateur, auxquels  
» vous dites vous être adressé pour m'appeller  
» en témoignage sur la validité de votre accu-  
» sation, m'avoient fait citer, ils auroient connu,  
» par mes réponses, que je pense que l'Angle-  
» terre a plutôt donné de l'argent à la France,  
» que la France n'a donné de l'or à l'Angle-  
» terre, pour conclure la dernière paix, &  
» que le bonheur que j'ai eu de concourir au  
» salutaire ouvrage de cette paix, m'a inspiré  
» les sentimens de la plus juste vénération  
» pour les commissaires Anglois qui y ont été  
» employés; & ceux de la plus vive estime &  
» de la plus sincère admiration pour feu M. le  
» comte de Viry, qui, par son attachement au  
» bien des deux nations belligérentes, & grâces  
» à son zèle infatigable, a eu la gloire d'ame-  
» ner cette paix, nécessaire aux deux pre-  
» miers peuples de l'Europe, à une heureuse  
» conclusion.

» Jugez maintenant, Monsieur, avec quelle  
» solidité vous pouvez vous fonder sur moi pour



» rendre votre accusation évidente. Je suis trop  
 » connu en Angleterre , pour avoir eu besoin de  
 » cette réponse , si la franchise de votre lettre ne  
 » m'avoit paru mériter que je vous empêchasse  
 » de faire des démarches ultérieures , qui ne  
 » pourroient tourner qu'à votre préjudice , puis-  
 » qu'elles ne seroient fondées que sur de faux  
 » rapports de mes actions. Pour vous mettre à  
 » même d'être en réalité aussi prudent que vous  
 » voulez paroître patriote , je signe cette lettre  
 » & vous y donne mon adresse , afin que , pour  
 » soutenir votre véracité , vous me présentiez les  
 » moyens de convaincre publiquement les calom-  
 » niateurs , qui ont osé se servir de mon nom ,  
 » d'une manière plus contraire encore à la vérité  
 » des faits , qu'à la dignité avec laquelle j'ai tou-  
 » jours soutenu mon caractère , au milieu de la  
 » persécution même de mes ennemis. J'ai l'hon-  
 » neur d'être votre très humble serviteur , »

LE CHEV. D'EON.

*Londres , 4 sept. 1769.*

*Petty France Westminster.*

Le public impartial & éclairé peut maintenant juger si ma conduite en cette occasion m'a justement mérité l'approbation du roi d'Angleterre & de sa cour , & les applaudissements de la mienne & des gens honnêtes & vertueux , qui seuls font l'ambition de l'homme , qui , peu inquiet de la fureur de ses ennemis , est satisfait dès qu'il peut se respecter lui-même.

*Fin du tome douzième.*



# T A B L E

## D E S

### C H A P I T R E S

#### DU DOUZIEME VOLUME.

**D**ÉTAIL GÉNÉRAL de toutes les parties des  
FINANCES du royaume de France, avec des  
OBSERVATIONS politiques & intéressantes, tant  
sur la multiplicité des impôts, que sur l'admini-  
stration & la régie des finances de ce royaume.

AVIS PRÉLIMINAIRE, Page 1

CHAPITRE PREMIER. Idée succinte de  
l'origine des principaux droits imposés sur  
les François, 2

CHAP. II. Des fermes générales & royales  
unies, 4

ARTICLE PREMIER. Droits qui composent  
la ferme générale, 5

ART. II. Distribution de la régie des fermes  
générales, 8

ART. III. Droits qui forment les fermes &  
domaines, 10

ART. IV. Droits des fermes des aides, 12

ART. V. Droits particuliers aux pays de  
gros, 13

ART. VI. Droits particuliers aux pays de  
huitieme, 14

ART. VII. Autres droits particuliers, ibid.

# TABLE DES CHAPITRES. 335

ART. VIII. Droits sur les boissons suivant les lieux ,	15
ART. IX. Droits sur différentes marchandises ,	16
ART. X. Observations sur la régie des droits d'aides ,	ibid.
ART. XI. Ferme de la marque de l'or & de l'argent ,	18
ART. XII. Ferme de la marque des fers ,	ibid.
ART. XIII. Suifs de la ville de Paris ,	19
ART. XIV. Inspecteurs des boucheries dans les généralités de Metz , Dauphiné & Roussillon ,	20
ART. XV. Bieres de Paris ,	ibid.
ART. XVI. Bureau de correspondance des eaux-de-vie ,	21
CHAP. III. Autres fermes séparées des fermes générales ,	22
ART. I. Ferme générale des postes & relais ,	ibid.
ART. II. Bourse des marchés de Seaux & de Poissi ,	23
ART. III. Droits sur les cartes à jouer ,	24
ART. IV. Droits rétablis aux entrées de Paris ,	ibid.
ART. V. Charges & offices ,	25
ART. VI. Etapes ou vivres des troupes de terre ,	26
ART. VII. Vivres de la marine ,	ibid.
ART. VIII. Poudres & salpêtre ,	27
CHAP. IV. Parties détachées des finances ,	ibid.
ART. I. Parties casuelles ,	ibid.
ART. II. Caisse des amortissements ,	28
ART. III. Paiement des rentes sur le roi ,	ibid.
CHAP. V. Etat , arrangement & produit des finances ,	29
CHAP. VI. Etat des dépenses ordinaires du	

roi de France , assignées sur ses revenus ordinaires ,	31
ART. I. <i>Dépenses de la cour ;</i>	ibid.
ART. II. <i>Dépenses militaires ,</i>	32
ART. III. <i>Pensions royales ,</i>	33
ART. IV. <i>Dépenses du ministère intérieur ;</i>	ibid.
ART. V. <i>Cours souveraines &amp; royales ,</i>	34
ART. VI. <i>Officiers en charge &amp; comptables ;</i>	ibid.
ART. VII. <i>Ouvrages publics ,</i>	35
ART. VIII. <i>Dépenses diverses ,</i>	ibid.
ART. IX. <i>Rentes &amp; intérêts ,</i>	36
ART. X. <i>Affaires étrangères ,</i>	ibid.
ART. XI. <i>Récapitulation des dépenses ordinaires ,</i>	37
CHAP. VII. Revenus royaux dont on a disposé pour un temps limité ,	38
ART. I. <i>Vingtième denier ,</i>	ibid.
ART. II. <i>Postes , relais &amp; marque des cuirs ,</i>	40
ART. III. <i>Poudres &amp; salpêtre ,</i>	41
ART. IV. <i>Seconds deux sous pour livre ,</i>	ibid.
ART. V. <i>Récapitulation ,</i>	42
CHAP. VIII. Revenus royaux aliénés pour toujours ,	ibid.
<i>Autres aliénations ou domination des revenus du roi de France ,</i>	46
CHAP. IX. Affaires extraordinaires ,	48
ART. I. <i>En 1756 ,</i>	49
ART. II. <i>En 1757 ,</i>	52
ART. III. <i>En 1758 ,</i>	55
ART. IV. <i>En 1759 ,</i>	58
ART. V. <i>En 1760 ,</i>	61
ART. VI. <i>En 1761 ,</i>	64
ART. VII. <i>En 1762 ,</i>	67

# DES CHAPITRES. 337

ART. VIII. <i>Récapitulation des affaires extraordinaires,</i>	70
CHAP. X. <i>Etat de plusieurs autres taxes qui ne sont pas royales, mais qui, se levant annuellement en France, pourroient le devenir &amp; accroître d'autant les revenus du souverain,</i>	71
ART. I. <i>Droits d'annates payés à la cour de Rome, &amp;c.</i>	ibid.
CHAP. XI. <i>Récapitulation de tous les revenus royaux, &amp; des recettes qui se font annuellement dans le royaume de France,</i>	73
CHAP. XII. <i>Affaires particulières,</i>	74
ART. I. <i>Deuxieme moitié des octrois,</i>	ibid.
ART. II. <i>Terme des droits, impôts, billets, &amp; formule pour la province de Bretagne,</i>	76
ART. III. <i>Apanage de M. le duc d'Orléans,</i>	77
CHAP. XIII. <i>Conclusion,</i>	78
MÉMOIRE INSTRUCTIF <i>sur ce qu'on appelle en France le DOMAINE D'OCCIDENT,</i>	85
DÉTAIL GÉNÉRAL ET ABRÉGÉ <i>de l'hôtel-royal des invalides, à Paris,</i>	110
CHAPITRE I. <i>Revenus de l'hôtel-royal des invalides,</i>	111
ARTICLE I. <i>Revenus en biens-fonds,</i>	ibid.
ART. II. <i>Revenus provenant de la retenue sur tout le militaire, excepté la marine &amp; les galeres,</i>	112
CHAP. II. <i>Dépenses de l'hôtel-royal des invalides,</i>	114
ARTICLE I. <i>Régie des biens-fonds, &amp; entretien de l'hôtel,</i>	ibid.
ART. II. <i>Gouvernement séculier,</i>	115
ART. III. <i>Officiers de plume,</i>	116
Tome XII.	Y

ART. IV. <i>Gouvernement ecclésiastique,</i>	117
ART. V. <i>Domestiques &amp; serviteurs,</i>	118
ART. VI. <i>Officiers des troupes de l'hôtel,</i>	ibid.
ART. VII. <i>Dépenses des tables,</i>	119
ART. VIII. <i>Linge de corps &amp; de tables,</i>	121
ART. IX. <i>Fraix d'habillement,</i>	122
ART. X. <i>Dépenses diverses,</i>	123
ART. XI. <i>Récapitulation des dépenses,</i>	124
BALANCE,	125
DES MARÉCHAUSSÉES DE FRANCE,	126
Observations,	143
<i>Récapitulation de la solde de ce corps,</i>	147
ETAT GÉNÉRAL ET ABRÉGÉ des TROUPES DE TERRE que la France a sur pied dans la présente année 1772,	149
CHAPITRE I. Des officiers-généraux,	ibid.
CHAP. II. Troupes de la maison du roi,	150
ARTICLE I. <i>Infanterie,</i>	ibid.
ART. II. <i>Cavalerie,</i>	151
ART. III. <i>Dragons,</i>	152
ART. IV. <i>Récapitulation,</i>	153
CHAP. III. Troupes de campagne,	ibid.
ARTICLE I. <i>Infanterie,</i>	ibid.
ART. II. <i>Cavalerie,</i>	157
ART. III. <i>Dragons,</i>	158
ART. IV. <i>Récapitulation,</i>	159
CHAP. IV. Troupes de garnisons,	ibid.
ARTICLE I. <i>Milices,</i>	ibid.
ART. II. <i>Invalides,</i>	160
ART. III. <i>Troupes nationales non à la solde du roi,</i>	161
ART. IV. <i>Troupes pour l'intérieur &amp; la police,</i>	162
ART. V. <i>Gardes des gouverneurs-généraux des provinces,</i>	ibid.

# DES CHAPITRES. 339

ART. VI. <i>Récapitulation des troupes de garnisons,</i>	163
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE des TROUPES DE FRANCE,	164
RECHERCHES HISTORIQUES <i>sur les trois évêchés, METZ, TOUL &amp; VERDUN.</i>	
AVERTISSEMENT,	165
CHAPITRE I. Détails sur l'origine de la généralité, & en particulier de la ville de Metz,	166
CHAP. II. Gouvernement ecclésiastique,	177
CHAP. III. Gouvernement civil,	180
CHAP. IV. Gouvernement militaire,	188
CHAP. V. Des finances,	190
CHAP. VI. Du commerce,	191
CHAP. VII. De la population,	193
CHAP. VIII. Etablissement de la gabelle,	197
CHAP. IX. Des huiles & savons,	200
CHAP. X. Manière de procéder à l'affiette & à la répartition des impôts,	203
CHAP. XI. Observations sur les exempts, les privilégiés & sur la translation de domicile,	210
CHAP. XII. Détails abrégés sur les principales villes,	213
ARTICLE I. <i>Bureau de Metz,</i>	ibid.
ART. II. <i>Bureau de Toul,</i>	215
ART. III. <i>Bureau de Sedan,</i>	217
ART. IV. <i>Bureau de Vic,</i>	220
ART. V. <i>Bureau de Thionville,</i>	221
ART. VI. <i>Bureau de Verdun,</i>	224
ART. VII. <i>Récapitulation du produit des Trois-Évêchés,</i>	226
SITUATION AVANTAGEUSE de la FRANCE dans l'Inde orientale avant la dernière	

guerre, ou description de Masulipatan & de ses dépendances, ainsi que des autres provinces que la France tenoit, à cette époque, par concession des vice-rois de Golconde,	227
CHAPITRE I. Origine de ces concessions,	229
CHAP. II. Propriétés, étendue & richesses de ces concessions,	254
SECTION I. De la grandeur & de la position de ces domaines,	255
ARTICLE I. Département de Masulipatan,	260
ART. II. Département de Narzapour,	266
ART. III. Département de l'isle de Divy,	269
ART. IV. Département de Devracota,	273
ART. V. Département de Nizampatnam,	275
ART. VI. Département de Condavir,	278
ART. VII. Département des quatre provinces du nord,	282
DIVISION I. Province de Condapelly ou Moustafanagar,	283
DIVIS. II. Province d'Elour,	285
DIVIS. III. Province de Ragimendry,	ibid.
DIVIS. IV. Province de Chicacol,	287
DIVIS. V. Etablissements des Anglois & Hollandois,	289
DIVIS. VI. Avantages particuliers à ces provinces,	292
SECTION II. Des revenus & du produit de ces domaines,	295
Terres,	296
Sel,	301
Autres droits,	304
SECTION III. Qualités & avantages du commerce,	310
CONCLUSION & opinion de l'auteur sur la paix,	322
Fin de la table du XII <sup>e</sup> . volume.	









a39003



010562600b

